

Forte abstention aux élections dans la plupart des Etats de la Communauté (51,11 % en France)

L'UDF et le RPR cherchent à exploiter le succès de M. Giscard d'Estaing

Les travaillistes au secours de la gauche

L'Europe doit être pluraliste, disait dimanche soir M. Jacques Delors, signifiant par là que la nécessité de la construction communautaire demeure, quel que soit le paysage politique sorti des urnes.

C'est d'ailleurs sur le plan national surtout que les principaux glissements d'opinion doivent être analysés. Les résultats de dimanche sont très diversifiés, seule l'affirmation des préoccupations écologistes apparaissant comme un phénomène généralisé à l'échelle du continent, bien que d'intensité variable. La montée de l'extrême droite se fera sentir en nombre de sièges à Strasbourg, mais elle concerne surtout l'Allemagne. Quant à l'autre principale transformation que va connaître l'hémicycle européen - la fait que les droites et les gauches y soient désormais à égalité - c'est presque exclusivement au beau score remporté par les travaillistes britanniques qu'on le doit (voir le reportage en page 2).

Les Verts européens arbitres à Strasbourg

Liste UDF-RPR : 28,86 % (26 sièges)
PS : 23,61 % (22) - Front national : 11,73 % (10)
Verts : 10,59 % (9) - Centre : 8,41 % (7)
PCF : 7,72 % (7)

- BELGIQUE : succès mitigé des socialistes
- DANEMARK : un échec pour le premier ministre
- ESPAGNE : les socialistes se maintiennent
- GRANDE-BRETAGNE : les travaillistes demandent des législatives anticipées
- GRÈCE : inquiétude
- IRLANDE : poursuite de la gauche
- ITALIE : ni vainqueurs ni vaincus
- LUXEMBOURG : stabilité
- PAYS-BAS : les chrétiens-démocrates renouent
- PORTUGAL : les socialistes-démocrates en hausse
- RFA : poursuite de l'extrême droite



Après la non-bataille

PAR ANDRÉ FONTAINE

La bataille, ou plutôt la non-bataille, d'Europe est terminée. Aucune vague de fond n'est venue, aux élections de dimanche, entraver l'avènement du grand marché unique. Margaret Thatcher, qui était bien décidée à n'en faire qu'à sa tête, a subi un revers qui va sérieusement affecter sa position à l'intérieur comme à l'extérieur.

Avec l'aide de Gorbatchev, Helmut Kohl, qui ne perd pas une occasion de proclamer son attachement à la Communauté, a mieux résisté que prévu à la montée des Verts et des Rouges. Autre enthousiaste de la CEE, Felipe Gonzalez a, lui aussi, bien tenu le coup... Andreas Papandréou, de tous les Européens le plus tiède, a perdu beaucoup de terrain.

En France, seuls Jean-Marie Le Pen et Philippe Herzog avaient pris franchement position contre l'Europe de l'Acte unique : leurs deux listes additionnées ne recueillent que

19 % des suffrages, ce qui représente 10 % des inscrits.

Il n'y a pas eu, malheureusement, d'avantage de vagues de fond pour l'Europe. La candidature la plus européenne, celle de Simone Veil, qui avait pourtant pour elle l'évidence de la compétence et de la sincérité, n'a eu en fin de compte guère suscité d'enthousiasme.

Comme on pouvait s'y attendre, la classe politique est unanime dans la plupart des pays à analyser les résultats en termes purement nationaux.

C'est notamment le cas en France où VGE se sent à nouveau des ailes, comme si l'incompatibilité d'humeur entre l'extrême droite et le centre ne dressait pas entre le pouvoir et lui un obstacle toujours aussi difficile à surmonter.

Quant à Laurent Fabius, son mauvais score doit autant à son style peu convaincant qu'à l'évident décalage entre la popularité du président et de son premier ministre et celle du PS.

(Lire la suite page 6.)

Un échec pour les partis

par Jean-Marie Colombani et Jean-Yves Lhonnau

Les partis politiques sont-ils morts ? Les trois grands partis de gouvernement (RPR, UDF et PS) ne rassemblent qu'un peu plus de la moitié des suffrages exprimés, soit un quart de l'électorat. Ce piètre résultat constitue pour eux un nouveau coup de sonnette et marque l'effacement de la rénovation de l'Assemblée nationale.

Les chefs de parti ont du mal à le reconnaître. M. Giscard d'Estaing, d'une part, M. Fabius et M. Veil de l'autre, ont fourni toutes les explications destinées à crier victoire ou à dissimuler une défaite.

Soul M. Mauroy, premier secrétaire du Parti socialiste,

admet ce qui était jusqu'à présent indéniable dans la classe politique. Le 18 juin 1989, deux partis l'ont emporté : les abstentionnistes et les Verts. Chef du parti au pouvoir, soutien du président de la République, adversaire d'une droite dont il a intérêt à ce qu'elle s'auto-détruisse par la sclérose, M. Mauroy ne va pas jusqu'au bout de l'analyse des résultats. Il lui faudrait alors relever trois

- La résurrection de M. Giscard d'Estaing et l'échec de M. Fabius (pages 2 et 3)
- Les scores des six grandes listes, par département et par région (page 4)
- La percée des Verts (page 5)
- Les quatre-vingt-et-un élus français (page 7)

LES RÉSULTATS COMPLETS PAGES 8 A 25

Revers pour M. Papandréou aux législatives en Grèce

Les conservateurs progressent mais n'obtiennent pas la majorité absolue

PAGE 31

Un entretien avec M. Jacques Boutet

Selon le président du Conseil supérieur de l'audiovisuel, « il fallait réformer FR 3 avant de créer une présidence commune » avec Antenne 2

PAGE 40

Le Monde

SPORTS

- Double des formules 1 à moteur Renault au Grand Prix du Canada.
- La préparation de la Coupe du monde de football en Italie.

PAGE 41

Le sommaire complet se trouve page 48

Transports publics contre voitures individuelles

Sauver les villes de l'asphyxie

Bus et métros peuvent-ils sauver les villes de l'asphyxie ? Réunis en congrès à Budapest (Hongrie), du 12 au 17 juin, les responsables des transports en commun du monde entier estiment que, s'il faut « domestiquer l'automobile », il leur est aussi nécessaire de mieux vendre leurs services.

BUDAPEST
de notre envoyé spécial

La ville crève de la voiture. A l'Est comme à l'Ouest, à Shanghai comme à Los Angeles on n'en finit pas de décrire les dommages causés à la cité par la civilisation automobile : trottoirs envahis à Budapest, pierres rongées par les gaz d'échappement à Paris, piétons tués à Lagos et surtout embouteillages monstres sur toute la planète.

Il s'agit de mieux vendre leurs services. Ils ont mis des heures à rentrer chez eux le 1^{er} mai dernier, les Londoniens et les Parisiens qui avaient emprunté leur voiture

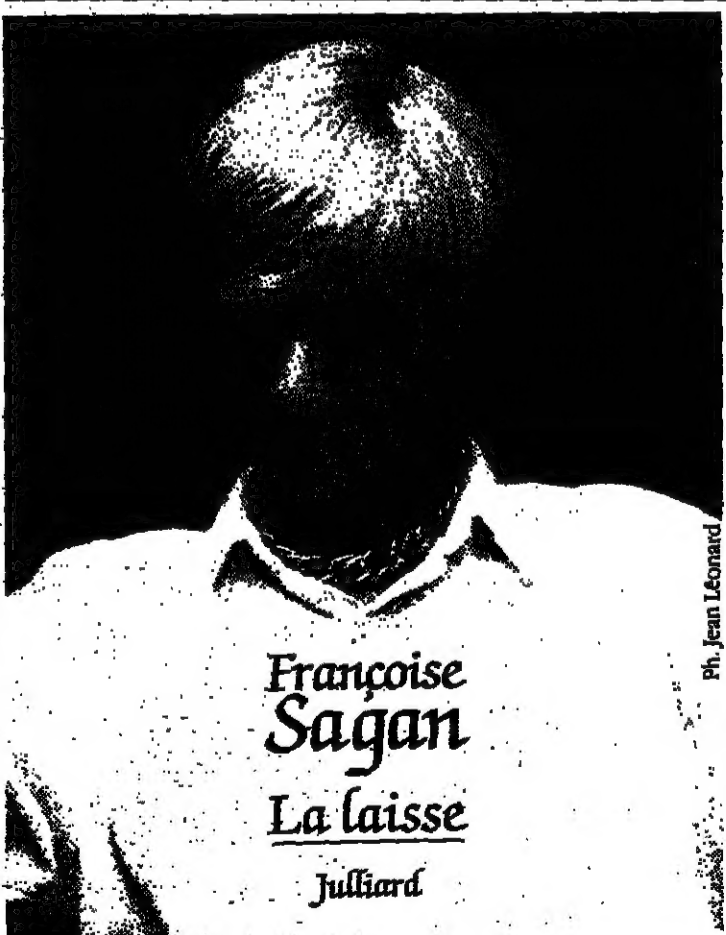
pour partir en week-end ! Tout comme ils perdent un temps précieux, les automobilistes qui utilisent leur véhicule pour se rendre au travail à Manille ou à Bruxelles. La Fédération belge de l'industrie automobile et du cycle n'a-t-elle pas calculé que chaque automobiliste belge perdait vingt minutes six par jour dans les bouchons ? Oui, l'excès de voitures tue la ville et tue la voiture elle-même. C'est ce constat qui a servi de toile de fond, du 12 au 17 juin à Budapest (Hongrie), aux travaux du quarante-huitième congrès de l'Union internationale des transports publics (UITP) regroupant environ quatre cents réseaux de bus, de tramways et de métros venus de cent pays.

Pourquoi la circulation urbaine a-t-elle tourné à la catastrophe mondiale ? « Nous assistons dans tous les pays industrialisés à une montée de l'individualisme, explique M. Pierre Laconte, secrétaire général de l'UITP. Ce phénomène est surtout perceptible chez les jeunes. Pour eux, la maison individuelle et la voiture ne sont pas

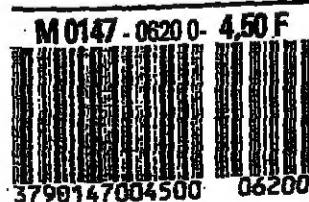
simplement les moyens de la liberté mais des occasions d'affirmation du moi. Le mouvement est général. Les hommes politiques, eux, oscillent entre l'appui à la voiture et la prévention des dégâts qu'elle entraîne. On parle aujourd'hui des pluies acides provoquées par le rejet de gaz dans l'atmosphère et coupables de tuer les forêts, mais se souvient-on qu'une personne transportée par bus exige cent fois moins de mètres carrés que la même personne au volant de sa voiture ? Et plus le véhicule roule vite, plus il consomme d'espace. L'usage inconsidéré de l'automobile est en train de modeler nos villes sur le système américain, un type d'établissement humain inconnu jusqu'alors, dilué sur un territoire, sans vie communautaire, sans cœur, autrement dit le contraire d'une cité. Il ne fait pas bon vivre dans une ville comme Los Angeles qui a 150 kilomètres de long sur 150 kilomètres de large parce que les autoroutes y ont douze voies ! »

ALAIN FAUJAS.

(Lire la suite page 44.)



Ph. Jean Lecomte



A. L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Corée/Maurice, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 160 pes. ; S.-E., 80 p. ; Grèce, 160 dr. ; Hongrie, 80 p. ; Italie, 1.800 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 20 L. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 sc. ; Suisse, 1,60 fr. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (other), 2 \$.

مكتبة أمية، الدار البيضاء

مكتبة الامم المتحدة

Les élections

Abstention record, net avantage de l'UDF-RPR

Si l'on excepte le référendum du 6 novembre 1988 sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, les européennes du 18 juin 1989 auront établi un record d'abstention pour une consultation nationale. Plus d'un Français sur deux aura boudé les urnes. Dans cinq départements métropolitains, l'abstention a dépassé les 55 % (Haute-Corse : 61,63 % ; Corse-du-Sud : 61,29 % ; Moselle : 55,98 % ; Seine-Saint-Denis : 55,70 % ; Ain : 55,27 %).

Les records de civisme reviennent à la Lozère (34,86 % d'abstention), au Lot (41,04 %) et à la Corrèze (41,47 %).

Si la désaffection des électeurs a été moindre dans les zones rurales — ce qui constitue une constante de la sociologie électorale parce qu'on vote plus dans le village que dans les villes — elle a pour cause première l'absence d'enjeu de pouvoir national. La campagne électorale, malgré les efforts des chefs de file, n'a pas été de nature à mobiliser. Enfin le citoyen-électeur semble avoir été touché par la lassitude engendrée par cette

dixième convocation au bureau de vote en quinze mois.

Est-ce une lassitude analogue qui a abouti à ce que deux Français sur trois se rangent dans le camp des abstentionnistes, des indécis (qui votent blanc ou nul) et de ceux qui ont opté pour une formation non représentée au Parlement ? Les troisième et quatrième forces du pays (l'extrême droite et les écologistes) siègeront dans l'hémicycle de Strasbourg, pas dans ceux de Paris. Dix-sept des quatre-vingt-un sièges dont dispose la France au Parlement européen échoient ainsi à des formations qui n'ont bénéficié que d'un temps réduit pendant la campagne officielle radiotélévisée.

Le pied de nez aux partis « installés », aux médias aussi, est confirmé par le score des petites listes, à commencer par celle de Chasse, pêche et tradition dont l'apparition avait provoqué l'entrée en lice des défenseurs des animaux. Les chasseurs et les pêcheurs qui ne font pas — de peu —

leur entrée dans la cour des grands, réalisent des scores étonnants. La liste de M. Goussard dépasse les 10 % dans six départements : Somme (14,97 %) ; Landes (14,58 %) ; Gironde (14,54 %) ; Dordogne (11,66 %) ; Lot-et-Garonne (11,57 %) ; Charente-Maritime (11,53 %). Au total, elle dépasse la barre des 5 % dans trente et un départements.

Quant aux « amis des bêtes », leur meilleure performance (avaloisant les 2 %) est réalisée outre-mer (la Réunion et la Nouvelle-Calédonie). En métropole, la palme revient aux Alpes-Maritimes et au Pas-de-Calais.

Le fait est que les préoccupations catégorielles ont pris une importance inconnue jusqu'à présent. La liste des chasseurs arrive en septième position, celle de la protection animale en neuvième.

Derrière les « grandes listes », celle du Parti communiste n'atteint pas les 10 % dans seize départements métropolitains. M. Philippe Herzog améliore le score de M. André Lajoinie

(le plus faible en pourcentage de toute l'histoire du Parti communiste français) de façon générale et plus particulièrement dans les fiefs actuels ou anciens de son parti : Seine-Saint-Denis (+ 6,16 points) ; Val-de-Marne (+ 4,47) ; Haute-Corse (+ 3) ; Corrèze (+ 2,50).

En revanche, dans dix-huit départements, les résultats européens sont en retrait sur ceux de la présidentielle. La chute la plus forte est enregistrée dans l'Alier (- 1,22 point). Cette déperdition n'est pas liée à l'implantation des Rennais.

La liste menée par le Toulousain Claude Lhavas obtient son meilleur score en Haute-Corse (1,64 %) et son troisième en Haute-Garonne (0,72 %).

Démontant l'assension selon laquelle nul n'est prophète en son pays, la présence du dirigeant autonome Max Simonet est de nature à expliquer que ce soit dans les deux départements de Corse que les Verts (sur la liste desquels se der-

La résurrection de M. Giscard d'Estaing

M. Giscard d'Estaing est-il redevenu in-con-tour-nable pour la droite ? Alors qu'il leur faudrait l'occuper d'urgence de remettre de l'ordre dans leurs idées, de songer à adapter rapidement les structures craquelées de l'opposition, voilà vraisemblablement la seule et unique question qui risque de mettre en émoi, dès ces prochaines heures, tous les responsables de cette opposition.

Qui, parmi eux, a pu vraiment imaginer que l'ancien président de

la République accepterait d'abandonner à tout jamais la scène nationale pour se consacrer uniquement au théâtre de l'Europe ? Il en aurait fallu beaucoup, ou alors bien peu, pour qu'il y consente. L'assurance de raver la présidence du Parlement de Strasbourg avec promesse de devenir le premier président des États-Unis d'Europe. C'est été la porte royale de sortie. Ou alors la petite porte, avec un score de déshonneur, en ce 18 juin qui aurait fait ressembler Stras-

bourg à une terre d'exil sans retour.

Giscard ou comment s'en débarrasser ? Ils ont pourtant été nombreux à se jouer ce scénario dans la tête. Chacun à sa manière. Derrière le paravent de l'union, M. Jacques Chirac a choisi d'embrasser son vieux rival pour mieux l'étouffer. Volontaire pour brûler un dernier cerge devant la photo du père, M. François Léotard a décidé tranquillement d'attendre le partage de l'héritage. Impatient, les « rénovateurs », en appelant à la France entière, quand, le 9 avril dernier, le plus télévisé d'entre eux, M. Dominique Baudis, s'en vint sur les petites incarna prier instantanément M. Giscard d'Estaing de leur « tendre le flambeau ». Résolus, les centristes, devant son entêtement, décidèrent de se rallier au panache de M. Veil pour échapper au diktat de la fausse union et jeter dans les eaux de la droite les filets de la recomposition.

Où en sont-ils, les uns et les autres, à présent ? Certes, on pourra toujours faire valoir que, par rapport à 1984, au regard des comportements antérieurs de la droite, le score de M. Giscard d'Estaing n'est pas mirobolant. Argumenter encore sur le fait que ce 18 juin marque une bonne performance de l'union RPR et UDF, plus qu'un succès personnel de M. Giscard d'Estaing. Expliquer que, d'une certaine façon, avec à ses côtés MM. Juppé, Léotard et M. Barzach, la tête de liste de l'union a bénéficié du label de la rénovation. Ou encore faire comprendre tout le paradoxe de ce vote acquis auprès d'électeurs de droite qui imaginaient peut-être eux aussi précipiter de la sorte le départ en retraite de M. Giscard d'Estaing. Arguties !

Faut-il M. Giscard d'Estaing dans un sillon. Tout le reste est littérature. En 1988 le succès de son livre *Le Pouvoir et la Vie* lui avait servi de dédicé psychologique. Il retrouvait la vie. En 1989 ces élections européennes lui auront procuré le dédicé politique. Il retrouvait du pouvoir. Il coiffe largement M. Fabius. Il approche de la barre des 30 %. Son contrat est donc largement rempli. M. Chirac ne s'était-il pas contenté d'exiger qu'il

supplante la liste socialiste d'une seule petite voix ?

M. Giscard d'Estaing va désormais pouvoir sans fioriture dire : « J'y suis, j'y reste ! » Comme il a commencé à le faire la semaine dernière, sûr déjà de sa performance. S'il se confirme que les socialistes, à l'Assemblée de Strasbourg, approchent la majorité, il choisira donc de se déstater de sa présidence de la région Auvergne pour conserver sa présidence de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale. Et en juin 1988 à la tête de l'UDF pour trois ans, il a aussi confié qu'il n'entendait point se dessaisir de ce mandat. Giscard est là et bien là. Psychologiquement renoué, politiquement régénéré, avec une opinion qui commence à s'intéresser de nouveau à lui. Un sondage effectué auprès des électeurs de l'opposition, publié par le *Nouvel Observateur* (semaine du 8 au 14 juin), l'avait déjà révélé (1). Pour 27 % des électeurs de droite, l'UDF était le meilleur chef de file devant MM. Chirac (17 %), Noir (17 %), Léotard (16 %) et Barre (9 %).

M. Chirac pourra se féliciter des doigts d'avoir ainsi contribué à faire la courte échelle à M. Giscard d'Estaing. Cette même étude du *Nouvel Observateur*, indiquait que pour les électeurs du RPR, également, l'ancien président était devenu le dirigeant le plus crédible, à deux points seulement derrière M. Chirac (25 % contre 27 %). Enfin l'image pittoresque montrant, dimanche soir, à la télévision, les deux hommes côte à côte, traduisait la résurrection soudaine d'une certaine condescendance de la part d'un ancien président de la République pour son ancien premier ministre.

M. Léotard semble également revenu à la case départ. Pour ne pas avoir osé tuer le père, le voici à présent directement menacé. Il espérait la présidence de l'UDF ou, dans un premier temps, la présidence du groupe UDF de l'Assemblée nationale. Avoir enfin les coudees franches. Mais le léotardisme reste menacé de ne redevenir qu'une sous-section du giscardisme. Et en jouant le rapprochement avec M. Madelin, M. Giscard d'Estaing est en train de miner la

direction du Parti républicain qu'il considère encore et toujours, comme « sa » chose.

Que vont faire les rénovateurs ? Ils devaient se réunir dès lundi matin pour tirer les conclusions de ces élections et préparer « l'heure de vérité ». Michel Noir qu'attendait un pénible exercice. « C'est l'horreur », convenait certains d'entre eux, dimanche soir, en apprenant le résultat de la liste d'union. Voudraient-ils toujours maintenir leurs assises de la rénovation du 24 juin à Lyon ? Dans l'immédiat ils vont regarder leurs propres résultats, qui ne sont guère probants ni encourageants pour leur mouvement. A Grenoble, chez M. Alain Carignon, la liste d'union RPR-UDF fait 26,80 % contre 10,08 % pour la liste Veil. A Lyon, 32,92 % pour la liste Giscard, 11,26 % pour la liste de centre. A Toulouse, chez M. Baudis, 24,60 % pour Giscard, 10,58 % pour M. Veil. Des chiffres qui vont faire certainement réfléchir.

La tristesse de M. Veil

Enfin, les centristes. M. Veil était « triste », dimanche soir. Le 26 mai dernier, à l'heure de vérité, elle expliquait que faire moins de 10 % serait « un échec » qu'elle se refusait d'envisager. Trois jours avant le scrutin, elle escomptait 12 %. Pour M. Veil, une page s'est sans doute, en ce 18 juin, définitivement tournée. Victime « du vote utile » habilement manié, ces derniers jours, par M. Giscard d'Estaing, et peut-être aussi des rénovateurs qui ont fini par donner l'image purement européenne de sa liste. M. Mithéguen, qui a encore l'avenir devant lui, dit « ne rien regretter », explique que cette liste autonome était « le passage de tous les jours obligé » pour l'existence d'un centre en France. Si ce centre doit réellement exister un jour, sa construction paraît dans l'immédiat singulièrement ralentie. Si les résultats avaient répondu à ses espérances, le président du CDS comptait dès cette semaine lancer le chantier des assises du centre, organiser à l'automne un grand congrès de l'union du centre. La manœuvre a été arrêtée au dernier moment.

M. Giscard d'Estaing vient de prendre un sérieux avantage psychologique, mais il n'est pas dans ses habitudes de se précipiter. Il devrait donc, cette semaine, se contenter d'observer. Entendre M. Chirac qui devait intervenir dès lundi au cours d'une conférence de presse. Attendre la réunion du bureau politique du PR. de mardi matin, les décisions des rénovateurs et des centristes, avant de proposer ses propres initiatives pour remettre en route l'UDF et ressembler les liens de l'union de l'opposition.

« Preuve est faite que notre démarche est payante, appliquée dimanche soir à Giscard. Se contentant d'accorder sur les idées, Mithéguen, rendra l'union : telle est la bonne méthode. »

Ce retour en force de M. Giscard d'Estaing ne se passera de toute façon pas sans tensions. M. Léotard n'était pas sur les plateaux de télévision dimanche soir, pas plus qu'aux côtés de sa tête de liste. Il a décidé de demeurer silencieux jusqu'à mardi, jour où paraîtra dans le *Point* une interview dans laquelle il explique que si l'opposition choisit de s'en remettre au couple Giscard-Chirac, elle restera opposition encore plus vingt ans.

Le président du PR a décidé de maintenir la publication de cet entretien. M. Léotard a aussi rencontré, dimanche après-midi M. Mithéguen. Objectif : établir les contre-fort anti-giscardiens. M. Léotard semble disposé à saisir toutes les occasions pour ne pas se faire balayer par la houle giscardienne. Il espère que les « rénovateurs » baisseront maintenant leurs prétentions, consentiront à jouer avec la jeune génération de l'opposition. Il souhaite que M. Mithéguen accepte de faire bloc avec lui, mais celui-ci se méfie de ses revirements. Face à M. Giscard d'Estaing, pour rendre bancel son faste de président de l'UDF, le RPR et le CDS sont en effet condamnés à s'entendre. Faut-il d'y être parvenu, voilà deux mois, pour conduire une liste commune de rénovation aux européennes, un tel sursaut paraît déjà bien tardif.

DANIEL CARTON.

(1) Sondage IFOP réalisé les 1^{er} et 2^{es} juin 1989 sur un échantillon de huit cents personnes.



JACQUES LANZMANN

Les Guerillans

Sur la trace d'un peuple légendaire, un étourdissant roman d'aventures

220 p. J. Claffès 85 F.

Inquiétude tranquille

Les municipales et les européennes passées, M. Rocard, sans exception, dans la fameuse période — tant attendue — des trois années sans élections nationales. Le premier ministre pense toujours qu'il a la durée pour lui et répète à ses collaborateurs : « Il me faut du temps pour travailler. » Il s'agit donc de « tenir le cap ». Pourtant, M. Rocard doit prendre en compte la grogne persistante au sein du PS. Grogne dont M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, exprime une version « douce ». Jusqu'il affirmait, en privé, que, tout en soutenant M. Rocard, il doit bien convenir que le premier ministre pratique, un socialisme « d'accompagnement », et non un socialisme de « transformation ».

Les collaborateurs de M. Rocard se disent attentifs à ces remarques, mais retournent, enquêtes à l'appui, qu'ils ne décident pas de défection dans le pays et qu'ils sont même agréablement surpris de l'effet de « résonance » produit, dans l'opinion, par la politique du gouvernement. De ce point de vue, l'élection législative partielle de Gironde, organisée à l'automne de M. Rocard, est en fait, ce n'est pas un problème, parce que tant qu'on aura en face de nous Chirac et lui, on n'aura pas de problèmes.

M. Rocard est en fait, ce n'est pas un problème, parce que tant qu'on aura en face de nous Chirac et lui, on n'aura pas de problèmes.

Les municipales et les européennes passées, M. Rocard, sans exception, dans la fameuse période — tant attendue — des trois années sans élections nationales. Le premier ministre pense toujours qu'il a la durée pour lui et répète à ses collaborateurs : « Il me faut du temps pour travailler. » Il s'agit donc de « tenir le cap ». Pourtant, M. Rocard doit prendre en compte la grogne persistante au sein du PS. Grogne dont M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, exprime une version « douce ». Jusqu'il affirmait, en privé, que, tout en soutenant M. Rocard, il doit bien convenir que le premier ministre pratique, un socialisme « d'accompagnement », et non un socialisme de « transformation ».

Les collaborateurs de M. Rocard se disent attentifs à ces remarques, mais retournent, enquêtes à l'appui, qu'ils ne décident pas de défection dans le pays et qu'ils sont même agréablement surpris de l'effet de « résonance » produit, dans l'opinion, par la politique du gouvernement. De ce point de vue, l'élection législative partielle de Gironde, organisée à l'automne de M. Rocard, est en fait, ce n'est pas un problème, parce que tant qu'on aura en face de nous Chirac et lui, on n'aura pas de problèmes.

« L'objectif reste, dit-on, de renouer l'économie, de réformer la société en profondeur et dans la durée. Mais les grands chantiers ouverts par le premier ministre passent par des phases peu médiatiques et, observe-t-on, prêtent le flanc à la critique socialiste, car ils n'entraînent pas de mesures « justes », massives, en termes d'identification droite-gauche. »

Le « chandron »

En fait, Mithéguen ne conteste pas que l'inquiétude manifestée par les socialistes à propos de la situation sociale a quelque fondement. Si le « cap » choisi doit être tenu, le retour d'automne, telle qu'elle s'annonce, imposera une plus grande prise en compte par le gouvernement des questions sociales.

Depuis que M. Rocard est en place, les principales inquiétudes de son gouvernement portent sur le climat social. Les insatisfactions persistent et les revendications, à l'automne, pourront être nourries par l'évolution de la conjoncture (retard pris par le SMIC, inflation plus forte que prévu). Or la « convalescence », qui continue, selon Mithéguen, pour l'économie française, les contraintes de la politique du « franc fort » et de la réduction du déficit public, laissent toujours

européennes

Le Monde 20 juin 1989 3

sur le PS et le Centre, percée des Verts

plus figurant en troisième position) progressent le plus par rapport, non seulement aux européennes de 1984, mais aussi par rapport au 24 avril 1988 : + 14,96 points en Corse-du-Sud par rapport à il y a cinq ans ; + 14,06 en Haute-Corse (respectivement + 13,65 et + 12,42 par rapport au premier tour de l'élection présidentielle).

Même M. Antoine Waeckel confirme la sympathie qu'il éprouve dans son département d'origine : le conseiller municipal de Mithouze gagne 11,18 points dans le Haut-Rhin par rapport au 24 avril 1988. Quatrième force électorale de l'Hexagone, les Verts auront pourtant été contents dans dix départements par les chameaux-pêcheurs qui ont fait plus qu'eux (Cantal, Charente, Charente-Maritime, Creuse, Dordogne, Gers, Gironde, Landes, Lot-et-Garonne et Somme).

M. Laurent Fabius a indéniablement pâti de ces poussées des Verts cumulées à celles des chameaux. Il fait moins bien que M. Lionel Jos-

pin en 1984, dans le Gers (-1 point), la Gironde (-0,79), les Alpes-de-Haute-Provence (-0,68) et le Lot-et-Garonne (-0,29). Bien qu'il n'ait pas été concurrencé comme son prédécesseur, il y a cinq ans par une liste d'ouverture avant la lettre (puisque les centristes, les radicaux de gauche et les écologistes qui composaient la liste ERE, créditée de 3,3 %, font partie de la majorité présidentielle), le président de l'Assemblée nationale ne dépasse de 3,3 points le score total PS + ERE réalisé en 1984 que dans trente départements métropolitains. La plus forte progression est enregistrée dans le Bas-Rhin (+8,24 points) et en Seine-Maritime (+8,22). Rien d'étonnant à ce que les électeurs aient ainsi marqué une préférence pour M. Catherine Trautmann, nouveau maire de Strasbourg, numéro deux derrière le premier adjoint au maire du Petit-Quevilly.

L'insuccès de l'ancien premier ministre s'avère lorsque l'on compare ses résultats à ceux réalisés par le candidat François Mitterrand. Il

ne fait mieux dans des contextes très spécifiques qu'à Wallis-et-Futuna et en Nouvelle-Calédonie. Partout ailleurs, il est en recul : la chute allant de 3,29 points en Ariège à 17,07 (Somme) et 17,67 (la Réunion).

Dans le camp de la droite parlementaire, la présence de M. Simone Veil n'a pas empêché M. Valéry Giscard d'Estaing de gagner son double pari : devancer M. Fabius et friser la barre des 30 %. Autre motif de satisfaction pour l'ancien chef de l'Etat : le « laboureur profond » de l'union rapproche électoralement plus que le « rétif large » de la concurrence.

En dehors de la situation spécifique à la Nouvelle-Calédonie, le total recueilli par la liste UDF-RPR et celle du Centre est inférieur au score de la liste unique de 1984. La déperdition est parfois sensible puisque, s'il y a treize départements métropolitains où elle est inférieure à 4 points, elle est supérieure à 10 dans trois autres (Charente-Maritime, Bas-Rhin et Gironde).

La liste d'union UDF-RPR dépasse la barre de 30 % des voix dans 49 départements en métropole et en outre-mer. Celle de M. Simone Veil franchit le seuil de 10 % dans dix-huit départements, notamment à Paris (16,44 %).

Quant à l'extrême droite, elle confirme son implantation dans ses quatre régions de prédilection. D'abord la façade méditerranéenne : Alpes-Maritimes (25,05 %), Var (22,86 %) et ressorts spectaculaires à Marseille par rapport aux municipales. Il en est de même dans le Languedoc-Roussillon (18,67 % dans les Pyrénées-Orientales), dans la région parisienne (17,47 % en Seine-Saint-Denis) et en Alsace (13,75 % dans le Haut-Rhin).

Le politologue Alain Lancelot, à la veille du scrutin, prédisait des résultats comparables à « une secousse dans une assiette de gelée ». Il avait tort car la gélatine est indestructible.

ANNE CHAUSSEBOURG.

Le score de M. Laurent Fabius limite sa marge de manœuvre au sein du PS

Le dernier congrès du PS s'était tenu en avril 1987, à Lille. Depuis lors, M. François Mitterrand a été réélu, M. Michel Rocard est devenu premier ministre, et M. Lionel Jospin, « numéro deux » du gouvernement, a été remplacé au poste de premier secrétaire par M. Pierre Mauroy, sorti vainqueur d'une rude confrontation avec M. Laurent Fabius.

Les élections législatives n'ont donné au PS qu'une majorité relative à l'Assemblée nationale, et MM. Mitterrand et Rocard ont formé une équipe ministérielle ne comprenant qu'un peu plus d'une moitié de socialistes. Le mot d'ordre était l'« ouverture », mais c'est sur la base d'un accord difficile avec les communistes que le PS a obtenu un succès aux élections municipales de mars dernier.

Il est grand temps, pour les socialistes, de tenter de tirer au clair cette succession de mythes qui les dépassent et dont, sourds au conseil de Cocteau, ils n'ont pas même fait d'être les organisateurs. Le congrès, dont M. Mauroy devrait proposer qu'il se tienne en mars 1990, leur permettra-t-il de retrouver le socle du film ? Rien n'est moins sûr. Trois tâches devraient figurer à l'ordre du jour du PS : la mise à jour de son projet, le positionnement de ses principaux dirigeants et la

modernisation de son fonctionnement.

La refonte de la théorie avait été, sur proposition de M. Mauroy, dissociée de la détermination des rapports de force, la première devant faire l'objet d'un congrès extraordinaire, dit « idéologique ».

Cette méthode avait été considérée par ses adversaires comme une « grosse ficelle » imaginée par M. Mauroy pour protéger la direction du parti en organisant un débat d'idées à blanc. Une telle intention ne peut être exclue, mais il est juste d'observer que le son des équilibres internes peut paralyser l'aggiornamento doctrinal, les principaux acteurs évitant de prendre des risques afin de ménager la possibilité de la « synthèse » finale.

La formule des deux congrès ayant été abandonnée lors de la réunion du comité directeur le 4 avril, il appartiendra aux prochaines assemblées d'« acter », comme dit M. Mauroy, les évolutions intervenues depuis 1983 dans la politique menée par les socialistes. « Acter », sans plus : le parti français ne construirait donc pas son Bad-Godesberg, référence au congrès qui avait consacré, en 1959, l'abandon du marxisme par la social-démocratie allemande.

Officiellement « gelée » pendant la campagne pour l'élection européenne, la préparation du prochain congrès du Parti socialiste va démarrer au grand jour, dès cette semaine, sans attendre la réunion du comité directeur qui, le 2 juillet, doit fixer la date de ces assemblées.

Le score obtenu, dimanche 18 juin, par la liste que conduisait M. Laurent Fabius peut, toutefois, inciter les dirigeants socialistes à la prudence. Il paraît en tout cas limiter la marge de manœuvre du président de l'Assemblée nationale, dont la campagne avait déjà soulevé des critiques exprimées en privé au sein du PS.

M. Fabius a mis en cause, pour sa part, à mots à peine voilés, le Parti socialiste, en évoquant les efforts d'adaptation nécessaires pour mobiliser l'électorat socialiste et élargir l'assise de la majorité.

M. Rocard s'était dit satisfait, lors du congrès de Toulouse, en octobre 1985, par l'« écriture » de la motion finale. Ce compromis pourrait bien faire encore de l'usage, et ceux qui seraient tentés de causer du chagrin au premier ministre en être pour leur frais.

Rendez-vous en 1992

S'il n'est pas celui de la clarification intellectuelle, il n'est pas sûr que le prochain congrès apporte une lumière nouvelle sur les positions des différents ténors ni sur leurs alliances. S'y oppose, d'abord, la thèse simple selon laquelle un congrès ne peut être décisif que s'il précède une échéance électorale décisive. Rendez-vous, donc, en 1992, à la veille des élections législatives et en vue de l'élection présidentielle qui — sans surprise, déjà envisagée par certains — aura lieu en 1995.

Tout dépend, en fait, de la stratégie qu'adopteront M. Laurent Fabius. Depuis plusieurs mois déjà, les analyses tournent autour d'une question : est-ce que le président de l'Assemblée nationale « y va pas ? » Veut-il se détacher du courant « A-B » (mitterrandiste et mauroyiste), rédiger sa propre motion, compter ses partisans ? Et, s'il le fait, agira-t-il seul ou bien recherchera-t-il une alliance avec M. Jean Poppen et M. Jean-Pierre Chevènement ?

D'autres songeaient, au contraire, à un accord Rocard-Fabius, et ils ont cru voir le président de l'Assemblée nationale faire un pas dans cette direction lorsque, le 17 mai, à « L'heure de vérité », il s'est déclaré

interne si personne de plus titré qu'eux ne leur donne le signal des réjouissances.

Reste la « rénovation ». M. Mauroy n'aime pas le mot lorsqu'il est employé par des socialistes à propos de leur parti : pourquoi le PS s'efforcera-t-il une pareille position, qu'il ne mérite pas, alors que la droite, elle, a un vrai problème de rénovation et ne parvient pas à le résoudre ? Le premier secrétaire n'en est pas moins conscient des sécheresses dont souffre la formation qu'il dirige.

Selon une expression en vogue parmi les socialistes, le PS « joue à bureaux fermés ». En d'autres termes, toutes les places sont prises, y compris celles de simple militant, les nouveaux arrivants étant accueillis avec méfiance par des sections soucieuses, avant tout, de préserver ou leur sein le dosage des différents courants.

L'inventaire des handicaps dont souffre le PS est abondant. Il se résume, en fait, à quatre têtes de chapitre : la rigidité des courants, l'absence de débats, la faiblesse militante et le manque de relais, notamment syndicaux.

Les courants sont figés depuis le congrès de Metz, qui avait vu, il y a dix ans, l'affrontement des mitterrandistes, des rocardiens, des mauroyistes et des partisans de M. Jean-Pierre Chevènement. Immuablement, depuis dix ans, la répartition des positions de pouvoir se fait selon la même mesure des forces, avec des correctifs tenant compte, pour Socialisme et République (le courant de M. Chevènement) des résultats du congrès de Bourg-en-Bresse, en 1983, et, pour les rocardiens, de ceux du congrès de Toulouse, en 1985. Or, plus de la moitié des militants du PS y sont entrés il y a moins de dix ans.

En outre, les courants de pensée ont, de plus en plus, fait place à des « écuries » réunies autour d'un dirigeant qui apparaît comme un candidat possible à la présidence de la République : MM. Rocard, Fabius, Jospin et Chevènement.

Cette situation est, en partie, la cause de l'absence de débats, qu'il est arrivé au président de la République de regretter devant certains

de ses interlocuteurs. L'un d'entre eux lui a fait remarquer que le PS débattait, certes, chaque week-end ou presque avant 1981, mais qu'il ne se souciait guère, alors, de savoir si les propositions qu'il avançait étaient compatibles avec le respect des grands équilibres économiques et sociaux.

Le rôle de Delabarre

Le vieillissement du mode de fonctionnement du PS inspire toutes sortes d'idées de réforme. Il a, surtout, suggéré à un représentant de la génération des quarante ans, M. Michel Delabarre, ministre de l'équipement, une tentative à proprement parler « rénovatrice ».

Entouré de députés et de maires appartenant pour la plupart, mais pas tous, à l'ex-courant Mauroy, M. Delabarre, dauphin sans doute bien défini, est présenté par ses amis comme un homme qui ne figure pas parmi les présidents de premier rang et peut, par conséquent, jouer un rôle de modernisateur du parti sans que quiconque puisse en prendre ombrage. Sa candidature à la succession de son « père » en politique, M. Mauroy, a été lancée il y a quelques semaines. Après un entretien avec le maître de Lille, le ministre de l'équipement, nouveau maire de Dunkerque, semble s'être replié — et peut-être était-ce son objectif d'origine — sur un schéma évolutif : M. Mauroy conserverait le poste de premier secrétaire au prochain congrès, mais passerait le relais à M. Delabarre en cours de mandat.

Les partisans de M. Delabarre estiment en effet que les chances de conquérir le parti risquent d'être minces au congrès suivant et que leur champion doit s'installer dans la place avant que les rivalités ne s'effacent entre les principaux prétendants à la succession de M. Mitterrand.

Déjà, la vieille garde mitterrandiste s'inquiète de voir le PS retourner durablement aux mains des gardiens de la « vieille maison », venus de la SFIO. M. Louis Mermat, qui avait fait une première tentative l'an dernier, s'est lancé de nouveau dans une entreprise de conquête de la Rue de Solferino. Rénovation ou restauration, écrit-on en débat ?

PATRICK JARREAU.

Les résultats du ministère de l'Intérieur (1)

	Voix	Sièges
UDF-RPR (M. Giscard d'Estaing)	38 155 516	25
PS (M. Fabius)	18 651 436	22
FN (M. Le Pen)	13 984 088	10
Verts (M. Waeckel)	1 112 155	9
Centre (M. Veil)		7
PC (M. Hatzigeorgidis)		7
Chenex (M. Gontard)		
LO (M. Laguerre)		
Pro. Aut. (M. Alessandrini)		
Alliance (M. Jospin)		
MPPT (M. Gaspelin)		
Ren. (M. Labrousse)		
Gen. Europ. (M. Rostoll)		
RTL (M. Cheminade)		
IDF (M. Bianchi)		

(1) Ce total ne comporte pas les résultats de la Polytechnique française ni ceux de certains bureaux de vote des Français établis à l'étranger.

à Matignon

peu de marges de manœuvre financière. Quant au malaise « qualitatif » de nombreuses catégories sociales, il fait de certaines professions, selon l'expression d'un conseiller de Matignon, un véritable « chaudron » bouillonnant.

Dans ces conditions, Matignon ne s'attend pas à un embourgeoisement généralisé mais juge plausible l'éclatement de conflits localisés, de type « spontanéiste », entraînant une « tension à subversifs ». Le tout dans un contexte de faiblesse syndicale qui peut rendre une telle situation difficile à gérer.

Toujours sur le front social, le thème du « partage », sur lequel M. Mitterrand insiste, sera à l'ordre du jour cet automne, et le premier ministre en prendra sa part. La difficulté, vue de Matignon, est que ce débat risque, en PS, d'être « pollué » par la proximité du congrès prévu pour le début de 1990.

Enfin, il n'est plus possible de négliger l'interférence de l'Europe dans les débats français. Le projet de budget pour 1990 contiendra des nouvelles mesures fiscales d'harmonisation. L'accentuation des contraintes européennes peut susciter aussi bien l'opposition résignée du PCF que les réticences du PS. Le premier ministre n'exclut plus que le PCF puisse joindre ses voix à celles

de la droite sur une motion de censure.

Indépendamment de l'attitude de la droite et du centre, si l'Élysée et Matignon veulent désarmer les oppositions venues de la gauche, la présidence française de l'Europe (qui commence le 1^{er} juillet) devra être marquée de signes permettant une « identification » de gauche claire. Cette « identification » se jouera en particulier sur l'Europe sociale.

La rentrée, en somme, sera sociale pour tout le monde et sur tous les fronts. « Le discours sur les grands équilibres est nécessaire, dit-on aujourd'hui dans l'entourage de M. Rocard, mais il ne peut pas être le seul ». Pourtant, le premier ministre risque de se trouver dans une situation à la fois paradoxale et peu confortable.

On rappelle, en effet, à Matignon, que M. Rocard maintient la priorité à la lutte pour l'emploi plutôt qu'à l'augmentation du pouvoir d'achat. Plus exactement, il s'agit, avant tout, d'améliorer le pouvoir d'achat des « exclus » du système. En créant des emplois pour ceux qui n'en ont pas, notamment les femmes et les jeunes, on distribue du pouvoir d'achat supplémentaire... mais pas à ceux qui en réclament. De même, en matière de logement social, l'effort décidé portera sur les exclus, sur

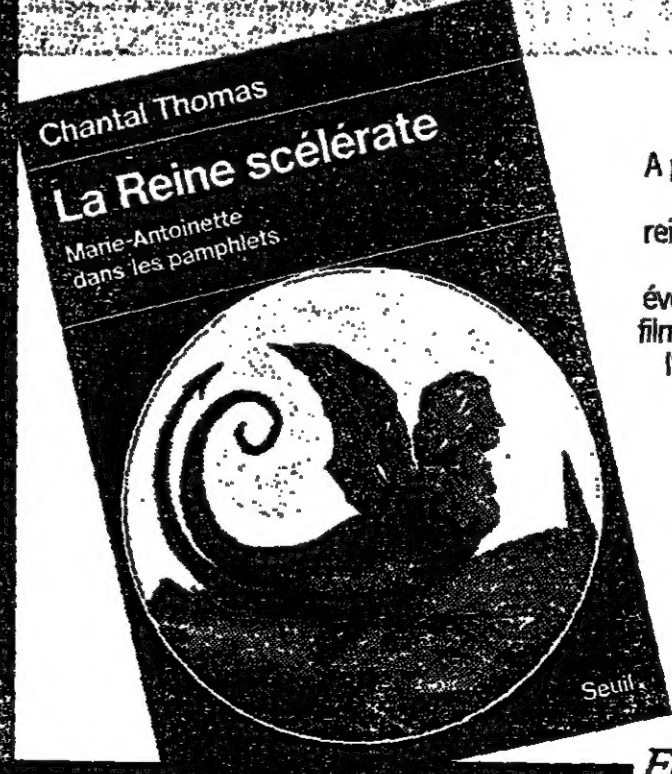
ceux qui sont encore trop pauvres pour pouvoir habiter des HLM, c'est-à-dire d'abord les bénéficiaires du RMI.

Ainsi, le gouvernement est-il décidé à consentir un effort social qui bénéficiera — c'est là qu'est le paradoxe — à ceux qui ont le moins de moyens de pression sur lui — les « exclus » de tous ordres — et ne calmera pas le mécontentement de ceux — les salariés — qui disposent, notamment, de l'arme de la grève. Tous ces ingrédients tracent le synopsis de ce que pourrait être, à l'automne, la « scénarisation » des mouvements sociaux nombreux et anarchiques, des syndicats dépassés, un PS en proie à la grêle, et, pour jouer à se faire peur, un gouvernement renversé à l'Assemblée nationale par l'adoption d'une motion de censure sur le projet de budget.

Il est vrai que, à l'Élysée, Matignon, on commence à avoir l'habitude de sortir sans trop de dégâts des tempêtes successives. Les Corvées ont fini par céder devant l'opiniâtreté de M. Rocard. En Nouvelle-Calédonie, au traumatisme de l'assassinat de M. Jean-Marie Tjebou, a succédé un « immense soulagement », après les élections provinciales. Au point qu'un communicateur fou pourrait presque inventer un nouveau concept pour décrire l'ambiance à Matignon : l'inquiétude tranquille.

JEAN-LOUIS ANDRÉAN.

CHANTAL THOMAS



A partir des innombrables pamphlets contre la reine, l'étude d'une image, d'un mythe et de son évolution. Une manière de film fantastique : comment l'imaginaire transforme une jeune princesse en une prostituée, une nymphomane, un monstre.

92 F

Editions du Seuil

مكتبة الامانة

هذه امة الاصل

Les élections

Les résultats des six premières listes

par département

(En pourcentage des suffrages exprimés.)

DÉPARTEMENTS	PC	PS	VEROS	CENTRE	UDF-RPR	FN
AIN	4,93	22,82	10,61	10,32	30,53	12,56
ARDECHES	9,83	24,37	9,94	6,84	26,44	11,08
ALLIER	16,89	22,09	7,90	6,54	30,54	7,86
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	9,74	22,22	12,18	6,89	25,36	11,59
HAUTES-ALPES	6,86	21,66	12,71	16,79	24,23	10,24
ALPES-MARITIMES	7,21	17,20	8,76	6,63	30,40	25,05
ARDECHES	8,49	23,49	10,54	8,44	30,22	8,73
ARDENNES	8,01	24,03	10,44	7,56	27,16	11,26
ARIEGE	11,05	37,51	9,55	5,02	19,46	7,96
AUBE	6,57	21,33	10,19	9,00	31,20	12,12
AUDE	11,59	33,88	8,95	4,94	21,06	10,04
AVEYRON	4,45	24,76	10,41	10,04	33,77	6,04
BOUCHES-DU-RHON	12,85	19,03	10,38	6,02	23,90	20,76
CALVADOS	4,91	23,54	11,53	8,94	30,88	9,12
CANTAL	4,56	22,90	6,25	5,70	42,67	4,94
CHARENTE	8,02	26,42	8,90	8,03	26,93	7,09
CHARENTE-MARITIME	6,32	23,51	9,93	7,96	27,57	8,92
CHER	13,98	21,25	8,83	7,77	29,00	10,02
CORREZE	16,16	22,64	7,43	4,98	35,77	5,56
CORSE-DU-SUD	10,76	17,05	10,02	3,50	37,19	12,45
HAUTE-CORSE	10,83	24,42	15,05	2,17	35,96	9,66
COTE-D'OR	4,34	24,86	11,45	9,41	30,84	11,45
COTES-DU-NORD	9,24	25,63	13,17	9,44	28,55	6,21
CREUSE	11,23	27,07	6,49	5,39	30,82	5,97
DORDOGNE	11,56	24,12	9,17	5,43	26,06	7,73
DOUBS	3,48	26,09	12,17	8,35	31,63	10,09
DROME	7,20	24,16	11,90	8,04	25,88	11,77
EURE	6,20	24,53	10,35	7,87	30,02	11,62
EURE-ET-LOIR	5,00	23,99	8,99	8,49	31,92	12,98
FINISTERE	5,23	26,55	11,99	10,11	31,99	8,05
GARD	13,07	21,48	9,49	6,37	23,01	14,75
HAUTE-GARONNE	7,13	30,56	11,31	8,61	21,79	11,32
GERES	6,35	28,52	9,43	7,08	25,69	7,90
GERONDE	9,77	25,53	9,51	5,95	22,18	15,90
ILLE-ET-VILAINE	3,32	23,78	13,38	14,23	31,19	6,72
INDRE	8,92	27,49	7,67	7,21	29,66	8,65
INDRE-ET-LOIRE	5,61	26,09	10,48	9,09	29,83	9,88
ISERE	7,87	24,78	12,80	8,94	25,07	12,59
JURA	6,09	23,94	12,37	7,33	31,37	9,73
LANDES	7,68	30,62	5,63	5,89	24,40	7,05
LOIRE-ET-CHER	6,87	25,05	8,75	8,20	31,89	9,27
LOIRE	8,11	21,55	9,93	9,04	30,53	12,68
HAUTE-LOIRE	4,01	22,46	11,08	9,59	36,52	8,37
LOIRE-ATLANTIQUE	4,38	27,81	11,36	8,82	29,95	7,67
LOIRET	7,07	22,20	9,70	9,10	31,53	11,79
LOT	7,37	23,01	9,27	6,60	24,28	11,22
LOT-ET-GARONNE	4,80	20,30	8,70	7,45	41,62	7,98
LOZERE	3,13	22,24	10,78	12,32	36,21	6,77
MAINE-ET-LOIRE	2,79	21,28	11,36	7,94	36,59	7,94
MARNE	6,67	21,35	10,72	10,03	30,84	12,21
HAUTE-MARNE	4,67	22,63	11,66	7,43	31,95	11,98
MAYENNE	2,17	21,69	11,53	11,24	39,05	6,11
MEURTHE-ET-MOSELLE	8,02	24,05	11,33	9,40	28,11	11,38
MEUSE	4,42	23,21	11,13	8,35	33,69	10,76
MORBIHAN	4,94	22,48	11,82	9,12	33,30	9,78
MOSELLE	4,06	22,07	13,63	8,40	28,95	14,56
NIÈVRE	10,67	33,16	8,39	5,96	25,07	8,81
NORD	10,91	24,41	9,64	8,95	25,08	11,63
OISE	7,99	22,22	10,99	7,33	25,55	13,69
PAS-DE-CALAIS	12,86	27,35	8,99	5,87	29,91	8,71
PUY-DE-DOME	6,66	26,60	9,75	7,05	35,67	7,18
PYRENEES-ATLANTIQUES	5,23	25,18	9,43	7,99	29,76	8,88
HAUTES-PYRENEES	10,98	26,53	7,93	15,24	20,55	7,76
PYRENEES-ORIENTALES	10,82	25,58	9,12	5,31	22,57	18,67
BAS-RHIN	1,27	21,26	16,89	10,21	31,24	13,56
HAUT-RHIN	1,56	19,08	20,47	8,90	30,57	13,75
RHON	6,64	21,56	10,34	10,36	30,07	15,36
HAUTE-SAONE	4,21	27,11	10,55	7,20	30,28	10,15
SAONE-ET-LOIRE	7,27	27,00	9,26	7,63	32,21	8,35
SARTHE	6,29	26,78	10,80	8,95	31,56	6,69
SAVOIE	6,78	24,48	12,12	10,92	28,22	11,25
HAUTE-SAVOIE	3,57	19,36	13,26	12,78	31,09	11,44
PARIS	4,29	20,12	10,77	10,44	35,88	14,07
SEINE-MARITIME	9,52	28,08	9,83	7,44	27,02	9,46
SEINE-ET-MARNE	7,29	21,90	11,72	8,13	28,14	15,51
YVELINES	5,48	20,39	10,94	10,37	33,22	14,06
DEUX-SEVRES	3,04	27,34	10,61	9,25	31,34	5,29
SOMME	9,84	19,59	8,53	6,26	25,87	9,13
TARN	6,73	29,14	10,37	6,32	26,40	10,65
TARN-ET-GARONNE	6,04	26,11	11,75	7,48	25,42	11,20
VAR	8,08	17,96	8,84	5,94	28,30	22,86
VAUCLUSE	8,06	21,51	10,34	6,42	26,21	17,75
VENDÉE	2,77	22,82	9,39	9,87	38,82	6,46
VIENNE	6,25	28,84	10,08	10,57	28,24	7,10
HAUTE-VIENNE	13,76	28,94	8,70	6,18	24,63	6,63
VOSGES	3,68	23,95	12,26	8,93	31,47	10,67
YONNE	7,35	21,36	10,20	8,34	29,72	13,00
TERRITOIRE-DE-BELFORT	4,41	29,17	12,85	7,53	24,98	13,43
ESSONNE	8,97	23,14	12,46	9,22	26,69	13,56
HAUTS-DE-SEINE	8,62	19,63	10,41	10,21	31,99	14,37
SEINE-SAINT-DENIS	19,66	19,86	10,41	6,78	20,26	17,47
VAL-DE-MARNE	15,41	20,38	11,13	8,41	25,05	14,52
VAL-D'OISE	10,30	21,66	11,31	8,83	25,91	16,26

par région

(En pourcentage des suffrages exprimés.)

RÉGIONS	UDF-RPR	PC	PS	VEROS	CENTRE	UDF-RPR	FN
Alsace	UDF-CDS	1,38	20,43	18,30	9,69	30,97	13,64
Aquitaine	RPR	7,62	25,63	8,44	6,82	25,57	9,17
Auvergne	UDF-RPR	8,79	24,19	9,01	2,15	35,30	7,27
Bourgogne	UDF	7,03	26,22	9,94	8,01	30,10	10,30
Bretagne	RPR	5,55	24,74	12,57	10,81	31,32	7,68
Centre	UDF-RPR	7,56	24,18	9,26	8,48	30,68	10,62
Champagne-Ardenne	RPR	6,59	22,14	10,71	8,83	30,32	11,95
Corse	RPR	10,81	19,46	15,49	2,77	36,51	10,91
Franche-Comté	UDF-RPR	4,35	26,20	11,90	7,75	30,48	10,41
Île-de-France	RPR	9,29	20,74	11,07	9,27	29,42	14,81
Langues-Roussillon	UDF-RPR	10,92	24,31	9,31	5,86	23,14	14,76
Lorraine	PS	14,17	26,34	7,85	5,61	29,02	6,13
Lot	UDF-RPR	5,23	23,13	12,43	8,79	29,58	12,49
Lot-et-Garonne	UDF-RPR	7,21	29,04	10,55	8,47	24,71	9,37
Mayenne	PS	11,66	25,54	9,39	7,76	24,74	10,51
Normandie	UDF-RPR	3,76	22,29	11,39	8,61	34,10	8,60
Haute-Normandie	RPR	8,32	27,72	9,99	7,57	27,52	10,11
Pays-de-la-Loire	RPR	3,92	24,96	10,80	10,02	34,03	6,95
Picardie	UDF-RPR	9,16	21,97	9,94	6,82	26,66	11,26
Polignac-Charente	UDF-RPR	5,97	25,29	9,89	8,84	28,40	7,28
Provence-Alpes	UDF-RPR	9,64	18,88	9,82	6,58	26,70	21,18
Alsace	UDF-RPR	6,80	22,60	11,35	9,86	28,83	12,80

La soirée sur les chaînes de télévision

L'Europe ? Hors programme !

Qui a gagné ? La question divise les chaînes pendant plus d'une heure, en cette soirée des élections européennes. TF1, sur la foi d'un sondage IPSOS, a donné, dès 22 heures, son verdict : Valéry Giscard d'Estaing (25,5 %), alors que les écologistes accusent une surprenante troisième place, avec 12 %. Sur Antenne 2, on est plus prudent : Bulli BVA se contente d'abord de fourchettes qui donnent l'ancien président de la République nettement en tête et Jean-Marie Le Pen en troisième position. Sur la Cinq, la SFRS est catégorique : les sondages sur les intentions de vote effectués une semaine avant le scrutin sont imparfaits ; un échantillon des premiers bulletins dépeçonnés donne la liste d'union à 30 %, loin devant ses concurrents.

Cette glorieuse incertitude des sondages déconcerte le respectueux, habitué à découvrir dès 20 heures le visage de ses nouveaux élus. Elle prend au dépourvu Simone Veil. L'ancienne présidente du Parlement européen commence la soirée heureuse de ses 12 %, pour apprendre brutalement devant les caméras qu'elle est en dessous de la barre fatidique des 10 %.

C'est trop compliqué...

Qui a gagné ? Dès 22 h 10, Antoine Wechsler s'empare du micro, triomphant, certain que les Verts viennent de bouleverser le jeu politique français. De chaînes en chaînes, il observe, avec une ironie qu'on ne lui connaît pas, les « autres » se découvrir des vocations écologistes. Mais, dès 22 h 37, Jean-Marie Le Pen contre-attaque. Dans une intervention-flèche, impitoyablement coupée par ce « système médiatique » qu'il pourfend, il dénonce « la magouille des sondages », qui abuse les téléspectateurs avant de les serrer le cou. André Goussard, lui, reste calme. Il sait que la liste Chasse, pêche et tradition a fait mouche. Il a dans sa gibecière « une grande stratégie pour la pêche et la chasse françaises », qu'il aurait bien développée devant les caméras. Mais, sur les plateaux, l'heure est à d'autres tableaux de chasse.

Qui a gagné ? « Les abstentionnistes », reconnaît Pierre Mauroy approuvé par le chœur des commentateurs et hommes politiques. Mais quelles sont les motivations secrètes des 50 % de Français qui ont bouclé les urnes ? L'Europe est trop compliquée, affirme Edith Cresson, qui pardonne aux électeurs d'avoir péché par ignorance. « L'Europe est faite par les deux quartiers et contre les couches populaires », souligne Charles Fiterman, qui déplore l'effet parasite des purges chinoises sur la mobilisation de son électeur. « Si vous ne vous en semez pas, je suis premier », répond en écho sur A2 un petit Chinois croyant par l'instinct devant une urne. L'Europe n'est pas en cause, c'est la classe politique française qui subit un échec, résume de Bruxelles Jacques Delors.

La classe politique française est trop occupée par ses débats internes pour relever l'accusation. Pour Valéry Giscard d'Estaing, l'heure est au triomphe. L'ancien président

de la République est partout. Retour par les leaders de la liste RPR-UDF, il annonce que les jours de socialisme sont comptés. À côté de Jacques Chirac, il est mis, mais il n'y a pas. Michel Rocard le coupe sur A2 pensant à son ancien premier ministre comme à « cet andouille qui croit que je vais m'installer à Strasbourg ». Au « Bédouin Show », enfin, Valéry Giscard d'Estaing se console.

Pendant ce temps, ses collègues RPR font la chasse aux communistes. Michèle Barzach tente de démon-

Lapsus fabinsien

Le résultat de la liste socialiste est la traduction d'un rejet de son chef de file ? A cette question posée sur RTL, M. Laurent Fabius a répondu lundi matin 19 juin par la négative en commentant son passage un lapsus. Il a rappelé que M. François Mitterrand avait obtenu, en 1978, le même score que lui et que, deux ans plus tard, cela ne l'avait pas empêché d'être élu président de la République. « Je me suis engagé fortement dans cette campagne présidentielle », a-t-il poursuivi, « et si le résultat est ce qu'il est (...) il nous faut travailler sur son gouvernement (ici) du PS pour essayer de monter plus haut ».

trier à un Jacques Barrot rééditant les bienfaits d'une liste unique de l'opposition. Alain Juppé organise déjà l'opposition amie et tend les bras à Pierre Méhaignerie, qui reste pantalon.

Les socialistes ont la défaite. Pierre Joxe opte pour la concision. Michel Rocard pour la pédagogie. Laurent Fabius pour l'espoir en des jours meilleurs. Reconverti en trinitaire sous le crayon d'Alain, la tête de liste socialiste, s'exprime : « En prenant, comme Chang, je croyais en Dieu ».

Mais le cœur n'y était pas

Pierre Mauroy et Claude Chagnon pressent du champ. Ils ne veulent voir que le recul des conservateurs et la victoire des socialistes en Europe.

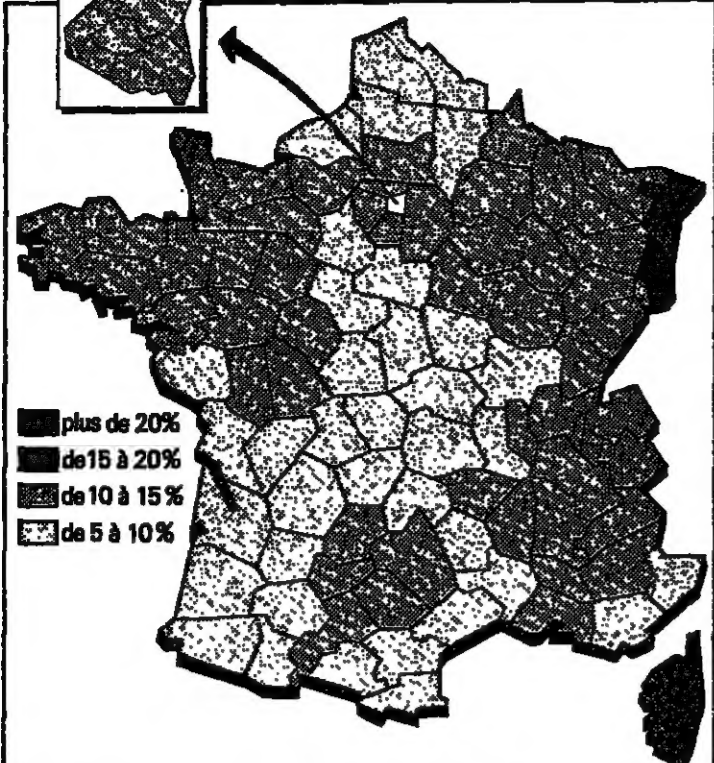
L'Europe ? On l'avait presque oubliée. Évidemment sans passion les scores et pourcentages des différentes élections, toutes les chaînes ont sacrifié au tour ritual des capitales des Douze. Mais le cœur n'y était pas. Et le cœur de l'Europe lui-même battait à vide. FRS a bien essayé d'y insuffler le spectateur dès 20 h 35, en multipliant les reportages de rétrospective.

Mais Strasbourg a annulé sa fête. Antoine 2, venue faire un détour dans la capitale de l'Alsace, n'y a trouvé que Catherine Truntnann, incapable, malgré toute sa bonne volonté, de révéler l'histoire du Parlement européen, désemparée.

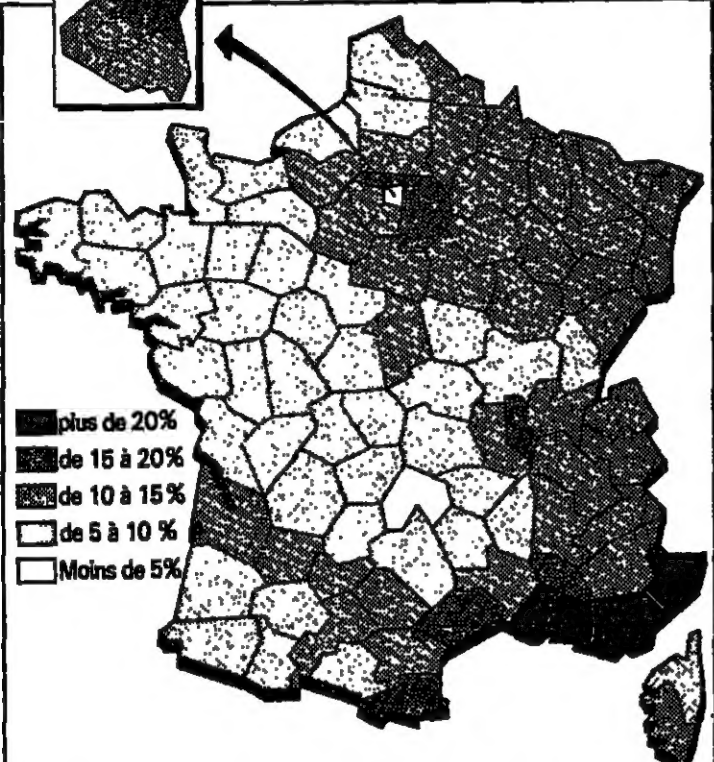
En mai de « vécu » européen, la chaîne présentait, pour illustrer le scrutin, un reportage sur la mafia calabraise.

MICHEL COLOMBA D'ISTRIA
JEAN-FRANÇOIS LACAIL

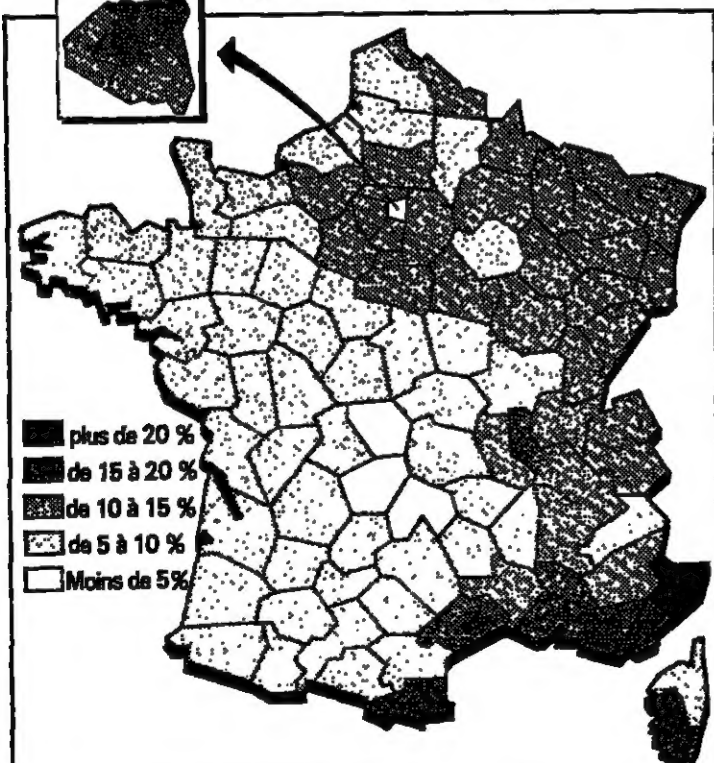
LES VOIX DES VERTS EN 1989



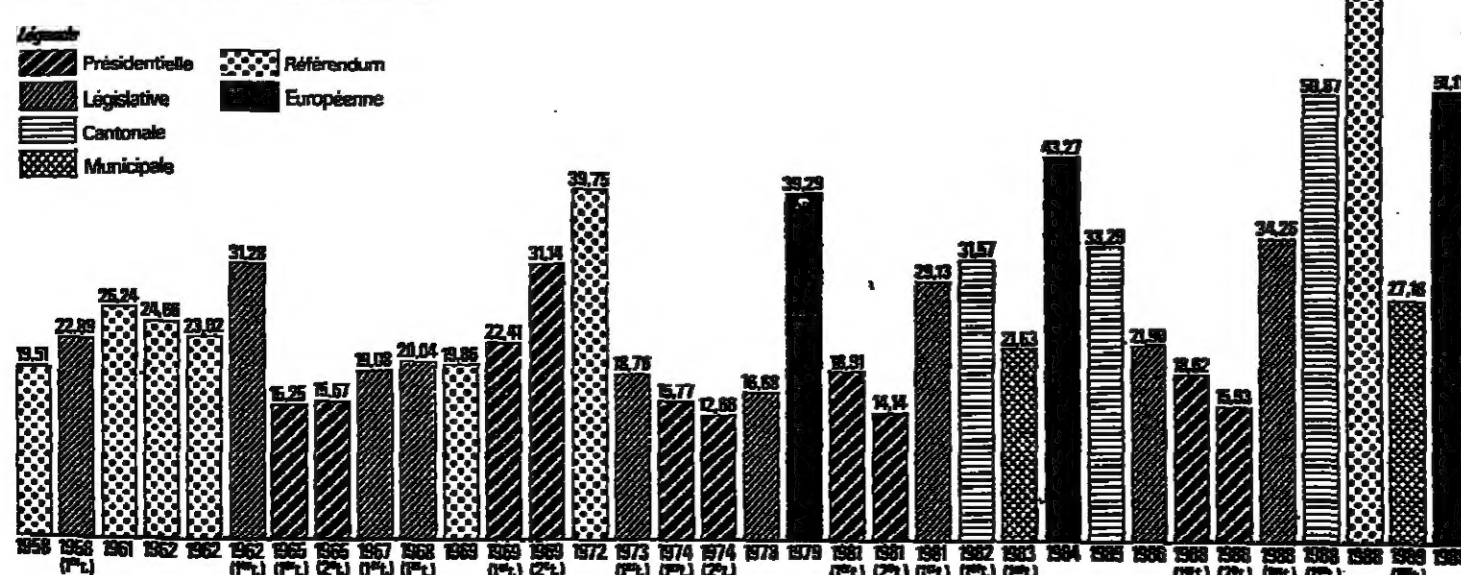
LES VOIX DU FRONT NATIONAL EN 1989



LES VOIX DU FRONT NATIONAL EN 1984



L'ABSTENTION DEPUIS 1953



Les réactions dans la classe politique

M^{me} Simone Veil

Il y a encore beaucoup de chemin à faire

« Il y a un centre mais il est moins important qu'on le croit. Il y a encore beaucoup de chemin à faire et en même temps il y a cette volonté de renouveau dans la vie politique qui est certaine et qui, j'espère, se manifestera. »

« On travaillait sur des sondages, alors est-ce que ce sont les voix qui ont été des vases communicants ou, si ces résultats sont exacts, est-ce que ce ne sont pas les instituts de sondage qui étaient dans l'erreur ? »

« Nos avons toujours dit que ce sont les mêmes électeurs qui pouvaient se porter sur nous ou sur M. Giscard d'Estaing, pour partie. Je crois que nous avons un électeur qui fait vraiment partie de l'UDF, nous avons aussi une part de l'électorat qui aurait été sur une autre liste, que ce soit les écologistes, les petites listes, ou qui se serait abstenus. »

« Pour l'instant, le problème qui s'est posé, nous l'avons toujours dit, n'est pas d'avoir un mouvement rénovateur mais une dynamique rénovatrice. »

« Le problème pour l'opposition, c'est de se dire que, même en ajoutant les deux scores, s'ils sont exacts, nous ne sommes même pas à 40 %, alors que je faisais en 1984 43 %. Je crois qu'il y a un problème, il faut essayer de récupérer un électoral ailleurs. »

« Peut-être aujourd'hui un certain nombre de jeunes militants, notamment les jeunes démocrates sociaux, se sont contrairement aux états-majors, beaucoup remués sur le terrain, et je voudrais leur dire que je les remercie ainsi que tous les électeurs qui ont voté pour nous. »

M. Valéry Giscard d'Estaing

Le socialisme n'est pas au pouvoir pour toujours

« L'union est la première force politique en France. Je m'étais donné comme objectif que notre liste soit devant la liste socialiste et ceci pour deux motifs : démontrer qu'il n'y a pas de fatalité de l'échec et démontrer qu'il n'y a qu'une seule voix pour le succès : celle de l'union. »

« Je voudrais remercier chacun et chacun de ceux qui ont répondu aujourd'hui à notre appel, et notre seul regret est de ne pas pouvoir le remercier tous individuellement. »

« Eh bien ! il faut continuer en recherchant toujours l'union la plus large. L'échec de la liste socialiste qui est, je crois, placée cinq points

derrière la nôtre, malgré l'appui massif du gouvernement, prouve que le socialisme n'est pas au pouvoir pour toujours. »

« Mais ce sont des élections européennes et, pendant notre campagne, celle que nous avons menée ensemble, et je voudrais remercier à la fois chacun de mes équipiers et de mes colistiers qui ont fait cette campagne avec nous, nous avons entendu votre message à travers de nos réunions : je ferai avancer l'union de l'Europe et je défendrai vos intérêts en Europe, comptez sur moi. »

M. Laurent Fabius

Le PS doit faire des efforts d'adaptation pour mieux mobiliser son électoral

« Le premier résultat marquant de ces élections est que l'addition des deux listes de l'opposition parlementaire enregistre un net recul en voix et en sièges. Le PS réalise un score comparable aux précédentes élections européennes. »

« Ces résultats confirment la place importante du PS dans notre vie politique et les efforts d'adaptation à faire pour mieux mobiliser notre électoral et élargir notre assise. »

« Nos parlementaires européens vont se mettre au travail dans un Parlement qui sera plus à gauche que le précédent. Cela va nous permettre, et là est l'essentiel, d'agir avec d'autant plus de force aux côtés du président de la République et du gouvernement pour construire l'Europe que nous voulons : une terre nouvelle de justice, de progrès et de paix. Plus que jamais le combat continue. »

M. Antoine Waechter

« Nous attendons un changement d'attitude de la classe politique »

« Les Françaises et les Français ont approuvé notre volonté d'indépendance parce qu'ils ont compris que les valeurs et les priorités qui sont les nôtres nous distinguent de toutes les autres formations. »

« Un cycle d'élections se termine et avec lui la première phase des engagements pris. Demain s'ouvre une seconde étape, celle du travail dans les assemblées, notamment dans les conseils municipaux et au Parlement européen où nous avons des élus. Nous entendons bien y faire la démonstration de notre efficacité et nous nous engageons d'ailleurs à présenter chaque année le bilan de notre travail. »

« En votant pour les Verts, les Français et les Françaises ont affirmé leur volonté de mettre un terme à la destruction de la planète, à la dégradation de leur milieu quotidien, au nivellement des cultures. Ils ont affirmé leur désir d'organiser les solidarités entre nous, avec les autres peuples, avec les générations à venir, solidarité pour vaincre la

pauvreté, le chômage et les déséquilibres entre les pays riches du Nord et les pays pauvres du Sud. »

« Il faut savoir aujourd'hui reconnaître le respect de la nature et de notre environnement avec celui d'un développement économique. La classe politique doit en tirer des leçons : assez de discours et de colloques sans conséquences concrètes. Nous attendons un changement d'attitude dans les communes, les conseils généraux, les conseils régionaux et, bien entendu, au niveau de l'Etat. »

« Nous nous réjouissons aussi ce soir du succès de nos amis allemands, belges, britanniques, italiens, luxembourgeois, espagnols. »

« Nous appuierons toutes actions visant à obtenir la généralisation du scrutin à la proportionnelle dans tous les pays de la Communauté européenne. Aujourd'hui, nous voulons mériter votre confiance, soyez sûrs, en tout cas, que les écologistes seront là et qu'ils le resteront longtemps. »



Après la non-bataille

(Suite de la première page.)

Reste l'abstention, qui bat une nouvelle fois des records. On incrimine généralement, pour l'expliquer, le fait que, depuis deux ans, on a voté à d'innombrables reprises. Mis à part la Belgique et le Luxembourg, où le vote est obligatoire, la Grèce et l'Irlande, où l'on renouvelait en même temps le Parlement, le fait est pourtant qu'à l'étranger aussi on a massivement déserté les urnes.

La véritable raison de ce manque d'enthousiasme ne serait-elle pas tout simplement qu'on s'est habitué à l'Europe ? Qu'elle est entrée dans les mœurs ? Il y a belle lurette qu'on a cessé de s'entre-déchirer à son sujet, comme on le faisait dans les années 50 : ce qui explique que les héritiers de Charles de Gaulle et ceux de Jean Monnet aient fait aussi aisément liste commune. Et que La Pen ait été le seul à défendre l'« Europe des patries » chère au général.

En fin de compte, l'Europe s'est banalisée. Que, pendant des siècles, ses habitants s'y soient entre-tués au nom de l'empereur, du pape, des rois ou de la république n'empêche pas ses habitants d'aujourd'hui de la tenir pour une réalité, comme on dit en français contemporain, « incontournable ». Et c'est vrai que, d'un pays à l'autre, la vie quotidienne s'est uniformisée, qu'on s'habille de la même manière, que l'on consomme les mêmes produits, y compris culturels, que les mœurs, et donc les problèmes de société, ne diffèrent plus guère.

On peut en dire autant des idéologies : la France et l'Italie faisaient relativement exception à la règle du déclin du communisme. Mais la « remontée » prophétisée par Georges Marchais avait peu de chances de se produire alors que Gorbatchev tient chaque jour des discours qui font paraître pâles ceux des anticomunistes les plus acharnés, que Polonais et Hongrois jettent aux orties la froc léniniste, et que Deng, pour rester au pouvoir, recourt tranquillement, en y ajoutant la TV, aux pires armes de l'arsenal stalinien.

On ne commande à la nature qu'en lui obéissant. La généralisation du phénomène « vert » punit d'abord ceux qui ont oublié cette vieille loi. Quant à la poussée, elle aussi générale, de l'extrême droite, elle est en rapport direct avec les tensions nées un peu partout de l'immigration, elle-même produit inévitable du

décalage démographique entre une Europe fatiguée et un tiers-monde prolifique.

Le temps est loin, d'autre part, où les socialistes français faisaient de leur mépris, pour insuffisance révolutionnaire, les sociaux-démocrates des pays voisins. Tout le monde aujourd'hui loge à la même lurette que libéraux, conservateurs, démocrates-chrétiens se sentant appartenir à une même famille, celle qui n'a pas honte du profit.

La fin d'une épopée

Qui sait ? Peut-être allons-nous voir ainsi prendre corps petit à petit, une Europe dont les nations seraient devenues les provinces, trop proches à tous égards les unes des autres pour s'affronter encore. Ainsi s'éteindrait en douceur le prodigieux sursaut de ce continent, tissé et déchiré au fil des siècles dans le bruit, la fureur et le sang. Adieu le romantisme, la rage qui ont dressé tant de fois nos pays les uns contre les autres. Les grands écrivains de l'avenir devront aller chercher ailleurs leurs récits d'épopées.

Méfions-nous cependant de trop de prosaïsme ou d'utilitarisme. Il ne faudrait pas, comme le scrutin de dimanche le donne malheureusement à penser, que l'Europe fût seulement subie, que les Européens ne fissent que s'y résigner. L'union fait la force, c'est une affaire entendue, mais seulement dans la mesure où la sous-tend une volonté commune sous-tend une volonté commune. La troisième République de Strasbourg, avec ses pouvoirs sensiblement renforcés, pourrait, devrait être le lieu où cet espoir prend forme.

Soyons sûrs en tout cas que l'Europe n'échappera pas à la sujétion des géants, politiques ou financiers, du monde moderne si ses institutions ne parviennent pas à surmonter la froideur et le conservatisme naturels à toutes les bureaucraties, à toutes les bureaucraties, pour déboucher sur une ambition proprement politique de nature à mobiliser les opinions. Il est plus que temps, pour les deux chefs d'Etat et de gouvernement qui vont se réunir dans quelques jours à Madrid, comme pour la France qui prend le 1^{er} juillet la présidence des Communautés, d'y réfléchir sérieusement...

ANDRÉ FONTAINE.

M. Jean-Marie Le Pen

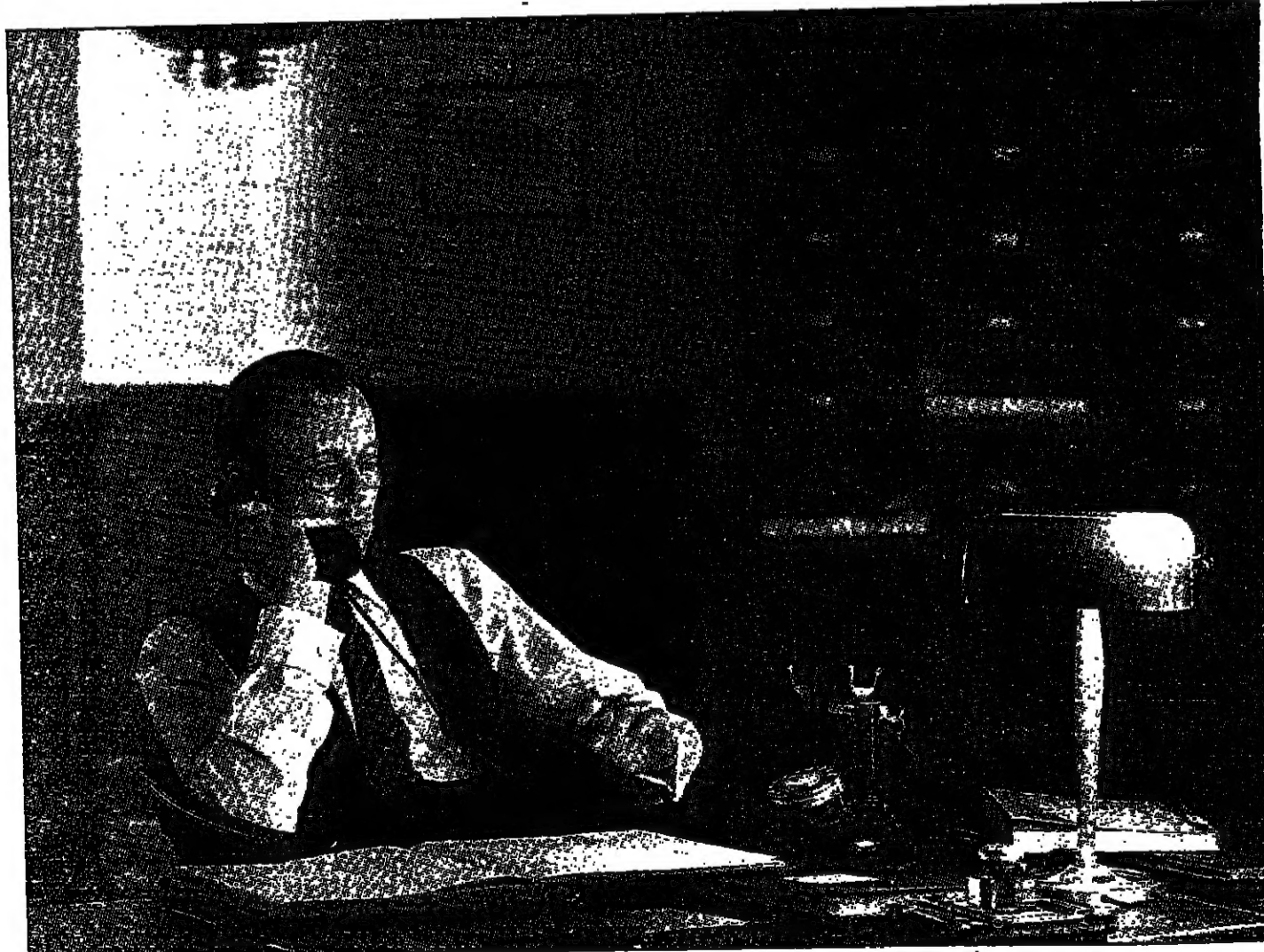
Un rôle de résistance au déclin

« Il y a eu moins d'un électeur sur deux qui s'est déplacé. C'est donc un échec cuisant en toute hypothèse pour l'Europe « européenne ». L'Europe de Bruxelles, et si l'on considère qu'il est de même dans l'ensemble de l'Europe, on peut dire que l'europhisme strasbourgeois et bruxellois est en grande partie un phénomène artificiel créé par les mondialistes pour des raisons qu'il restera à rechercher et à décrire devant l'opinion publique. »

« En ce qui concerne le score du Front national (...), nous avons fait un très réel progrès, surtout si nous l'apprécions par rapport aux espoirs de la manœuvre centriste, sans doute point entre l'opposition et le Parti socialiste pour un gouvernement futur de grande coalition. »

« Tout cela est à bas. Le Parti communiste avait fait 11,2 % il y a cinq ans, le voilà tout à fait relégué à la fin du lot. Nous étions fiens d'être arrivés à ses côtés, presque au même niveau en 1984, il est désormais écrasé par le Front national, qui s'avère être la principale force de rénovation en constant progrès malgré les injustices du système politique français, du système médiatique (...). Il y a là je crois une volonté du peuple français très clairement exprimée que changent ces choses. Le Front national, en tout cas, persiste dans sa volonté de créer au plus tôt, à l'échelon national, un rôle de résistance au déclin et à la décadence et propose aux forces antisocialistes de s'organiser pour proposer à leur tour une alternative au socialisme au peuple français. »

1930. LE TELEPHONE DEVENAIT L'OUTIL INDISPENSABLE DE TOUTES LES ENTREPRISES.



CHAQUE JOUR,

Fin 1989, la France disposera d'un parc de 350 000 télécopieurs. Les entreprises des principaux pays industrialisés s'équipent, elles aussi, à grande vitesse. Des prix plus bas, un choix plus grand, des performances accrues : chaque entreprise est sûre de trouver l'équipement qui lui convient. Les nouvelles technologies de l'électronique et des télécommunications se conjuguent pour répondre à tous les besoins. Aujourd'hui, en France, il y a deux sortes d'entreprises : celles qui ont la Télécopie, et celles... qui vont l'avoir.

GATNIER PARROT
Consultants

paese mensuel Italien
publié en France
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

européennes

Les quatre-vingt un élus français

LISTE DU PARTI SOCIALISTE : 22 ÉLUS

Lucien FARIUS (1946), président de l'Assemblée nationale, député de Seine-Maritime, premier adjoint au maire de Grand-Quevilly, ancien premier ministre.

Catherine TRAUTMANN (1951), maire de Strasbourg (Bas-Rhin), présidente de la Commission interministérielle de lutte contre la toxicomanie, ancien secrétaire d'Etat, ancien député du Bas-Rhin.

Claude CHEYSSON (1920), ancien diplomate, ancien ministre des relations extérieures.

Alain BOMBARD (1924), biologiste, député européen sortant, ancien secrétaire d'Etat chargé de l'environnement, ancien conseiller général du Var.

Léon SCHWARTZENBERG (1923), professeur de médecine, ancien ministre délégué à la santé.

Jean-Pierre COT, professeur de droit, député européen sortant, président de la commission des budgets à l'Assemblée de Strasbourg, ancien ministre délégué chargé de la coopération et du développement, maire de Colse-Saint-Jean-Pied-Gauthier (Savoie), ancien député de Savoie.

Jean-Marie ALEXANDRE (1946), ancien instituteur, député européen sortant, conseiller municipal de Souchez (Pas-de-Calais).

Henri BABY (1933), ingénieur de recherches, député européen sortant, maire d'Ayguesvives (Haute-Garonne).

Nicole PERY (1943), ancienne enseignante, députée européenne sor-

tant, conseiller régional d'Aquitaine, conseiller municipal de Bayonne (Pyrénées-Atlantiques).

Jean-François HORY, MRG (1949), délégué général du MRG, conseiller municipal de Venarroy-Les-Bains (Côte-d'Or), ancien député de Mayotte.

Claude ALLÈGRE (1937), professeur d'université, conseiller spécial auprès de M. Lionel Jospin, ministre d'Etat chargé de l'éducation nationale, conseiller municipal de Lodève (Hérault).

Martine BURON (1944), architecte, députée européenne sortant, maire de Châteaubriant (Loire-Atlantique), conseillère régionale des Pays-de-Loire.

Gérard FUCHS (1940), chercheur, conseiller municipal du Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis), membre du secrétariat national du PS, ancien député européen, ancien député de Paris.

Bernard TEAREAU (1936), agriculteur, député européen sortant.

André SAINJON (1943), ancien secrétaire général de la fédération CGT de la métallurgie, ancien membre du comité central du PCF.

Max GALLO (1932), journaliste-écrivain, député européen sortant, membre du secrétariat national du PS, ancien porte-parole du gouvernement, ancien député des Alpes-Maritimes.

Frédéric ROSMINI (1940), directeur d'organisme d'économie sociale, membre du bureau exécutif du PS, trésorier de la fédération des Bouches-du-Rhône.

Marie-Claude VAYSSADE (1936), formatrice, députée européenne sortant.

Marie-Jo DENYS (1950), premier secrétaire de la fédération socialiste de Charente-Maritime.

Nora ZAÏDI (1965), étudiante, animatrice de SOS-Racisme à Montbéliard (Doubs).

Jean-Paul BENOÎT (1936), haut fonctionnaire, délégué général de l'Association des démocrates.

Gérard CAUDRON (1945), enseignant, maire de Villeneuve-d'Ascq, conseiller général du Nord.

Liste UDF-RPR : 26 élus

Valéry GISCARD D'ESTAING, UDF-PR (1926), président du conseil régional d'Alsace, député du Pas-de-Calais, président de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, président de l'UDF, ancien président de la République.

Alain JUPPÉ, RPR (1945), député de Paris, adjoint au maire de Paris, secrétaire général du RPR, ancien ministre délégué au budget.

François LÉOTARD, UDF-PR (1942), député du Var, maire de Fréjus, président du Parti républicain, ancien ministre de la culture et de la communication.

Michèle BARZACH, RPR (1943), médecin, député de Paris, adjoint au maire de Paris, ancien ministre délégué chargé de la santé et de la famille.

Yves GALLAND, UDF-rad. (1941), directeur de sociétés, adjoint au maire de Paris, président du Parti radical, ancien député européen, ancien ministre délégué chargé des collectivités territoriales, ancien député de Paris.

Michèle ALLIOT-MARIE, RPR (1946), députée des Pyrénées-Atlantiques, conseillère municipale de Biarritz, ancien secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement.

Jean-Louis LACAZE (1924), général d'armées, ancien chef d'état-major des armées.

Christian de LA MALÈNE, RPR (1920), député européen sortant, président du groupe du Rassemblement des démocrates européens, sénateur de Paris, ancien ministre, ancien député de Paris.

Alain MADELIN, UDF-PR (1946), avocat, député d'Ille-et-Vilaine, conseiller régional de Bretagne, conseiller municipal de Redon, secrétaire général du Parti républicain, ancien ministre de l'Industrie, des P et T et du tourisme.

Dick UKEWÉ, RPR (1928), sénateur de Nouvelle-Calédonie.

Charles BAUR, UDF-PSD (1929), député européen sortant, président du conseil régional de Picardie.

François GUILLAUME, RPR (1932), ancien ministre de l'Agriculture, ancien président de la FNSEA, ancien président du conseil économique et social de Lorraine.

Claude MALHURET, UDF-PR (1950), médecin, ancien directeur de Médecins sans frontières, maire de Vichy (Allier), ancien secrétaire d'Etat chargé des droits de l'homme.

Yves BRIANT, CNI (1954), directeur de sociétés, secrétaire général du CNI, ancien député du Val-d'Oise.

Marc REYMANN, UDF-CDS (1937), député du Bas-Rhin, conseiller municipal de Strasbourg.

Jean-Claude PASTY, RPR (1937), ancien élève de l'ENA, député européen sortant, conseiller général de la Creuse, conseiller régional du Limousin, ancien député de la Creuse.

Alain LAMASSOURE, UDF-CDS P. ET E. (1944), ancien élève de l'ENA, député des Pyrénées-Atlantiques, délégué général des Clubs Perspectives et Réalités, porte parole de l'UDF.

Henry CHABERT, RPR (1945), ancien directeur général de sociétés, adjoint au maire de Lyon.

Robert HERSANT, UDF (1920), député européen sortant, président directeur général de la Socpresse et de la Cinq, ancien député de l'Oise.

Alain POMPIDOU (1942), fils de l'ancien président de la République, professeur de médecine.

Jean-Thomas NORDMANN, UDF-rad. (1946), maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris, député européen sortant, conseiller de Paris.

Alain MARLEIX, RPR (1946), député européen sortant, conseiller général du Cantal.

Yves VERWAERDE, UDF-PR (1947), conseiller de Paris, conseiller régional d'Ile-de-France.

Jacques VERNIER, RPR (1944), ingénieur au corps des mines, député européen sortant, maire de Douai (Nord).

Jean-Pierre RAFFARIN, UDF-PR (1948), consultant, député européen sortant, président du conseil régional de Poitou-Charentes.

Pierre LATAILLADE, RPR (1933), enseignant, député européen sortant, maire d'Arcachon, ancien député de Gironde.

ancienne présidente du Parlement de Strasbourg, ancien ministre de la santé.

Jean-Louis BORLLOO (1951), directeur d'un cabinet d'affaires, maire de Valenciennes (Nord).

Adrien ZELLES, UDF-CDS (1940), député du Bas-Rhin, maire de Saverne, conseiller régional d'Alsace, ancien secrétaire d'Etat chargé de la Sécurité sociale.

Nicole FONTAINE, UDF-CDS (1940), députée européenne sortant, ancienne déléguée générale auprès du secrétaire général de l'enseignement catholique.

Pierre BERNARD-BEYMOND, UDF-CDS (1944), maire de Gap, conseiller général des Hautes-Alpes, ancien député européen, ancien secrétaire d'Etat, ancien député.

Philippe DOUSTE-ELAZY, UDF (1953), cardiologue, maire de Lourdes (Hautes-Pyrénées).

Jean-Louis BOUILLANGES, ex-RPR (1946), ancien élève de l'ENA, conseiller référendaire à la Cour des comptes, conseiller régional de Haute-Normandie, auteur de *Droite, année zéro*.

LISTE DES VERTS : 9 ÉLUS

Antoine WAECHTER (1949), ingénieur écologue, conseiller régional d'Alsace, conseiller municipal de Mulhouse (Haut-Rhin), candidat à l'élection présidentielle de 1988.

Solange FERNEX (1934), conseillère municipale de Biedertal (Haut-Rhin).

Max SIMÉONI, UPC (1929), conseiller régional de Corse, conseiller municipal de Bastia (Haute-Corse).

Claire SCHLECHT-JOANNY (1951), ingénieur urbaniste.

Yves COCHET (1946), informaticien, conseiller municipal de Rennes (Ille-et-Vilaine).

Marie-Christine AULAS (1945), journaliste.

Gérard MONNIER-BESOMBES (1953), docteur en sciences.

Djihad TAZDAIT (1957), réalisatrice audiovisuelle, présidente de l'association des Jeunes Arabes de Lyon et banlieue.

Didier ANGER (1939), enseignant, conseiller régional de Basse-Normandie.

LISTE DU PARTI COMMUNISTE : 7 ÉLUS

Philippe HERZOG (1940), professeur d'université, membre du Conseil économique et social, membre du bureau politique du PCF.

Sylviane AINARDI (1948), conseillère régionale de Midi-Pyrénées, conseillère municipale de Toulouse, premier secrétaire fédéral du PCF en Haute-Garonne.

René PIQUET (1932), député européen sortant, membre du bureau politique du PCF.

Sylvie MAYER (1947), chercheur scientifique, députée européenne sortant.

Françoise WURTZ (1949), professeure, députée européenne sortant.

Maxime GREMETZ (1941), député européen sortant, conseiller général de la Somme, membre du bureau politique du PCF, ancien député de la Somme.

Mireille ELMALAN (1949), adjointe au maire de Pierre-Bénite (Rhône) membre du comité central du PCF.

LISTE DU FRONT NATIONAL : 10 ÉLUS

Jean-Marie LE PEN (1928), député européen sortant, président du FN, ancien député de Paris.

Martine LEHIDEUX (1933), députée européenne sortant.

Bruno MÉGRET (1949), ingénieur des Ponts et Chaussées, ancien député de l'Isère.

Jean-Marie LE CHEVALLIER (1936), député européen sortant, conseiller municipal de Toulon, ancien député du Var.

Yves BLOT, ex-RPR (1948), ancien élève de l'ENA, maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris, conseiller général du Pas-de-Calais, conseiller municipal de Calais, ancien député du Pas-de-Calais.

Bernard ANTONY, dit *Romain Marie* (1944), député européen sortant, conseiller régional de Midi-Pyrénées, président des Comités Chrétien-Solidarité, fondateur de *Présent*.

Bruno COLLINISCH (1950), professeur d'université, conseiller régional de Rhône-Alpes, ancien député du Rhône.

Pierre CEYRAC (1946), ancien député du Nord.

Claude AUTANT-LARA (1901), cinéaste.

Jacques TAURAN (1930), éditeur.

LISTE DU CENTRE : 7 ÉLUS

Silviane VEIL, UDF (1927), magistrate, députée européenne sortant.

1989. LA TELECOPIE EST DEVENUE L'OUTIL INDISPENSABLE DE TOUTES LES ENTREPRISES.



1000 ENTREPRISES S'EQUIPENT EN TELECOPIE.

Assurez-vous que votre futur télécopieur est bien agréé P.T.T. Cet agrément vous apporte les trois garanties essentielles de compatibilité, d'adaptabilité et de sécurité.

Contactez votre Agence Commerciale FRANCE TELECOM, et découvrez les multiples possibilités des terminaux de Télécopie et des interfaces pour micro-ordinateurs.

AVEC FRANCE TELECOM, LA BUREAUTIQUE COMMUNIQUE.



L'HERMÈS Editeur

13 rue Séguier 75006 PARIS Tél. (1) 46.34.05.25

préparations aux B.T.S. 100 publications:

manuels, outils de...

Annales thématiques: énoncés et corrigés.

droit, économie, gestion,

comptabilité, langues des affaires

Catalogue et spécimen sur simple demande écrite

Diffusion exclusive:

MEDILIS SA, 9 rue Séguier 75006 PARIS Tél. (1) 46.34.07.70

EDILIS SARL, 29 rue Garibaldi TUNIS Tél. 353795

مكتبة الأصيل

Les élections

A Paris, M. Chirac devra compter avec les écologistes et le Front national

Comme toujours Paris amplifie les mouvements nationaux. Cela s'était déjà produit lors des élections européennes de 1984. Cette année les Parisiens ont accordé à la liste d'union UDF-RPR, dont leur maire présidait le comité de soutien, un « bonus » de plus de sept points par rapport à son score national. Ils ont également été plus généreux que les autres Français en faveur de M^{me} Veil, sans toutefois permettre à l'ensemble de l'opposition d'atteindre les 49,61 % d'il y a cinq ans. Il s'en faut de plus de trois points.

Il est vrai que cette année les Parisiens se sont abstenus autant que les autres. De même ils ont voté autant que les provinciaux en faveur de M. Waechter (10,77 %) ce qui constitue pour lui une progression spectaculaire, les Verts multipliant par quatre leur score de 1984. Après leur percée parisienne aux dernières municipales, ils s'implantent ainsi dans la capitale. La liste écologiste arrive même en troisième position après celle de MM. Giscard d'Estaing et Fabius dans cinq arrondissements (les III^e, IV^e, V^e, XIII^e et XIV^e). Dans cinq autres arrondissements seulement M. Waechter réalise des scores inférieurs à

sa moyenne nationale (les VII^e, VIII^e, XV^e, XVI^e et XVII^e).

Si M. Chirac est contesté sur son territoire par les écologistes, il l'est également par le Front national qui maintient sa pression. Si le parti de M. Le Pen perd un point par rapport à son score parisien de 1984, il gagne moins d'un point par rapport à l'élection présidentielle de 1988. Il progresse de plus de cinq points par rapport aux municipales et avance de deux crans dans le classement en arrivant en deuxième position, derrière la liste d'Union dans les VII^e, XVI^e et XVII^e arrondissements. M. Le Pen accroît donc assez sensiblement son audiance. Les communistes confirment leur effacement du paysage politique de la capitale. Ils ne progressent par rapport à l'élection présidentielle de l'année dernière que de 0,65 point, mais ils perdent près de deux points par rapport au score de M. Georges Marchais en 1984 et régressent même en regard des municipa-

les. Les socialistes, en ne recueillant que 20,12 % des suffrages exprimés, enregistrent un déficit de 3,45 points sur leur score national. Leur progres-

sion est faible par rapport à la précédente élection européenne (1,74 point) et elle n'est que de 1,45 point par rapport à celle de 1979. M. Fabius arrive partout en deuxième position derrière la liste d'Union sauf dans le XVII^e arrondissement où il est devancé par le Front national et dans les VII^e et XVI^e par M. Le Pen et par M^{me} Veil. Le président de l'Assemblée nationale ne dépasse son niveau national que dans les arrondissements où le Parti socialiste est bien implanté, les III^e, XI^e et XX^e. M. Fabius accuse un total en déficit de neuf points par rapport au score de M. Mitterrand au premier tour de l'élection présidentielle de 1988 et de deux points depuis les dernières municipales de mars 1989.

Les électeurs de la capitale ont cependant moins dispersé leurs voix que les autres. En effet, les neuf « petites » listes ne recueillent au total à Paris que 4,4 % des voix (9,44 % pour l'ensemble de la France). Il est vrai que les chasseurs parisiens représentent moins d'un demi pour cent des votants de la ville alors qu'ils sont 4,49 % dans l'ensemble du pays. Si 2 880 parisiens veulent chasser et pêcher librement, 6 612 préfèrent pro-

téger les animaux. Et ils veulent pour cela avoir des députés à Strasbourg !

L'absence de M. Chirac au premier rang de cette campagne n'a pas contribué à mobiliser ses administrés. Tout comme le manque d'élus parisiens de poids sur la liste de M. Fabius n'a pas dégoûté l'électorat socialiste de la capitale traversée par tous les courants du PS... autres que le courant « fabusien ».

En revanche la présence auprès de M. Giscard d'Estaing de deux élus parisiens RPR, M. Juppé et M^{me} Michèle Barzach a permis à sa liste de faire bonne figure, mais n'a pas pu empêcher les écologistes de constituer désormais l'embryon d'une force politique parisienne, plus importante même que celle des centristes que M^{me} Veil, dans la capitale, n'avait d'ailleurs pas réellement mobilisés. M. Chirac demeure ainsi toujours le maître de sa ville, mais il reçoit là, après celui des élections municipales - où malgré son « grand chelem » ses voix avaient déjà été grignotées - un nouvel avertissement de la part de concourants récents mais obstinés.

ANDRÉ PASSERON.

ABRÉVIATIONS

I.	Inscrits
V.	Votants
A.	Abstentions
Ex.	Suffrages exprimés

LISTES 1989

MPPT « Pour l'Europe des travailleurs et de la démocratie, liste soutenue par le Mouvement pour un parti des travailleurs (MPPT) », conduite par M. Marc Gausquela.

Verts « Les Verts-Europe-Ecologie », liste conduite par M. Antoine Waechter.

LO « Lutte ouvrière », liste conduite par M^{me} Arlette Lagüiller.

PCF « Liste de rassemblement présentée par le Parti communiste français », conduite par M. Philippe Herzig.

RFL « Rassemblement pour une France libre », liste conduite par M. Jacques Cheminade, secrétaire général du Parti ouvrier européen.

FN « Europe et patrie », liste conduite par M. Jean-Marie Le Pen.

Chasse « Chasse, pêche et tradition », liste européenne pour la liberté de la chasse et de la pêche, conduite par M. André Gousiat.

PS « Majorité pour une démocratie européenne », liste conduite par M. Laurent Fabius.

IDE « Initiative pour une démocratie européenne », conduite par M. Franck Blancheri.

Rénovateurs « Europe-Rénovateurs », conduite par M. Claude Liabes.

Prot. anim. « Liste apolitique pour la protection des animaux et de leur environnement », conduite par M^{me} Arlette Alessandri.

Gén. Europe « Génération Europe avec Gérard Tonnat », liste conduite par M. Gérard Tonnat, président du Mouvement de l'Initiative.

UDF-RPR « L'union UDF-RPR », liste conduite par M. Valéry Giscard d'Estaing.

Centre « Le centre pour l'Europe », liste conduite par M^{me} Simone Veil.

Alliance « Liste de l'alliance », conduite par M. Henri Joyeux.

LISTES 1984

PCI « Pour un parti des travailleurs », liste ouvrière et paysanne d'unité soutenue par le Parti communiste internationaliste et des militants du mouvement ouvrier de toutes tendances politiques et syndicales, conduite par M. Marc Gausquela.

PSU-CDU « Différents, de gauche, en France, en Europe », la troisième liste de gauche, Henri Fiszbin-Serge Depaquit, présentée par le PSU, les communistes démocrates et unitaires, conduite par M. Serge Depaquit.

LO « Au nom des travailleurs qui en ont assez d'être trahis par la gauche ou opprimés par la droite », liste conduite par M^{me} Arlette Lagüiller (Lutte ouvrière).

Verts « Les Verts-Europe-Ecologie », liste conduite par M. Didier Anger.

FN « Front d'opposition nationale pour l'Europe des patries », liste conduite par M. Jean-Marie Le Pen.

PCF Liste présentée par le Parti communiste français, conduite par M. Georges Marchais.

PS Liste socialiste pour l'Europe, conduite par M. Lionel Jospin.

ERE Liste ERE européenne « Entente radicale écologiste pour les Etats unis d'Europe », conduite par MM. Olivier Stém, François Doublin et Brice Lalonde.

UDF-RPR « Union de l'opposition pour l'Europe et la défense des libertés », liste présentée par l'UDF et le RPR, conduite par M^{me} Simone Veil.

I. 84 « Initiative 84 », liste des jeunes entrepreneurs, l'Europe pour entreprendre, conduite par M. Gérard Tonnat.

Réussir « Réussir l'Europe », liste conduite par M^{me} Françoise Gomez.

POE « Parti ouvrier européen », liste conduite par M. Jacques Cheminade.

EUE « Liste pour les Etats unis d'Europe », conduite par M. Henri Cartan.

UTILE « Union des travailleurs indépendants pour la liberté d'entreprendre », liste conduite par M. Gérard Nicoud.

L. 1 220 023 ; V. 598 709 ; A. 50,92 % ; Ex. 390 494

UDF-RPR	211 957 (35,89 %)
PS	118 808 (20,12 %)
FN	83 098 (14,07 %)
Verts	63 602 (10,77 %)
Centre	61 687 (10,44 %)
PCF	25 365 (4,29 %)
Prot. anim.	6 612 (1,11 %)
LO	5 455 (0,92 %)
Alliance	3 980 (0,67 %)
Chasse	2 880 (0,48 %)
Rénovateurs	2 873 (0,48 %)
MPPT	1 771 (0,29 %)
IDE	1 137 (0,19 %)
Gén. Europe	761 (0,12 %)
RFL	508 (0,08 %)

1984. - L. 1 231 806 ; V. 696 390 ; A. 43,56 % ; Ex. 685 516. - UDF-RPR, 340 086 (48,80 %) ; PS, 126 027 (18,38 %) ; FN, 104 518 (15,24 %) ; PCF, 42 237 (6,16 %) ; ERE, 22 789 (3,28 %) ; Verts, 17 570 (2,56 %) ; Réussir, 9 724 (1,41 %) ; LO, 6 176 (0,90 %) ; PSU-CDU, 5 808 (0,88 %) ; EUE, 3 459 (0,50 %) ; PCI, 2 420 (0,35 %) ; I. 84, 1 689 (0,24 %) ; Utile, 1 681 (0,24 %) ; RFL, 1 271 (0,18 %).

1988. - L. 1 238 823 ; V. 952 184 ; A. 23,12 % ; Ex. 942 325. - Chirac, 287 514 (31,87 %) ; Mitterrand, 277 788 (30,47 %) ; Barre, 129 128 (13,89 %) ; Le Pen, 128 123 (13,88 %) ; Laporte, 34 477 (3,65 %) ; Waechter, 34 510 (3,64 %) ; Juppé, 25 964 (2,78 %) ; Lagüiller, 14 820 (1,57 %) ; Soussai, 3 215 (0,34 %).

1^{er} ARRONDISSEMENT
L. 11 625 ; V. 5 494 ; A. 32,73 % ; Ex. 5 412

UDF-RPR	2 000 (36,95 %)
PS	1 060 (19,58 %)
FN	778 (14,37 %)
Verts	589 (10,88 %)
Centre	538 (9,94 %)
PCF	168 (3,10 %)
Prot. anim.	68 (1,25 %)
LO	52 (0,96 %)
Chasse	48 (0,88 %)
Alliance	39 (0,72 %)
Rénovateurs	29 (0,53 %)
MPPT	17 (0,31 %)
IDE	12 (0,22 %)
Gén. Europe	9 (0,16 %)
RFL	5 (0,09 %)

2^e ARRONDISSEMENT
L. 11 696 ; V. 5 187 ; A. 55,65 % ; Ex. 5 112

UDF-RPR	1 517 (29,67 %)
PS	1 201 (23,49 %)
FN	712 (13,92 %)
Verts	688 (13,45 %)
Centre	493 (9,64 %)
PCF	215 (4,20 %)
Prot. anim.	73 (1,42 %)
LO	65 (1,27 %)
Rénovateurs	32 (0,62 %)
MPPT	30 (0,58 %)
Chasse	27 (0,52 %)
Alliance	27 (0,52 %)
IDE	15 (0,29 %)
Gén. Europe	11 (0,21 %)
RFL	6 (0,11 %)

3^e ARRONDISSEMENT
L. 21 318 ; V. 9 841 ; A. 53,83 % ; Ex. 9 682

UDF-RPR	2 669 (27,56 %)
PS	2 325 (24,01 %)
FN	1 362 (14,06 %)
Centre	1 221 (12,61 %)
PCF	1 115 (11,51 %)
Prot. anim.	487 (5,02 %)
LO	102 (1,05 %)
Rénovateurs	76 (0,78 %)
Alliance	48 (0,49 %)
MPPT	43 (0,44 %)
Chasse	43 (0,44 %)
IDE	25 (0,25 %)
Gén. Europe	20 (0,20 %)
RFL	9 (0,09 %)

4^e ARRONDISSEMENT
L. 20 082 ; V. 10 286 ; A. 49,02 % ; Ex. 10 091

UDF-RPR	3 235 (32,05 %)
PS	2 300 (22,79 %)
FN	1 272 (12,60 %)
Centre	1 217 (12,06 %)
PCF	1 138 (11,27 %)
Prot. anim.	435 (4,31 %)
LO	122 (1,20 %)
Rénovateurs	88 (0,87 %)
Alliance	86 (0,85 %)
Chasse	65 (0,64 %)
IDE	53 (0,52 %)
MPPT	36 (0,35 %)
Gén. Europe	26 (0,25 %)
RFL	13 (0,12 %)

5^e ARRONDISSEMENT
L. 20 082 ; V. 10 286 ; A. 49,02 % ; Ex. 10 091

UDF-RPR	3 235 (32,05 %)
PS	2 300 (22,79 %)
FN	1 272 (12,60 %)
Centre	1 217 (12,06 %)
PCF	1 138 (11,27 %)
Prot. anim.	435 (4,31 %)
LO	122 (1,20 %)
Rénovateurs	88 (0,87 %)
Alliance	86 (0,85 %)
Chasse	65 (0,64 %)
IDE	53 (0,52 %)
MPPT	36 (0,35 %)
Gén. Europe	26 (0,25 %)
RFL	13 (0,12 %)

5^e ARRONDISSEMENT
L. 42 531 ; V. 23 155 ; A. 45,53 % ; Ex. 22 847

UDF-RPR	8 908 (38,98 %)
PS	4 847 (21,21 %)
FN	2 848 (12,46 %)
Centre	2 360 (10,32 %)
PCF	2 210 (9,57 %)
Prot. anim.	664 (2,90 %)
LO	291 (1,27 %)
Chasse	183 (0,80 %)
Rénovateurs	153 (0,66 %)
Alliance	126 (0,55 %)
Chasse	94 (0,41 %)
MPPT	65 (0,28 %)
IDE	52 (0,22 %)
Gén. Europe	32 (0,14 %)
RFL	14 (0,06 %)

6^e ARRONDISSEMENT
L. 32 313 ; V. 17 090 ; A. 47,11 % ; Ex. 16 912

UDF-RPR	6 700 (39,61 %)
PS	3 203 (18,93 %)
Centre	2 205 (13,03 %)
FN	1 894 (11,19 %)
Verts	1 823 (10,77 %)
PCF	366 (2,16 %)
Prot. anim.	155 (0,91 %)
Alliance	152 (0,89 %)
LO	135 (0,79 %)
Chasse	96 (0,56 %)
Rénovateurs	65 (0,38 %)
IDE	61 (0,36 %)
MPPT	33 (0,19 %)
Gén. Europe	14 (0,08 %)
RFL	10 (0,05 %)

7^e ARRONDISSEMENT
L. 39 356 ; V. 20 999 ; A. 46,64 % ; Ex. 20 789

UDF-RPR	10 124 (48,69 %)
PS	2 907 (13,98 %)
Centre	2 631 (12,75 %)
FN	2 585 (12,43 %)
Verts	1 445 (6,95 %)
PCF	284 (1,36 %)
Alliance	277 (1,33 %)
Prot. anim.	164 (0,78 %)
Chasse	104 (0,50 %)
LO	74 (0,35 %)
IDE	69 (0,33 %)
Rénovateurs	45 (0,21 %)
MPPT	28 (0,13 %)
RFL	18 (0,08 %)
Gén. Europe	14 (0,06 %)

8^e ARRONDISSEMENT
L. 24 608 ; V. 12 363 ; A. 49,76 % ; Ex. 12 261

UDF-RPR	6 188 (50,46 %)
PS	1 938 (15,80 %)
Centre	1 410 (11,49 %)
FN	1 390 (11,33 %)
Verts	731 (5,94 %)
PCF	135 (1,10 %)
Alliance	125 (1,01 %)
Prot. anim.	113 (0,92 %)
Chasse	81 (0,66 %)
LO	41 (0,33 %)
IDE	37 (0,30 %)
Rénovateurs	21 (0,17 %)
MPPT	15 (0,12 %)
RFL	13 (0,10 %)
Gén. Europe	13 (0,10 %)

9^e ARRONDISSEMENT
L. 34 064 ; V. 16 336 ; A. 52,04 % ; Ex. 16 109

UDF-RPR	5 636 (35,11 %)
PS	3 176 (19,71 %)
FN	2 443 (15,16 %)
Centre	1 838 (11,40 %)
Verts	1 746 (10,83 %)
PCF	523 (3,24 %)
Prot. anim.	221 (1,37 %)
LO	151 (0,93 %)
Alliance	93 (0,57 %)
Rénovateurs	87 (0,54 %)
Chasse	68 (0,42 %)
MPPT	40 (0,24 %)
IDE	31 (0,19 %)
Gén. Europe	28 (0,17 %)
RFL	8 (0,04 %)

10^e ARRONDISSEMENT
L. 46 764 ; V. 20 638 ; A. 55,86 % ; Ex. 20 329

UDF-RPR	5 793 (28,49 %)
PS	4 467 (21,97 %)
FN	3 224 (15,85 %)
Centre	2 478 (12,18 %)
PCF	2 159 (10,62 %)
Prot. anim.	1 083 (5,32 %)
LO	300 (1,47 %)
Rénovateurs	256 (1,25 %)
MPPT	158 (0,77 %)
Chasse	110 (0,54 %)
Alliance	103 (0,50 %)
IDE	92 (0,45 %)
Gén. Europe	42 (0,20 %)
RFL	22 (0,10 %)

11^e ARRONDISSEMENT
L. 77 839 ; V. 36 177 ; A. 53,51 % ; Ex. 35 598

UDF-RPR	9 457 (26,56 %)
PS	8 793 (24,70 %)
FN	5 079 (14,26 %)
Centre	4 515 (12,68 %)
Verts	3 820 (10,73 %)
PCF	2 095 (5,88 %)
Prot. anim.	524 (1,47 %)
LO	442 (1,24 %)
Rénovateurs	241 (0,67 %)
MPPT	169 (0,47 %)
Chasse	154 (0,43 %)
Alliance	143 (0,40 %)
IDE	72 (0,20 %)
Gén. Europe	57 (0,16 %)
RFL	37 (0,10 %)

12^e ARRONDISSEMENT
L. 77 848 ; V. 38 581 ; A. 50,44 % ; Ex. 38 056

UDF-RPR	12 726 (33,44 %)
PS	8 267 (21,72 %)
FN	5 284 (13,88 %)
Centre	4 508 (11,84 %)
Verts	3 863 (10,15 %)
PCF	1 769 (4,64 %)
Prot. anim.	469 (1,23 %)
LO	349 (0,91 %)
Rénovateurs	181 (0,47 %)
Alliance	172 (0,45 %)
Chasse	170 (0,44 %)
MPPT	124 (0,32 %)
IDE	73 (0,19 %)
Gén. Europe	68 (0,17 %)
RFL	33 (0,08 %)

13^e ARRONDISSEMENT
L. 94 883 ; V. 47 304 ; A. 50,14 % ; Ex. 46 520

UDF-RPR	13 490 (28,99 %)
PS	12 073 (25,95 %)
FN	5 905 (12,69 %)
Centre	5 399 (11,60 %)

s élections
Front national

européennes

SEINE-ET-MARNE

Les socialistes ne sont pas chez eux en Seine-et-Marne. Ils avaient cru lors de la présidentielle et des législatives du printemps qu'elle s'ouvrirait à eux ; ils doivent, aujourd'hui, déchanter. M. Fabius obtient 12 points de moins que M. Mitterrand et près de 16 de moins que ses « camarades » candidats à la députation. Il n'a même que 9 voix de plus que M. Giscard d'Estaing à Meaux, ville que le maire socialiste avait facilement gardée lors des municipales. Ce n'est pas le PC qui lui prend des voix puisque M. Herzog ne gagne qu'un point sur M. Lejolle, mais bien entendu les Verts. Ceux-ci confirment leur implantation dans les communes, particulièrement dans les villes nouvelles. M. Le Pen perd un peu plus de 2 points sur le premier tour de la présidentielle, mais confirme que c'est dans les grandes villes qu'il fait ses meilleurs scores : 16,78 % à Meaux, 18 % à Melun, 18,25 % à Chelles.

L. 619 203 ; V. 300 044 ; A. 51,54 % ; Ex. 293 733

UDF-RPR	82 683 (28,14 %)
PS	64 346 (21,90 %)
FN	45 583 (15,51 %)
Verts	34 432 (11,72 %)
Centre	23 909 (8,13 %)
LO	21 419 (7,29 %)
Chasse	7 608 (2,59 %)
Pro. anim.	3 817 (1,29 %)
Alliance	1 829 (0,62 %)
MPPT	1 519 (0,51 %)
Rénovateurs	984 (0,33 %)
Gén. Europe	777 (0,26 %)
RFL	492 (0,16 %)
IDE	482 (0,16 %)

1984. - L. 586 810 ; V. 317 884 ; A. 42,87 % ; Ex. 309 482. - UDF-RPR, 129 683 (41,88 %) ; PS, 99 010 (30,86 %) ; FN, 45 272 (14,52 %) ; PCF, 31 970 (10,13 %) ; Verts, 12 528 (4,04 %) ; ERE, 10 243 (3,30 %) ; Réussir, 6 468 (2,08 %) ; LO, 5 397 (1,74 %) ; PCD, 2 616 (0,81 %) ; PSU-CDU, 2 028 (0,65 %) ; UDR, 2 000 (0,64 %) ; 1 541 (0,49 %) ; EUE, 1 184 (0,37 %) ; POE, 2 400 (0,76 %).

1988. - L. 608 181 ; V. 498 832 ; A. 18,47 % ; Ex. 488 008. - Mitterrand, 129 683 (41,88 %) ; Chirac, 98 909 (30,86 %) ; Le Pen, 45 272 (14,52 %) ; Berra, 30 721 (9,62 %) ; Waechter, 18 812 (5,91 %) ; Juguin, 9 248 (2,88 %) ; Lagulier, 8 088 (2,52 %) ; Bousset, 2 004 (0,62 %).

L. 18 672 ; V. 8 311 ; A. 55,48 % ; Ex. 8 180

UDF-RPR	2 560 (31,29 %)
PS	1 773 (21,67 %)
FN	1 475 (18,03 %)
Verts	832 (10,17 %)
Centre	721 (8,81 %)
LO	538 (6,59 %)
Chasse	106 (1,29 %)
Pro. anim.	89 (1,08 %)
Alliance	84 (1,02 %)
MPPT	25 (0,30 %)
Rénovateurs	21 (0,25 %)
Gén. Europe	21 (0,25 %)
RFL	17 (0,20 %)
IDE	12 (0,14 %)

L. 27 102 ; V. 11 861 ; A. 56,23 % ; Ex. 11 686

UDF-RPR	3 033 (25,95 %)
PS	2 686 (22,98 %)
FN	2 133 (18,25 %)
Verts	2 272 (19,88 %)
Centre	1 039 (8,89 %)
LO	900 (7,70 %)
Chasse	159 (1,36 %)
Pro. anim.	152 (1,30 %)
Alliance	132 (1,12 %)
MPPT	50 (0,42 %)
Rénovateurs	45 (0,38 %)
Gén. Europe	35 (0,29 %)
RFL	25 (0,21 %)
IDE	16 (0,13 %)

365 jours de contacts européens... Heureusement qu'il y a un nouvel Europages tous les ans.



Editeur : EUREDIS S.A.

9, av. de Friedland

75 008 Paris

Tél. (1) 42 89 34 86

Fax (1) 42 89 34 73

Tél. 01 65 00 03 5

Régisseur de publicité : ODA

136, av. Charles-de-Gaulle

92522 Neuilly-sur-Seine Cedex

Fax (1) 47 38 32 85

Tél. 01 61 5 45 4

N. Vert : 05 15 41 54

EUROPAGES

EUROPAGES : L'ANNUAIRE EUROPÉEN DES AFFAIRES

MEAUX

L. 21 454 ; V. 9 763 ; A. 54,49 % ; Ex. 9 558

PS	2 552 (26,70 %)
UDF-RPR	2 543 (26,60 %)
FN	1 604 (16,78 %)
Verts	974 (10,19 %)
Centre	749 (7,83 %)
LO	156 (1,63 %)
Chasse	128 (1,33 %)
Pro. anim.	128 (1,33 %)
Alliance	58 (0,60 %)
MPPT	41 (0,42 %)
Gén. Europe	27 (0,28 %)
Rénovateurs	23 (0,24 %)
IDE	11 (0,11 %)
RFL	9 (0,09 %)

YVELINES

L'implantation à droite du département est simplement confirmée par ce scrutin européen. L'opposition ne progresse guère, en effet, par rapport aux précédentes consultations européennes et présidentielles. Le total des suffrages obtenus par M. Giscard d'Estaing et M. Veil (43,6 %) est même légèrement inférieur à celui recueilli par la seule Simone Veil en 1984 (45,6 %). Il est comparable aux voix additionnées de M. Barre (18,5 %) et de M. Chirac (24,5 %) en avril 1988. Toutefois, compte tenu de la désertion - pour ne pas dire plus - des centristes locaux pendant la campagne, la performance de l'ancienne présidente du Parlement européen, qui a franchi la barre des 10 %, est surprenante. Quant à M. Le Pen, il conserve son score de 1984, mais perd un point par rapport à l'élection présidentielle. M. Fabius reste en deçà des scores additionnés de la liste socialiste et de celle des radicaux de gauche d'il y a cinq ans.

Si le PCF se maintient bien dans son fief de Trappes, il s'effondre en revanche à Sartrouville (12,4 % pour la liste Herzog) où il connaît un nouvel échec après celui des municipales remportées d'extrême justesse par le CDS en décembre du maire sortant communiste.

L. 772 962 ; V. 392 900 ; A. 49,16 % ; Ex. 386 987

UDF-RPR	128 587 (33,22 %)
PS	78 914 (20,39 %)
FN	54 443 (14,06 %)
Verts	42 375 (10,94 %)
Centre	40 141 (10,37 %)
LO	21 243 (5,48 %)
Chasse	4 845 (1,25 %)
Pro. anim.	4 183 (1,08 %)
Alliance	4 038 (1,04 %)
MPPT	3 738 (0,96 %)
Rénovateurs	1 413 (0,36 %)
Gén. Europe	1 289 (0,33 %)
IDE	639 (0,16 %)
RFL	611 (0,15 %)
IDE	528 (0,13 %)

1984. - L. 721 901 ; V. 416 092 ; A. 42,38 % ; Ex. 407 888. - UDF-RPR, 186 288 (45,67 %) ; PS, 73 800 (18,04 %) ; FN, 58 838 (14,37 %) ; PCF, 32 082 (7,88 %) ; ERE, 16 783 (4,10 %) ; Verts, 18 894 (4,59 %) ; Réussir, 10 273 (2,51 %) ; LO, 4 881 (1,19 %) ; PSU-CDU, 2 408 (0,59 %) ; EUE, 2 288 (0,56 %) ; 1 841 (0,45 %) ; PCD, 1 871 (0,45 %) ; UDR, 1 657 (0,40 %) ; POE, 1 431 (0,35 %).

1988. - L. 772 904 ; V. 834 280 ; A. 17,52 % ; Ex. 825 151. - Mitterrand, 129 683 (41,88 %) ; Chirac, 98 909 (30,86 %) ; Le Pen, 45 272 (14,52 %) ; Berra, 30 721 (9,62 %) ; Waechter, 18 812 (5,91 %) ; Juguin, 9 248 (2,88 %) ; Lagulier, 8 088 (2,52 %) ; Bousset, 2 004 (0,62 %).

VERSAILLES

L. 58 241 ; V. 31 615 ; A. 45,71 % ; Ex. 31 312

UDF-RPR	13 436 (42,91 %)
PS	4 809 (15,35 %)
FN	4 518 (14,42 %)
Verts	3 673 (11,73 %)
Centre	2 346 (7,49 %)
LO	933 (2,97 %)
Alliance	706 (2,25 %)
MPPT	225 (0,71 %)
Rénovateurs	220 (0,70 %)
Gén. Europe	179 (0,57 %)
RFL	72 (0,22 %)

MANTES-LA-JOLIE

L. 18 935 ; V. 7 322 ; A. 61,33 % ; Ex. 7 180

UDF-RPR	1 714 (23,87 %)
PS	1 658 (23,09 %)
FN	1 599 (22,27 %)
Verts	712 (9,91 %)
Centre	575 (8,00 %)
LO	510 (7,10 %)
Chasse	92 (1,28 %)
Pro. anim.	84 (1,16 %)
MPPT	60 (0,83 %)
Rénovateurs	50 (0,69 %)
Gén. Europe	40 (0,55 %)
IDE	24 (0,33 %)
RFL	23 (0,32 %)
IDE	16 (0,22 %)

LES MUREAUX

L. 13 323 ; V. 5 529 ; A. 58,50 % ; Ex. 5 399

PS	1 288 (23,85 %)
UDF-RPR	1 170 (21,67 %)
FN	1 170 (21,67 %)
Verts	460 (8,52 %)
Centre	377 (6,98 %)
LO	97 (1,79 %)
Chasse	67 (1,24 %)
Pro. anim.	50 (0,92 %)
MPPT	43 (0,79 %)
Alliance	26 (0,48 %)
Gén. Europe	23 (0,42 %)
Rénovateurs	17 (0,31 %)
IDE	6 (0,11 %)

POISSY

L. 19 801 ; V. 9 560 ; A. 51,71 % ; Ex. 9 379

UDF-RPR	2 828 (30,15 %)
PS	2 212 (23,38 %)
FN	1 467 (15,64 %)
Verts	1 003 (10,69 %)
Centre	551 (5,87 %)
LO	134 (1,42 %)
Chasse	117 (1,24 %)
Pro. anim.	103 (1,09 %)
Alliance	53 (0,56 %)
MPPT	41 (0,43 %)
Rénovateurs	37 (0,39 %)
Gén. Europe	21 (0,22 %)
RFL	21 (0,22 %)

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

L. 25 908 ; V. 13 500 ; A. 47,89 % ; Ex. 13 350

UDF-RPR	5 517 (41,32 %)
PS	2 249 (16,84 %)
FN	1 704 (12,76 %)
Verts	1 609 (12,05 %)
Centre	1 235 (9,25 %)
LO	319 (2,38 %)
Chasse	224 (1,67 %)
Pro. anim.	151 (1,13 %)
Alliance	118 (0,88 %)
MPPT	93 (0,69 %)
Rénovateurs	33 (0,24 %)
Gén. Europe	31 (0,23 %)
IDE	23 (0,17 %)
RFL	23 (0,17 %)
IDE	21 (0,15 %)

SARTROUVILLE

L. 26 546 ; V. 12 396 ; A. 53,30 % ; Ex. 12 181

UDF-RPR	3 008 (24,69 %)
PS	2 669 (21,91 %)
FN	1 898 (15,58 %)
Verts	1 514 (12,42 %)
Centre	1 473 (12,09 %)
LO	976 (8,01 %)
Chasse	149 (1,22 %)
Pro. anim.	138 (1,13 %)
Alliance	125 (1,02 %)
MPPT	80 (0,65 %)
Rénovateurs	74 (0,60 %)
Gén. Europe	52 (0,42 %)
IDE	20 (0,16 %)
RFL	3 (0,02 %)
IDE	2 (0,01 %)

TRAPPES

L. 11 389 ; V. 4 803 ; A. 57,82 % ; Ex. 4 714

UDF-RPR	1 168 (24,77 %)
PS	1 101 (23,35 %)
FN	761 (16,14 %)
Verts	607 (12,87 %)
Centre	501 (10,63 %)
LO	259 (5,49 %)

LO

L. 87 (1,84 %) ; A. 85 (1,80 %) ; Ex. 85 (1,80 %)

Chasse	85 (1,80 %)
Pro. anim.	35 (0,74 %)
MPPT	27 (0,57 %)
Alliance	17 (0,36 %)
Rénovateurs	13 (0,27 %)
Gén. Europe	10 (0,21 %)
RFL	2 (0,04 %)

ESSONNE

La liste de M. Giscard d'Estaing arrive en tête mais elle ne devance celle de M. Fabius que de 3,55 points : ainsi l'électorat de la droite est stable par rapport à la présidentielle du printemps dernier. En revanche, ici comme ailleurs, celui du PS chute de 9,8 points. Celui du PC remonte de 2,3 points. Mais les communistes doivent constater que dans leur ancien fief de Saint-Geneviève-des-Bois, ils obtiennent moitié moins de voix que les socialistes, bien que le maire, M. Ooghe, ancien sénateur communiste en rupture avec son parti, ait appelé à voter pour la liste de M. Herzog, sans que pour autant celle des renovateurs communistes en profite. Le PS doit lui remonter ça, même dans son bastion de Massy, sa liste reste (de peu, il est vrai), en dessous de la barre de 30 %.

L. 636 163 ; V. 313 049 ; A. 50,79 % ; Ex. 307 601

UDF-RPR 82 120 (26,69 %) ; PS 71 197 (23,14 %) ; FN 41 716 (13,56 %) ; Verts 38 336 (12,46 %) ; Centre 28 385 (9,27 %) ; LO 27 618 (9,07 %) ; Chasse 2 225 (0,72 %) ; Pro. anim. 3 746 (1,21 %) ; Alliance 2 172 (0,70 %) ; Rénovateurs 1 534 (0,49 %) ; MPPT 1 272 (0,41 %) ; Gén. Europe 704 (0,22 %) ; IDE 467 (0,15 %) ; RFL 439 (0,14 %)

1984. - L. 600 282 ; V. 328 788 ; A. 48,22 % ; Ex. 321 817. - UDF-RPR, 129 543 (40,36 %) ; PS, 86 835 (26,88 %) ; FN, 40 018 (12,43 %) ; PCF, 39 177 (12,18 %) ; Verts, 13 494 (4,19 %) ; ERE, 11 990 (3,72 %) ; Réussir, 8 488 (2,60 %) ; LO, 4 488 (1,38 %) ; PSU-CDU, 2 988 (0,93 %) ; PCD, 1 987 (0,61 %) ; UDR, 1 894 (0,58 %) ; 1 541 (0,47 %) ; UDR, 1 298 (0,40 %) ; POE, 1 600 (0,49 %).

EVRY

L. 18 105 ; V. 8 333 ; A. 53,97 % ; Ex. 8 192

PS	2 385 (29,11 %)
UDF-RPR	1 770 (21,60 %)
FN	1 241 (15,14 %)
Verts	1 076 (13,13 %)
Centre	744 (9,08 %)
LO	504 (6,13 %)
Chasse	95 (1,15 %)
Pro. anim.	77 (0,93 %)
Alliance	71 (0,86 %)
Rénovateurs	51 (0,63 %)
MPPT	22 (0,26 %)
Gén. Europe	21 (0,25 %)
RFL	12 (0,14 %)

CORREIL-ESSONNES

L. 19 938 ; V. 8 574 ; A. 56,99 % ; Ex. 8 412

UDF-RPR	1 909 (22,69 %)
PS	1 585 (18,84 %)
FN	1 551 (18,43 %)
Verts	1 323 (15,72 %)
Centre	950 (11,02 %)
LO	135 (1,60 %)
Chasse	104 (1,23 %)
Pro. anim.	81 (0,96 %)
Alliance	49 (0,58 %)
Rénovateurs	40 (0,47 %)
MPPT	38 (0,45 %)
Gén. Europe	32 (0,38 %)
IDE	13 (0,15 %)
RFL	11 (0,13 %)

MASSY

L. 23 498 ; V. 11 319 ; A. 51,82 % ; Ex. 11 134

PS	3 262 (29,29 %)
UDF-RPR	2 460 (22,09 %)
FN	1 405 (12,61 %)
Verts	1 321 (11,86 %)
Centre	1 057 (9,49 %)
LO	931 (8,36 %)
Chasse	158 (1,41 %)
Pro. anim.	142 (1,27 %)
Alliance	98 (0,88 %)
Rénovateurs	84 (0,75 %)
MPPT	81 (0,72 %)
Gén. Europe	36 (0,32 %)
IDE	22 (0,19 %)
RFL	21 (0,18 %)

SAINT-GENEVIÈVE-DES-BOIS

L. 18 181 ; V. 10 567 ; A. 41,87 % ; Ex. 8 383

UDF-RPR	2 070 (24,68 %)
PS	1 874 (22,34 %)
FN	1 185 (14,13 %)
Verts	1 062 (12,66 %)
Centre	985 (11,74 %)
LO	763 (9,09 %)
Chasse	107 (1,27 %)
Pro. anim.	103 (1,22 %)
Rénovateurs	85 (1,01 %)
IDE	49 (0,58 %)

ALLIANCE

L. 40 (0,47 %) ; A. 39 (0,47 %) ; Ex. 39 (0,47 %)

MPPT	19 (0,22 %)
Gén. Europe	19 (0,22 %)
RFL	17 (0,20 %)
IDE	7 (0,08 %)

SAVIGNY-SUR-ORGE

L. 20 744 ; V. 10 076 ; A. 51,42 % ; Ex. 9 924

UDF-RPR	2 738 (27,58 %)
PS	2 374 (23,92 %)
FN	1 508 (15,19 %)
Verts	1 144 (11,52 %)
Centre	894 (9,00 %)
LO	852 (8,58 %)
Chasse	100 (1,00 %)
Pro. anim.	80 (0,80 %)
Alliance	71 (0,71 %)
Rénovateurs	57 (0,57 %)
Gén. Europe	42 (0,42 %)
MPPT	31 (0,31 %)
RFL	17 (0,17 %)
IDE	7 (0,07 %)

VIRY-CHATILLON

L. 17 996 ; V. 7 910 ; A. 56,04 % ; Ex. 7 793

UDF-RPR	2 198 (28,20 %)
PS	1 748 (22,43 %)
FN	1 326 (17,01 %)
Verts	855 (10,97 %)
Centre	736 (9,44 %)
LO	537 (6,89 %)
Chasse	94 (1,20 %)
Pro. anim.	80 (1,02 %)
Alliance	73 (0,93 %)
MPPT	60 (0,76 %)
Rénovateurs	25 (0,32 %)
Gén. Europe	23 (0,29 %)
RFL	10 (0,12 %)
IDE	8 (0,10 %)

HAUTS-DE-SEINE

Très logiquement, M. Fabius réalise ses deux meilleurs scores départementaux dans les deux seules communes des Hauts-de-Seine dirigées par le PS, c'est-à-dire Châtigny-Malabry et Clichy. M. Waechter fait reculer dans les secteurs traditionnels « verts », mais effectue une véritable percée dans la proche banlieue du sud de la capitale, comme Issy-Moulineaux, Montrouge ou Vanves qui lui était jusqu'à présent peu favorable. M. Le Pen améliore encore son score départemental de 1984 en passant de 14,1 % à 14,4 % cette année. Il est, désormais, profondément ancré dans la banlieue plus populaire du nord du département en réalisant 17,7 % à Saint-Denis, 20,1 % à Asnières et jusqu'à 22,6 % à Villeneuve-la-Garenne. Le Parti communiste, bien que résistant dans ses bastions de Bagneux, Gennevilliers, Malakoff et Nanterre, est dévancé par le PS à Colombes, dont l'élection municipale vient d'être annulée, et il est en chute libre au niveau départemental puisqu'il tombe de 11,5 %

Les élections

(Suite de la page 9.)

Centre	1.549 (10,21 %)
PCF	1.122 (7,39 %)
Prot. anim.	196 (1,29 %)
LO	186 (1,22 %)
Chasse	140 (0,92 %)
Alliance	102 (0,67 %)
Rénovateurs	64 (0,42 %)
MPPT	59 (0,38 %)
IDE	29 (0,19 %)
Gén. Europe	22 (0,14 %)
RFL	19 (0,12 %)

CLICHY
L. 24.961; V. 11.177;
A. 55,22 %; Ex. 10.987

PS	3.115 (28,35 %)
UDF-RPR	2.498 (22,73 %)
FN	1.941 (17,66 %)
Verts	1.152 (10,48 %)
PCF	911 (8,29 %)
Centre	795 (7,23 %)
LO	153 (1,39 %)
Prot. anim.	133 (1,20 %)
Chasse	84 (0,76 %)
MPPT	55 (0,50 %)
Rénovateurs	42 (0,38 %)
Alliance	39 (0,35 %)
Gén. Europe	24 (0,21 %)
IDE	14 (0,12 %)
RFL	9 (0,08 %)

COLOMBES
L. 45.603; V. 21.876;
A. 52,02 %; Ex. 21.505

UDF-RPR	5.132 (23,86 %)
PS	4.501 (20,60 %)
FN	3.519 (16,36 %)
PCF	3.088 (14,35 %)
Verts	2.544 (11,82 %)
Centre	1.794 (8,34 %)
LO	286 (1,32 %)
Prot. anim.	268 (1,24 %)
Chasse	187 (0,86 %)
MPPT	111 (0,51 %)
Rénovateurs	92 (0,42 %)
Alliance	89 (0,41 %)
Gén. Europe	44 (0,20 %)
RFL	29 (0,13 %)
IDE	21 (0,09 %)

COURBEVOIE
L. 34.235; V. 18.087;
A. 47,16 %; Ex. 17.870

UDF-RPR	6.232 (34,87 %)
PS	3.318 (18,56 %)
FN	2.866 (16,03 %)
Centre	2.008 (11,23 %)
Verts	1.843 (10,31 %)
PCF	819 (4,58 %)
Prot. anim.	208 (1,16 %)
LO	144 (0,80 %)
Alliance	134 (0,74 %)
Chasse	111 (0,62 %)
Rénovateurs	57 (0,31 %)
MPPT	50 (0,27 %)
IDE	39 (0,21 %)
Gén. Europe	28 (0,15 %)
RFL	13 (0,07 %)

GENNEVILLIERS
L. 19.232; V. 8.389;
A. 56,37 %; Ex. 8.183

PCF	2.610 (31,89 %)
PS	1.452 (17,74 %)
FN	1.446 (17,67 %)
UDF-RPR	993 (12,13 %)
Verts	791 (9,66 %)
Centre	367 (4,48 %)
LO	148 (1,80 %)
Rénovateurs	123 (1,50 %)
Prot. anim.	84 (1,02 %)
Chasse	63 (0,76 %)
MPPT	36 (0,43 %)
Gén. Europe	26 (0,31 %)
Alliance	23 (0,28 %)
IDE	11 (0,13 %)
RFL	10 (0,12 %)

ISSY-LES-MOULINEAUX
L. 27.115; V. 13.633;
A. 49,64 %; Ex. 13.411

UDF-RPR	4.077 (30,40 %)
PS	2.898 (21,60 %)
FN	1.720 (12,82 %)
Verts	1.670 (12,45 %)
Centre	1.370 (10,21 %)
PCF	1.049 (7,82 %)
Prot. anim.	147 (1,09 %)
LO	115 (0,85 %)
Alliance	103 (0,76 %)
Chasse	92 (0,68 %)
MPPT	53 (0,39 %)
Rénovateurs	50 (0,37 %)
Gén. Europe	28 (0,20 %)
RFL	20 (0,14 %)
IDE	19 (0,14 %)

LEVALLOIS-PERRET
L. 25.227; V. 14.118;
A. 46,16 %; Ex. 13.861

UDF-RPR	4.808 (34,68 %)
PS	2.602 (18,77 %)
FN	2.148 (15,49 %)
Centre	1.303 (9,40 %)
Verts	1.290 (9,30 %)
PCF	1.034 (7,45 %)
Prot. anim.	181 (1,30 %)
LO	147 (1,06 %)
Chasse	135 (0,97 %)
Alliance	77 (0,55 %)
Rénovateurs	38 (0,27 %)
MPPT	33 (0,23 %)
Gén. Europe	26 (0,18 %)
IDE	21 (0,15 %)
RFL	18 (0,12 %)

MALAKOFF
L. 19.912; V. 9.407;
A. 52,75 %; Ex. 9.220

PCF	2.816 (30,54 %)
PS	1.724 (18,69 %)
UDF-RPR	1.674 (18,15 %)
FN	1.024 (11,10 %)
Verts	964 (10,45 %)
Centre	591 (6,40 %)
LO	90 (0,97 %)
Prot. anim.	89 (0,96 %)
Rénovateurs	66 (0,71 %)
Chasse	62 (0,67 %)
Alliance	56 (0,60 %)

MPPT	28 (0,30 %)
Gén. Europe	14 (0,15 %)
RFL	12 (0,13 %)
IDE	10 (0,10 %)

MEUDON
L. 30.429; V. 15.610;
A. 48,70 %; Ex. 15.415

UDF-RPR	4.917 (31,89 %)
PS	3.484 (22,60 %)
Centre	1.877 (12,17 %)
FN	1.843 (11,95 %)
Verts	1.731 (11,22 %)
PCF	849 (5,50 %)
Alliance	169 (1,09 %)
Prot. anim.	143 (0,92 %)
LO	126 (0,81 %)
Chasse	111 (0,72 %)
Rénovateurs	64 (0,41 %)
MPPT	37 (0,24 %)
Gén. Europe	30 (0,19 %)
IDE	24 (0,15 %)
RFL	10 (0,06 %)

MONTROUGE
L. 22.080; V. 11.213;
A. 49,21 %; Ex. 11.027

UDF-RPR	3.262 (29,58 %)
PS	2.571 (23,31 %)
FN	1.496 (13,56 %)
Verts	1.345 (12,19 %)
Centre	1.030 (9,34 %)
PCF	733 (6,64 %)
Prot. anim.	164 (1,48 %)
LO	131 (1,18 %)
Chasse	74 (0,67 %)
Rénovateurs	67 (0,60 %)
Alliance	57 (0,51 %)
MPPT	48 (0,43 %)
Gén. Europe	17 (0,15 %)
RFL	16 (0,14 %)
IDE	16 (0,14 %)

NEUILLY-SUR-SEINE
L. 36.634; V. 21.095;
A. 42,41 %; Ex. 20.860

UDF-RPR	11.653 (55,86 %)
PS	3.192 (15,34 %)
Centre	2.532 (12,13 %)
FN	1.698 (8,13 %)
Verts	972 (4,65 %)
Alliance	208 (0,99 %)
Prot. anim.	171 (0,81 %)
PCF	142 (0,68 %)
Chasse	134 (0,64 %)
IDE	46 (0,22 %)
LO	36 (0,17 %)
Rénovateurs	25 (0,11 %)
MPPT	21 (0,10 %)
Gén. Europe	17 (0,08 %)
RFL	13 (0,06 %)

PUTEAUX
L. 22.108; V. 11.606;
A. 47,50 %; Ex. 11.304

UDF-RPR	3.467 (30,67 %)
PS	2.322 (20,54 %)
FN	1.866 (16,50 %)
Centre	1.191 (10,53 %)
Verts	1.174 (10,38 %)
PCF	611 (5,40 %)
Prot. anim.	184 (1,62 %)
LO	153 (1,35 %)
Chasse	97 (0,85 %)
MPPT	70 (0,61 %)
Alliance	64 (0,56 %)
Rénovateurs	41 (0,36 %)
Gén. Europe	28 (0,24 %)
IDE	20 (0,17 %)
RFL	16 (0,14 %)

RUEIL-MALMAISON
L. 40.804; V. 21.543;
A. 47,20 %; Ex. 21.194

UDF-RPR	7.454 (35,17 %)
PS	4.268 (20,13 %)
FN	2.665 (12,57 %)
Verts	2.334 (11,01 %)
Centre	2.292 (10,81 %)
PCF	1.133 (5,34 %)
Prot. anim.	243 (1,14 %)
Alliance	218 (1,02 %)
Chasse	189 (0,89 %)
LO	167 (0,78 %)
Rénovateurs	67 (0,31 %)
MPPT	61 (0,28 %)
Gén. Europe	42 (0,19 %)
IDE	31 (0,14 %)
RFL	28 (0,13 %)

SURESNES
L. 20.948; V. 10.765;
A. 48,61 %; Ex. 10.571

UDF-RPR	3.230 (30,55 %)
PS	2.379 (22,50 %)
FN	1.423 (13,46 %)
Verts	1.155 (10,92 %)
Centre	988 (9,34 %)
PCF	876 (8,28 %)
Prot. anim.	147 (1,39 %)
LO	115 (1,08 %)
Chasse	88 (0,83 %)
Alliance	57 (0,53 %)
MPPT	39 (0,36 %)
Rénovateurs	33 (0,31 %)
Gén. Europe	19 (0,17 %)
RFL	11 (0,10 %)
IDE	11 (0,10 %)

SEINE-SAINT-DENIS

Avec seulement 44,3 % de votants, la Seine-Saint-Denis respecte sa réputation de département peu civique. Cette désaffection ne permet pas au PC de refaire tout le chemin perdu. Certes M. Herzog obtient 6,5 points de plus que M. Lajoinie au premier tour de la présidentielle, mais il reste devancé par le PS. Les communistes ont malgré cela la satisfaction de reprendre l'avantage sur les socialistes dans toutes les villes qu'ils dirigent, à l'exception toutefois de Pantin, lieu de M. Bartolone, un des principaux collaborateurs de M. Fabius. Mais celui-ci perd treize points sur le

score de M. Mitterrand le 24 avril 1988. La droite est la principale bénéficiaire de cette chute de la gauche, au point que dans ce département « rouge », c'est la liste de M. Giscard d'Estaing qui arrive en tête. Le Front national est l'autre gagnant puisque, si M. Le Pen perd 2,4 points sur la présidentielle, sa liste arrive en tête à Sevran, à Chichy-sous-Bois et au Bourget.

**L. 692.670; V. 306.831;
A. 53,70 %; Ex. 300.275**

UDF-RPR	60.857 (20,26 %)
PS	59.643 (19,86 %)
PCF	59.064 (19,66 %)
FN	52.467 (17,47 %)
Verts	31.285 (10,41 %)
Centre	20.380 (6,78 %)
LO	4.177 (1,39 %)
Prot. anim.	3.889 (1,29 %)
Chasse	2.537 (0,84 %)
MPPT	1.437 (0,47 %)
Alliance	1.270 (0,42 %)
Rénovateurs	1.263 (0,42 %)
Gén. Europe	909 (0,30 %)
RFL	359 (0,11 %)
IDE	338 (0,11 %)

1984 - L. 710.740; V. 358.402; A. 49,57 %; Ex. 348.789 - UDF-RPR 110.723 (31,86 %); PS 78.406 (23,84 %); PS 53.071 (18,03 %); FN 56.886 (18,58 %); Verts 14.394 (4,11 %); ERE 9.342 (2,87 %); LO 8.208 (2,77 %); Rénovateurs 4.829 (1,28 %); PSU-CDU 2.648 (0,81 %); PCF 2.007 (0,57 %); EEL 1.648 (0,44 %); 84, 1.451 (0,40 %); Ude, 1.388 (0,38 %); POE 910 (0,26 %).

1988 - L. 710.366; V. 352.365; A. 22,24 %; Ex. 543.551 - Mitterrand 178.528 (32,81 %); Le Pen 107.852 (19,81 %); Chasse 78.419 (14,51 %); Lajoinie 78.425 (13,50 %); Barre 60.308 (11,09 %); Waechter 17.768 (3,28 %); Juchin 13.880 (2,56 %); Laguerre 9.846 (1,81 %); Bousset 2.284 (0,42 %).

BOISGNY
L. 19.524; V. 8.851;
A. 54,66 %; Ex. 8.624

PCF	3.097 (35,91 %)
PS	1.373 (15,92 %)
FN	1.369 (15,87 %)
UDF-RPR	1.102 (12,77 %)
Verts	792 (9,18 %)
Centre	410 (4,75 %)
LO	129 (1,49 %)
Prot. anim.	113 (1,33 %)
Chasse	84 (0,97 %)
MPPT	47 (0,54 %)
Gén. Europe	40 (0,46 %)
Rénovateurs	29 (0,33 %)
Alliance	26 (0,30 %)
RFL	7 (0,08 %)
IDE	4 (0,04 %)

AURÉVILLIERS
L. 30.126; V. 12.318;
A. 59,11 %; Ex. 12.054

PCF	3.909 (32,42 %)
PS	2.002 (16,60 %)
FN	1.922 (15,94 %)

UDF-RPR	1.814 (15,04 %)
Verts	1.076 (8,92 %)
Centre	632 (5,24 %)
LO	222 (1,84 %)
Prot. anim.	130 (1,07 %)
Chasse	111 (0,92 %)
MPPT	63 (0,52 %)
Rénovateurs	58 (0,48 %)
Alliance	48 (0,39 %)
Gén. Europe	44 (0,36 %)
RFL	17 (0,14 %)
IDE	6 (0,04 %)

AULNAY-SOUS-BOIS
L. 39.981; V. 16.633;
A. 58,39 %; Ex. 16.317

UDF-RPR	4.150 (25,43 %)
PS	3.200 (19,61 %)
FN	3.057 (18,73 %)
PCF	2.058 (12,61 %)
Verts	1.682 (10,30 %)
Centre	1.256 (7,69 %)
MPPT	260 (1,59 %)
LO	224 (1,37 %)
Chasse	164 (1,00 %)
Alliance	76 (0,46 %)
Rénovateurs	66 (0,40 %)
Gén. Europe	55 (0,33 %)
RFL	37 (0,22 %)
IDE	19 (0,11 %)
RFL	13 (0,07 %)

BAGNOLET
L. 16.055; V. 7.339;
A. 54,28 %; Ex. 7.191

PCF	2.344 (32,59 %)
PS	1.309 (18,20 %)
FN	1.046 (14,54 %)
UDF-RPR	938 (13,04 %)
Verts	732 (10,17 %)
Centre	452 (6,28 %)
LO	108 (1,50 %)
Prot. anim.	67 (0,93 %)
Chasse	66 (0,91 %)
Rénovateurs	38 (0,52 %)
Gén. Europe	30 (0,41 %)
MPPT	27 (0,37 %)
Alliance	27 (0,37 %)
IDE	10 (0,13 %)
RFL	7 (0,09 %)

LE BLANC-MESNIL
L. 24.992; V. 10.159;
A. 59,35 %; Ex. 9.952

PCF	2.416 (24,27 %)
UDF-RPR	1.878 (18,87 %)
PS	1.847 (18,55 %)
FN	1.806 (18,14 %)
Verts	906 (9,10 %)
Centre	571 (5,73 %)
LO	114 (1,14 %)
Prot. anim.	114 (1,14 %)
Chasse	96 (0,96 %)
Gén. Europe	51 (0,51 %)
MPPT	50 (0,50 %)
Alliance	36 (0,36 %)
Rénovateurs	34 (0,34 %)
RFL	20 (0,20 %)
IDE	13 (0,13 %)

Fausto Giudice

TÊTES DE TURCS EN FRANCE

Une enquête explosive !

Préface de Günter Wallraff

LA DÉCOUVERTE

De nombreux lecteurs de *Tête de Turc* se sont posé la question de savoir s'il y avait en France des situations aussi dramatiques que celles décrites par Wallraff en RFA. Les Éditions La Découverte ont donc lancé, avec le soutien de Günter Wallraff et de Gilles Perrault une vaste campagne: "Têtes de Turcs en France".

Le livre du journaliste Fausto Giudice est le résultat de cette enquête exceptionnelle, dont la force principale est d'avoir privilégié les témoignages des "Têtes de Turcs". Il démonte les mécanismes de cette forme bien française de "mise à part" - traduction du mot "apartheid" - à laquelle ils sont soumis, et qui est le véritable scandale.

LA DÉCOUVERTE

BONDY
L. 24.944; V. 10.966;
A. 56,03 %; Ex. 10.700

PS	2.852 (26,65 %)
UDF-RPR	2.155 (20,14 %)
FN	1.874 (17,51 %)
Verts	1.209 (11,29 %)
PCF	1.111 (10,38 %)
Centre	823 (7,69 %)
LO	217 (2,02 %)
Prot. anim.	148 (1,38 %)
Chasse	104 (0,97 %)
MPPT	52 (0,48 %)
Rénovateurs	47 (0,43 %)
Alliance	40 (0,37 %)
Gén. Europe	37 (0,34 %)
IDE	16 (0,14 %)
RFL	15 (0,14 %)

LA COURNEUVE
L. 14.870; V. 6.656;
A. 55,23 %; Ex. 6.497

PCF	2.309 (35,53 %)
FN	1.037 (15,96 %)
PS	1.020 (15,69 %)
UDF-RPR	906 (13,94 %)
Verts	479 (7,37 %)
Centre	336 (5,17 %)
LO	133 (2,04 %)
Prot. anim.	86 (1,32 %)
Chasse	59 (0,90 %)
MPPT	40 (0,61 %)
Rénovateurs	28 (0,43 %)
Gén. Europe	26 (0,40 %)
Alliance	19 (0,29 %)
RFL	10 (0,15 %)
IDE	9 (0,13 %)

DRANCY
L. 36.239; V. 15.186;
A. 58,09 %; Ex. 14.810

PCF	4.50
-----	------

européennes

VAL-DE-MARNE

L'opposition RPR-UDF reprend la tête des partis politiques en rassemblant 25,05 % des suffrages exprimés, 33,46 % si l'on y ajoute le score obtenu par la liste de M^{me} Veil. L'UDF et le RPR avaient obtenu aux européennes de 1984 un score de 37,22 %. Le PS confirme sa prédominance à gauche avec 20,38 % des suffrages exprimés, soit 2,1 points de plus qu'en 1984. Le PC, qui pour-tant préside le conseil général, n'obtient que 15,41 % (18,2 % il y a cinq ans) ; sa liste est même devancée par celle de M. Fabius de 102 voix dans son fief, à Choisy-le-Roi. Le Front national, qui perd 5 072 électeurs par rapport à 1984, gagne néanmoins 0,61 point et dis-tance la liste Veil de près de 20 000 voix, liste qui est aussi lar-gement battue par celle des Verts.

L. 684 731 ; V. 332 920 ;
A. 51,37 % ; Ex. 326 457

UDF-RPR	81 790 (25,05 %)
PS	66 560 (20,38 %)
PCF	50 330 (15,41 %)
FN	47 407 (14,52 %)
Verts	36 343 (11,13 %)
Centre	27 439 (8,41 %)
Prot. anim.	4 083 (1,25 %)
LO	3 531 (1,08 %)
Chasse	2 926 (0,89 %)
Alliance	1 646 (0,50 %)
Rénovateurs	1 601 (0,49 %)
MPPT	1 314 (0,40 %)
Gén. Europe	709 (0,21 %)
RFL	396 (0,12 %)
IDE	362 (0,11 %)

1984 - L. 896 246 ; V. 384 834 ; A. 44,64 % ; Ex. 377 130. - UDF-RPR, 140 374 (37,22 %) ; PS, 88 962 (18,28 %) ; PCF, 68 660 (18,20 %) ; FN, 62 479 (13,91 %) ; Verts, 14 637 (3,88 %) ; ERE, 12 012 (3,18 %) ; Rénov., 5 649 (1,49 %) ; LO, 4 806 (1,22 %) ; PSU-CDU, 2 992 (0,79 %) ; EJE, 2 189 (0,57 %) ; PCL, 1 781 (0,47 %) ; B. 1 438 (0,38 %) ; UCL, 1 376 (0,36 %) ; POE, 7 (0,00 %).

1988 - L. 700 108 ; V. 580 287 ; A. 19,87 % ; Ex. 549 303. - Mitterrand, 172 814 (31,46 %) ; Chirac, 108 428 (19,37 %) ; Le Pen, 85 940 (15,64 %) ; Barnier, 77 060 (14,02 %) ; Lajoinie, 60 123 (10,94 %) ; Waechter, 20 882 (3,80 %) ; Jugan, 14 763 (2,68 %) ; Leguiller, 8 976 (1,63 %) ; Bousset, 2 917 (0,42 %).

CRETEIL
L. 42 272 ; V. 19 353 ;
A. 54,21 % ; Ex. 18 984

PS	5 734 (30,20 %)
UDF-RPR	4 034 (21,24 %)
FN	2 645 (13,93 %)
Verts	2 347 (12,36 %)
Centre	1 873 (9,86 %)
PCF	1 372 (7,22 %)
Prot. anim.	237 (1,24 %)
LO	211 (1,11 %)
Chasse	166 (0,87 %)
Rénovateurs	102 (0,53 %)
Alliance	98 (0,51 %)
MPPT	80 (0,42 %)
Gén. Europe	36 (0,18 %)
IDE	28 (0,14 %)
RFL	21 (0,11 %)

ALFORTVILLE
L. 20 372 ; V. 9 706 ;
A. 52,35 % ; Ex. 9 451

PS	3 198 (33,83 %)
UDF-RPR	1 682 (17,79 %)
FN	1 436 (15,19 %)
Verts	1 063 (11,24 %)
PCF	938 (10,13 %)
Centre	548 (5,79 %)
Prot. anim.	193 (2,04 %)
LO	127 (1,34 %)
Chasse	76 (0,80 %)
MPPT	47 (0,49 %)
Rénovateurs	37 (0,39 %)
Alliance	30 (0,31 %)
Gén. Europe	23 (0,24 %)
RFL	22 (0,23 %)
IDE	11 (0,11 %)

CHAMPIGNY-SUR-MARNE
L. 41 315 ; V. 18 423 ;
A. 55,40 % ; Ex. 18 074

PCF	5 268 (29,14 %)
UDF-RPR	3 559 (19,69 %)
PS	3 080 (17,04 %)
FN	2 443 (13,51 %)
Verts	1 820 (10,06 %)
Centre	1 180 (6,52 %)
LO	187 (1,03 %)
Prot. anim.	187 (1,03 %)
Chasse	92 (0,50 %)
Rénovateurs	50 (0,27 %)
Gén. Europe	49 (0,27 %)
MPPT	46 (0,25 %)
RFL	17 (0,09 %)
IDE	10 (0,05 %)

CHOISY-LE-ROI
L. 18 755 ; V. 9 182 ;
A. 51,04 % ; Ex. 9 012

PS	1 988 (22,05 %)
PCF	1 882 (20,85 %)
UDF-RPR	1 814 (20,12 %)
FN	1 273 (14,12 %)
Verts	963 (10,68 %)

Centre	609 (6,75 %)
LO	135 (1,49 %)
Prot. anim.	99 (1,09 %)
Chasse	84 (0,93 %)
Rénovateurs	60 (0,66 %)
MPPT	32 (0,35 %)
Alliance	32 (0,35 %)
Gén. Europe	28 (0,31 %)
RFL	7 (0,07 %)
IDE	6 (0,06 %)

FONTENAY-SOUS-BOIS

L. 32 184 ; V. 14 715 ;
A. 54,27 % ; Ex. 14 438

UDF-RPR	3 353 (23,22 %)
PCF	3 140 (21,74 %)
PS	2 525 (17,48 %)
FN	1 927 (13,34 %)
Verts	1 503 (10,41 %)
Centre	1 343 (9,30 %)
LO	153 (1,05 %)
Prot. anim.	152 (1,05 %)
Chasse	90 (0,62 %)
Alliance	77 (0,53 %)
Rénovateurs	60 (0,42 %)
MPPT	59 (0,41 %)
Gén. Europe	29 (0,20 %)
RFL	21 (0,14 %)
IDE	8 (0,05 %)

IVRY-SUR-SEINE

L. 27 860 ; V. 14 066 ;
A. 49,51 % ; Ex. 13 758

PCF	7 332 (53,29 %)
PS	1 825 (13,26 %)
UDF-RPR	1 350 (9,81 %)
FN	1 097 (7,97 %)
Verts	941 (6,83 %)
Centre	590 (4,28 %)
LO	148 (1,07 %)
Rénovateurs	104 (0,75 %)
Chasse	102 (0,74 %)
Prot. anim.	102 (0,74 %)
MPPT	56 (0,40 %)
Alliance	45 (0,32 %)
Gén. Europe	35 (0,25 %)
RFL	23 (0,16 %)
IDE	8 (0,05 %)

MAISON-ALFORT

L. 32 363 ; V. 16 780 ;
A. 48,15 % ; Ex. 16 382

UDF-RPR	4 685 (28,59 %)
PS	3 394 (20,71 %)
FN	2 942 (17,93 %)
Verts	1 902 (11,61 %)
Centre	1 577 (9,62 %)
PCF	994 (6,06 %)
Prot. anim.	244 (1,48 %)
LO	180 (1,09 %)
Chasse	168 (1,02 %)
MPPT	79 (0,48 %)
Alliance	65 (0,39 %)
Rénovateurs	55 (0,33 %)
Gén. Europe	46 (0,28 %)
IDE	28 (0,17 %)
RFL	23 (0,14 %)

SAINT-MAUR-DES-FOSSES

L. 47 268 ; V. 24 395 ;
A. 48,39 % ; Ex. 23 997

UDF-RPR	8 816 (36,73 %)
PS	4 172 (17,38 %)
FN	4 065 (16,93 %)
Verts	2 635 (10,98 %)
Centre	2 382 (9,92 %)
PCF	887 (3,69 %)
Prot. anim.	292 (1,21 %)
Chasse	214 (0,89 %)
Alliance	163 (0,67 %)
LO	148 (0,61 %)
Rénovateurs	85 (0,35 %)
MPPT	61 (0,25 %)
Gén. Europe	44 (0,18 %)
IDE	17 (0,07 %)
RFL	16 (0,06 %)

VILLEJUIF

L. 25 763 ; V. 11 667 ;
A. 54,71 % ; Ex. 11 438

PCF	3 841 (33,58 %)
PS	2 114 (18,48 %)
UDF-RPR	1 746 (15,26 %)
FN	1 259 (11,00 %)
Centre	1 192 (10,42 %)
LO	650 (5,68 %)
Chasse	176 (1,53 %)
Prot. anim.	115 (1,00 %)
Rénovateurs	60 (0,52 %)
MPPT	56 (0,48 %)
Gén. Europe	47 (0,41 %)
Alliance	27 (0,23 %)
IDE	15 (0,13 %)
RFL	12 (0,10 %)

VINCENNES

L. 28 035 ; V. 14 770 ;
A. 47,31 % ; Ex. 14 447

UDF-RPR	5 038 (34,87 %)
PS	2 601 (18,00 %)
FN	2 325 (16,09 %)
Verts	1 678 (11,61 %)
Centre	1 373 (9,88 %)
PCF	559 (3,86 %)
Prot. anim.	198 (1,37 %)
Chasse	104 (0,71 %)
Alliance	101 (0,69 %)
LO	90 (0,62 %)
Rénovateurs	71 (0,49 %)
MPPT	48 (0,33 %)
Gén. Europe	25 (0,17 %)
IDE	22 (0,15 %)
RFL	14 (0,09 %)

VITRY-SUR-SEINE

L. 42 765 ; V. 19 606 ;
A. 54,15 % ; Ex. 19 217

PCF	5 864 (30,51 %)
PS	3 652 (19,00 %)
UDF-RPR	2 917 (15,17 %)
FN	2 487 (12,94 %)
Verts	2 081 (10,82 %)
Centre	1 066 (5,54 %)
Prot. anim.	304 (1,58 %)
LO	288 (1,49 %)
Chasse	172 (0,89 %)
Rénovateurs	138 (0,71 %)
MPPT	101 (0,52 %)
Alliance	64 (0,33 %)
Gén. Europe	53 (0,27 %)
RFL	17 (0,08 %)
IDE	13 (0,06 %)

VAL-D'OISE

Le Val-d'Oise était terre cen-triste, au moins par ses notables. Aujourd'hui ses électeurs ne leur obéissent plus : M^{me} Veil ne fait pas mieux ici qu'ailleurs. Au point qu'un des hommes qui fut une des che-ville ouvrières de cette tentative de créer une force entre les conserva-teurs et les socialistes, le secrétaire général du groupe UDC de l'Assem-blée nationale, M. Froment-Meurice, CDS, adjoint au maire de Montmorency, voit à nouveau se fer-mer devant lui la porte d'un hémicycle parlementaire, n'étant que nouveau sur la liste de M^{me} Veil. Celle-ci n'obtient un résultat réel-ment satisfaisant qu'à Sarcelles, où elle recueille 11,77 % des suffrages exprimés. Dans cette ville, où la vic-toire aux municipales de M. Lamon-tagne (RPR) vient d'être annulée par le tribunal administratif, le PC enregistre par rapport au premier tour de ces élections une chute de 9 points, le PS une baisse de 2,3, alors que le Front national progresse de 7 points. Quant aux écologistes,

s'ils progressent partout, ils obien-nent un résultat particulièrement intéressant à Cergy, là où une ville nouvelle a pris la place d'un vieux village rural.

L. 572 772 ; V. 270 649 ;
A. 52,74 % ; Ex. 264 637

UDF-RPR	68 576 (25,91 %)
PS	57 335 (21,66 %)
FN	43 043 (16,25 %)
Verts	29 946 (11,31 %)
PCF	27 262 (10,30 %)
Centre	23 380 (8,83 %)
Chasse	3 276 (1,23 %)
LO	3 247 (1,22 %)
Prot. anim.	3 174 (1,19 %)
Alliance	1 488 (0,56 %)
MPPT	1 390 (0,52 %)
Rénovateurs	1 012 (0,38 %)
Gén. Europe	665 (0,25 %)
IDE	437 (0,16 %)
RFL	406 (0,15 %)

1984 - L. 538 668 ; V. 280 688 ; A. 46,14 % ; Ex. 285 326. - UDF-RPR, 110 606 (32,72 %) ; PS, 84 289 (18,01 %) ; FN, 42 717 (14,97 %) ; PCF, 38 041 (11,33 %) ; Verts, 11 886 (4,06 %) ; ERE, 8 707 (3,40 %) ; Rénov., 6 386 (1,89 %) ; LO, 4 593 (1,80 %) ; PSU-CDU, 2 182 (0,75 %) ; PCL, 1 873 (0,58 %) ; EJE, 1 678 (0,58 %) ; UCL, 1 448 (0,50 %) ; B. 1 350 (0,47 %) ; POE, 15 (0,00 %).

1988 - L. 572 242 ; V. 463 008 ; A. 19,08 % ; Ex. 456 876. - Mitterrand, 181 289 (33,19 %) ; Le Pen, 82 387 (18,04 %) ; Chirac, 82 038 (18,00 %) ; Barnier, 66 225 (14,53 %) ; Lajoinie, 35 878 (7,89 %) ; Waechter, 17 356 (3,80 %) ; Jugan, 10 188 (2,23 %) ; Leguiller, 8 224 (1,80 %) ; Bousset, 2 002 (0,43 %).

PONTOISE

L. 14 920 ; V. 6 708 ;
A. 55,04 % ; Ex. 6 602

UDF-RPR	1 919 (29,06 %)
PS	1 504 (22,78 %)
FN	1 017 (15,40 %)
Verts	747 (11,31 %)
Centre	662 (10,02 %)
PCF	355 (5,37 %)
LO	89 (1,34 %)
Chasse	88 (1,33 %)

Prot. anim.	80 (1,21 %)
Alliance	58 (0,87 %)
MPPT	28 (0,42 %)
Rénovateurs	24 (0,36 %)
Gén. Europe	16 (0,24 %)
IDE	11 (0,16 %)
RFL	4 (0,06 %)

ARGENTEUIL

L. 49 601 ; V. 21 948 ;
A. 55,75 % ; Ex. 21 500

PCF	5 179 (24,08 %)
PS	4 108 (19,10 %)
UDF-RPR	3 897 (18,12 %)
FN	3 439 (15,99 %)
Verts	2 244 (10,43 %)
Centre	1 290 (6,00 %)
LO	394 (1,83 %)
Prot. anim.	285 (1,32 %)
Chasse	206 (0,95 %)
MPPT	156 (0,72 %)
Rénovateurs	97 (0,45 %)
Alliance	83 (0,38 %)
Gén. Europe	52 (0,24 %)
RFL	41 (0,19 %)
IDE	29 (0,13 %)

CERGY

L. 16 591 ; V. 7 493 ;
A. 54,83 % ; Ex. 7 399

PS	2 079 (28,09 %)
UDF-RPR	1 695 (22,90 %)
FN	1 025 (13,85 %)
Verts	1 018 (13,75 %)
Centre	796 (10,75 %)
PCF	402 (5,43 %)
LO	100 (1,35 %)
Prot. anim.	67 (0,90 %)
MPPT	51 (0,68 %)
Alliance	44 (0,59 %)
Chasse	43 (0,58 %)
Rénovateurs	41 (0,55 %)
Gén. Europe	16 (0,21 %)
RFL	14 (0,18 %)
IDE	8 (0,10 %)

FRANCONVILLE

L. 19 417 ; V. 8 524 ;
A. 56,10 % ; Ex. 8 388

UDF-RPR	2 405 (28,67 %)
PS	1 878 (22,38 %)

FN	1 354 (16,14 %)
Verts	993 (11,83 %)
Centre	687 (8,19 %)
PCF	582 (6,93 %)
Prot. anim.	140 (1,66 %)
Chasse	110 (1,31 %)
LO	81 (0,96 %)
Alliance	50 (0,59 %)
MPPT	41 (0,48 %)
Rénovateurs	33 (0,39 %)
RFL	20 (0,23 %)
Gén. Europe	14 (0,16 %)

GARGES-LES-GONNESSE

L. 16 323 ; V. 5 982 ;
A. 63,35 % ; Ex. 5 832

PCF	1 314 (22,53 %)
PS	1 182 (20,26 %)
FN	1 033 (17,71 %)
UDF-RPR	972 (16,66 %)
Centre	617 (10,57 %)
Verts	418 (7,16 %)
LO	74 (1,26 %)
Prot. anim.	48 (0,82 %)
MPPT	47 (0,80 %)
Chasse	42 (0,72 %)
Rénovateurs	27 (0,46 %)
Gén. Europe	21 (0,36 %)
Alliance	19 (0,32 %)
IDE	12 (0,20 %)
RFL	6 (0,10 %)

SARCELLES

L. 26 679 ; V. 10 739 ;
A. 59,74 % ; Ex. 10 549

PS	2 583 (24,48 %)
UDF-RPR	2 191 (20,76 %)
FN	1 802 (17,08 %)
Centre	1 242 (11,77 %)
PCF	1 222 (11,58 %)
Verts	1 006 (9,53 %)
LO	144 (1,36 %)
Prot. anim.	103 (0,97 %)
Chasse	80 (0,75 %)
MPPT	48 (0,45 %)
Rénovateurs	48 (0,45 %)
Alliance	39 (0,36 %)
Gén. Europe	20 (0,

Les élections

AIN

En dépit du bon score de la liste emmenée par M. Valéry Giscard d'Estaing, qui arrive nettement en tête avec 30,54 % des suffrages exprimés, et du résultat de M. Simone Veil (10,33 %), le total de la droite «classique» est inférieur de 5 points aux résultats enregistrés en 1984, mais conforme à celui de l'élection présidentielle de 1988 (40,38 %).

La liste socialiste gagne 2 points par rapport à 1984, tandis que celle de M. Le Pen égale son score (12,56 % contre 12,53 % en 1984). En revanche, la liste communiste est en net recul (2 points de moins qu'aux dernières élections européennes) et est quasiment talonnée par la liste des chasseurs, qui obtient 3,91 % des suffrages exprimés.

L. 289 001 ; V. 129 245 ; A. 55,27 % ; Ex. 126 043

UDF-RPR	38 488 (30,53 %)
PS	28 772 (22,82 %)
FN	15 832 (12,56 %)
Verts	13 379 (10,61 %)
Centre	13 020 (10,32 %)
PCF	6 224 (4,93 %)
Chasse	4 929 (3,91 %)
LO	1 230 (0,97 %)
Prot. anim.	1 168 (0,92 %)
Alliance	1 072 (0,85 %)
MPPT	641 (0,50 %)
Rénovateurs	423 (0,33 %)
Gén. Europe	369 (0,29 %)
RFL	259 (0,20 %)
IDE	239 (0,18 %)

1984 - L. 270 178 ; V. 138 878 ; A. 48,70 % ; Ex. 134 658 - UDF-RPR, 61 848 (45,89 %) ; PS, 47 817 (35,68 %) ; FN, 18 878 (12,53 %) ; PCF, 8 662 (7,17 %) ; ERE, 4 688 (3,48 %) ; Vets, 4 271 (3,17 %) ; Réussit, 3 616 (2,68 %) ; LO, 1 588 (1,47 %) ; PSU-CDU, 958 (0,71 %) ; PCL, 948 (0,70 %) ; Uds, 819 (0,61 %) ; EUE, 722 (0,53 %) ; EUE, 292 (0,21 %).

1988 - L. 284 999 ; V. 230 959 ; A. 19,98 % ; Ex. 228 668 - Mitterrand, 71 199 (31,40 %) ; Barre, 48 082 (21,21 %) ; Chirac, 43 543 (19,12 %) ; Le Pen, 36 464 (16,08 %) ; Lajoinie, 10 038 (4,42 %) ; Waechter, 9 176 (4,04 %) ; Juquin, 4 120 (1,81 %) ; Lagulier, 3 416 (1,50 %) ; Bousset, 839 (0,36 %).

BOURG-EN-BRESSE

L. 21 990 ; V. 10 088 ; A. 54,12 % ; Ex. 9 928

UDF-RPR	3 085 (31,07 %)
PS	2 708 (27,27 %)
FN	1 310 (13,38 %)
Verts	1 105 (11,13 %)
Centre	917 (9,22 %)
PCF	498 (4,98 %)
Chasse	89 (0,89 %)
LO	86 (0,86 %)
Prot. anim.	66 (0,66 %)
MPPT	34 (0,34 %)
Rénovateurs	31 (0,31 %)
Gén. Europe	23 (0,23 %)
IDE	15 (0,15 %)

AISNE

Marqué du sceau de l'abstention, ce scrutin souligne le fléchissement accru de l'électorat communiste (9,83 % contre 15 % en 1984) et le net regain du Parti socialiste, qui gagne près de 5 points par rapport à la précédente consultation. Parallèlement, l'éclatement du front d'opposition aura sans doute coûté aux listes Giscard et Veil les 7 points qui les séparent du score obtenu en 1984 par la liste Veil (38,5 %). Le Front national, qui gagne plus d'un point, et les petites listes de droite, auront bénéficié du report d'un nombre important des voix perdues par la droite traditionnelle.

Les Verts confirment leur forte poussée. Avec 9,95 % des suffrages exprimés, ils multiplient par 2,5 le score obtenu en 1984 (3,75 %) et deviennent la quatrième force politique du département, devant le PC.

L. 366 032 ; V. 183 987 ; A. 49,73 % ; Ex. 177 359

UDF-RPR	46 908 (26,44 %)
PS	43 228 (24,37 %)
FN	19 666 (11,08 %)
Verts	17 639 (9,94 %)
Centre	12 141 (6,84 %)
PCF	17 441 (9,83 %)
Chasse	8 595 (4,84 %)
LO	4 310 (2,43 %)
Prot. anim.	2 192 (1,23 %)
MPPT	1 871 (1,05 %)
Alliance	1 092 (0,61 %)
Gén. Europe	869 (0,48 %)
Rénovateurs	670 (0,37 %)
RFL	430 (0,24 %)
IDE	307 (0,17 %)

1984 - L. 383 379 ; V. 219 640 ; A. 56,59 % ; Ex. 209 794 - UDF-RPR, 80 740 (36,46 %) ; PS, 40 745 (18,52 %) ; PCF, 32 080 (15,29 %) ; FN, 20 328 (9,49 %) ; ERE, 6 214 (2,98 %) ; Réussit, 4 551 (2,16 %) ; PCL, 4 074 (1,94 %) ; B4, 1 918 (0,91 %) ; Uds, 1 631 (0,77 %) ; PSU-CDU, 1 588 (0,75 %) ; EUE, 712 (0,33 %).

1988 - L. 385 487 ; V. 306 266 ; A. 16,20 % ; Ex. 299 587 - Mitterrand, 118 641 (39,54 %) ; Chirac, 51 438 (17,16 %) ; Le Pen, 40 220 (13,40 %) ; Barre, 38 968 (13,32 %) ; Lajoinie, 26 918 (8,87 %) ; Waechter, 9 802 (3,26 %) ; Lagulier, 7 368 (2,45 %) ; Juquin, 4 181 (1,39 %) ; Bousset, 1 400 (0,48 %).

LAON

L. 16 061 ; V. 7 828 ; A. 51,26 % ; Ex. 7 622

UDF-RPR	2 308 (30,28 %)
PS	2 177 (28,56 %)
FN	809 (10,61 %)
Verts	706 (9,26 %)
Centre	590 (7,74 %)
PCF	529 (6,94 %)
Chasse	159 (2,08 %)
LO	121 (1,58 %)
Prot. anim.	66 (0,86 %)
Alliance	53 (0,69 %)
MPPT	37 (0,48 %)
Rénovateurs	26 (0,34 %)
Gén. Europe	22 (0,28 %)
RFL	10 (0,13 %)
IDE	9 (0,11 %)

SAINT-QUENTIN

L. 37 435 ; V. 18 255 ; A. 51,23 % ; Ex. 17 719

UDF-RPR	4 650 (26,24 %)
PS	4 125 (23,28 %)
FN	2 582 (14,57 %)
Verts	2 128 (12,00 %)
Centre	1 610 (9,08 %)
PCF	1 312 (7,40 %)
Chasse	389 (2,19 %)
LO	308 (1,73 %)
Prot. anim.	194 (1,09 %)
Alliance	156 (0,88 %)
MPPT	117 (0,66 %)
Gén. Europe	51 (0,28 %)
Rénovateurs	44 (0,24 %)
RFL	36 (0,20 %)
IDE	17 (0,09 %)

ALLIER

En recueillant 16,90 % des suffrages exprimés, le PCF surpasse un nouveau record tant par rapport aux précédentes élections européennes (20,70 % en 1984) qu'à la présidentielle (18,11 %). Cette nouvelle érosion dans un bastion communiste semble avoir profité aux Verts, qui font plus que doubler leur score avec 7,90 %, alors que la liste de M. Fabius gagne moins de trois points sur celle conduite par M. Joseph, tout en se situant fort loin du résultat de M. Mitterrand au premier tour de la présidentielle (30 %). M. Giscard d'Estaing, qui avait reçu le soutien du sénateur centriste et président du conseil général, M. Jean Chuzel, obtient 30,54 %, résultat honorable par rapport aux 6,54 % de M. Veil. Si, avec 7,86 % des voix, le Front national régresse par rapport à la présidentielle, il maintient son implantation à Vichy. A Montluçon, la ville de M. Pierre Goldberg (PCF), la liste M. Herzog, devancée par celle de M. Giscard d'Estaing, ne compte que 229 voix d'avance sur celle de M. Fabius.

L. 263 626 ; V. 136 098 ; A. 49,76 % ; Ex. 131 258

UDF-RPR	40 098 (30,54 %)
PS	28 998 (22,09 %)
FN	22 181 (16,89 %)
Verts	10 371 (7,90 %)
Centre	10 323 (7,86 %)
PCF	8 588 (6,54 %)
Chasse	4 803 (3,63 %)
LO	1 619 (1,23 %)
Prot. anim.	1 138 (0,86 %)
MPPT	898 (0,68 %)
Rénovateurs	490 (0,37 %)
Gén. Europe	447 (0,34 %)
RFL	223 (0,16 %)
IDE	218 (0,16 %)

1984 - L. 266 148 ; V. 167 587 ; A. 40,78 % ; Ex. 180 978 - UDF-RPR, 58 554 (38,78 %) ; PS, 31 288 (20,70 %) ; FN, 29 078 (18,25 %) ; PCF, 11 881 (7,87 %) ; Vets, 4 626 (3,08 %) ; ERE, 4 484 (2,96 %) ; Réussit, 3 295 (2,18 %) ; Réussit, 2 528 (1,67 %) ; PCL, 1 929 (1,27 %) ; Uds, 1 236 (0,81 %) ; B4, 1 012 (0,67 %) ; PSU-CDU, 957 (0,62 %) ; EUE, 463 (0,30 %) ; PCE, 4 (0,00 %).

1988 - L. 268 200 ; V. 220 197 ; A. 17,28 % ; Ex. 214 918 - Mitterrand, 68 073 (30,27 %) ; Chirac, 41 821 (19,45 %) ; Barre, 38 968 (18,11 %) ; Le Pen, 32 230 (14,99 %) ; Lajoinie, 11 801 (5,36 %) ; Waechter, 6 443 (2,99 %) ; Juquin, 4 683 (2,13 %) ; Lagulier, 3 161 (1,47 %) ; Bousset, 884 (0,40 %).

MOULINS

L. 14 430 ; V. 6 852 ; A. 52,58 % ; Ex. 6 653

UDF-RPR	2 344 (34,23 %)
PS	1 414 (21,25 %)
FN	712 (10,70 %)
Verts	615 (9,24 %)
Centre	561 (8,43 %)
PCF	512 (7,69 %)
Chasse	158 (2,37 %)
Alliance	88 (1,32 %)
MPPT	59 (0,88 %)
Prot. anim.	58 (0,87 %)
LO	55 (0,82 %)
Rénovateurs	32 (0,48 %)
Gén. Europe	18 (0,27 %)
IDE	16 (0,24 %)
RFL	11 (0,16 %)

MONTLUÇON

L. 31 219 ; V. 15 534 ; A. 50,24 % ; Ex. 15 001

UDF-RPR	3 997 (26,64 %)
PS	3 429 (22,85 %)
FN	3 200 (21,33 %)
Verts	1 166 (7,77 %)
Centre	1 129 (7,52 %)
PCF	1 111 (7,40 %)
Chasse	346 (2,30 %)
LO	167 (1,11 %)
Prot. anim.	146 (0,97 %)
Alliance	114 (0,75 %)
MPPT	82 (0,54 %)
Rénovateurs	55 (0,36 %)
Gén. Europe	24 (0,15 %)
IDE	19 (0,12 %)
RFL	16 (0,10 %)

VICHY

L. 19 700 ; V. 10 048 ; A. 48,99 % ; Ex. 9 823

UDF-RPR	4 476 (45,56 %)
PS	1 741 (17,72 %)
FN	1 360 (13,84 %)
Verts	711 (7,23 %)
Centre	652 (6,63 %)
PCF	488 (4,96 %)
Chasse	126 (1,28 %)
LO	75 (0,76 %)
Prot. anim.	75 (0,76 %)
Alliance	47 (0,47 %)
Rénovateurs	20 (0,20 %)
MPPT	18 (0,18 %)
Gén. Europe	13 (0,13 %)
RFL	12 (0,12 %)
IDE	9 (0,09 %)

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

La participation a dépassé 53 %. Le Front national et le PCF accusent un net recul par rapport au premier tour de l'élection présidentielle. Le même phénomène est constaté à Digne, où les votes en faveur du PC, du PS et des centristes se tassent sans pour autant que la liste RPR-UDF en profite : les principaux bénéficiaires en sont les écologistes et le Front national.

L. 98 650 ; V. 54 850 ; A. 44,39 % ; Ex. 53 235

UDF-RPR	13 504 (25,36 %)
PS	11 830 (22,22 %)
FN	6 486 (12,18 %)
Verts	6 383 (11,99 %)
Centre	5 188 (9,74 %)
PCF	3 834 (7,20 %)
Chasse	3 668 (6,89 %)
Prot. anim.	711 (1,33 %)
LO	510 (0,95 %)
Alliance	301 (0,56 %)
MPPT	261 (0,49 %)
Rénovateurs	257 (0,48 %)
Gén. Europe	124 (0,23 %)
IDE	100 (0,18 %)
RFL	76 (0,14 %)

1984 - L. 81 819 ; V. 67 084 ; A. 37,82 % ; Ex. 54 926 - UDF-RPR, 20 818 (37,53 %) ; PS, 12 580 (22,80 %) ; FN, 7 777 (14,15 %) ; PCF, 6 883 (12,18 %) ; Vets, 3 058 (5,74 %) ; ERE, 1 778 (3,23 %) ; Réussit, 739 (1,34 %) ; PCL, 477 (0,88 %) ; Uds, 404 (0,73 %) ; B4, 288 (0,52 %) ; EUE, 141 (0,26 %).

1988 - L. 97 417 ; V. 80 298 ; A. 17,57 % ; Ex. 78 689 - Mitterrand, 23 898 (30,36 %) ; Chirac, 14 438 (18,34 %) ; Le Pen, 13 196 (16,71 %) ; Barre, 12 348 (15,88 %) ; Lajoinie, 7 224 (9,18 %) ; Waechter, 3 565 (4,51 %) ; Juquin, 2 417 (3,07 %) ; Lagulier, 1 346 (1,70 %) ; Bousset, 316 (0,40 %).

DIGNE

L. 10 457 ; V. 5 309 ; A. 49,20 % ; Ex. 5 190

UDF-RPR	1 562 (30,09 %)
PS	1 095 (21,09 %)
FN	750 (14,45 %)
Verts	648 (12,48 %)
Centre	391 (7,33 %)
PCF	341 (6,57 %)
Chasse	178 (3,42 %)
Prot. anim.	82 (1,57 %)
Alliance	46 (0,88 %)
LO	41 (0,78 %)
Rénovateurs	19 (0,36 %)
MPPT	14 (0,26 %)
Gén. Europe	8 (0,15 %)
RFL	7 (0,13 %)

HAUTES-ALPES

M. Veil l'emporte à Gap, dont le maire, M. Pierre Bernard-Reynaud (CDS), se trouvait en cinquième position sur sa liste et retrouvera un siège à Strasbourg. Les Verts font un bon score. L'érosion du PC se poursuit : il avait eu 8 106 voix en 1979, 4 654 voix en 1984 ; il n'en retrouve plus que 3 036.

L. 82 229 ; V. 45 550 ; A. 42,27 % ; Ex. 44 198

UDF-RPR	10 710 (24,23 %)
PS	9 576 (21,66 %)
Centre	7 422 (16,79 %)
Verts	5 619 (12,71 %)
FN	4 529 (10,24 %)
PCF	3 036 (6,86 %)
Chasse	1 715 (3,88 %)
Prot. anim.	400 (0,90 %)
LO	385 (0,87 %)
Alliance	277 (0,62 %)
Rénovateurs	205 (0,46 %)
MPPT	139 (0,31 %)
Gén. Europe	80 (0,18 %)
IDE	60 (0,13 %)
RFL	45 (0,10 %)

1984 - L. 77 285 ; V. 47 223 ; A. 38,87 % ; Ex. 45 818 - UDF-RPR, 21 402 (47,02 %) ; PS, 9 594 (21,07 %) ; FN, 4 684 (10,22 %) ; PCF, 3 918 (8,90 %) ; Vets, 1 620 (3,56 %) ; ERE, 1 316 (2,89 %) ; Réussit, 987 (2,18 %) ; PCL, 703 (1,54 %) ; Uds, 478 (1,05 %) ; PSU-CDU, 228 (0,50 %) ; EUE, 112 (0,24 %).

1988 - L. 81 702 ; V. 68 614 ; A. 18,46 % ; Ex. 65 285 - Mitterrand, 18 971 (29,06 %) ; Chirac, 13 457 (20,01 %) ; Barre, 12 930 (19,81 %) ; Le Pen, 8 941 (13,59 %) ; Lajoinie, 4 218 (6,45 %) ; Waechter, 3 478 (5,32 %) ; Juquin, 1 868 (2,85 %) ; Lagulier, 1 156 (1,77 %) ; Bousset, 255 (0,39 %).

ANTIBES

L. 44 345 ; V. 22 294 ; A. 49,72 % ; Ex. 21 898

UDF-RPR	7 028 (32,09 %)
PS	6 045 (27,60 %)
FN	3 703 (16,91 %)
Verts	1 722 (7,86 %)
Centre	1 583 (7,22 %)
PCF	914 (4,17 %)
Chasse	262 (1,19 %)
Prot. anim.	231 (1,05 %)
Alliance	125 (0,57 %)
LO	97 (0,44 %)
MPPT	64 (0,29 %)
Rénovateurs	42 (0,19 %)
Gén. Europe	38 (0,17 %)
IDE	30 (0,13 %)
RFL	14 (0,06 %)

GAP

L. 21 384 ; V. 11 871 ; A. 44,48 % ; Ex. 11 593

Centre	2 916 (25,15 %)
PS	2 583 (22,58 %)
UDF-RPR	2 345 (20,22 %)
Verts	1 374 (11,85 %)
FN	1 179 (10,16 %)
PCF	668 (5,76 %)
Chasse	197 (1,69 %)
Prot. anim.	94 (0,81 %)
Alliance	78 (0,67 %)
LO	67 (0,57 %)
Rénovateurs	35 (0,30 %)
MPPT	26 (0,22 %)
IDE	12 (0,10 %)
RFL	11 (0,09 %)
Gén. Europe	8 (0,06 %)

ALPES-MARITIMES

Le scrutin ne modifie pas sensiblement la carte politique du département, qui reste pratiquement identique à celle qui résultait des européennes de 1984 et des différents scrutins de 1988. Les listes les plus représentatives retrouvent le place qui était la leur en 1984, à l'exception des écologistes qui progressent de plus de 6 points. Si la liste d'union RPR-UDF reste nettement en tête dans l'ensemble du département, elle est dans les grandes villes talonnée par celle du Front national, qui réalise des scores nettement supérieurs à ceux de 1984 (+ 4,6 % à Nice, + 6,2 % à Cannes, + 5 % à Cannes et au Cannet notamment) et progresse même légèrement par rapport à l'élection présidentielle de 1988. Enfin, avec 17,2 % des voix, le PS ne parvient pas à améliorer son score politique local.

L. 650 413 ; V. 331 056 ; A. 49,10 % ; Ex. 324 436

UDF-RPR	98 653 (30,40 %)
FN	81 290 (25,05 %)
PS	55 831 (17,20 %)
Verts	28 426 (8,76 %)
Centre	23 414 (7,21 %)
PCF	21 512 (6,63 %)
Prot. anim.	4 492 (1,38 %)
Chasse	4 116 (1,26 %)
LO	1 885 (0,58 %)
Alliance	1 504 (0,46 %)
MPPT	1 015 (0,31 %)
Rénovateurs	817 (0,25 %)
IDE	630 (0,19 %)
Gén. Europe	529 (0,16 %)
RFL	322 (0,09 %)

1984 - L. 809 231 ; V. 380 981 ; A. 47,4 % ; Ex. 389 681 - UDF-RPR, 150 540 (42,77 %) ; FN, 75 312 (21,39 %) ; PS, 66 288 (16,70 %) ; PCF, 39 320 (11,17 %) ; ERE, 8 780 (2,48 %) ; Vets, 8 506 (2,41 %) ; Réussit, 4 381 (1,23 %) ; LO, 2 850 (0,84 %) ; Uds, 1 680 (0,47 %) ; B4, 1 587 (0,44 %) ; PCL, 1 509 (0,42 %) ; PSU-CDU, 1 286 (0,36 %) ; EUE, 1 020 (0,28 %) ; PCE, 17 (0,00 %).

1988 - L. 648 614 ; V. 519 481 ; A. 19,91 % ; Ex. 512 768 - Mitterrand, 125 028 (24,39 %) ; Chirac, 124 581 (24,29 %) ; Le Pen, 124 281 (24,23 %) ; Barre, 76 769 (14,98 %) ; Lajoinie, 31 737 (6,18 %) ; Waechter, 15 533 (3,02 %) ; Juquin, 7 843 (1,49 %) ; Lagulier, 6 008 (1,17 %) ; Bousset, 1 181 (0,23 %).

NICE

L. 229 723 ; V. 112 455 ; A. 51,04 % ; Ex. 110 505

UDF-RPR	31 936 (28,90 %)
FN	30 285 (27,40 %)
PS	19 402 (17,55 %)
Verts	9 966 (9,11 %)
Centre	7 814 (7,07 %)
PCF	7 490 (6,71 %)
Chasse	1 784 (1,61 %)
Prot. anim.	676 (0,61 %)
LO	611 (0,55 %)
Alliance	503 (0,45 %)
MPPT	311 (0,28 %)
Rénovateurs	262 (0,23 %)
IDE	216 (0,19 %)
Gén. Europe	144 (0,13 %)
RFL	105 (0,09 %)

CANNES

européennes

FOIX
L. 6 089 ; V. 3 409 ;
A. 44,01 % ; Ex. 3 320

PS	1 221 (36,77 %)
UDF-RPR	704 (21,20 %)
Verts	408 (12,28 %)
PCF	269 (8,10 %)
Centre	230 (6,92 %)
Chasse	207 (6,23 %)
LO	105 (3,16 %)
Prot. anim.	40 (1,20 %)
Alliance	33 (0,99 %)
MPPT	23 (0,73 %)
Rénovateurs	21 (0,63 %)
RFL	13 (0,39 %)
Gén. Europe	9 (0,27 %)
IDE	7 (0,21 %)

AUBE
On note une nette baisse du Parti socialiste par rapport à l'élection présidentielle, mais une hausse de près de 3 points par rapport aux élections européennes de 1984. A Troyes, la gauche l'emporte, l'un compare avec les résultats des municipales. Les listes de M. Giscard d'Estaing et de M. Veil sont, à elles deux, très loin du score atteint par M. Robert Galley, maire sortant RPR, à la tête de la liste UDF-RPR au 1er tour.

On note une augmentation des suffrages en faveur du Front national à Troyes par rapport à ces mêmes municipales.

L. 190 588 ; V. 93 157 ;
A. 51,12 % ; Ex. 89 837

UDF-RPR	28 035 (31,20 %)
PS	19 187 (21,35 %)
FN	10 896 (12,12 %)
Verts	9 162 (10,19 %)
Centre	8 088 (9,00 %)
PCF	5 902 (6,57 %)
Chasse	4 125 (4,59 %)
LO	1 427 (1,58 %)
Prot. anim.	927 (1,03 %)
Alliance	663 (0,73 %)
MPPT	587 (0,65 %)
Gén. Europe	278 (0,30 %)
Rénovateurs	209 (0,23 %)
RFL	129 (0,14 %)
IDE	146 (0,16 %)

L. 190 588 ; V. 93 157 ;
A. 51,12 % ; Ex. 89 837

UDF-RPR	28 035 (31,20 %)
PS	19 187 (21,35 %)
FN	10 896 (12,12 %)
Verts	9 162 (10,19 %)
Centre	8 088 (9,00 %)
PCF	5 902 (6,57 %)
Chasse	4 125 (4,59 %)
LO	1 427 (1,58 %)
Prot. anim.	927 (1,03 %)
Alliance	663 (0,73 %)
MPPT	587 (0,65 %)
Gén. Europe	278 (0,30 %)
Rénovateurs	209 (0,23 %)
RFL	129 (0,14 %)
IDE	146 (0,16 %)

TROYES
L. 52 691 ; V. 14 583 ;
A. 53,59 % ; Ex. 14 289

UDF-RPR	4 536 (31,74 %)
PS	3 289 (23,01 %)
FN	1 857 (12,99 %)
Verts	1 346 (9,41 %)
Centre	1 322 (9,25 %)
PCF	991 (6,93 %)
LO	220 (1,53 %)
Chasse	212 (1,48 %)
Alliance	184 (1,28 %)
Prot. anim.	136 (0,95 %)
MPPT	74 (0,51 %)
Rénovateurs	28 (0,20 %)
Gén. Europe	27 (0,18 %)
IDE	19 (0,13 %)

AUDE
Légèrement supérieure à la moyenne nationale, la participation - 53,82 % - est toutefois inférieure de 10 points à celle de 1984.

La meilleure progression est à mettre à l'actif des Verts qui gagnent plus de 6 points par rapport à 1984 alors que la liste de M. Le Pen en gagne 1,34.

La liste socialiste arrive largement en tête, M. Fabius obtenant, avec 38,86 % des votes exprimés, un résultat sensiblement égal à celui de M. Jospin en 1984. Même stabilité à droite où les listes Giscard et Veil réunies atteignent le même pourcentage que la liste Veil en 1984.

L. 219 671 ; V. 122 625 ;
A. 44,17 % ; Ex. 117 980

PS	39 975 (33,88 %)
UDF-RPR	24 855 (21,06 %)
PCF	13 675 (11,59 %)
FN	11 847 (10,04 %)
Verts	10 587 (8,95 %)
Centre	8 835 (7,49 %)
Chasse	5 542 (4,69 %)
Alliance	1 753 (1,48 %)
LO	1 465 (1,24 %)
Prot. anim.	960 (0,81 %)
MPPT	636 (0,53 %)
Gén. Europe	299 (0,25 %)
Rénovateurs	276 (0,23 %)
IDE	150 (0,12 %)
RFL	145 (0,12 %)

L. 219 671 ; V. 122 625 ;
A. 44,17 % ; Ex. 117 980

PS	39 975 (33,88 %)
UDF-RPR	24 855 (21,06 %)
PCF	13 675 (11,59 %)
FN	11 847 (10,04 %)
Verts	10 587 (8,95 %)
Centre	8 835 (7,49 %)
Chasse	5 542 (4,69 %)
Alliance	1 753 (1,48 %)
LO	1 465 (1,24 %)
Prot. anim.	960 (0,81 %)
MPPT	636 (0,53 %)
Gén. Europe	299 (0,25 %)
Rénovateurs	276 (0,23 %)
IDE	150 (0,12 %)
RFL	145 (0,12 %)

CARCASSONNE
L. 28 135 ; V. 14 839 ;
A. 47,25 % ; Ex. 14 394

UDF-RPR	4 299 (29,86 %)
PS	3 792 (26,34 %)
FN	1 774 (12,32 %)
PCF	1 534 (10,65 %)
Verts	1 351 (9,38 %)
Centre	842 (5,84 %)
Chasse	234 (1,62 %)
LO	162 (1,12 %)
Alliance	153 (1,05 %)
Prot. anim.	122 (0,84 %)
MPPT	58 (0,40 %)
Rénovateurs	24 (0,16 %)
IDE	20 (0,13 %)
Gén. Europe	20 (0,13 %)
RFL	10 (0,06 %)

NARBONNE
L. 29 439 ; V. 14 421 ;
A. 51,01 % ; Ex. 13 889

PS	3 586 (25,81 %)
UDF-RPR	2 919 (21,01 %)
FN	2 258 (16,25 %)
PCF	1 476 (10,62 %)
Verts	1 217 (8,76 %)
Centre	964 (6,94 %)
Alliance	773 (5,56 %)
Chasse	206 (1,48 %)
LO	144 (1,03 %)
Prot. anim.	136 (0,97 %)
MPPT	90 (0,64 %)
Gén. Europe	55 (0,39 %)
Rénovateurs	35 (0,25 %)
RFL	19 (0,13 %)
IDE	11 (0,07 %)

AVEYRON
L'aveyronnais a relativement bien voté même si les électeurs se sont moins déplacés qu'en 1984.

Le total des deux listes Giscard d'Estaing et Veil est inférieur de 7,5 points au score réalisé en 1984 par la liste d'union de l'opposition. Tandis que le PS progresse légèrement et que les Verts font un bond en avant de quelques 7 points, le PCF, avec 4,45 % des suffrages exprimés, perd plusieurs points mais retrouve ses voix du premier tour de la présidentielle de 1988.

Le Front national, avec 6,05 % des voix, fait mieux qu'en 1984 (5,47 %) mais moins bien qu'au premier tour de la présidentielle de 1988 (8,86 %). A noter l'impact de la liste Chasse, pêche et tradition (5,30 %), qui dépasse la PC et talonne le FN.

L. 212 490 ; V. 120 278 ;
A. 43,59 % ; Ex. 115 430

UDF-RPR	38 987 (33,77 %)
PS	28 583 (24,76 %)
FN	12 022 (10,41 %)
Centre	11 600 (10,04 %)
Chasse	6 982 (5,98 %)
PCF	6 118 (5,30 %)
Alliance	1 863 (1,61 %)
Prot. anim.	949 (0,82 %)
MPPT	708 (0,61 %)
Rénovateurs	389 (0,33 %)
Gén. Europe	367 (0,31 %)
IDE	219 (0,18 %)
RFL	214 (0,18 %)

RODEZ
L. 14 420 ; V. 7 628 ;
A. 47,46 % ; Ex. 7 441

UDF-RPR	2 570 (34,53 %)
PS	1 871 (25,14 %)
FN	857 (11,51 %)
Centre	777 (10,44 %)
Chasse	542 (7,28 %)
PCF	248 (3,33 %)
LO	211 (2,83 %)
Alliance	181 (2,43 %)
Prot. anim.	70 (0,94 %)
MPPT	39 (0,52 %)
Rénovateurs	28 (0,37 %)
Gén. Europe	19 (0,25 %)
IDE	8 (0,10 %)
RFL	1 (0,01 %)

BOUCHES-DU-RHÔNE
La liste d'union de l'opposition arrive en tête avec plus de 15 000 voix d'avance sur celle du Front national (23,90 % contre 20,76 %), mais les listes conduites par M. Giscard d'Estaing et M. Veil perdent, ensemble, 4,26 points par rapport à la liste UDF-RPR de 1984 (29,92 % contre 34,18 %). Le Front national améliore, au contraire, son score de 1,27 point. Cependant, la droite fait

L. 56 421 ; V. 24 635 ;
A. 56,33 % ; Ex. 24 183

UDF-RPR	6 459 (26,70 %)
FN	5 623 (22,25 %)
PS	4 561 (18,85 %)
PCF	2 546 (10,52 %)
Verts	2 344 (9,69 %)
Centre	1 627 (6,72 %)
Chasse	246 (1,01 %)
Prot. anim.	236 (0,97 %)
LO	205 (0,84 %)
Alliance	99 (0,40 %)
Rénovateurs	85 (0,35 %)
MPPT	52 (0,22 %)
Gén. Europe	56 (0,23 %)
RFL	18 (0,07 %)
IDE	16 (0,06 %)

mixte qu'au premier tour de l'élection présidentielle de 1988 (+ 1,26 point) et le Front national (- 5,63 points) nettement moins bien.

Le PS, pour sa part, reste stable par rapport à 1984 (19,03 % contre 18,52 %) tandis que le PCF perd 5,03 points.

Les Verts, qui étaient peu présents aux dernières élections municipales, se sont découverts une audience aussi importante qu'un plan national (10,38 %). Ils doublent leur score (en pourcentage) par rapport à mars dernier à Salon-de-Provence et à Aix-en-Provence, où ils étaient le mieux implantés ; ils obtiennent 11,52 % à Miramas et 11,32 % à Martignes, où ils n'étaient jamais comparés.

A Marseille, on assiste à un recensement politique après le raz de marée Vigoroux des élections municipales, et à une véritable résurrection du Front national, qui passe de 13,58 % à 24,13 % par rapport à mars dernier, alors que le PCF et le PS regagnent, ensemble, 15,95 points et l'Union de l'opposition, 6,79 points.

L. 1 083 165 ; V. 502 851 ;
A. 53,57 % ; Ex. 492 971

UDF-RPR	117 852 (23,90 %)
FN	102 364 (20,76 %)
PS	93 860 (19,03 %)
PCF	63 351 (12,85 %)
Verts	51 210 (10,38 %)
Centre	29 680 (6,02 %)
Chasse	15 901 (3,22 %)
Prot. anim.	5 024 (1,01 %)
Alliance	2 866 (0,58 %)
Rénovateurs	2 306 (0,46 %)
MPPT	1 883 (0,38 %)
Gén. Europe	1 453 (0,29 %)
IDE	697 (0,14 %)
RFL	563 (0,11 %)

1984 - L. 1 056 854 ; V. 576 088 ; A. 45,48 % ; Ex. 581 241 - UDF-RPR, 181 859 (34,18 %) ; FN, 109 426 (19,48 %) ; PS, 103 949 (18,82 %) ; PCF, 60 600 (11,30 %) ; Verts, 45 113 (8,23 %) ; ERE, 13 544 (2,41 %) ; LO, 6 128 (1,09 %) ; Réau, 5 828 (1,00 %) ; PSU-CDU, 3 484 (0,62 %) ; Uda, 3 141 (0,56 %) ; EUE, 2 521 (0,44 %) ; PCF, 2 483 (0,43 %) ; ERE, 2 338 (0,41 %) ; POE, 884 (0,15 %).

1988 - L. 1 086 258 ; V. 587 831 ; A. 50,02 % ; Ex. 684 539 - Mitterrand, 230 388 (28,98 %) ; Le Pen, 228 596 (28,59 %) ; Chasse, 128 248 (14,77 %) ; Berra, 118 748 (13,88 %) ; Lajoinie, 95 822 (11,18 %) ; Waechter, 25 118 (2,93 %) ; Jospin, 18 374 (2,26 %) ; Lagulier, 11 048 (1,29 %) ; Boussel, 2 389 (0,28 %).

MARSEILLE
L. 471 979 ; V. 195 543 ;
A. 58,56 % ; Ex. 192 421

UDF-RPR	46 913 (24,38 %)
FN	46 448 (24,38 %)
PS	35 629 (18,51 %)
PCF	23 921 (12,43 %)
Verts	18 083 (9,39 %)
Centre	11 533 (5,99 %)
Chasse	3 061 (1,59 %)
Prot. anim.	1 792 (0,93 %)
LO	1 557 (0,80 %)
Rénovateurs	941 (0,48 %)
Alliance	877 (0,45 %)
MPPT	672 (0,34 %)
Gén. Europe	584 (0,30 %)
IDE	252 (0,13 %)
RFL	158 (0,08 %)

MARSEILLE 1^{er} SECTEUR
L. 46 632 ; V. 19 815 ;
A. 57,52 % ; Ex. 19 564

UDF-RPR	5 583 (28,54 %)
FN	4 977 (25,43 %)
PS	3 449 (17,62 %)
Verts	1 850 (9,43 %)
Centre	1 505 (7,69 %)
Chasse	1 214 (6,11 %)
Prot. anim.	234 (1,19 %)
LO	160 (0,81 %)
Alliance	143 (0,74 %)
Rénovateurs	91 (0,46 %)
Gén. Europe	60 (0,30 %)
MPPT	49 (0,25 %)
IDE	31 (0,15 %)
RFL	11 (0,05 %)

MARSEILLE 2^e SECTEUR
L. 38 312 ; V. 14 305 ;
A. 62,66 % ; Ex. 13 990

FN	3 640 (26,01 %)
PS	2 798 (20,00 %)
PCF	2 500 (17,86 %)
UDF-RPR	2 472 (17,66 %)
Verts	1 098 (7,84 %)
Centre	647 (4,62 %)
Prot. anim.	180 (1,28 %)
LO	147 (1,05 %)
Chasse	141 (1,00 %)
MPPT	102 (0,72 %)
Rénovateurs	81 (0,57 %)
Gén. Europe	81 (0,57 %)
Alliance	57 (0,40 %)
RFL	25 (0,17 %)
IDE	21 (0,15 %)

MARSEILLE 3^e SECTEUR
L. 56 421 ; V. 24 635 ;
A. 56,33 % ; Ex. 24 18

ملكا من الاموال

Les élections

(Suite de la page 13.)

Verts	1 399 (2,00)	Réussir	859 (1,23)
PS	1 730 (2,44)	Chasse	813 (1,16)
FN	1 730 (2,44)	Chasse	813 (1,16)
Centre	1 730 (2,44)	Chasse	813 (1,16)
PCF	1 730 (2,44)	Chasse	813 (1,16)
LO	1 730 (2,44)	Chasse	813 (1,16)
Pro. anim.	1 730 (2,44)	Chasse	813 (1,16)
MPPT	1 730 (2,44)	Chasse	813 (1,16)
Rénovateurs	1 730 (2,44)	Chasse	813 (1,16)
Gen. Europe	1 730 (2,44)	Chasse	813 (1,16)
IDE	1 730 (2,44)	Chasse	813 (1,16)
RFL	1 730 (2,44)	Chasse	813 (1,16)

AURILLAC

PS	3 078 (33,20)
UDF-RPR	2 900 (31,28)
Verts	758 (8,17)
Centre	588 (6,34)
FN	567 (6,11)
PCF	543 (5,85)
Chasse	489 (5,27)
LO	83 (0,89)
Alliance	63 (0,67)
Pro. anim.	58 (0,62)
MPPT	50 (0,53)
Rénovateurs	41 (0,44)
Gen. Europe	22 (0,23)
IDE	19 (0,20)
RFL	10 (0,10)

CHARENTE

La liste UDF-RPR devance la liste PS, mais de justesse : l'écart ne dépasse pas un demi point. Laurent Fabius conserve normalement la tête dans les chefs-lieux favorables à la gauche. Le nouveau résident dans le partage presque égal des voix entre les autres listes qui se situent dans la fourchette comprise entre 7 et 10 %. Les « chasseurs » d'abord (9,45 %) les Verts ensuite (8,90 %). M^{me} Simone Veil (8,04 %), M. Philippe Herzog (8,03 %), M. Jean-Marie Le Pen ferme la marche avec 7,03 %. Il y a bien sûr des nuances : les « chasseurs » font le carton à Segonzac (17 %) et à Jarnac (13 %) ; ils sont beaucoup moins présents dans les zones urbaines où ce sont les écologistes qui pointent le drapeau vert. La liste Waechter dépasse 10 % dans la plupart des communes de la banlieue rose d'Angoulême.

I. 252 091 ; V. 124 133 ;	
A. 50,75 % ; Ex. 119 785	
UDF-RPR	32 263 (26,93)
PS	31 648 (26,42)
Chasse	9 625 (8,03)
Verts	10 662 (8,90)
Centre	9 625 (8,03)
FN	9 613 (8,02)
PCF	8 425 (7,03)
LO	1 969 (1,64)
Pro. anim.	1 226 (1,02)
MPPT	926 (0,77)
Alliance	920 (0,76)
Gen. Europe	426 (0,35)
Rénovateurs	339 (0,28)
RFL	210 (0,17)
IDE	210 (0,17)

1984. - L. 247 721 ; V. 140 408 ; A. 43,22 % ; Ex. 134 168. - UDF-RPR, 57 473 (42,83) ; PS, 52 106 (38,92) ; PCF, 17 033 (12,69) ; FN, 8 919 (6,64) ; ERE, 4 181 (3,11) ; Verts, 3 805 (2,81) ; LO, 3 495 (2,60) ; Réussir, 2 578 (1,92) ; PCL, 1 418 (1,06) ; UDF, 1 034 (0,77) ; RFL, 847 (0,63) ; PSU-CDU, 791 (0,58) ; EUE, 349 (0,26) ; PCE, 1 (0,00).
1988. - L. 252 073 ; V. 208 148 ; A. 17,42 % ; Ex. 203 288. - Mitterrand, 84 148 (41,39) ; Chirac, 39 768 (19,58) ; Barre, 31 089 (15,29) ; La Pen, 18 081 (8,89) ; Lajoinie, 14 382 (7,02) ; Waechter, 8 547 (4,22) ; Lagulier, 4 476 (2,20) ; Juquin, 4 112 (2,02) ; Bousset, 787 (0,38).

ANGOULÊME

I. 28 045 ; V. 13 341 ; A. 52,43 % ; Ex. 13 103	
UDF-RPR	3 921 (29,92)
PS	3 811 (29,08)
Verts	1 263 (9,63)
Centre	1 201 (9,16)
FN	1 186 (9,05)
PCF	778 (5,93)
Chasse	412 (3,14)
LO	166 (1,26)
Pro. anim.	119 (0,90)
Alliance	112 (0,85)
MPPT	44 (0,33)
Gen. Europe	31 (0,23)
Rénovateurs	24 (0,18)
IDE	21 (0,16)
RFL	14 (0,10)

CHARENTE-MARITIME

Dans les deux principales villes - La Rochelle et Saintes - dont les maires sont MRG et socialistes - M. Fabius arrive en tête. Mais avec 23 % des voix contre 27 % à M. Valéry Giscard d'Estaing, il est battu à Jonzac, un canton rural qui accorde par ailleurs 12,66 % à la liste de M. Antoine Waechter et 10,75 % à la liste Chasse, pêche et tradition.

A Saint-Jean-d'Angély, où, aux dernières municipales, un socialiste a remplacé un RPR à la mairie, M. Giscard d'Estaing bat M. Fabius avec 32,61 % contre 28,73 %. A Rochefort, où la participation atteint à peine 40 %, la liste UDF-RPR bat également le PS. C'est dans l'un des deux cantons de Royan que M. Giscard d'Estaing atteint son record : 40,77 %. Dans ce même canton, la liste du Front national recueille 15,34 %.

I. 382 325 ; V. 183 411 ; A. 52,02 % ; Ex. 178 324

UDF-RPR	49 173 (27,57)
PS	41 926 (23,51)
Chasse	20 251 (11,35)
Verts	17 725 (9,93)
FN	15 909 (8,92)
Centre	14 206 (7,96)
PCF	11 284 (6,32)
LO	11 080 (6,16)
Pro. anim.	7 022 (3,93)
MPPT	1 194 (0,66)
Alliance	1 084 (0,60)
Gen. Europe	625 (0,35)
Rénovateurs	504 (0,28)
RFL	348 (0,19)
IDE	313 (0,17)

1984. - L. 371 537 ; V. 188 336 ; A. 46,81 % ; Ex. 190 506. - UDF-RPR, 86 798 (46,58) ; PS, 42 140 (22,12) ; PCF, 18 588 (9,79) ; FN, 15 140 (7,94) ; ERE, 6 683 (3,50) ; Verts, 5 955 (3,13) ; LO, 4 435 (2,32) ; Réussir, 3 813 (2,00) ; PCL, 1 821 (0,95) ; UDF, 1 034 (0,54) ; RFL, 847 (0,45) ; PSU-CDU, 1 373 (0,72) ; EUE, 518 (0,27) ; PCE, 15 (0,00).
1988. - L. 380 831 ; V. 308 846 ; A. 19,50 % ; Ex. 299 928. - Mitterrand, 109 272 (35,43) ; Chirac, 80 534 (20,18) ; Barre, 54 219 (18,07) ; La Pen, 33 497 (11,18) ; Lajoinie, 17 926 (5,67) ; Waechter, 11 003 (3,58) ; Lagulier, 5 315 (1,60) ; Juquin, 5 858 (1,98) ; Bousset, 1 315 (0,41).

LA ROCHELLE

I. 43 506 ; V. 19 720 ;	
A. 54,67 % ; Ex. 19 416	
PS	5 363 (27,62 %)
UDF-RPR	5 280 (27,19 %)
Verts	2 175 (11,20 %)
FN	1 834 (9,54 %)
PCF	1 762 (9,07 %)
Centre	1 712 (8,81 %)
Chasse	1 615 (8,16 %)
LO	165 (0,84 %)
Pro. anim.	156 (0,80 %)
Alliance	131 (0,67 %)
MPPT	76 (0,39 %)
Gén. Europe	47 (0,24 %)
Rénovateurs	33 (0,16 %)
IDE	24 (0,12 %)
RFL	23 (0,11 %)

CHER

Le PCF améliore le score d'André Lajoinie de 1988. Verts et Front national maintiennent leur implantation. Vierzon, deuxième ville du département, s'affirme comme le dernier bastion du PCF, qui, par rapport aux dernières européennes, n'y perd que 0,39 point en obtenant 28,09 % des suffrages. En revanche, dans l'autre ville communale, Bourges, chef-lieu du département, le PCF perd plus de 3,5 points par rapport aux précédentes européennes et 1,7 point par rapport à la dernière présidentielle, avec 15,30 % contre respectivement 18,86 % et 17,06 %, et se fait dépasser par le PS.

I. 225 442 ; V. 109 733 ; A. 51,32 % ; Ex. 105 638	
UDF-RPR	30 646 (29,00 %)
PS	22 460 (21,25 %)
PCF	14 780 (13,98 %)
FN	10 587 (10,02 %)
Verts	9 339 (8,83 %)
Centre	8 216 (7,77 %)
Chasse	4 068 (3,85 %)
LO	1 840 (1,74 %)
Prot. anim.	933 (0,88 %)
MPPT	835 (0,79 %)
Alliance	752 (0,71 %)
Rénovateurs	420 (0,39 %)
Gen. Europe	374 (0,35 %)
RFL	219 (0,20 %)
IDE	190 (0,17 %)

1984. - L. 221 358 ; V. 128 875 ; A. 41,77 % ; Ex. 123 858. - UDF-RPR, 51 896 (41,88) ; PS, 22 188 (17,87) ; PCF, 22 134 (17,85) ; FN, 10 880 (8,51) ; Verts, 4 053 (3,25) ; ERE, 3 578 (2,88) ; LO, 3 245 (2,61) ; Réussir, 2 158 (1,74) ; PCL, 1 379 (1,11) ; RFL, 797 (0,64) ; UDF, 791 (0,63) ; PSU-CDU, 720 (0,58) ; EUE, 370 (0,29).
1988. - L. 225 337 ; V. 185 246 ; A. 17,79 % ; Ex. 181 212. - Mitterrand, 80 319 (33,29) ; Chirac, 33 928 (18,72) ; Barre, 30 054 (16,19) ; La Pen, 21 363 (11,78) ; Lajoinie, 11 550 (5,67) ; Waechter, 8 573 (3,24) ; Lagulier, 4 180 (2,30) ; Juquin, 3 810 (2,10) ; Bousset, 744 (0,41).

BOURGES

I. 46 482 ; V. 21 323 ;	
A. 54,12 % ; Ex. 20 795	
UDF-RPR	5 967 (28,69 %)
PS	4 055 (19,49 %)
PCF	3 182 (15,30 %)
FN	2 332 (11,21 %)
Verts	2 082 (10,01 %)
Centre	1 891 (9,09 %)
Chasse	383 (1,84 %)
LO	259 (1,24 %)
Alliance	197 (0,94 %)
Pro. anim.	156 (0,75 %)
MPPT	100 (0,48 %)
Rénovateurs	79 (0,37 %)
Gén. Europe	51 (0,24 %)
RFL	31 (0,14 %)
IDE	30 (0,14 %)

VIERZON

I., 21 365 ; V., 9 291 ;	
A., 56,51 % ; Ex., 9 039	
PCF	2 539 (28,08 %)
PS	1 865 (20,63 %)
UDF-RPR	1 848 (20,44 %)
FN	877 (9,70 %)
Verts	753 (8,33 %)
Centre	562 (6,21 %)
Chasse	218 (2,41 %)
LO	142 (1,57 %)
MPPT	51 (0,56 %)
Prot. anim.	45 (0,49 %)
Rénovateurs	44 (0,48 %)

Gen. Europe	36 (0,39)
Alliance	36 (0,39)
IDE	14 (0,15)
RFL	9 (0,09)

CORREZE

Le PC, bien que réalisant avec 16,17 % des exprimés, un score inférieur à celui de 1984 avec Georges Marchais (20,89 %), reste l'arbitre du duel gauche-droite. Philippe Herzog maintient à Tulle devant Laurent Fabius l'avance traditionnelle du PC sur le PS dans cette ville. A Brive, Jean-Marie Le Pen réalise pour sa part un bon score devant Simone Veil et talonnant le communiste, Philippe Herzog.

I. 184 992 ; V. 108 270 ; A. 41,47 % ; Ex. 104 670	
UDF-RPR	33 349 (33,77 %)
PS	23 698 (23,64 %)
PCF	16 921 (16,16 %)
Verts	7 779 (7,43 %)
Chasse	5 896 (5,63 %)
FN	5 827 (5,56 %)
Centre	5 216 (4,98 %)
LO	1 046 (0,99 %)
Prot. anim.	839 (0,80 %)
MPPT	546 (0,52 %)
Rénovateurs	506 (0,48 %)
Alliance	456 (0,46 %)

1984. - L. 184 787 ; V. 123 914 ; A. 32,94 % ; Ex. 119 288. - UDF-RPR, 52 096 (43,68) ; PS, 24 990 (20,94) ; PCF, 24 830 (20,89) ; FN, 5 278 (4,42) ; ERE, 2 763 (2,31) ; Verts, 2 468 (2,08) ; LO, 2 128 (1,78) ; Réussir, 1 240 (1,03) ; PCL, 1 234 (1,03) ; PSU-CDU, 835 (0,69) ; UDF, 590 (0,49) ; RFL, 512 (0,42) ; EUE, 231 (0,19) ; PCE, 1 (0,00).
1988. - L. 185 099 ; V. 161 892 ; A. 12,48 % ; Ex. 188 908. - Mitterrand, 98 438 (60,83) ; Chirac, 45 965 (28,52) ; Lajoinie, 21 718 (13,66) ; La Pen, 9 416 (5,82) ; Barre, 7 703 (4,84) ; Juquin, 5 039 (3,17) ; Waechter, 3 834 (2,41) ; Lagulier, 2 557 (1,60) ; Bousset, 412 (0,25).

TULLE

I. 11 735 ; V. 6 378 ;		
A. 45,64 % ; Ex. 6 197		
UDF-RPR	1 933	(31,19 %)
PCF	1 424	(22,97 %)
PS	1 235	(19,92 %)
Verts	512	(8,26 %)
Centre	337	(5,43 %)
FN	329	(5,30 %)
Chasse	201	(3,24 %)
Prot. anim.	70	(1,12 %)
LO	46	(0,74 %)
Rénovateurs	32	(0,51 %)
Alliance	30	(0,48 %)
MPPT	23	(0,37 %)
RFL	10	(0,16 %)
IDE	10	(0,16 %)

BRIVE-LA-GAILLARDE

I. 32 932 ; V. 17 906 ; A. 45,62 % ; Ex. 17 380		
UDF-RPR	5 835	(33,57 %)
PS	4 223	(24,29 %)
PCF	1 773	(10,20 %)
FN	1 678	(9,65 %)
Verts	1 504	(8,65 %)
Centre	1 125	(6,47 %)
Chasse	525	(3,02 %)
LO	174	(1,00 %)
Prot. anim.	163	(0,93 %)
Alliance	131	(0,75 %)
MPPT	88	(0,50 %)
Rénovateurs	61	(0,35 %)
Gen. Europe	40	(0,23 %)
RFL	35	(0,20 %)
IDE	25	(0,14 %)

CORSE-DU-SUD

La liste RPR-UDF sur laquelle figure l'un des vice-présidents du Parlement européen sortant, M. François Musso, arrive en tête avec 36,4 %, mais totale 6,5 points de moins qu'en 1984. La famille libérale, souvent divisée lors des précédents scrutins, ne semble pas s'être mobilisée pour assurer sa réélection. Les nationalistes, comme en Haute-Corse, se sont mobilisés en faveur de la liste des Verts et lui assurent 16,02 % des suffrages. A Tasso, sur les six cents électeurs inscrits, seulement deux électeurs ont voté, les autres entendant ainsi protester contre l'incarcération de leur maire, M. Jean Tomi, impliqué dans l'affaire du casino de Bandol.

Dans le reste du département, l'abstention a battu des records (moins de 39 % de votants).

FN	4 396	(12,45 %)
PCF	3 799	(10,76 %)
Centre	1 236	(3,59 %)
Chasse	362	(1,02 %)
Prot. anim.	314	(0,88 %)
LO	113	(0,32 %)
Rénovateurs	67	(0,18 %)
MPPT	59	(0,16 %)
Alliance	58	(0,16 %)
Gén. Europe	39	(0,11 %)
IDE	29	(0,08 %)
RFL	15	(0,04 %)

1984. - I., 90 191 ; V., 45 241 ;
49,83 % ; Ex., 44 318. - UDF-RPR
18 941 (42,81) ; FN, 7 768 (17 622)

1984. - L. 90 191 ; V. 45 241 ; A. 49,83 % ; Ex. 44 318. - UDF-RPR, 18 941 (42,81) ; FN, 7 788 (17,52) ;
--

PCF, 7 476 (16,85) ; PS, 7 472 (16,85) ; ERE, 1 471 (3,31) ; Verts, 472 (1,08) ; Réussir, 343 (0,77) ; LO, 134 (0,30) ; PSU-CDU, 98 (0,22) ; PCL, 71 (0,16) ; UDF, 71 (0,16) ; RFL, 48 (0,10) ; EUE, 38 (0,08) ; PCE, 17 (0,03).
1988. - L. 92 030 ; V. 52 985 ; A. 31,56 % ; Ex. 61 927. - Chirac, 18 660 (31,73) ; Mitterrand, 16 996 (25,83) ; La Pen, 9 174 (14,81) ; Barre, 8 760 (14,18) ; Lajoinie, 5 281 (8,49) ; Waechter, 1 472 (2,37) ; Juquin, 1 106 (1,78) ; Lagulier, 385 (0,62) ; Bousset, 90 (0,14).

AJACCIO

I. 25 979 ; V. 9 326 ; A. 64,10 % ; Ex. 9 221	
UDF-RPR	3 803 (41,24 %)
FN	1 466 (15,89 %)
Verts	1 376 (14,92 %)
PS	1 117 (12,11 %)
PCF	795 (8,62 %)
Centre	340 (3,68 %)
Prot. anim.	103 (1,11 %)
Chasse	63 (0,68 %)
LO	46 (0,49 %)
Rénovateurs	30 (0,32 %)
MPPT	28 (0,30 %)
Alliance	26 (0,28 %)
Gén. Europe	17 (0,18 %)
IDE	7 (0,07 %)
RFL	4 (0,04 %)

HAUTE-CORSE

La surprise vient de Bastia, ville d'union de la gauche (dont l'élection municipale a été invalidée vendredi 16 juin par le tribunal administratif) et où la droite arrive en tête avec 35,96 % des suffrages. Le PCF s'y assure le meilleur résultat de la gauche avec 20,8 % devant la liste de M. Fabius (18,20 %). Un résultat qui traduit le peu de mobilisation du MRG, qui est ici dominant dans la gauche non communiste et qui avait pourtant assuré l'élection municipale de son député Emile Zuccarelli dès le premier tour du 12 mars avec 50,79 %. En Haute-Corse comme en Corse-du-Nord, les nationalistes ont permis aux Verts d'améliorer leur score de 2,6 % en moyenne à la présidentielle de 1988 à 15,05 % aux européennes : leur leader, le docteur Max Simeoni figure en troisième position sur la liste de M. Waechter.

Un incident à noter à Bastia : les deux registres d'émargement d'un bureau de vote ont été saisis sur ordre du procureur de la République après la plainte des associations nationalistes qui ont évoqué des fraudes commises par les successeurs communistes de ce bureau.

Comme en Corse-du-Sud, à peine plus de 38 % des électeurs se sont déplacés.

FS	9.310	(21,42 %)
Verts	6.543	(15,03 %)
PCF	4.718	(10,83 %)
FN	4.201	(9,66 %)
Centre	945	(2,17 %)
Rénovateurs	715	(1,64 %)
Chasse	685	(1,57 %)
Prof. anim.	395	(0,90 %)
LO	141	(0,32 %)
MPPT	63	(0,14 %)
IDE	59	(0,13 %)
Gén. Europe	30	(0,06 %)
RFL	17	(0,03 %)

1994. - L. 112 894. - V. 58 628. - A. 61,63 % ; Ex. 43 430

UDF-RPR 13 628 (35,96)

PS 9 310 (21,42)

PCF, 8 648 (14,84) ; PS, 7 789 (10,53)

LO, 8 670 (8,81) ; Verts, 7 000 (9,53)

Rénouv., 257 (0,44) ; Uille, 206 (0,33)

LO, 188 (0,32) ; PSU-CD, 138 (0,23)

PC, 82 (0,14) ; 84, 43 (0,07) ; UFE, 21 (0,03) ; POE, 23 (0,03)

1995. - L. 114 655. - V. 75 494. - A. 63,22 % ; Ex. 43 430

PS, 75 255. - Mitterrand, 32 461 (31,17) ; Chirac, 22 868 (21,93) ; Barre, 9 065 (12,04) ; La Pen, 9 040 (12,01) ; Lajoinie, 5 914 (7,68) ; Jospin, 2 322 (3,08) ; Besson, 1 263 (1,63) ; Leguillier, 457 (0,60) ; Bousquet, 107 (0,14).

1984. - L. 113 694 ; V. 58 628 ; A. 48,43 % ; Ex. 57 873. - UDF-RPR, 24 885 (43,18) ; ERE, 9 171 (15,92) ; PCF, 8 548 (14,84) ; PS, 7 793 (13,53) ; FN, 5 870 (10,04) ; Verts, 570 (0,98) ; Réussir, 257 (0,44) ; UDF, 205 (0,35) ; PCL, 188 (0,32) ; PSU-CDU, 133 (0,23) ; UDF, 82 (0,14) ; RFL, 43 (0,07) ; EUE, 25 (0,04) ; PCE, 20 (0,03).
1988. - L. 114 651 ; V. 78 494 ; A. 33,22 % ; Ex. 75 255. - Mitterrand, 32 461 (31,77) ; Chirac, 22 868 (30,38) ; Barre, 9 065 (12,04) ; La Pen, 9 040 (12,01) ; Lajoinie, 5 814 (7,68) ; Juquin, 5 323 (6,98) ; Waechter, 1 980 (2,63) ; Lagulier, 457 (0,60) ; Bousset, 107 (0,14).

BASTIA

I. 20 179 ; V. 5 758 ; A. 71

électio

européennes

87 646 (34,84) ; Chirac, 59 791 (23,78) ; Barre, 30 419 (12,09) ; Lajoinie, 28 629 (11,34) ; Le Pen, 24 682 (9,81) ; Waechter, 8 087 (3,21) ; Juquin, 6 978 (2,71) ; Lagulier, 4 581 (1,82) ; Boussel, 843 (0,33).

PERIGUEUX
L. 20 962 ; V. 10 850 ; A. 48,23 % ; Ex. 10,56 %

UDF-RPR	3 575 (33,83 %)
PS	2 440 (23,09 %)
PCF	1 020 (9,65 %)
Verts	1 013 (9,58 %)
FN	984 (9,31 %)
Centre	730 (6,90 %)
Chasse	418 (3,95 %)
Prot. anim.	129 (1,22 %)
LO	92 (0,87 %)
MPPT	43 (0,40 %)
Rénovateurs	43 (0,40 %)
Alliance	42 (0,39 %)
RFL	14 (0,13 %)
IDF	12 (0,11 %)
Gén. Europe	10 (0,09 %)

DOUBS
En totalisant 40 % des suffrages, les deux listes de l'UDF-RPR et du centre n'atteignent pas le score obtenu au scrutin de 1984 par la liste unique menée par M^{me} Simone Veil (45,4 %) mais dépassent de 3 points le résultat global réalisé en 1988 par M^{me} Chirac et Barre, au premier tour de l'élection présidentielle.

Le PS améliore son score de 1984 (+ 3,38 %) mais ne retrouve pas, il s'en faut, les voix qui s'étaient portées sur M. Mitterrand en 1988 (- 9 points). A Besançon, le PS marque même un net recul par rapport aux dernières élections municipales lors desquelles il s'était placé au 1^{er} des deux tours.

Le Front national perd un peu de son influence tout en restant au-dessus des 10 %. Les Verts confortent leur poussée avec plus de 12 % des voix contre 4,9 % lors de l'élection présidentielle.

L. 308 865 ; V. 156 917 ; A. 49,19 % ; Ex. 15,23 %

UDF-RPR	48 213 (31,63 %)
PS	39 766 (26,09 %)
Verts	18 552 (12,17 %)
FN	15 385 (10,09 %)
Centre	12 729 (8,35 %)
PCF	5 317 (3,48 %)
Chasse	4 565 (2,99 %)
LO	2 564 (1,68 %)
Prot. anim.	1 411 (0,92 %)
Alliance	1 334 (0,87 %)
Rénovateurs	827 (0,54 %)
MPPT	810 (0,53 %)
Gén. Europe	381 (0,25 %)
RFL	270 (0,17 %)
IDF	266 (0,17 %)

BESANCON
L. 58 809 ; V. 29 631 ; A. 49,38 % ; Ex. 29,04 %

UDF-RPR	8 226 (28,32 %)
PS	7 876 (27,12 %)
Verts	3 881 (13,36 %)
FN	3 652 (12,57 %)
Centre	2 659 (9,15 %)
PCF	989 (3,40 %)
LO	381 (1,31 %)
Chasse	365 (1,25 %)
Prot. anim.	331 (1,13 %)
Alliance	244 (0,84 %)
Rénovateurs	198 (0,68 %)
MPPT	115 (0,39 %)
Gén. Europe	54 (0,18 %)
RFL	35 (0,12 %)
IDF	35 (0,12 %)

MONTBELLARD
L. 15 672 ; V. 7 635 ; A. 51,15 % ; Ex. 7,49 %

UDF-RPR	2 277 (30,38 %)
PS	2 029 (27,07 %)
FN	842 (11,23 %)
Verts	837 (11,16 %)
Centre	648 (8,64 %)
PCF	311 (4,14 %)
LO	202 (2,69 %)
Chasse	92 (1,22 %)
Prot. anim.	79 (1,05 %)
Alliance	49 (0,65 %)
Rénovateurs	45 (0,60 %)
MPPT	43 (0,57 %)
IDF	16 (0,21 %)
RFL	12 (0,16 %)
Gén. Europe	12 (0,16 %)

DROME
Même s'il réalise un score inférieur à celui obtenu au niveau national, M. Giscard d'Estaing arrive en tête du scrutin dans le seul département de gauche de la région Rhône-Alpes. L'ancien président de la République devance même M. Fabius dans les deux grandes villes socialistes (Valence et Romans).

Le Front national maintient une forte présence dans les villes de Valence, Romans et Montbéliard.

(15 %) et réalise des performances dans plusieurs villes du Sud (Pierrelatte et Donzère : 20 %).

Avec près de seize mille voix (11,90 %), les Verts, inexistants aux dernières municipales, font irruption dans la vie politique : la liste d'Antoine Waechter atteint le barre des 10 % dans les principales villes ; et réalise des scores spectaculaires en zone rurale : dans de nombreux villages elle dépasse le quart des suffrages exprimés. Dans ces mêmes communes, souvent, les Verts rivalisent avec la liste Chasse, pêche, tradition.

L. 276 337 ; V. 137 382 ; A. 50,28 % ; Ex. 13,81 %

UDF-RPR	34 642 (25,82 %)
PS	32 335 (24,16 %)
FN	15 929 (11,90 %)
Verts	15 752 (11,77 %)
Centre	10 759 (7,90 %)
PCF	9 638 (7,20 %)
Chasse	8 071 (6,03 %)
Gén. Europe	1 535 (1,14 %)
LO	1 524 (1,13 %)
Prot. anim.	1 219 (0,91 %)
Rénovateurs	858 (0,64 %)
MPPT	750 (0,56 %)
Gén. Europe	350 (0,25 %)
IDF	237 (0,17 %)
RFL	230 (0,17 %)

VALENCE
L. 37 665 ; V. 17 448 ; A. 53,67 % ; Ex. 17,05 %

UDF-RPR	4 827 (28,29 %)
PS	4 379 (25,67 %)
FN	2 594 (15,20 %)
Verts	1 887 (11,06 %)
Centre	1 383 (8,10 %)
PCF	1 014 (5,94 %)
Chasse	255 (1,49 %)
Alliance	238 (1,39 %)
LO	161 (0,94 %)
Prot. anim.	110 (0,64 %)
Rénovateurs	90 (0,52 %)
MPPT	50 (0,29 %)
Gén. Europe	34 (0,19 %)
RFL	20 (0,11 %)
IDF	16 (0,09 %)

ROMANS-SUR-ISERE
L. 19 708 ; V. 8 862 ; A. 55,03 % ; Ex. 8,67 %

UDF-RPR	2 220 (25,60 %)
PS	2 169 (25,01 %)
FN	1 311 (15,11 %)
Verts	991 (11,42 %)
Centre	681 (7,83 %)
PCF	606 (6,98 %)
Chasse	292 (3,36 %)
LO	101 (1,16 %)
Prot. anim.	92 (1,06 %)
Alliance	82 (0,94 %)
Rénovateurs	40 (0,46 %)
MPPT	41 (0,47 %)
Gén. Europe	14 (0,16 %)
IDF	11 (0,12 %)
RFL	10 (0,11 %)

EURE
Les Verts dépassent les 10 % et gagnent, par rapport à 1984, plus de 10 000 suffrages dans un département qui ne leur avait pas réservé un très bon accueil il y a cinq ans (3,55 % des suffrages exprimés).

Non seulement M. Le Pen n'est pas épargné par l'abstention (18 764 voix contre 38 288 voix lors du premier tour de l'élection présidentielle), mais sa position s'affirme : 11,63 % des voix contre 14,04 % en avril 1988. Il est vrai que la référence de 1984 (10,35 %) révèle aussi la persistance de son fonds électoral.

La droite unie de 1984 faisait mieux (44,05 %) qu'aujourd'hui les listes de M. Giscard d'Estaing (30,03 %) et de M^{me} Veil (7,87 %), dont le capital électoral total (37,90 %) s'est toutefois accru depuis l'élection présidentielle (36,02 %) pour M^{me} Barre et Chirac en avril 1988.

L. 337 386 ; V. 166 914 ; A. 50,52 % ; Ex. 16,40 %

UDF-RPR	48 464 (30,03 %)
PS	39 629 (24,55 %)
FN	18 764 (11,63 %)
Verts	16 716 (10,35 %)
Centre	12 707 (7,87 %)
PCF	10 013 (6,20 %)
Chasse	6 440 (3,98 %)
LO	2 816 (1,74 %)
Prot. anim.	1 829 (1,13 %)
MPPT	1 215 (0,75 %)
Alliance	947 (0,58 %)
Gén. Europe	670 (0,41 %)
Rénovateurs	576 (0,35 %)
RFL	342 (0,21 %)
IDF	277 (0,17 %)

FINISTÈRE
Arrivée en troisième position (derrière la liste UDF-RPR et celle du PS), la liste Waechter (Verts) a créé la surprise en totalisant 12 % des voix (en augmentation de plus de 7 points sur le premier tour de la présidentielle de 1988). En revanche, la liste Fabius recule de près de 9 points par rapport à ce même scrutin. Deux députés européens étaient originaires de ce département : M^{me} Sylvia Mayer (PCF) retrouvera son siège, elle était quatrième sur la liste Herzog ; en revanche, M. Guy Guernier (RPR) devrait avoir plus de difficultés (malgré le bon score national de la liste Giscard) : avec sa 3^e position sur cette liste, il ne peut compter que sur les démissions de ceux et celles qui le précèdent.

L. 615 196 ; V. 303 959 ; A. 50,59 % ; Ex. 29,84 %

UDF-RPR	95 482 (31,99 %)
PS	79 267 (26,55 %)
FN	35 811 (11,99 %)
Centre	30 188 (10,11 %)
PCF	24 051 (8,05 %)
LO	15 623 (5,23 %)
Chasse	4 290 (1,43 %)
Prot. anim.	2 288 (0,75 %)
Alliance	2 066 (0,69 %)
MPPT	1 579 (0,52 %)
Gén. Europe	1 523 (0,51 %)
IDF	1 048 (0,35 %)
RFL	644 (0,21 %)
IDF	542 (0,18 %)

HAUTE-GARONNE
Si la Haute-Garonne, avec une participation de 52,59 %, a moins voté qu'en 1984, elle manifeste un sens civique un peu plus élevé que la moyenne nationale. Socialiste, le département a confirmé ses choix de toujours en donnant à la liste Fabius une confortable avance sur celle de l'Union RPR-UDF. Il faut noter qu'en 1984, cette dernière liste arrivait très largement en tête de la consultation. En 1989, la concurrence de la liste centriste et la multiplication des petites listes l'ont des-

(2,38) ; PCL 2 128 (1,18) ; 1 841 1 570 (0,87) ; Uda, 1 427 (0,78) ; PSU-CDU, 1 385 (0,77) ; EUE, 467 (0,26) ; 17,00 % ; Ex. 272 876 ; Mitterrand, 89 559 (38,51) ; Chirac, 53 837 (23,78) ; Barre, 44 589 (19,36) ; Le Pen, 38 288 (14,04) ; Lajoinie, 15 611 (6,72) ; Waechter, 8 084 (3,44) ; Lagulier, 4 589 (2,18) ; Juquin, 4 458 (1,83) ; Boussel, 1 191 (0,43).

CHARTRES
L. 21 686 ; V. 10 547 ; A. 51,36 % ; Ex. 10,31 %

UDF-RPR	3 287 (31,87 %)
PS	2 763 (26,79 %)
FN	1 135 (11,00 %)
Verts	1 097 (10,63 %)
Centre	975 (9,45 %)
PCF	468 (4,53 %)
LO	133 (1,28 %)
Chasse	117 (1,13 %)
Prot. anim.	104 (1,00 %)
Alliance	77 (0,74 %)
Rénovateurs	52 (0,50 %)
MPPT	47 (0,45 %)
Gén. Europe	28 (0,27 %)
RFL	17 (0,16 %)
IDF	13 (0,12 %)

EURE-ET-LOIR
La droite devance la gauche de plus de 8,5 points. Néanmoins, si elle est en progrès par rapport au premier tour de l'élection présidentielle de 1988, elle ne retrouve pas son score du scrutin européen de 1984 (45,62 %).

A gauche, M. Laurent Fabius améliore certes de près de 3 points le score de M. Lionel Jospin en 1984 mais on est loin des résultats réalisés par les socialistes aux élections présidentielle et législatives de 1988. Quant au PC, il s'effondre avec 5,01 %.

Avec 12,99 %, M. Jean-Marie Le Pen retrouve à peu près son score de 1984 mais perd plus de 2 points par rapport à l'élection présidentielle de 1988. A Dreux-Ville, le Front national se maintient au plus haut niveau (21,65 %), score comparable à celui des municipales. Les Verts, jusqu'alors presque inexistant en Eure-et-Loir, font leur apparition avec près de 9 % des suffrages.

L. 258 139 ; V. 128 162 ; A. 50,55 % ; Ex. 12,91 %

UDF-RPR	39 554 (31,92 %)
PS	29 733 (23,99 %)
FN	16 095 (12,98 %)
Verts	11 143 (8,99 %)
Centre	10 530 (8,49 %)
PCF	6 206 (5,00 %)
Chasse	3 753 (3,02 %)
LO	2 094 (1,68 %)
Prot. anim.	1 653 (1,33 %)
MPPT	947 (0,76 %)
Alliance	805 (0,64 %)
Rénovateurs	471 (0,38 %)
Gén. Europe	455 (0,36 %)
RFL	278 (0,22 %)
IDF	198 (0,15 %)

FINISTÈRE
Arrivée en troisième position (derrière la liste UDF-RPR et celle du PS), la liste Waechter (Verts) a créé la surprise en totalisant 12 % des voix (en augmentation de plus de 7 points sur le premier tour de la présidentielle de 1988). En revanche, la liste Fabius recule de près de 9 points par rapport à ce même scrutin. Deux députés européens étaient originaires de ce département : M^{me} Sylvia Mayer (PCF) retrouvera son siège, elle était quatrième sur la liste Herzog ; en revanche, M. Guy Guernier (RPR) devrait avoir plus de difficultés (malgré le bon score national de la liste Giscard) : avec sa 3^e position sur cette liste, il ne peut compter que sur les démissions de ceux et celles qui le précèdent.

L. 615 196 ; V. 303 959 ; A. 50,59 % ; Ex. 29,84 %

UDF-RPR	95 482 (31,99 %)
PS	79 267 (26,55 %)
FN	35 811 (11,99 %)
Centre	30 188 (10,11 %)
PCF	24 051 (8,05 %)
LO	15 623 (5,23 %)
Chasse	4 290 (1,43 %)
Prot. anim.	2 288 (0,75 %)
Alliance	2 066 (0,69 %)
MPPT	1 579 (0,52 %)
Gén. Europe	1 523 (0,51 %)
IDF	1 048 (0,35 %)
RFL	644 (0,21 %)
IDF	542 (0,18 %)

HAUTE-GARONNE
Si la Haute-Garonne, avec une participation de 52,59 %, a moins voté qu'en 1984, elle manifeste un sens civique un peu plus élevé que la moyenne nationale. Socialiste, le département a confirmé ses choix de toujours en donnant à la liste Fabius une confortable avance sur celle de l'Union RPR-UDF. Il faut noter qu'en 1984, cette dernière liste arrivait très largement en tête de la consultation. En 1989, la concurrence de la liste centriste et la multiplication des petites listes l'ont des-

HAUTE-GARONNE
Si la Haute-Garonne, avec une participation de 52,59 %, a moins voté qu'en 1984, elle manifeste un sens civique un peu plus élevé que la moyenne nationale. Socialiste, le département a confirmé ses choix de toujours en donnant à la liste Fabius une confortable avance sur celle de l'Union RPR-UDF. Il faut noter qu'en 1984, cette dernière liste arrivait très largement en tête de la consultation. En 1989, la concurrence de la liste centriste et la multiplication des petites listes l'ont des-

HAUTE-GARONNE
Si la Haute-Garonne, avec une participation de 52,59 %, a moins voté qu'en 1984, elle manifeste un sens civique un peu plus élevé que la moyenne nationale. Socialiste, le département a confirmé ses choix de toujours en donnant à la liste Fabius une confortable avance sur celle de l'Union RPR-UDF. Il faut noter qu'en 1984, cette dernière liste arrivait très largement en tête de la consultation. En 1989, la concurrence de la liste centriste et la multiplication des petites listes l'ont des-

Waechter, 7 078 (3,28) ; Lagulier, 4 189 (2,02) ; Juquin, 3 307 (1,57) ; Boussel, 940 (0,44).

CHARTRES
L. 21 686 ; V. 10 547 ; A. 51,36 % ; Ex. 10,31 %

UDF-RPR	3 287 (31,87 %)
PS	2 763 (26,79 %)
FN	1 135 (11,00 %)
Verts	1 097 (10,63 %)
Centre	975 (9,45 %)
PCF	468 (4,53 %)
LO	133 (1,28 %)
Chasse	117 (1,13 %)
Prot. anim.	104 (1,00 %)
Alliance	77 (0,74 %)
Rénovateurs	52 (0,50 %)
MPPT	47 (0,45 %)
Gén. Europe	28 (0,27 %)
RFL	17 (0,16 %)
IDF	13 (0,12 %)

DREUX
L. 15 810 ; V. 6 682 ; A. 57,73 % ; Ex. 6,56 %

UDF-RPR	1 775 (27,05 %)
PS	1 497 (22,82 %)
FN	1 420 (21,64 %)
Verts	612 (9,32 %)
Centre	535 (8,15 %)
PCF	342 (5,21 %)
Chasse	97 (1,47 %)
LO	94 (1,43 %)
Prot. anim.	70 (1,06 %)
MPPT	40 (0,60 %)
Gén. Europe	24 (0,36 %)
Rénovateurs	17 (0,25 %)
Alliance	15 (0,22 %)
RFL	11 (0,16 %)
IDF	11 (0,16 %)

FINISTÈRE
Arrivée en troisième position (derrière la liste UDF-RPR et celle du PS), la liste Waechter (Verts) a créé la surprise en totalisant 12 % des voix (en augmentation de plus de 7 points sur le premier tour de la présidentielle de 1988). En revanche, la liste Fabius recule de près de 9 points par rapport à ce même scrutin. Deux députés européens étaient originaires de ce département : M^{me} Sylvia Mayer (PCF) retrouvera son siège, elle était quatrième sur la liste Herzog ; en revanche, M. Guy Guernier (RPR) devrait avoir plus de difficultés (malgré le bon score national de la liste Giscard) : avec sa 3^e position sur cette liste, il ne peut compter que sur les démissions de ceux et celles qui le précèdent.

L. 615 196 ; V. 303 959 ; A. 50,59 % ; Ex. 29,84 %

UDF-RPR	95 482 (31,99 %)
PS	79 267 (26,55 %)
FN	35 811 (11,99 %)
Centre	30 188 (10,11 %)
PCF	24 051 (8,05 %)
LO	15 623 (5,23 %)
Chasse	4 290 (1,43 %)
Prot. anim.	2 288 (0,75 %)
Alliance	2 066 (0,69 %)
MPPT	1 579 (0,52 %)
Gén. Europe	1 523 (0,51 %)
IDF	1 048 (0,35 %)
RFL	644 (0,21 %)
IDF	542 (0,18 %)

HAUTE-GARONNE
Si la Haute-Garonne, avec une participation de 52,59 %, a moins voté qu'en 1984, elle manifeste un sens civique un peu plus élevé que la moyenne nationale. Socialiste, le département a confirmé ses choix de toujours en donnant à la liste Fabius une confortable avance sur celle de l'Union RPR-UDF. Il faut noter qu'en 1984, cette dernière liste arrivait très largement en tête de la consultation. En 1989, la concurrence de la liste centriste et la multiplication des petites listes l'ont des-

HAUTE-GARONNE
Si la Haute-Garonne, avec une participation de 52,59 %, a moins voté qu'en 1984, elle manifeste un sens civique un peu plus élevé que la moyenne nationale. Socialiste, le département a confirmé ses choix de toujours en donnant à la liste Fabius une confortable avance sur celle de l'Union RPR-UDF. Il faut noter qu'en 1984, cette dernière liste arrivait très largement en tête de la consultation. En 1989, la concurrence de la liste centriste et la multiplication des petites listes l'ont des-

HAUTE-GARONNE
Si la Haute-Garonne, avec une participation de 52,59 %, a moins voté qu'en 1984, elle manifeste un sens civique un peu plus élevé que la moyenne nationale. Socialiste, le département a confirmé ses choix de toujours en donnant à la liste Fabius une confortable avance sur celle de l'Union RPR-UDF. Il faut noter qu'en 1984, cette dernière liste arrivait très largement en tête de la consultation. En 1989, la concurrence de la liste centriste et la multiplication des petites listes l'ont des-

HAUTE-GARONNE
Si la Haute-Garonne, avec une participation de 52,59 %, a moins voté qu'en 1984, elle manifeste un sens civique un peu plus élevé que la moyenne nationale. Socialiste, le département a confirmé ses choix de toujours en donnant à la liste Fabius une confortable avance sur celle de l'Union RPR-UDF. Il faut noter qu'en 1984, cette dernière liste arrivait très largement en tête de la consultation. En 1989, la concurrence de la liste centriste et la multiplication des petites listes l'ont des-

2 506 (0,78) ; Uda, 2 282 (0,88) ; 1 841 1 807 (0,84) ; EUE, 1 217 (0,38) ; POE, 910 (0,44).

CHARTRES
L. 21 686 ; V. 10 547 ; A. 51,36 % ; Ex. 10,31 %

UDF-RPR	3 287 (31,87 %)
PS	2 763 (26,79 %)
FN	1 135 (11,00 %)
Verts	1 097 (10,63 %)
Centre	975 (9,45 %)
PCF	468 (4,53 %)
LO	133 (1,28 %)
Chasse	117 (1,13 %)
Prot. anim.	104 (1,00 %)
Alliance	77 (0,74 %)
Rénovateurs	52 (0,50 %)
MPPT	47 (0,45 %)
Gén. Europe	28 (0,27 %)
RFL	17 (0,16 %)
IDF	13 (0,12 %)

DREUX
L. 15 810 ; V. 6 682 ; A. 57,73 % ; Ex. 6,56 %

UDF-RPR	1 775 (27,05 %)
PS	1 497 (22,82 %)
FN	1 420 (21,64 %)
Verts	612 (9,32 %)
Centre	535 (8,15 %)
PCF	342 (5,21 %)
Chasse	97 (1,47 %)
LO	94 (1,43 %)
Prot. anim.	70 (1,06 %)
MPPT	40 (0,60 %)
Gén. Europe	24 (0,36 %)
Rénovateurs	17 (0,25 %)
Alliance	15 (0,22 %)
RFL	11 (0,16 %)
IDF	11 (0,16 %)

FINISTÈRE
Arrivée en troisième position (derrière la liste UDF-RPR et celle du PS), la liste Waechter (Verts) a créé la surprise en totalisant 12 % des voix (en augmentation de plus de 7 points sur le premier tour de la présidentielle de 1988). En revanche, la liste Fabius recule de près de 9 points par rapport à ce même scrutin. Deux députés européens étaient originaires de ce département : M^{me} Sylvia Mayer (PCF) retrouvera son siège, elle était quatrième sur la liste Herzog ; en revanche, M. Guy Guernier (RPR) devrait avoir plus de difficultés (malgré le bon score national de la liste Giscard) : avec sa 3^e position sur cette liste, il ne peut compter que sur les démissions de ceux et celles qui le précèdent.

L. 615 196 ; V. 303 959 ; A. 50,59 % ; Ex. 29,84 %

UDF-RPR	95 482 (31,99 %)</
---------	--------------------

Les élections

(Suite de la page 15.)

servie sans pour autant expliquer totalement un important recul, qui profite en priorité au Front national (+ 2 points par rapport à 1984) et aux Verts, qui gagnent près de 9 points.

Cette double progression — importante pour le Front national et spectaculaire pour les Verts — montre à quel point ce département demeure atypique. Une partie de l'électorat de M. Giscard d'Estaing s'est, en effet, semblé-il, reportée sur la liste de M. Waechter.

A gauche, la liste de M. Fabius ne progresse pas. Elle concède même près de 3 points par rapport au total des deux listes PS-MRG de 1984 et près de 10 points par rapport au score obtenu par M. Mitterrand au premier tour de la présidentielle de 1988. En recul également, le PC (— 3 points).

A Toulouse, le résultat de la liste RPR-UDF est un peu meilleur que sur l'ensemble de la Haute-Garonne (presque 3 points de plus). Mais l'engagement du député et maire, M. Dominique Baudis, aux côtés de M. Veil, n'a guère pesé sur le choix des électeurs. La liste centriste dépasse ici tout juste les 10 %. M. Fabius fait moins bien que M. Jacques Levy, qui, aux municipales de mars, parvenait à dépasser les 30 %, à la tête, il est vrai, d'une liste d'union PS-PCF et renouvelée. En tout état de cause, M. Fabius demeure très en-deçà — 10 points — du résultat obtenu en mai 1983 à Toulouse par M. Mitterrand.

L. 590 484 ; V. 310 514 ; A. 47,41 % ; Ex. 301 741

PS	92 227 (30,56 %)
UDF-RPR	63 777 (21,79 %)
FN	34 160 (11,32 %)
Verts	34 140 (11,31 %)
Centre	25 997 (8,61 %)
PCF	21 518 (7,13 %)
Chasse	12 798 (4,24 %)
LO	4 029 (1,33 %)
Prot. anim.	3 404 (1,12 %)
Rénovateurs	2 197 (0,72 %)
MPPT	1 696 (0,56 %)
Alliance	1 677 (0,55 %)
Gén. Europe	927 (0,30 %)
RFL	613 (0,20 %)
IDF	581 (0,19 %)

1984. - L. 639 166 ; V. 314 056 ; A. 41,76 % ; Ex. 303 181. - UDF-RPR, 118 382 (38,06 %) ; PS, 89 862 (28,57 %) ; PCF, 31 843 (10,63 %) ; FN, 29 013 (9,50 %) ; ERE, 9 746 (3,11 %) ; Verts, 8 824 (2,84 %) ; LO, 5 556 (1,83 %) ; Réussir, 3 783 (1,24 %) ; PSU-CDU, 2 650 (0,87 %) ; PCE, 2 090 (0,67 %) ; RFL, 1 656 (0,54 %) ; UDR, 1 556 (0,51 %) ; EUE, 1 347 (0,44 %) ; POE, 410 (0,13 %).

1984. - L. 587 875 ; V. 478 938 ; A. 48,48 % ; Ex. 470 504. - Mitterrand, 189 847 (40,34 %) ; Chirac, 78 998 (16,78 %) ; Barre, 69 344 (14,73 %) ; La Pen, 61 877 (13,18 %) ; Lajoinie, 27 776 (5,80 %) ; Waechter, 17 430 (3,70 %) ; Juquin, 14 254 (3,02 %) ; Lagulier, 9 442 (2,00 %) ; Boussel, 1 538 (0,32 %).

TOULOUSE

L. 198 574 ; V. 94 485 ; A. 52,41 % ; Ex. 92 335

PS	24 583 (26,56 %)
UDF-RPR	22 767 (24,60 %)
FN	12 531 (13,54 %)
Verts	10 407 (11,24 %)
Centre	9 759 (10,57 %)
PCF	6 399 (6,91 %)
Chasse	6 667 (7,18 %)
LO	1 022 (1,10 %)
Prot. anim.	926 (1,00 %)
Rénovateurs	840 (0,90 %)
Alliance	641 (0,69 %)
MPPT	348 (0,37 %)
RFL	226 (0,24 %)
Gén. Europe	223 (0,24 %)
IDF	166 (0,17 %)

TERS

Le Ters, traditionnellement civique, s'est moins bien mobilisé qu'en 1984 pour les mêmes échéances (54,3 % contre 60,06 %). Traditionnellement à gauche, le département a placé en tête M. Laurent Fabius (28,53 %), qui, néanmoins, fait 1 point de moins que M. Lionel Jospin.

La surprise vient du score élevé de la liste Chasse, qui frôle la barre des 10 % dans le département, avec des poussées en Armagnac qui lui valent dans certains endroits la deuxième place. Les palomayres (chasseurs de palombes) ont ainsi manifesté leur mécontentement devant l'obstination de la CEE à ne pas prendre en compte leurs traditions. Paradoxe : ils font mieux que les écologistes qui pourtant, eux aussi, enregistrent une forte poussée (19,44 %). M. Jean-Marie Le Pen réalise 7,90 %, soit un pourcentage équivalent à celui de 1984, mais inférieur de 3 points à celui de la présidentielle de 1988.

L. 138 357 ; V. 75 470 ; A. 45,45 % ; Ex. 72 939

PS	20 808 (28,52 %)
UDF-RPR	18 742 (25,69 %)
Chasse	7 231 (9,91 %)
Verts	6 883 (9,43 %)
FN	5 764 (7,90 %)
Centre	5 165 (7,08 %)
PCF	4 636 (6,35 %)
LO	938 (1,28 %)
Prot. anim.	817 (1,12 %)
MPPT	476 (0,65 %)

Rénovateurs	467 (0,64 %)
Alliance	442 (0,60 %)
Gén. Europe	237 (0,33 %)
IDF	143 (0,19 %)
RFL	140 (0,19 %)

1984. - L. 138 040 ; V. 82 707 ; A. 38,20 % ; Ex. 78 068. - UDF-RPR, 30 832 (38,88 %) ; PS, 23 346 (28,82 %) ; PCF, 7 802 (9,88 %) ; FN, 6 188 (7,83 %) ; ERE, 2 824 (3,57 %) ; Verts, 2 082 (2,63 %) ; LO, 1 954 (2,47 %) ; Réussir, 1 240 (1,58 %) ; PSU-CDU, 750 (0,94 %) ; PCE, 720 (0,91 %) ; RFL, 495 (0,62 %) ; UDR, 441 (0,56 %) ; EUE, 182 (0,23 %).

1984. - L. 137 958 ; V. 113 734 ; A. 17,55 % ; Ex. 111 208. - Mitterrand, 44 851 (40,15 %) ; Chirac, 22 571 (20,28 %) ; Barre, 16 073 (14,45 %) ; La Pen, 11 882 (10,68 %) ; Lajoinie, 8 514 (7,54 %) ; Waechter, 4 185 (3,77 %) ; Juquin, 2 684 (2,41 %) ; Lagulier, 2 178 (1,95 %) ; Boussel, 564 (0,52 %).

AUCH

L. 14 695 ; V. 7 762 ; A. 47,17 % ; Ex. 7 540

PS	2 280 (30,23 %)
UDF-RPR	1 851 (24,54 %)
FN	769 (10,19 %)
Centre	670 (8,88 %)
PCF	469 (6,22 %)
Chasse	385 (5,10 %)
LO	90 (1,19 %)
Prot. anim.	60 (0,79 %)
Alliance	60 (0,79 %)
Rénovateurs	52 (0,68 %)
MPPT	43 (0,57 %)
Gén. Europe	22 (0,29 %)
RFL	18 (0,23 %)
IDF	11 (0,14 %)

GIRONDE

La défense de la chasse et de la pêche fait recette en Gironde, premier département français pour le nombre de chasseurs : 14,45 % des électeurs se sont en effet prononcés en faveur de la liste conduite par M. Goustat, qui arrive en troisième position. Elle devance largement la liste des Verts, créditée de 8,25 % des voix, dont les représentants viennent, une fois encore, de s'accrocher à la présidence (notamment à la tourterelle). La Gironde se distingue également par l'arrivée, en première position, de la liste socialiste, qui obtient 25,71 % des suffrages contre 23,27 % à celle de l'Union UDF-RPR. Ce rapport de forces se trouve confirmé dans les principales villes et notamment à Mérignac où la liste Fabius rassemble 31,08 % des voix. Une exception notable toutefois : à Bordeaux, la liste conduite par M. Giscard d'Estaing recueille 31,65 % des suffrages contre 23,89 % à celle du PS.

L. 779 958 ; V. 392 343 ; A. 49,69 % ; Ex. 384 097

PS	98 779 (25,71 %)
UDF-RPR	89 410 (23,27 %)
Chasse	55 860 (14,54 %)
FN	38 480 (10,01 %)
Verts	31 711 (8,25 %)
Centre	27 483 (7,13 %)
PCF	25 787 (6,71 %)
LO	5 034 (1,31 %)
Prot. anim.	3 827 (0,99 %)
Alliance	2 270 (0,59 %)
Rénovateurs	1 784 (0,46 %)
Gén. Europe	1 505 (0,39 %)
IDF	1 063 (0,27 %)
RFL	563 (0,14 %)
IDF	541 (0,14 %)

1984. - L. 742 463 ; V. 407 009 ; A. 48,18 % ; Ex. 394 160. - UDF-RPR, 185 996 (45,71 %) ; PS, 104 483 (25,50 %) ; PCF, 38 864 (9,55 %) ; FN, 36 169 (9,17 %) ; ERE, 11 813 (2,94 %) ; Verts, 10 534 (2,67 %) ; LO, 7 223 (1,81 %) ; Réussir, 6 319 (1,60 %) ; PCE, 3 158 (0,78 %) ; UDR, 2 884 (0,72 %) ; PSU-CDU, 2 576 (0,65 %) ; RFL, 2 402 (0,60 %) ; EUE, 1 881 (0,47 %) ; POE, 810 (0,20 %).

1988. - L. 775 487 ; V. 638 770 ; A. 17,82 % ; Ex. 627 507. - Mitterrand, 245 844 (38,16 %) ; Chirac, 121 480 (18,35 %) ; Barre, 97 848 (15,59 %) ; La Pen, 77 180 (12,29 %) ; Lajoinie, 39 532 (6,29 %) ; Waechter, 18 991 (3,02 %) ; Juquin, 8 702 (1,38 %) ; Lagulier, 12 674 (2,01 %) ; Boussel, 2 318 (0,38 %).

BORDEAUX

L. 115 640 ; V. 52 030 ; A. 55,00 % ; Ex. 51 232

UDF-RPR	16 217 (31,65 %)
PS	11 732 (22,89 %)
FN	6 809 (13,29 %)
Centre	4 721 (9,21 %)
Verts	4 649 (9,07 %)
PCF	2 823 (5,51 %)
Chasse	2 049 (3,99 %)
LO	613 (1,19 %)
Alliance	569 (1,11 %)
Prot. anim.	461 (0,89 %)
Rénovateurs	195 (0,38 %)
MPPT	174 (0,33 %)
Gén. Europe	101 (0,19 %)
IDF	75 (0,14 %)
RFL	44 (0,08 %)

MÉRIGNAC

L. 35 099 ; V. 16 553 ; A. 54,14 % ; Ex. 16 393

PS	5 096 (31,08 %)
UDF-RPR	3 541 (21,60 %)
FN	1 846 (11,26 %)
Verts	1 642 (10,01 %)
Centre	1 426 (8,69 %)
PCF	1 181 (7,20 %)
LO	235 (1,43 %)
Prot. anim.	166 (1,01 %)
Rénovateurs	73 (0,44 %)
Alliance	65 (0,39 %)
MPPT	60 (0,36 %)
Gén. Europe	41 (0,25 %)
RFL	26 (0,15 %)
IDF	18 (0,10 %)

PESSAC

L. 31 486 ; V. 14 467 ; A. 54,05 % ; Ex. 14 238

PS	4 116 (28,90 %)
UDF-RPR	3 350 (23,52 %)
FN	1 539 (10,80 %)
Verts	1 504 (10,56 %)
Centre	1 193 (8,37 %)
PCF	957 (6,72 %)
Chasse	930 (6,53 %)
LO	235 (1,65 %)
Prot. anim.	142 (0,99 %)
Alliance	97 (0,68 %)
Rénovateurs	66 (0,46 %)
MPPT	51 (0,35 %)
Gén. Europe	26 (0,18 %)
RFL	20 (0,14 %)
IDF	12 (0,08 %)

TALENCE

L. 19 481 ; V. 10 248 ; A. 47,39 % ; Ex. 10 037

PS	2 926 (29,15 %)
UDF-RPR	2 784 (27,73 %)
Centre	1 023 (10,19 %)
Verts	992 (9,88 %)
FN	973 (9,69 %)
PCF	549 (5,46 %)
Chasse	365 (3,63 %)
LO	121 (1,20 %)
Prot. anim.	91 (0,90 %)
Alliance	86 (0,85 %)
Rénovateurs	46 (0,45 %)
MPPT	43 (0,42 %)
Gén. Europe	19 (0,18 %)
IDF	12 (0,11 %)
RFL	7 (0,06 %)

HÉRAULT

Le Parti socialiste reprend la première place qu'il avait perdue en 1984. Ses 23,53 % le lui permettent cependant loin du score obtenu par M. Mitterrand au premier tour de la présidentielle (31,11 %). Le total des listes Giscard d'Estaing et Veil (28,04 %) est également inférieur aux résultats de la liste UDF-RPR conduite par M. Simone Veil en 1984 (35,38 %), comme au total des voix Chirac et Barre de la présidentielle (30,96 %). M. Philippe Herzig (9,77 %) reste loin des 16,57 % obtenus par M. Georges Marchais en 1984 mais dépasse légèrement les 9,03 % de M. André Lajoinie au scrutin présidentiel. Le Front national (15,9 %) se maintient, quant à lui, par rapport à 1984, mais perd quatre points par rapport à l'élection présidentielle. Les Verts confirment leur poussée des municipales : les chasseurs et pêcheurs de M. André Goustat dépassent la barre des 7 % et obtiennent de bons résultats dans certaines communes généralement modestes, atteignant parfois le tiers des suffrages.

L. 524 874 ; V. 268 225 ; A. 48,89 % ; Ex. 261 139

PS	61 455 (23,53 %)
UDF-RPR	57 940 (22,18 %)
FN	41 545 (15,90 %)
PCF	25 531 (9,77 %)
Verts	24 845 (9,52 %)
Chasse	15 349 (5,95 %)
Centre	15 349 (5,95 %)
Alliance	4 829 (1,84 %)
LO	2 734 (1,04 %)
Prot. anim.	2 321 (0,88 %)
Rénovateurs	1 914 (0,73 %)
MPPT	1 024 (0,39 %)
Gén. Europe	538 (0,20 %)
IDF	401 (0,15 %)
RFL	261 (0,09 %)

1984. - L. 480 181 ; V. 275 785 ; A. 42,56 % ; Ex. 267 382. - UDF-RPR, 95 922 (35,58 %) ; PS, 80 244 (30,53 %) ; PCF, 44 328 (16,57 %) ; FN, 41 010 (15,33 %) ; ERE, 7 336 (2,74 %) ; Verts, 6 828 (2,55 %) ; LO, 3 048 (1,13 %) ; Réussir, 2 869 (1,07 %) ; PSU-CDU, 1 748 (0,65 %) ; PCE, 1 710 (0,63 %) ; UDR, 1 469 (0,54 %) ; RFL, 1 171 (0,44 %) ; EUE, 718 (0,26 %).

1988. - L. 516 320 ; V. 422 193 ; A. 18,23 % ; Ex. 416 060. - Mitterrand, 129 182 (31,11 %) ; Chirac, 82 858 (19,91 %) ; Barre, 71 894 (17,32 %) ; La Pen, 65 828 (15,84 %) ; Lajoinie, 37 518 (9,03 %) ; Waechter, 18 991 (4,53 %) ; Juquin, 13 987 (3,34 %) ; Lagulier, 7 120 (1,71 %) ; Boussel, 1 526 (0,38 %).

MONTELLAUD

L. 108 887 ; V. 52 083 ; A. 52,16 % ; Ex. 51 193

UDF-RPR	12 495 (24,40 %)
PS	11 973 (23,38 %)
FN	9 578 (18,70 %)
Verts	6 099 (11,91 %)
Centre	4 018 (7,84 %)
PCF	2 807 (5,48 %)
Alliance	1 444 (2,82 %)
Chasse	1 084 (2,11 %)
LO	570 (1,11 %)
Prot. anim.	419 (0,81 %)
Rénovateurs	321 (0,62 %)
MPPT	185 (0,36 %)
Gén. Europe	83 (0,16 %)
IDF	79 (0,15 %)
RFL	40 (0,07 %)

BEZIERS

L. 51 468 ; V. 23 009 ; A. 55,29 % ; Ex. 22 454

UDF-RPR	5 428 (24,17 %)
PS	3 323 (15,30 %)
FN	4 068 (18,11 %)
Verts	2 603 (11,59 %)
Centre	1 703 (7,58 %)
PCF	1 298 (5,78 %)
Chasse	1 012 (4,50 %)
Alliance	386 (1,71 %)
LO	210 (0,93 %)
Prot. anim.	176 (0,78 %)
Rénovateurs	85 (0,37 %)
MPPT	77 (0,34 %)
Gén. Europe	39 (0,17 %)
IDF	32 (0,14 %)
RFL	14 (0,06 %)

SETE

L. 28 906 ; V. 13 630 ; A. 52,84 % ; Ex. 13 290

UDF-RPR	3 370 (25,35 %)
PS	2 344 (17,63 %)
FN	2 325 (17,49 %)
PCF	2 215 (16,66 %)
Verts	1 175 (8,84 %)
Centre	806 (6,06 %)
Chasse	542 (4,07 %)
Alliance	186 (1,39 %)
Prot. anim.	129 (0,97 %)
LO	88 (0,66 %)
Rénovateurs	46 (0,34 %)
MPPT	28 (0,21 %)
Gén. Europe	15 (0,11 %)
IDF	12 (0,09 %)
RFL	9 (0,06 %)

ILLE-ET-VILAINE

L'explosion des Verts qui, avec 13,38 % des suffrages (3,78 % en 1984), talonnent la liste conduite par M. Veil (14,23 %) est l'élément marquant de ce scrutin où le total des voix obtenues par les listes Giscard et Veil (45,43 %) dépasse celui de MM. Barre et Chirac au premier tour de la présidentielle de 1988 (41,35 %), sans toutefois atteindre le résultat (51,07 %) de M. Veil en 1984. Le Front national (6,72 %) confirme son score de 1984 (6,50 %) tout en perdant près de deux points par rapport au score de M. Le Pen en 1988 (8,64 %). Le Parti socialiste (23,79 %) augmente son audience en comparaison des européennes de 1984 (21,52 %), mais marque le pas au regard du scrutin du 26 avril 1988 où M. Mitterrand avait obtenu 37,61 % des voix.

L. 536 741 ; V. 262 168 ; A. 51,15 % ; Ex. 254 408

UDF-RPR	79 371 (31,19 %)
PS	60 515 (23,78 %)
Centre	36 212 (14,23 %)
Verts	34 045 (13,38 %)
FN	17 098 (6,72 %)
PCF	8 455 (3,22 %)
Chasse	4 083 (1,56 %)
LO	2 442 (0,93 %)
Alliance	2 135 (0,83 %)
Prot. anim.	1 938 (0,76 %)
MPPT	1 594 (0,62 %)
Gén. Europe	964 (0,37 %)
Rénovateurs	881 (0,34 %)
IDF	452 (0,17 %)
RFL	423 (0,16 %)

1984. - L. 505 022 ; V. 284 498 ; A. 43,66 % ; Ex. 274 242. - UDF-RPR, 138 989 (48,82 %) ; PS, 69 021 (23,52 %) ; FN, 17 837 (6,50 %) ; PCF, 12 586 (4,58 %) ; Verts, 10 344 (3,77 %) ; ERE, 9 676 (3,52 %) ; LO, 7 684 (2,76 %) ; Réussir, 6 480 (2,35 %) ; UDR, 3 311 (1,20 %) ; PCE, 2 311 (0,84 %) ; PSU-CDU, 1 748 (0,63 %) ; RFL, 1 587 (0,57 %) ; EUE, 882 (0,32 %).

1988. - L. 531 440 ; V. 440 908 ; A. 17,03 % ; Ex. 432 401. - Mitterrand, 162 633 (37,61 %) ; Chirac, 80 588 (20,94 %) ; Barre, 68 213 (20,40 %) ; La Pen, 57 347 (13,61 %) ; Lajoinie, 27 776 (6,41 %) ; Waechter, 17 430 (4,41 %) ; Juquin, 14 254 (3,41 %) ; Lagulier, 9 442 (2,34 %) ; Boussel, 1 538 (0,38 %).

RENNES

L. 112 577 ; V. 51 385 ; A. 54,35 % ; Ex. 50 520

PS... 14 100 (27,90 %)
UDF-RPR... 12 576 (24,89 %)
FN... 8 771 (17,36 %)
Centre... 6 286 (12,44 %)
Verts... 4 005 (7,92 %)
PCF... 2 350 (4,65 %)
LO... 665 (1,31 %)
Alliance... 552 (1,09 %)
Chasse... 329 (0,65 %)
Prot. anim... 320 (0,63 %)
MPPT... 222 (0,43 %)
Gén. Europe... 191 (0,37 %)
Rénovateurs... 172 (0,34 %)
IDF... 42 (0,08 %)
RFL... 39 (0,07 %)

SAINT-MALO

L. 34 690 ; V. 17 261 ; A. 50,24 % ; Ex. 16 855

UDF-RPR... 5 465 (32,42 %)
PS... 4 008 (2

européennes

MPPT 48 (0,56 %)
Alliance 42 (0,49 %)
Gén. Europe 18 (0,21 %)
RFL 14 (0,16 %)
IDE 6 (0,07 %)

SAINT-MARTIN-D'HERES

L. 15 525 ; V. 6 898 ;
A. 54,92 % ; Ex. 6 882

PS 1 710 (24,84 %)
UDF-RPR 1 442 (20,95 %)
Verts 1 021 (14,83 %)
FN 986 (14,32 %)
Centre 774 (11,24 %)
LO 467 (6,78 %)
Rénovateurs 97 (1,40 %)
Prot. anim. 82 (1,19 %)
Chasse 74 (1,07 %)
MPPT 62 (0,90 %)
Gén. Europe 34 (0,49 %)
Alliance 32 (0,46 %)
RFL 14 (0,20 %)
IDE 12 (0,17 %)

JURA

Les écologistes, qui avaient obtenu en 1984 7,32 % des voix, dépassent aujourd'hui les 12 %, laissent loin derrière le Front national. Dans un département où rivières et forêts abondent, la liste Chasse, pêche et tradition frôle la barre des 4 %.

Le Parti socialiste conforte son assise par rapport à 1984 : il arrive en tête notamment à Saint-Claude, troisième ville du département, dirigée par un maire d'opposition.

La liste UDF-RPR devance très largement celle de M. Fabius. Le Parti communiste est victime d'un nouvel effacement dans le prolongement de sa défaite municipale à Lons-le-Saunier.

A la suite du viol et du meurtre d'une jeune Jurasienne commis le 27 août dernier à Châtelineau, une association des amis de la victime, Nathalie Tisserand, avait appelé, après un verdict estimé par trop sévère pour l'un des inculpés, à boycotter des élections européennes dans le canton de Clairvaux-les-Lacs et ailleurs à un vote symbolique à sa mémoire. Ces consignes ont été bien suivies. Aucun électeur sur les 104 habitants de Châtelineau n'est allé déposer son bulletin, tandis que, sur l'ensemble du canton de Clairvaux, la participation n'a été que de 30 %, dont 24 % d'expressions. Ailleurs dans le département, les deux tiers des bulletins mis portaient le prénom Nathalie.

L. 174 222 ; V. 87 735 ;
A. 49,64 % ; Ex. 82 564

UDF-RPR 25 903 (31,37 %)
PS 19 772 (23,94 %)
Verts 10 219 (12,37 %)
FN 8 036 (9,73 %)
Centre 6 059 (7,33 %)
PCF 5 033 (6,09 %)
Chasse 3 260 (3,94 %)
LO 1 142 (1,38 %)
Prot. anim. 863 (1,04 %)
Alliance 795 (0,96 %)
MPPT 613 (0,74 %)
Rénovateurs 258 (0,31 %)
Gén. Europe 243 (0,29 %)
RFL 196 (0,23 %)
IDE 170 (0,20 %)

1984 - L. 171 372 ; V. 88 841 ; A. 42,44 % ; Ex. 95 088 - UDF-RPR, 42 208 (44,83) ; PS, 20 811 (21,83) ; FN, 9 589 (10,08) ; PCF, 8 038 (8,45) ; Verts, 4 017 (4,22) ; ERE, 3 992 (4,14) ; LO, 2 618 (2,64) ; Rénov., 1 881 (1,96) ; PCL, 670 (0,71) ; PSU-CDU, 782 (0,80) ; Ude, 628 (0,65) ; EUE, 184 (0,19) ; ERE, 189 (0,19) ; POE, 6 000.

1988 - L. 173 510 ; V. 143 275 ; A. 17,42 % ; Ex. 140 076 - Mitterrand, 49 828 (33,42) ; Chirac, 27 292 (16,76) ; Barre, 24 418 (14,24) ; La Pen, 20 347 (14,52) ; Lajoie, 7 614 (5,57) ; Waechter, 7 497 (5,35) ; Lajugue, 3 446 (2,45) ; Juguin, 2 790 (1,98) ; Boussel, 651 (0,46).

LONS-LE-SAUNIER

L. 12 269 ; V. 6 180 ;
A. 49,62 % ; Ex. 5 882

UDF-RPR 2 037 (34,63 %)
PS 1 409 (23,95 %)
Verts 641 (10,89 %)
FN 597 (10,14 %)
Centre 488 (8,29 %)
PCF 394 (6,69 %)
Chasse 32 (0,56 %)
LO 30 (0,53 %)
Prot. anim. 43 (0,73 %)
Alliance 24 (0,40 %)
MPPT 17 (0,28 %)
Rénovateurs 15 (0,25 %)
Gén. Europe 10 (0,17 %)
RFL 8 (0,13 %)
IDE 8 (0,13 %)

LANDES

Avec 14,48 % des suffrages, la liste Chasse, pêche et tradition est arrivée en troisième position sur l'ensemble du département et même en première dans certaines communes des hautes Landes à forte densité « palombière ». Un résultat à comparer avec les 5,63 % de voix obtenus par la liste conduite par M. Waechter, qui réussit, toutes, à doubler la mise ramassée de 1984 (2,61 %). Fidèles à leur tradition de gauche (M. Mitterrand avait obtenu 57,65 % au second tour de

l'élection présidentielle de 1988), les Landes ont accordé 30,62 % des voix à la liste socialiste, qui devance de plus de 6 points la liste conduite par M. Giscard d'Estaing (24,40 %).

L. 233 038 ; V. 130 070 ;
A. 44,66 % ; Ex. 126 058

PS 38 602 (30,62 %)
UDF-RPR 30 764 (24,40 %)
Chasse 18 382 (14,38 %)
PCF 8 891 (7,68 %)
FN 9 690 (7,68 %)
Centre 7 430 (5,89 %)
LO 7 098 (5,63 %)
Prot. anim. 1 342 (1,06 %)
MPPT 805 (0,63 %)
Alliance 603 (0,47 %)
Gén. Europe 478 (0,37 %)
Rénovateurs 331 (0,26 %)
IDE 239 (0,18 %)
RFL 229 (0,18 %)

1984 - L. 225 867 ; V. 143 300 ; A. 35,47 % ; Ex. 137 460 - UDF-RPR, 54 835 (38,67) ; PS, 41 691 (30,32) ; PCF, 16 607 (11,85) ; FN, 9 793 (7,12) ; ERE, 3 893 (2,81) ; Verts, 3 066 (2,22) ; LO, 2 578 (1,87) ; Rénov., 1 980 (1,44) ; PCL, 1 483 (1,04) ; Ude, 984 (0,71) ; PSU-CDU, 822 (0,67) ; EUE, 887 (0,64) ; ERE, 406 (0,29).

1988 - L. 233 725 ; V. 199 548 ; A. 14,62 % ; Ex. 186 604 - Mitterrand, 82 290 (42,06) ; Chirac, 47 078 (23,99) ; Barre, 29 273 (14,88) ; La Pen, 17 629 (8,86) ; Lajoie, 13 583 (6,84) ; Waechter, 4 548 (2,32) ; Juguin, 3 642 (1,86) ; Lajugue, 2 881 (1,47) ; Boussel, 578 (0,29).

MONT-DE-MARSAN

L. 18 668 ; V. 9 279 ;
A. 50,29 % ; Ex. 9 043

PS 2 893 (31,92 %)
UDF-RPR 2 479 (27,35 %)
Chasse 848 (9,35 %)
FN 800 (8,82 %)
Centre 688 (7,59 %)
Verts 636 (7,01 %)
PCF 408 (4,50 %)
Prot. anim. 87 (0,95 %)
LO 73 (0,80 %)
MPPT 46 (0,50 %)
Alliance 40 (0,44 %)
Gén. Europe 25 (0,27 %)
Rénovateurs 17 (0,18 %)
IDE 14 (0,15 %)
RFL 9 (0,09 %)

LOIR-ET-CHER

Dans ce département plutôt modéré, le score réalisé par M. Le Pen constitue une surprise d'autant qu'il dépasse d'un point celui de M. Veil. Mais s'il ne retrouve pas les 12 % du premier tour de la présidentielle de 1988, le Front national renforce ses positions.

A l'inverse, après une forte poussée lors des dernières municipales, le Parti socialiste s'effondre au profit des écologistes. Dans cette région de forte tradition cynégétique la liste Chasse, pêche et tradition affiche un bon résultat.

A Blois, ville de M. Jack Lang, ministre de la culture, M. Giscard d'Estaing arrive en tête avec plus de 30 % des voix, laissant M. Laurent Fabius à plus de 3 points derrière lui.

L. 217 990 ; V. 114 566 ;
A. 47,53 % ; Ex. 109 821

UDF-RPR 35 029 (31,89 %)
PS 27 515 (25,05 %)
FN 10 183 (9,27 %)
Verts 9 611 (8,75 %)
Centre 9 008 (8,20 %)
PCF 7 552 (6,87 %)
Chasse 5 173 (4,71 %)
LO 1 947 (1,77 %)
Prot. anim. 1 000 (0,91 %)
MPPT 813 (0,74 %)
Alliance 749 (0,68 %)
Gén. Europe 440 (0,40 %)
Rénovateurs 424 (0,38 %)
RFL 198 (0,18 %)
IDE 179 (0,16 %)

1984 - L. 210 778 ; V. 127 128 ; A. 39,88 % ; Ex. 121 012 - UDF-RPR, 54 728 (46,22) ; PS, 28 349 (20,86) ; PCF, 12 478 (10,30) ; FN, 8 960 (8,23) ; ERE, 3 981 (3,28) ; Verts, 3 817 (3,15) ; LO, 3 363 (2,77) ; Rénov., 2 833 (2,34) ; PCL, 1 847 (1,57) ; EUE, 1 848 (1,57) ; Ude, 928 (0,78) ; PSU-CDU, 888 (0,71) ; EUE, 328 (0,27) ; POE, 2 000.

1988 - L. 218 845 ; V. 183 381 ; A. 19,44 % ; Ex. 178 606 - Mitterrand, 63 492 (35,54) ; Chirac, 34 582 (19,38) ; Barre, 32 560 (18,24) ; La Pen, 22 641 (12,78) ; Lajoie, 11 438 (6,40) ; Waechter, 5 579 (3,12) ; Lajugue, 3 573 (2,22) ; Juguin, 3 449 (1,93) ; Boussel, 721 (0,40).

BLOIS

L. 27 177 ; V. 13 383 ;
A. 50,75 % ; Ex. 13 111

UDF-RPR 4 016 (30,63 %)
PS 3 574 (27,25 %)
Verts 1 388 (10,58 %)
FN 1 302 (9,93 %)
Centre 1 244 (9,48 %)
PCF 760 (5,79 %)
Chasse 259 (1,97 %)
LO 140 (1,06 %)
Alliance 129 (0,98 %)
Prot. anim. 95 (0,72 %)
MPPT 73 (0,55 %)
Rénovateurs 61 (0,46 %)
Gén. Europe 37 (0,28 %)
IDE 20 (0,15 %)
RFL 13 (0,09 %)

LOIRE

Si la liste de M. Laurent Fabius ne retrouve pas, et de loin, les voix qu'il avait portées sur M. François Mitterrand au premier tour de l'élection présidentielle (moins de 3,86 % d'une élection à l'autre), celle du PC fait en revanche légèrement mieux que M. André Lajoinie (plus 1 point).

Le Front national obtient un score très élevé à Saint-Etienne (16,23 % contre 10,09 % aux municipales de mars 1989) et arrive en troisième position derrière la liste d'union UDF-RPR (29,30 % des suffrages exprimés) et le PS (20,24 %, en progression par rapport aux municipales).

A Roanne, la ville du député socialiste Jean Anronx, ancien ministre et directeur adjoint de la campagne de M. Fabius, la liste conduite par M. Valéry Giscard d'Estaing devance d'une centaine de voix celle de M. Laurent Fabius.

L. 477 605 ; V. 215 534 ;
A. 54,87 % ; Ex. 210 156

UDF-RPR 64 176 (30,33 %)
PS 45 290 (21,55 %)
FN 26 641 (12,68 %)
Verts 20 883 (9,93 %)
Centre 19 014 (9,04 %)
PCF 17 064 (8,11 %)
Chasse 6 644 (3,16 %)
LO 2 552 (1,21 %)
Alliance 2 462 (1,17 %)
Prot. anim. 1 808 (0,86 %)
MPPT 1 190 (0,56 %)
Rénovateurs 878 (0,41 %)
Gén. Europe 658 (0,31 %)
RFL 442 (0,21 %)
IDE 434 (0,20 %)

1984 - L. 478 373 ; V. 258 988 ; A. 46,15 % ; Ex. 248 227 - UDF-RPR, 107 941 (43,48) ; PS, 47 184 (18,00) ; FN, 32 569 (13,11) ; PCF, 27 883 (11,23) ; Verts, 8 070 (3,28) ; ERE, 8 872 (3,78) ; Rénov., 5 442 (2,18) ; LO, 4 369 (1,78) ; PCL, 1 977 (0,78) ; Ude, 1 828 (0,77) ; PSU-CDU, 1 760 (0,70) ; EUE, 1 278 (0,51) ; EUE, 986 (0,40) ; PCL, 510 (0,20).

1988 - L. 477 882 ; V. 380 881 ; A. 20,26 % ; Ex. 373 215 - Mitterrand, 113 515 (30,41) ; Barre, 69 075 (18,50) ; Chirac, 68 908 (17,92) ; La Pen, 64 608 (17,38) ; Lajoie, 28 054 (6,88) ; Waechter, 16 141 (4,08) ; Juguin, 9 429 (2,25) ; Lajugue, 7 674 (2,02) ; Boussel, 1 710 (0,45).

SAINT-ETIENNE

L. 118 138 ; V. 49 275 ;
A. 54,29 % ; Ex. 48 391

UDF-RPR 14 235 (29,29 %)
PS 9 836 (20,24 %)
FN 7 986 (16,22 %)
PCF 4 934 (10,13 %)
Verts 4 920 (10,13 %)
Centre 4 326 (8,90 %)
Alliance 557 (1,14 %)
Chasse 556 (1,14 %)
LO 440 (0,90 %)
Prot. anim. 414 (0,83 %)
MPPT 193 (0,39 %)
Rénovateurs 151 (0,31 %)
IDE 52 (0,10 %)
Gén. Europe 50 (0,10 %)
RFL 41 (0,08 %)

ROANNE

L. 26 377 ; V. 11 529 ;
A. 56,29 % ; Ex. 11 212

UDF-RPR 3 204 (28,57 %)
PS 3 096 (27,61 %)
FN 1 196 (10,66 %)
PCF 1 054 (9,40 %)
Verts 983 (8,76 %)
Centre 926 (8,25 %)
Chasse 196 (1,74 %)
LO 140 (1,24 %)
Alliance 139 (1,23 %)
Prot. anim. 114 (1,01 %)
MPPT 59 (0,52 %)
Rénovateurs 33 (0,29 %)
Gén. Europe 31 (0,27 %)
RFL 31 (0,27 %)
IDE 14 (0,12 %)

SAINT-CHAMOND

L. 23 397 ; V. 11 143 ;
A. 52,37 % ; Ex. 10 966

UDF-RPR 3 069 (27,98 %)
PS 2 878 (26,24 %)
FN 1 598 (14,58 %)
Centre 978 (8,91 %)
Verts 945 (8,61 %)
PCF 663 (6,04 %)
Chasse 294 (2,68 %)
Alliance 176 (1,60 %)
LO 126 (1,14 %)
Prot. anim. 90 (0,82 %)
MPPT 41 (0,37 %)
Rénovateurs 37 (0,33 %)
RFL 25 (0,22 %)
Gén. Europe 25 (0,22 %)
IDE 20 (0,18 %)

HAUTE-LOIRE

La droite reste largement majoritaire, même si la liste de M. Veil - déception sans doute pour l'un de ses plus fervents supporters, M. Jacques Barrot, président du conseil général et secrétaire général du CDS - ne parvient pas à dépasser les 10 %.

Les Verts, sans réaliser dans le chef-lieu leurs scores des dernières municipales, améliorent sensiblement ceux des précédentes européennes de 1984. Le Front national progresse aussi, mais dans des proportions bien moindres. Quant au PC, son recul se confirme et s'accroît.

La liste des chasseurs et des pêcheurs réalise un score supérieur à sa performance nationale, ce qui se comprend dans un département où ces deux loirs sont très prisés.

L. 156 938 ; V. 80 529 ;
A. 48,68 % ; Ex. 77 995

UDF-RPR 28 490 (36,52 %)
PS 17 521 (22,46 %)
Centre 8 646 (11,08 %)
Verts 7 486 (9,59 %)
FN 6 331 (8,37 %)
PCF 3 121 (4,01 %)
Chasse 2 660 (3,41 %)
LO 1 018 (1,30 %)
Prot. anim. 658 (0,84 %)
Alliance 596 (0,76 %)
MPPT 506 (0,64 %)
Rénovateurs 257 (0,32 %)
Gén. Europe 236 (0,30 %)
RFL 131 (0,16 %)
IDE 128 (0,16 %)

1984 - L. 164 818 ; V. 82 272 ; A. 40,39 % ; Ex. 88 968 - UDF-RPR, 48 502 (52,29) ; PS, 19 447 (21,88) ; ERE, 2 449 (2,73) ; PCF, 4 408 (5,40) ; FN, 6 968 (7,82) ; Verts, 2 442 (2,74) ; LO, 2 081 (2,38) ; Rénov., 1 187 (1,31) ; Ude, 882 (1,07) ; PCL, 848 (0,95) ; EUE, 589 (0,63) ; PSU-CDU, 613 (0,67) ; EUE, 208 (0,23) ; POE, 8 000.

1988 - L. 158 820 ; V. 129 083 ; A. 17,57 % ; Ex. 126 073 - Mitterrand, 37 781 (28,97) ; Barre, 27 016 (21,42) ; Chirac, 26 470 (20,98) ; La Pen, 17 751 (14,07) ; Lajoie, 6 608 (4,44) ; Waechter, 3 024 (2,38) ; Juguin, 1 871 (1,31) ; Lajugue, 2 881 (2,28) ; Boussel, 600 (0,47).

LE PUY

L. 12 041 ; V. 6 133 ;
A. 49,06 % ; Ex. 6 006

UDF-RPR 2 041 (33,98 %)
PS 1 382 (23,01 %)
Centre 771 (12,83 %)
Verts 660 (10,98 %)
FN 613 (10,20 %)
PCF 220 (3,66 %)
Alliance 89 (1,48 %)
LO 66 (1,09 %)
Chasse 58 (0,96 %)
Prot. anim. 49 (0,81 %)
MPPT 34 (0,56 %)
Rénovateurs 8 (0,13 %)
RFL 7 (0,11 %)
IDE 4 (0,06 %)
Gén. Europe 4 (0,06 %)

LOIRE-ATLANTIQUE

La liste UDF-RPR frôle les 30 % des suffrages, mais les 8,82 % de M. Veil ne suffisent pas, loin s'en faut, à rééditer le résultat de la droite unique en 1984 (47,93 %).

M. Fabius, avec 27,81 %, fait mieux que sa moyenne nationale mais reste éloigné du score de M. Mitterrand en avril 1988 : 36,79 % des voix. A Nantes, notamment, ville reconquise par M. Ayoub en mars dernier, la liste socialiste est devancée de 222 voix par celle de M. Giscard d'Estaing.

L. 711 515 ; V. 339 141 ;
A. 52,33 % ; Ex. 331 526

UDF-RPR 99 303 (29,95 %)
PS 92 218 (27,81 %)
Centre 37 665 (11,36 %)
Verts 29 527 (8,82 %)
FN 25 448 (7,67 %)
Chasse 14 989 (4,52 %)
PCF 14 524 (4,38 %)
LO 5 072 (1,52 %)
Prot. anim. 4 372 (1,31 %)
MPPT 2 245 (0,67 %)
Rénovateurs 1 465 (0,44 %)
Gén. Europe 1 038 (0,31 %)
RFL 617 (0,18 %)
IDE 597 (0,18 %)

1984 - L. 674 408 ; V. 367 907 ; A. 45,44 % ; Ex. 356 584 - UDF-RPR, 170 940 (47,83) ; PS, 82 322 (23,06) ; FN, 27 708 (7,77) ; PCF, 22 141 (6,20) ; Verts, 12 908 (3,50) ; ERE, 11 644 (3,26) ; Rénov., 5 682 (1,60) ; LO, 7 434 (2,08) ; PCL, 2 991 (0,83) ; PSU-CDU, 2 989 (0,83) ; Ude, 2 735 (0,78) ; EUE, 2 315 (0,64) ; EUE, 1 808 (0,52) ; POE, 806 (0,22).

1988 - L. 704 725 ; V. 673 659 ; A. 18,59 % ; Ex. 682 104 - Mitterrand, 201 908 (36,79) ; Barre, 111 809 (19,58) ; Chirac, 111 074 (19,78) ; La Pen, 54 420 (10,03) ; Waechter, 23 978 (4,28) ; Lajoie, 22 389 (3,37) ; Lajugue, 13 448 (2,30) ; Juguin, 13 348 (2,37) ; Boussel, 2 862 (0,50).

NANTES

L. 157 563 ; V. 72 796 ;
A. 53,79 % ; Ex. 71 816

UDF-RPR 21 122 (29,41 %)
PS 20 900 (29,10 %)
Centre 8 371 (11,65 %)
Verts 7 297 (10,16 %)
LO 6 711 (9,34 %)
PCF 3 183 (4,43 %)
Alliance 1 670 (2,32 %)
Chasse 685 (0,95 %)
Prot. anim. 428 (0,59 %)
MPPT 311 (0,43 %)
Rénovateurs 277 (0,38 %)
Gén. Europe 92 (0,12 %)
RFL 73 (0,10 %)
IDE 54 (0,07 %)

REZE

L. 23 700 ; V. 10 493 ;
A. 55,72 % ; Ex. 10 306

PS 3 843 (37,28 %)
UDF-RPR 2 268 (22,00 %)
Centre 1 324 (12,84 %)
Verts 778 (7,54 %)
PCF 683 (6,62 %)
FN 650 (6,30 %)
Chasse 213 (2,06 %)
LO 149 (1,44 %)

Alliance 124 (1,20 %)
MPPT 90 (0,87 %)
Prot. anim. 66 (0,64 %)
Rénovateurs 51 (0,49 %)
Gén. Europe 34 (0,32 %)
RFL 17 (0,16 %)
IDE 16 (0,15 %)

SAINT-HERBLAIN

L. 28 425 ; V. 12 457 ;
A. 56,17 % ; Ex. 12 264

PS 4 464 (36,39 %)
UDF-RPR 2 594 (21,15 %)
Centre 1 672 (13,63 %)
Verts 1 092 (8,90 %)
FN 998 (8,13 %)
PCF 676 (5,51 %)
Chasse 183 (1,49 %)
LO 168 (1,36 %)
Alliance 131 (1,06 %)
Prot. anim. 105 (0,85 %)
Rénovateurs 60 (0,48 %)
MPPT 59 (0,48 %)
Gén. Europe 29 (0,23 %)
IDE 21 (0,17 %)
RFL 12 (0,09 %)

SAINT-NAZAIRE

L. 44 461 ; V. 19 331 ;
A. 56,52 % ; Ex. 19 006

PS 6 499 (34,19 %)
UDF-RPR 3 391 (20,47 %)
Centre 2 682 (14,11 %)
Verts 1 674 (8,80 %)
PC

Les élections européennes

(Suite de la page 17.)

Cases, est l'une des seules de l'ancien président de la République, celui-ci obtient 72 % des voix.

Dans le sud du département, les écologistes font une percée très sensible. A Saint-Etienne-Vallée-Française, où la population se bat contre le projet de construction du barrage de la Borie, la liste de M. Waechter est arrivée en tête. On observe également qu'à Florac, où certains chasseurs s'opposent à la réglementation mise en place dans le parc national des Cévennes, la liste de M. André Goussat a recueilli 11,50 % des suffrages.

L. 50 132; V. 32 653; A. 34,86 %; Ex. 31 831

UDF-RPR	13 251 (40,62 %)
PS	6 462 (20,30 %)
Verts	2 772 (8,70 %)
FN	2 542 (7,98 %)
Centre	2 372 (7,45 %)
Chasse	1 572 (4,93 %)
PCF	1 529 (4,80 %)
LO	337 (1,05 %)
Alliance	330 (1,03 %)
Prot. anim.	256 (0,80 %)
MPPT	131 (0,41 %)
Rénovateurs	107 (0,33 %)
Gén. Europe	84 (0,26 %)
RFL	47 (0,14 %)
IDE	39 (0,12 %)

1984. - L. 67 298; V. 38 378; A. 36,51 %; Ex. 38 241. - UDF-RPR, 20 067 (56,78 %); PS, 8 802 (29,24 %); FN, 2 837 (2,38 %); Verts, 832 (2,35 %); LO, 713 (2,01 %); Rénovateurs, 400 (1,13 %); UDF, 361 (1,02 %); PCF, 236 (0,68 %); PSU-CDU, 230 (0,65 %); 184, 180 (0,45 %); EUE, 48 (0,13 %).

1988. - L. 67 132; V. 47 044; A. 17,85 %; Ex. 46 225. - Chirac, 12 448 (28,93 %); Mitterrand, 12 408 (28,53 %); Barre, 9 882 (21,59 %); Le Pen, 3 371 (7,98 %); Lajoinie, 2 253 (4,87 %); Waechter, 1 553 (3,42 %); Juguin, 1 196 (2,58 %); Laguilher, 800 (1,73 %); Boussel, 180 (0,38 %).

MENDE
L. 6 638; V. 3 586; A. 45,97 %; Ex. 3 525

UDF-RPR	1 282 (36,36 %)
PS	806 (22,86 %)
FN	406 (11,51 %)
Verts	399 (11,31 %)
Centre	296 (8,39 %)
PCF	107 (3,03 %)
Chasse	88 (2,49 %)
Alliance	47 (1,33 %)
Prot. anim.	31 (0,87 %)
LO	29 (0,82 %)
MPPT	9 (0,25 %)
Rénovateurs	9 (0,25 %)
Gén. Europe	8 (0,23 %)
RFL	5 (0,14 %)
IDE	3 (0,08 %)

Malgré l'excellent résultat de la liste de M. Giscard d'Estaing (36,21 %), l'opposition ne retrouve pas son score de 1984 (53,10 %) et ce en raison des 12,32 % de la liste de M. Veil, score étonnamment faible dans un département dominé politiquement par le CDS. La liste socialiste, en revanche, progresse de plus de trois points (22,84 %).

Le Parti communiste, avec 3,13 % des voix, est loin de la liste des chasseurs (2,64 %) et largement distancé par le Front national (6,77 %), pourtant en légère baisse par rapport à 1984.

L. 463 609; V. 217 520; A. 53,08 %; Ex. 208 775

UDF-RPR	75 618 (36,21 %)
PS	46 451 (22,24 %)
Centre	25 729 (12,32 %)
Verts	22 525 (10,78 %)
FN	14 132 (6,77 %)
PCF	5 326 (2,64 %)
Chasse	5 326 (2,64 %)
LO	3 546 (1,69 %)
Alliance	2 954 (1,41 %)
MPPT	1 756 (0,84 %)
Prot. anim.	1 668 (0,79 %)
Gén. Europe	821 (0,39 %)
Rénovateurs	662 (0,31 %)
RFL	421 (0,20 %)
IDE	417 (0,19 %)

1984. - L. 442 550; V. 238 790; A. 45,81 %; Ex. 228 819. - UDF-RPR, 121 410 (53,10 %); PS, 48 571 (20,50 %); FN, 16 394 (7,17 %); PCF, 9 324 (4,07 %); ERE, 8 271 (3,53 %); Verts, 7 827 (3,33 %); LO, 5 109 (2,17 %); Rénovateurs, 5 024 (2,13 %); PCF, 2 288 (1,00 %); UDF, 1 224 (0,52 %); 84, 2 009 (0,87 %); PSU-CDU, 1 569 (0,68 %); EUE, 902 (0,39 %); POE, 11 (0,00 %).

1988. - L. 480 597; V. 387 432; A. 15,88 %; Ex. 376 883. - Mitterrand, 122 978 (32,33 %); Barre, 91 498 (24,27 %); Chirac, 83 133 (22,05 %); Le Pen, 35 801 (9,32 %); Waechter, 15 622 (4,14 %); Lajoinie, 10 353 (2,74 %); Laguilher, 9 673 (2,58 %); Juguin, 8 022 (2,15 %); Boussel, 1 683 (0,44 %).

ANGERS
L. 78 806; V. 36 914; A. 53,15 %; Ex. 35 970

UDF-RPR	11 573 (32,17 %)
PS	9 022 (25,08 %)
Centre	4 643 (12,90 %)
Verts	4 068 (11,30 %)
FN	2 977 (8,27 %)
PCF	1 507 (4,18 %)
Alliance	710 (1,97 %)
LO	523 (1,45 %)
Chasse	265 (0,73 %)
MPPT	239 (0,66 %)
Prot. anim.	223 (0,61 %)
Rénovateurs	68 (0,18 %)
Gén. Europe	68 (0,18 %)
RFL	48 (0,13 %)
IDE	36 (0,10 %)

CHOLET
L. 34 323; V. 14 428; A. 57,96 %; Ex. 14 123

UDF-RPR	4 313 (30,53 %)
PS	3 893 (27,56 %)
Centre	1 823 (12,90 %)
Verts	1 609 (11,39 %)
FN	1 059 (7,55 %)
PCF	534 (3,78 %)
Alliance	255 (1,80 %)
Chasse	197 (1,39 %)
LO	186 (1,31 %)
Prot. anim.	91 (0,64 %)
MPPT	83 (0,58 %)
Rénovateurs	36 (0,25 %)
IDE	22 (0,15 %)
RFL	21 (0,14 %)
Gén. Europe	21 (0,14 %)

SAUMUR
L. 19 031; V. 9 042; A. 52,48 %; Ex. 8 840

UDF-RPR	3 530 (39,93 %)
PS	2 071 (23,42 %)
Centre	866 (9,79 %)
Verts	834 (9,43 %)
FN	777 (8,78 %)
PCF	263 (2,97 %)
Chasse	127 (1,43 %)
LO	109 (1,23 %)
Prot. anim.	79 (0,89 %)
MPPT	58 (0,65 %)
Rénovateurs	52 (0,58 %)
Gén. Europe	27 (0,30 %)
RFL	20 (0,22 %)
IDE	14 (0,15 %)
RFL	13 (0,14 %)

MANCHE

Le scrutin n'a pas passionné l'électorat d'un département dont aucun leader politique, de la droite ou de la gauche traditionnelle, ne figurait, il est vrai, en position éligible, les seuls candidats susceptibles de l'être appartenant au Front national et aux Verts. Par rapport au scrutin précédent, cette consultation a démontré que l'union entre l'UDF et le RPR était payante en milieu rural. Autre enseignement : le score des chasseurs et des pêcheurs, très nombreux dans ce département, et qui ont tenu à se faire entendre (7 % de suffrages pour la liste Goussat).

Dans les villes, où l'on a beaucoup moins voté, les citoyens les plus éveillés, sans doute moins inquiets que les agriculteurs face à l'énergie, mais plus sensibles aux questions d'environnement, ont permis aux écologistes de réaliser de très bons scores. Au détriment du Parti socialiste, qui est loin de retrouver ses résultats des municipales à Saint-Lô et à Cherbourg.

L. 342 422; V. 164 367; A. 51,99 %; Ex. 158 600

UDF-RPR	58 056 (36,59 %)
PS	33 775 (21,28 %)
Verts	18 033 (11,36 %)
Centre	12 602 (7,94 %)
FN	12 442 (7,84 %)
Chasse	11 719 (7,38 %)
PCF	4 440 (2,79 %)
LO	2 047 (1,29 %)
Prot. anim.	1 404 (0,88 %)
Alliance	1 332 (0,83 %)
MPPT	1 096 (0,69 %)
Gén. Europe	641 (0,40 %)
Rénovateurs	430 (0,27 %)
RFL	357 (0,22 %)
IDE	286 (0,18 %)

1984. - L. 332 179; V. 186 808; A. 43,83 %; Ex. 179 289. - UDF-RPR, 97 242 (54,29 %); PS, 50 020 (26,74 %); FN, 12 150 (6,77 %); Verts, 8 985 (5,01 %); ERE, 3 782 (2,39 %); PCF, 3 788 (2,09 %); UDF, 1 972 (1,09 %); PCF, 1 787 (1,00 %); 84, 1 382 (0,75 %); PSU-CDU, 928 (0,51 %); EUE, 614 (0,32 %).

1988. - L. 340 988; V. 281 688; A. 17,39 %; Ex. 276 080. - Mitterrand, 93 265 (33,78 %); Chirac, 84 212 (23,28 %); Barre, 57 855 (20,88 %); Le Pen, 28 753 (10,77 %); Waechter, 11 917 (4,31 %); Lajoinie, 7 802 (2,82 %); Laguilher, 6 041 (2,18 %); Juguin, 4 210 (1,52 %); Boussel, 1 205 (0,43 %).

SAINT-LO
L. 14 101; V. 6 416; A. 54,49 %; Ex. 5 277

UDF-RPR	1 938 (36,72 %)
PS	969 (18,19 %)
Centre	813 (15,40 %)
Verts	540 (10,23 %)
FN	358 (7,35 %)
PCF	214 (4,05 %)
Chasse	193 (3,65 %)
LO	67 (1,26 %)
Alliance	48 (0,90 %)
MPPT	35 (0,66 %)
Prot. anim.	26 (0,49 %)
Rénovateurs	24 (0,45 %)
IDE	14 (0,26 %)
Gén. Europe	13 (0,24 %)
RFL	4 (0,07 %)

MARNE

Ce sont les électeurs des villes qui ont manifesté le plus grand désintérêt à l'égard du scrutin. Le taux d'abstention approche ainsi les 58 % à Reims. Les socialistes augmentent leur capital électoral de 4 points par rapport à 1984. La droite classique subit une érosion de 5,5 points sur la même période, mais retrouve son influence du premier tour de la présidentielle de 1988.

Les Verts (10,73 %) amplifient leur percée des municipales, cependant que le Front national (12,22 %) confirme son implanta-

tion. A Châlons-sur-Marne, bastion communiste, il devance même la liste de M. Herzog.

Le poids des maires a parfois joué : à Vitry-le-François, ville du député (PS) Jean-Pierre Bouquet, la liste de M. Fabius dépasse les 28 %. A Epervan, ville du député centriste Bernard Stasi, la liste de M. Veil réalise son meilleur score du département (14,59 %). Toutefois, à Reims, municipalité dirigée par le RPR, il manque 16 points aux listes Giscard et Veil pour retrouver la performance établie par le maire RPR, M. Jean Falala, aux municipales.

L. 353 492; V. 163 665; A. 53,70 %; Ex. 159 152

UDF-RPR	49 083 (30,84 %)
PS	33 986 (21,35 %)
FN	19 447 (12,21 %)
Verts	17 076 (10,72 %)
Centre	13 964 (10,03 %)
PCF	10 625 (6,67 %)
Chasse	5 457 (3,47 %)
LO	2 549 (1,60 %)
Prot. anim.	1 438 (0,90 %)
Alliance	1 146 (0,72 %)
MPPT	901 (0,56 %)
Gén. Europe	464 (0,29 %)
Rénovateurs	463 (0,29 %)
RFL	298 (0,18 %)
IDE	253 (0,16 %)

1984. - L. 345 018; V. 185 671; A. 48,16 %; Ex. 179 603. - UDF-RPR, 83 395 (46,43 %); PS, 31 122 (17,32 %); FN, 20 017 (11,14 %); PCF, 18 208 (10,13 %); Verts, 8 608 (5,07 %); ERE, 8 118 (4,40 %); Chasse, 4 182 (2,39 %); 3 794 (2,11 %); PCF, 1 620 (0,90 %); UDF, 1 391 (0,77 %); 184, 1 348 (0,74 %); PSU, 1 182 (0,66 %); EUE, 599 (0,33 %); POE, 16 (0,00 %).

CHALONS-SUR-MARNE
L. 27 939; V. 11 991; A. 57,08 %; Ex. 11 710

UDF-RPR	3 339 (28,51 %)
PS	2 299 (19,63 %)
FN	1 532 (13,23 %)
Verts	1 394 (11,90 %)
Centre	1 369 (11,69 %)
PCF	1 126 (9,61 %)
Chasse	127 (1,08 %)
LO	127 (1,08 %)
Prot. anim.	100 (0,85 %)
Alliance	94 (0,80 %)
MPPT	39 (0,33 %)
Gén. Europe	27 (0,23 %)
Rénovateurs	25 (0,21 %)
RFL	20 (0,17 %)
IDE	11 (0,09 %)

REIMS
L. 94 632; V. 39 912; A. 57,82 %; Ex. 39 220

UDF-RPR	11 297 (28,80 %)
PS	9 254 (23,59 %)
FN	5 325 (13,57 %)
Verts	4 427 (11,28 %)
Centre	3 686 (9,39 %)
PCF	2 352 (5,92 %)
Chasse	2 126 (5,41 %)
LO	482 (1,22 %)
Prot. anim.	368 (0,93 %)
Alliance	336 (0,85 %)
MPPT	185 (0,47 %)
Rénovateurs	133 (0,33 %)
Gén. Europe	90 (0,22 %)
RFL	57 (0,14 %)
IDE	32 (0,08 %)

HAUTE-MARNE

La Haute-Marne, qui aime pourtant se situer comme un carrefour de l'Europe, n'a pas su s'émanciper de ces élections. L'abstention y dépasse 50 %. Ce département, essentiellement agricole, donne plus de 4 % de ses suffrages à la liste Chasse, pêche et tradition, qui arrive presque à égalité avec celle du Parti communiste.

Avec 11,98 % des voix, Jean-Marie Le Pen améliore de plus d'un point son score de 1984. Il est suivi de très près par Antoine Waechter (11,67 % des suffrages exprimés). Le duel PS-UDF-RPR tourne très nettement à l'avantage de la liste conduite par M. Giscard d'Estaing, qui devance la liste de M. Laurent Fabius de près de 10 points. Enfin le Parti communiste perd plus de la moitié de ses électeurs par rapport au scrutin européen de 1984, Saint-Dizier, ancien chef du PC, n'échappant pas à la règle.

L. 147 296; V. 72 987; A. 50,44 %; Ex. 70 035

UDF-RPR	22 377 (31,95 %)
PS	15 851 (22,63 %)
FN	8 391 (11,98 %)
Verts	8 173 (11,66 %)
Centre	5 209 (7,43 %)
PCF	3 272 (4,67 %)
Chasse	2 842 (4,05 %)
LO	1 388 (1,98 %)
Prot. anim.	704 (1,00 %)
MPPT	582 (0,83 %)
Alliance	453 (0,64 %)
Gén. Europe	257 (0,36 %)
Rénovateurs	236 (0,33 %)
RFL	153 (0,21 %)
IDE	147 (0,20 %)

1984. - L. 146 582; V. 83 081; A. 43,32 %; Ex. 78 155. - UDF-RPR, 35 958 (46,42 %); PS, 14 928 (18,88 %); FN, 8 421 (10,63 %); PCF, 6 585 (8,31 %); LO, 2 820 (3,68 %); Verts, 2 861 (3,61 %); ERE, 2 483 (3,13 %); Rénovateurs, 2 063 (2,60 %); PCF, 848 (1,08 %); 184, 718 (0,92 %); UDF, 618 (0,77 %); PSU-CDU, 572 (0,72 %); EUE, 190 (0,24 %).

1988. - L. 147 186; V. 119 162; A. 19,04 %; Ex. 116 285. - Mitterrand, 41 028 (36,28 %); Chirac, 22 767 (19,57 %); Le Pen, 18 178 (15,63 %); Barre, 18 168 (15,62 %); Lajoinie, 8 257 (5,39 %); Waechter, 4 801 (4,29 %); Laguilher, 2 800 (2,40 %); Juguin, 1 682 (1,42 %); Boussel, 548 (0,47 %).

CHAUMONT
L. 17 624; V. 7 918; A. 55,07 %; Ex. 7 684

UDF-RPR	2 339 (30,43 %)
PS	2 087 (27,16 %)
FN	1 028 (13,37 %)
Verts	761 (9,90 %)
Centre	614 (7,99 %)
PCF	374 (4,86 %)
Chasse	170 (2,21 %)
LO	95 (1,23 %)
Alliance	63 (0,81 %)
Prot. anim.	61 (0,79 %)
MPPT	41 (0,53 %)
Gén. Europe	21 (0,27 %)
Rénovateurs	16 (0,20 %)
RFL	9 (0,11 %)
IDE	6 (0,07 %)

SAINT-DIZIER
L. 19 994; V. 7 701; A. 61,48 %; Ex. 7 521

UDF-RPR	2 137 (28,41 %)
PS	1 754 (23,32 %)
FN	1 166 (15,50 %)
Verts	820 (10,90 %)
Centre	720 (9,57 %)
PCF	497 (6,60 %)
Chasse	114 (1,51 %)
LO	85 (1,16 %)
Prot. anim.	55 (0,73 %)
MPPT	43 (0,57 %)
Rénovateurs	15 (0,19 %)
IDE	14 (0,18 %)
RFL	10 (0,13 %)
Gén. Europe	10 (0,13 %)

MAYENNE

Les listes de M. Giscard d'Estaing et de M. Veil dépassent la barre des 50 % mais restent loin du score de la liste unique de 1984 (56,81 %). A Châteauneuf, ville du sénateur et maire CDS et rénovateur Jean Arthuis, la liste de M. Veil recueille 15,64 % des suffrages. Le Parti communiste continue de s'effondrer (2,17 %), devancé même par la liste des chasseurs (2,34 %).

L. 197 943; V. 95 915; A. 51,54 %; Ex. 90 532

UDF-RPR	35 361 (36,93 %)
PS	19 460 (20,69 %)
Verts	10 463 (11,35 %)
Centre	10 182 (11,24 %)
FN	5 332 (5,61 %)
Chasse	2 126 (2,24 %)
LO	1 967 (2,17 %)
PCF	1 485 (1,64 %)
Alliance	1 234 (1,36 %)
MPPT	820 (0,90 %)
Prot. anim.	705 (0,74 %)
Gén. Europe	378 (0,41 %)
Rénovateurs	302 (0,33 %)
RFL	226 (0,24 %)
IDE	114 (0,12 %)

1984. - L. 192 884; V. 111 447; A. 32,15 %; Ex. 104 801. - UDF-RPR, 58 973 (56,81 %); PS, 17 724 (16,88 %); FN, 6 506 (6,22 %); ERE, 3 845 (3,61 %); Verts, 3 612 (3,48 %); LO, 2 269 (2,12 %); PCF, 1 443 (1,38 %); Rénovateurs, 2 881 (2,76 %); PCF, 1 231 (1,17 %); 184, 904 (0,84 %); UDF, 911 (0,87 %); PSU-CDU, 661 (0,62 %); EUE, 256 (0,24 %).

1988. - L. 196 729; V. 187 779; A. 14,71 %; Ex. 162 608. - Mitterrand, 54 702 (33,84 %); Chirac, 38 235 (24,12 %); Barre, 38 083 (23,40 %); Le Pen, 13 348 (8,20 %); Waechter, 6 604 (4,06 %); Laguilher, 3 711 (2,28 %); Lajoinie, 3 555 (2,18 %); Juguin, 2 581 (1,58 %); Boussel, 841 (0,51 %).

LAVAL
L. 31 616; V. 15 662; A. 50,46 %; Ex. 15 197

UDF-RPR	4 437 (29,19 %)
PS	4 429 (29,14 %)
FN	1 931 (12,70 %)
Centre	1 723 (11,33 %)
Verts	1 163 (7,65 %)
PCF	492 (3,23 %)
Alliance	252 (1,65 %)
LO	234 (1,53 %)
Chasse	179 (1,17 %)
St. anim.	125 (0,82 %)
PPT	107 (0,70 %)
la. Europe	50 (0,32 %)
innovateurs	35 (0,23 %)
E	23 (0,15 %)
FL	17 (0,11 %)

“À L'HEURE OÙ SE FAIT L'EUROPE, DÉFAIRE LES RÉGIONS, C'EST CASSER LA FRANCE”

**Les régions gênent les socialistes
parce qu'ils ne les gèrent pas.**

Hier, vous avez élu les représentants de la France au Parlement Européen. Demain, ils y débattront des grandes questions économiques, sociales et culturelles. Chaque député travaillera à faire avancer l'Europe tout en défendant les intérêts de son pays et de sa région.

Certains prennent prétexte du marché unique européen pour vouloir rayer d'un trait nos régions actuelles. Le fait que 20 régions métropolitaines sur 22 soient gérées par l'opposition rend, à vrai dire, cette proposition quelque peu suspecte.

Qui peut croire, d'ailleurs, que la force des régions est fonction de leur taille? L'Alsace, qui est la plus petite région française par sa superficie, est la troisième pour la richesse par habitant. La Catalogne, région européenne de grande taille, a près de 25 % de chômeurs.



**Les régions réussissent,
elles méritent d'être renforcées.**

En vérité, la force d'une région c'est d'abord son identité, le sentiment d'appartenance de ses habitants et sa proximité par rapport à leurs préoccupations. Cette proximité est le meilleur garant de la décentralisation: la démocratie s'accommode mal du gigantisme.

Pourquoi remettre en cause l'institution régionale au moment où elle est en train de réussir? Ne revenons pas à la sauvette sur la décentralisation. Ne désorganisons pas nos collectivités au moment même où il faut les mobiliser.

Si vraiment on veut renforcer les régions, faisons-le. C'est la volonté des responsables régionaux. Clarifions les missions des régions. Donnons-leur, avec les moyens financiers correspondants, des compétences nouvelles, comme celles de la recherche et de l'enseignement supérieur.

Les régions réussissent, laissons-les travailler.



Conseil Régional
de
Picardie

Charles BAUR

Charles

Député européen

Président du
Conseil Régional de Picardie

ملکة امارة الاصل

Les élections

(Suite de la page 18.)

fois plus de suffrages que celle de M. Herzog (14,15 % contre 7,35 %). Le score du PCF confirme, sur le département, celui de l'élection présidentielle. Avec 13,64 %, soit plus que leur moyenne nationale, les Verts ont réalisé une belle percée en Moselle.

L. 676 420 ; V. 297 744 ; A. 55,98 % ; Ex. 288 181

UDF-RPR	83 440 (28,95 %)
PS	63 606 (22,07 %)
FN	41 964 (14,56 %)
Verts	39 305 (13,64 %)
Centre	24 217 (8,40 %)
PCF	6 608 (2,29 %)
LO	3 874 (1,34 %)
Chasse	3 200 (1,11 %)
Prot. anim.	3 110 (1,07 %)
MPPT	2 589 (0,89 %)
Gén. Europe	1 489 (0,51 %)
Rénovateurs	1 460 (0,50 %)
RFL	849 (0,29 %)
IDE	747 (0,25 %)

1984 - L. 649 311 ; V. 338 068 ; A. 48,39 % ; Ex. 317 682 ; UDF-RPR, 186 684 (43,01 %) ; PS, 83 240 (16,78 %) ; FN, 44 602 (14,04 %) ; PCF, 20 948 (6,59 %) ; Verts, 16 581 (5,03 %) ; ERE, 11 289 (3,55 %) ; LO, 9 188 (2,89 %) ; Rénov., 7 976 (2,51 %) ; PCE, 4 301 (1,38 %) ; PCL, 4 030 (1,26 %) ; Ude, 2 561 (0,80 %) ; 10,72 % ; EUE, 2 064 (0,64 %).

1988 - L. 698 371 ; V. 347 841 ; A. 47,81 % ; Ex. 336 978 ; Mitterrand, 178 707 (33,34 %) ; Le Pen, 108 713 (19,90 %) ; Barre, 89 343 (16,66 %) ; Chirac, 87 138 (16,25 %) ; Waechter, 28 858 (4,68 %) ; Lajoinie, 21 681 (4,05 %) ; Laguerre, 16 341 (3,04 %) ; Juquin, 7 521 (1,40 %) ; Boussel, 2 481 (0,46 %).

METZ

L. 69 143 ; V. 29 179 ; A. 57,79 % ; Ex. 28 459

UDF-RPR	8 519 (29,93 %)
PS	6 116 (21,49 %)
FN	5 277 (18,90 %)
Verts	3 759 (13,20 %)
Centre	3 081 (10,82 %)
PCF	739 (2,59 %)
LO	375 (1,31 %)
Chasse	290 (1,01 %)
Prot. anim.	286 (1,00 %)
Alliance	250 (0,87 %)
MPPT	193 (0,67 %)
Rénovateurs	137 (0,48 %)
Gén. Europe	91 (0,31 %)
RFL	48 (0,16 %)
IDE	48 (0,16 %)

THONVILLE

L. 26 022 ; V. 11 435 ; A. 56,03 % ; Ex. 11 204

UDF-RPR	3 403 (30,37 %)
PS	2 416 (21,56 %)
FN	1 583 (14,14 %)
Verts	1 254 (11,19 %)
Centre	1 057 (9,43 %)
PCF	824 (7,33 %)
Chasse	162 (1,44 %)
LO	141 (1,23 %)
Prot. anim.	98 (0,87 %)
Rénovateurs	72 (0,64 %)
Alliance	64 (0,57 %)
MPPT	57 (0,50 %)
Gén. Europe	39 (0,34 %)
RFL	18 (0,16 %)
IDE	14 (0,12 %)

NIEVRE

L. 176 646 ; V. 89 946 ; A. 49,08 % ; Ex. 86 763

UDF-RPR	21 778 (24,16 %)
PS	21 756 (24,07 %)
FN	9 266 (10,67 %)
Verts	7 651 (8,81 %)
Centre	5 178 (5,96 %)
Chasse	2 430 (2,80 %)
LO	1 449 (1,67 %)
Prot. anim.	842 (0,97 %)
MPPT	676 (0,77 %)
Alliance	526 (0,60 %)
Gén. Europe	322 (0,37 %)
Rénovateurs	226 (0,26 %)
RFL	208 (0,23 %)
IDE	173 (0,19 %)

1984 - L. 178 896 ; V. 102 038 ; A. 42,34 % ; Ex. 97 855 ; UDF-RPR, 34 849 (36,81 %) ; PS, 28 286 (28,81 %) ; PCF, 13 472 (13,76 %) ; FN, 7 925 (8,09 %) ; ERE, 2 858 (2,91 %) ; Verts, 2 757 (2,81 %).

1988 - L. 176 646 ; V. 89 946 ; A. 49,08 % ; Ex. 86 763

UDF-RPR	21 778 (24,16 %)
PS	21 756 (24,07 %)
FN	9 266 (10,67 %)
Verts	7 651 (8,81 %)
Centre	5 178 (5,96 %)
Chasse	2 430 (2,80 %)
LO	1 449 (1,67 %)
Prot. anim.	842 (0,97 %)
MPPT	676 (0,77 %)
Alliance	526 (0,60 %)
Gén. Europe	322 (0,37 %)
Rénovateurs	226 (0,26 %)
RFL	208 (0,23 %)
IDE	173 (0,19 %)

1984 - L. 178 896 ; V. 102 038 ; A. 42,34 % ; Ex. 97 855 ; UDF-RPR, 34 849 (36,81 %) ; PS, 28 286 (28,81 %) ; PCF, 13 472 (13,76 %) ; FN, 7 925 (8,09 %) ; ERE, 2 858 (2,91 %) ; Verts, 2 757 (2,81 %).

1988 - L. 176 646 ; V. 89 946 ; A. 49,08 % ; Ex. 86 763

UDF-RPR	21 778 (24,16 %)
PS	21 756 (24,07 %)
FN	9 266 (10,67 %)
Verts	7 651 (8,81 %)
Centre	5 178 (5,96 %)
Chasse	2 430 (2,80 %)
LO	1 449 (1,67 %)
Prot. anim.	842 (0,97 %)
MPPT	676 (0,77 %)
Alliance	526 (0,60 %)
Gén. Europe	322 (0,37 %)
Rénovateurs	226 (0,26 %)
RFL	208 (0,23 %)
IDE	173 (0,19 %)

1984 - L. 178 896 ; V. 102 038 ; A. 42,34 % ; Ex. 97 855 ; UDF-RPR, 34 849 (36,81 %) ; PS, 28 286 (28,81 %) ; PCF, 13 472 (13,76 %) ; FN, 7 925 (8,09 %) ; ERE, 2 858 (2,91 %) ; Verts, 2 757 (2,81 %).

1988 - L. 176 646 ; V. 89 946 ; A. 49,08 % ; Ex. 86 763

UDF-RPR	21 778 (24,16 %)
PS	21 756 (24,07 %)
FN	9 266 (10,67 %)
Verts	7 651 (8,81 %)
Centre	5 178 (5,96 %)
Chasse	2 430 (2,80 %)
LO	1 449 (1,67 %)
Prot. anim.	842 (0,97 %)
MPPT	676 (0,77 %)
Alliance	526 (0,60 %)
Gén. Europe	322 (0,37 %)
Rénovateurs	226 (0,26 %)
RFL	208 (0,23 %)
IDE	173 (0,19 %)

1984 - L. 178 896 ; V. 102 038 ; A. 42,34 % ; Ex. 97 855 ; UDF-RPR, 34 849 (36,81 %) ; PS, 28 286 (28,81 %) ; PCF, 13 472 (13,76 %) ; FN, 7 925 (8,09 %) ; ERE, 2 858 (2,91 %) ; Verts, 2 757 (2,81 %).

1988 - L. 176 646 ; V. 89 946 ; A. 49,08 % ; Ex. 86 763

LO, 2 394 (2,44 %) ; Rénov., 1 672 (1,70 %) ; PCL, 1 288 (1,31 %) ; PSU-CDU, 772 (0,78 %) ; Ude, 728 (0,74 %) ; 1 84, 641 (0,65 %) ; EUE, 204 (0,20 %) ; PCE, 3 (0,00 %).

1988 - L. 177 164 ; V. 146 083 ; A. 17,53 % ; Ex. 143 197 ; Mitterrand, 83 765 (44,52 %) ; Chirac, 24 376 (17,02 %) ; Barre, 17 931 (12,46 %) ; Le Pen, 13 825 (8,72 %) ; Lajoinie, 13 733 (8,59 %) ; Waechter, 4 013 (2,80 %) ; Juquin, 2 533 (1,76 %) ; Laguerre, 2 501 (1,74 %) ; Boussel, 520 (0,36 %).

NEVERS

L. 27 563 ; V. 12 994 ; A. 52,85 % ; Ex. 12 637

UDF-RPR	4 458 (35,27 %)
PS	3 174 (25,11 %)
FN	1 170 (9,25 %)
Verts	1 124 (8,89 %)
PCF	1 082 (8,56 %)
Centre	1 124 (8,89 %)
Chasse	184 (1,45 %)
LO	162 (1,28 %)
Prot. anim.	104 (0,82 %)
MPPT	56 (0,44 %)
Gén. Europe	42 (0,33 %)
RFL	29 (0,22 %)
Rénovateurs	20 (0,15 %)
IDE	13 (0,10 %)

NORD

Une fois de plus, les résultats de ce scrutin, pour lequel un électeur sur deux s'est déplacé, montrent que la prédominance de la gauche dans le Nord est relativement fragile. Toutes les droites, opposition parlementaire, divers droite et extrême droite réunies, totalisent plus de la moitié des suffrages (50,58 %).

Le PS ne parvient pas, même s'il y va d'un peu plus d'un demi-point, à avoir la première place à la liste RPR-UDF. Certes, il apparaît en nette progression par rapport à 1984 (près de 4 points supplémentaires). Mais si son allié communiste se maintient dans ses zones-bastions du Valenciennais et du Douaisis, son érosion se confirme partout ailleurs.

Le total des voix de gauche (extrême gauche comprise), ne passe pas la barre des 40 %. Manifestement, une part de l'électorat traditionnellement de gauche s'est laissé séduire par les Verts. Ceux-ci confirment leurs bonnes performances des municipales, les amènent parfois (à Lille, par exemple) et, surtout, les généralisent. Sans doute, Pierre Mauroy, le premier secrétaire du PS, avait-il pressenti cette évolution et anticipé sur elle en ouvrant largement sa liste municipale, entre les deux tours, aux écologistes.

La présence sur les listes de candidats localement implantés apporte, en général, un « bonus » c'est-à-dire le cas pour le PS à Villeneuve d'Ascq, où la liste Fabius ne comptait pas moins de deux candidats, pour le RPR à Douai, avec le maire, M. Jacques Vernalier... Mais le « bonus » le plus spectaculaire se fait au profit de la liste Veil, qui dépasse la barre des... 40 % à Valenciennes, la ville conquise par M. Jean-Louis Borloo, numéro deux sur la liste centriste.

Le Front national confirme par ailleurs son implantation, celle déjà ancienne dans le secteur de Roubaix-Tourcoing, comme celle, plus récente, à Maubeuge ou à Hautmont (22,37 %).

L. 1 632 462 ; V. 827 143 ; A. 49,33 % ; Ex. 799 027

UDF-RPR	200 462 (25,08 %)
PS	195 050 (24,41 %)
FN	93 110 (11,65 %)
Verts	87 230 (10,91 %)
PCF	77 064 (9,64 %)
Centre	71 665 (8,95 %)
Chasse	27 905 (3,49 %)
LO	16 339 (2,04 %)
Prot. anim.	10 326 (1,29 %)
MPPT	5 917 (0,74 %)
Alliance	4 361 (0,54 %)
Gén. Europe	3 492 (0,43 %)
Rénovateurs	2 917 (0,36 %)
RFL	2 759 (0,34 %)
IDE	1 530 (0,19 %)

1984 - L. 1 809 180 ; V. 887 460 ; A. 38,63 % ; Ex. 944 578 ; UDF-RPR, 349 409 (38,88 %) ; PS, 195 363 (20,68 %) ; PCF, 149 111 (16,79 %) ; FN, 99 289 (10,51 %) ; Verts, 39 508 (4,48 %) ; LO, 28 631 (3,21 %) ; ERE, 26 641 (2,99 %) ; Rénov., 19 194 (2,03 %) ; PCL, 13 549 (1,43 %) ; Ude, 8 015 (0,94 %) ; 184, 8 882 (0,73 %) ; PSU-CDU, 9 916 (0,73 %) ; EUE, 4 989 (0,52 %) ; PCE, 76 (0,00 %).

1988 - L. 1 634 459 ; V. 1 360 078 ; A. 16,78 % ; Ex. 1 329 195 ; Mitterrand, 488 371 (36,74 %) ; Barre, 207 212 (15,58 %) ; Le Pen, 201 473 (16,16 %) ; Chirac, 189 741 (15,02 %) ; Lajoinie, 137 487 (10,34 %) ; Waechter, 38 846 (2,92 %) ; Laguerre, 30 575 (2,30 %) ; Juquin, 20 434 (1,53 %) ; Boussel, 5 066 (0,38 %).

ROUBAIX

L. 43 255 ; V. 20 222 ; A. 53,24 % ; Ex. 19 620

UDF-RPR	5 113 (26,06 %)
PS	4 966 (25,31 %)
FN	3 791 (19,32 %)
Verts	1 757 (8,95 %)
Centre	1 584 (8,07 %)
PCF	1 085 (5,33 %)
LO	322 (1,64 %)
Prot. anim.	258 (1,31 %)
Chasse	200 (1,01 %)
MPPT	139 (0,70 %)
Alliance	129 (0,65 %)
Gén. Europe	111 (0,56 %)
Rénovateurs	67 (0,34 %)
RFL	52 (0,26 %)
IDE	46 (0,23 %)

TOURCOING

L. 52 734 ; V. 26 013 ; A. 58,01 % ; Ex. 19 620

UDF-RPR	6 878 (27,11 %)
PS	6 225 (24,33 %)
FN	5 141 (20,26 %)
Verts	2 307 (9,09 %)
Centre	1 892 (7,45 %)
PCF	1 217 (4,79 %)
LO	453 (1,78 %)
Prot. anim.	392 (1,54 %)
Chasse	283 (1,11 %)
MPPT	162 (0,63 %)
Alliance	150 (0,59 %)
Gén. Europe	98 (0,38 %)
Rénovateurs	74 (0,29 %)
RFL	55 (0,21 %)
IDE	41 (0,16 %)

VALENCIENNES

L. 25 281 ; V. 12 737 ; A. 49,61 % ; Ex. 12 472

UDF-RPR	5 035 (40,37 %)
PS	2 318 (18,58 %)
FN	1 522 (12,20 %)
Verts	1 187 (9,51 %)
Centre	1 185 (9,50 %)

VALENCIENNES

L. 25 281 ; V. 12 737 ; A. 49,61 % ; Ex. 12 472

UDF-RPR	5 035 (40,37 %)
PS	2 318 (18,58 %)
FN	1 522 (12,20 %)
Verts	1 187 (9,51 %)
Centre	1 185 (9,50 %)

VALENCIENNES

L. 25 281 ; V. 12 737 ; A. 49,61 % ; Ex. 12 472

UDF-RPR	5 035 (40,37 %)
PS	2 318 (18,58 %)
FN	1 522 (12,20 %)
Verts	1 187 (9,51 %)
Centre	1 185 (9,50 %)

VALENCIENNES

L. 25 281 ; V. 12 737 ; A. 49,61 % ; Ex. 12 472

UDF-RPR	5 035 (40,37 %)
PS	2 318 (18,58 %)
FN	1 522 (12,20 %)
Verts	1 187 (9,51 %)
Centre	1 185 (9,50 %)

VALENCIENNES

L. 25 281 ; V. 12 737 ; A. 49,61 % ; Ex. 12 472

CAMBRAI

L. 23 171 ; V. 11 414 ; A. 50,74 % ; Ex. 11 043

UDF-RPR	3 385 (30,64 %)
PS	2 660 (24,08 %)
FN	1 458 (13,20 %)
Centre	1 020 (9,23 %)
Verts	922 (8,58 %)
PCF	570 (5,16 %)
Chasse	367 (3,32 %)
LO	213 (1,92 %)
Prot. anim.	130 (1,17 %)
Alliance	77 (0,69 %)
MPPT	71 (0,64 %)
Rénovateurs	33 (0,29 %)
Gén. Europe	27 (0,24 %)
IDE	25 (0,22 %)
RFL	17 (0,15 %)

DOUAI

L. 25 419 ; V. 12 457 ; A. 50,99 % ; Ex. 12 158

UDF-RPR	4 627 (38,05 %)
PS	2 263 (18,61 %)
FN	1 535 (12,62 %)
Verts	1 152 (9,47 %)
Centre	976 (8,02 %)
PCF	796 (6,54 %)
Chasse	209 (1,71 %)
LO	162 (1,33 %)
Prot. anim.	147 (1,20 %)
Alliance	76 (0,62 %)
MPPT	71 (0,58 %)
Rénovateurs	60 (0,49 %)
Gén. Europe	40 (0,32 %)
IDE	26 (0,21 %)
RFL	18 (0,14 %)

DUNKERQUE

L. 48 516 ; V. 24 063 ; A. 50,40 % ; Ex. 23 378

UDF-RPR	6 751 (28,87 %)
PS	6 612 (28,28 %)
FN	2 832 (12,11 %)
Verts	2 307 (9,86 %)
Centre	1 753 (7,49 %)
PCF	1 128 (4,82 %)
Chasse	758 (3,24 %)
LO	414 (1,77 %)
Prot. anim.	327 (1,39 %)
MPPT	146 (0,62 %)
Alliance	122 (0,52 %)
Gén. Europe	80 (0,34 %)
Rénovateurs	78 (0,33 %)
RFL	44 (0,18 %)
IDE	26 (0,11 %)

européennes

LIÉVIN
L. 22 109 ; V. 11 112 ;
A. 49,73 % ; Ex. 10 497

PS	4 117 (39,22 %)
UDF-RPR	1 496 (14,25 %)
FN	1 251 (12,01 %)
Verts	1 035 (9,88 %)
Centre	812 (7,78 %)
LO	321 (3,05 %)
Chasse	252 (2,40 %)
Prot. anim.	166 (1,58 %)
MPPT	147 (1,40 %)
Gén. Europe	119 (1,13 %)
Rénovateurs	81 (0,77 %)
Alliance	49 (0,46 %)
RFL	34 (0,32 %)
IDE	30 (0,28 %)

PUY-DE-DOME
La participation n'a été que de 50,70 %, alors que 59,53 % des électeurs s'étaient rendus aux urnes en 1984.
Bien que les socialistes détiennent la majorité absolue au conseil général, M. Giscard d'Estaing arrive en tête dans la plupart des grandes villes. Cependant, ses voix additionnées à celles de Mme Veil ne totalisent que 42,73 %, contre 43,96 % à Mme Veil en 1984.
M. Fabius, lui, avec 26,60 % fait presque deux points de plus que M. Jospin il y a cinq ans. Le Front national a perdu quelque trois mille voix d'un scrutin européen à l'autre et le PC a perdu deux points.

L. 412 834 ; V. 209 298 ;
A. 49,30 % ; Ex. 204 040

UDF-RPR	72 798 (35,67 %)
PS	54 279 (26,60 %)
FN	19 911 (9,51 %)
Verts	14 660 (7,18 %)
Centre	14 392 (7,05 %)
PCF	13 608 (6,66 %)
Chasse	5 265 (2,58 %)
LO	3 138 (1,53 %)
Prot. anim.	1 840 (0,90 %)
Alliance	1 147 (0,56 %)
MPPT	1 115 (0,54 %)
Rénovateurs	768 (0,37 %)
Gén. Europe	521 (0,25 %)
IDE	305 (0,14 %)
RFL	293 (0,14 %)

CLERMONT-FERRAND
L. 70 290 ; V. 33 395 ;
A. 52,48 % ; Ex. 32 815

UDF-RPR	11 130 (33,91 %)
PS	9 028 (27,51 %)
FN	3 653 (11,13 %)
Verts	2 861 (8,71 %)
Centre	2 464 (7,50 %)
PCF	1 958 (5,96 %)
Chasse	408 (1,24 %)
LO	403 (1,22 %)
Alliance	263 (0,81 %)
Prot. anim.	250 (0,76 %)
MPPT	148 (0,45 %)
Rénovateurs	128 (0,39 %)
Gén. Europe	53 (0,16 %)
IDE	45 (0,13 %)
RFL	18 (0,05 %)

HAUTES-PYRÉNÉES
Au pays de la Saint-Luc, « le grand truc de la palombe », la liste des chasseurs et des pêcheurs double la mise nationale en recueillant 9,36 % des suffrages. Elle franchit même la barre des 15 % dans certains cantons ruraux, tels ceux d'Arzac (18,75 %) ou d'Arudy. Second enseignement de ce scrutin : l'excellente tenue de la liste conduite par M. Giscard d'Estaing dans les municipalités de plus de 30 000 habitants, où elle dépasse 30 % des voix. La liste d'union UDF-RPR obtient notamment 32,91 % à RPR, 32,36 % à Bayonne. Déjà, en 1984, la liste Veil s'était distinguée en rassemblant plus de 45 % des voix tant à Pau qu'à Bayonne. Ces bons résultats à droite n'empêchent pas la liste socialiste d'obtenir quelques bons scores et notamment à Pau, ville gérée par M. André Labarrère (PS), où M. Fabius a recueilli 27,45 % des suffrages.

L. 415 276 ; V. 220 423 ;
A. 46,92 % ; Ex. 214 424

UDF-RPR	63 821 (29,76 %)
PS	54 008 (25,18 %)
FN	20 224 (9,43 %)
Verts	20 075 (9,36 %)
Centre	19 058 (8,88 %)
PCF	17 138 (7,99 %)
Chasse	11 218 (5,23 %)
LO	1 982 (0,92 %)
Prot. anim.	1 262 (0,58 %)
Alliance	1 183 (0,55 %)
MPPT	803 (0,37 %)

HAUTES-PYRÉNÉES
M. Philippe Douste-Blazy, le maire centriste de Lourdes, bénéficie encore des effets de séduction qui lui ont permis de ravir la cité mariale à l'ex-ministre (MRG), M. François Abedie. Le taux de participation record enregistré dans la ville (66,24 %) perpétue l'état de grâce consécutif à son élection en mars dernier. Ce cardiologue permet à M. Simone Veil de réaffirmer son meilleur score national (47,47 %) en devançant à Lourdes toutes les autres forces politiques. De même, M. Douste-Blazy se trouve propulsé au Parlement européen et se positionne déjà comme l'un des « rénovateurs » de la région Midi-Pyrénées. Dans la ville sainte, il aura même réussi le coup de force de faire reculer la gauche, désormais décapitée, jusqu'à ses extrêmes limites, la liste Fabius obtenait seulement 15,63 %, alors que M. Miterrand avait réalisé un score double au premier tour de la présidentielle de 1988.

L. 172 200 ; V. 90 182 ;
A. 47,62 % ; Ex. 87 712

PS	23 290 (26,55 %)
UDF-RPR	18 027 (20,55 %)
FN	13 371 (15,24 %)
Centre	9 639 (10,98 %)
PCF	6 939 (7,93 %)
Verts	6 814 (7,76 %)
Chasse	5 555 (6,33 %)
LO	993 (1,13 %)
Prot. anim.	887 (1,01 %)
Alliance	555 (0,63 %)
MPPT	526 (0,59 %)
Rénovateurs	499 (0,56 %)
Gén. Europe	283 (0,32 %)
IDE	170 (0,19 %)
RFL	144 (0,16 %)

HAUTES-PYRÉNÉES
1984 - L. 188 701 ; V. 98 976 ; A. 40,73 % ; Ex. 98 986 - UDF-RPR, 38 625 (20,48 %) ; PS, 23 917 (12,81 %) ; FN, 18 237 (9,64 %) ; Verts, 16 585 (8,82 %) ; Centre, 11 878 (6,34 %) ; PCF, 10 237 (5,43 %) ; LO, 1 878 (1,04 %) ; Alliance, 1 237 (0,65 %) ; Prot. anim., 1 183 (0,62 %) ; MPPT, 803 (0,42 %) ; Gén. Europe, 521 (0,28 %) ; IDE, 305 (0,16 %) ; RFL, 293 (0,15 %).

1988 - L. 171 749 ; V. 138 837 ; A. 16,16 % ; Ex. 138 854 - Miterrand, 81 421 (37,85 %) ; Chirac, 24 917 (18,34 %) ; Barre, 21 219 (15,61 %) ; Le Pen, 19 497 (8,93 %) ; Lajoinie, 13 258 (8,78 %) ; Waecheur, 4 336 (3,19 %) ; Juguin, 4 232 (3,11 %) ; Lagallier, 2 488 (1,83 %) ; Bousnel, 485 (0,36 %).

TARDES
L. 31 825 ; V. 14 445 ;
A. 54,61 % ; Ex. 14 150

UDF-RPR	3 413 (24,12 %)
PS	2 516 (17,78 %)
FN	1 556 (10,99 %)
Centre	1 345 (9,50 %)
Verts	1 177 (8,31 %)
Chasse	361 (2,55 %)
LO	128 (0,90 %)
Prot. anim.	107 (0,75 %)
Alliance	95 (0,67 %)
Rénovateurs	76 (0,53 %)
MPPT	50 (0,35 %)
Gén. Europe	24 (0,16 %)
IDE	19 (0,13 %)
RFL	18 (0,12 %)

PAU
L. 50 038 ; V. 25 446 ;
A. 49,14 % ; Ex. 25 017

UDF-RPR	7 523 (30,07 %)
PS	6 868 (27,45 %)
FN	3 397 (13,58 %)
Verts	2 439 (9,75 %)
Centre	2 128 (8,50 %)
PCF	1 446 (5,78 %)
Chasse	649 (2,59 %)
Alliance	201 (0,80 %)
Prot. anim.	200 (0,79 %)
LO	193 (0,77 %)
Rénovateurs	83 (0,33 %)
MPPT	81 (0,32 %)
Gén. Europe	38 (0,15 %)
IDE	33 (0,13 %)
RFL	32 (0,12 %)

ANGLET
L. 23 073 ; V. 12 153 ;
A. 47,32 % ; Ex. 11 891

UDF-RPR	3 914 (32,91 %)
PS	2 862 (24,06 %)
FN	1 251 (10,52 %)
Verts	1 071 (9,00 %)
Centre	1 039 (8,73 %)
Chasse	667 (5,60 %)
PCF	665 (5,59 %)
Prot. anim.	97 (0,81 %)
Alliance	90 (0,75 %)
LO	89 (0,74 %)
Rénovateurs	41 (0,34 %)
MPPT	40 (0,33 %)
Gén. Europe	37 (0,31 %)
RFL	14 (0,11 %)
IDE	14 (0,11 %)

BAYONNE
L. 25 236 ; V. 12 762 ;
A. 49,42 % ; Ex. 12 481

UDF-RPR	4 040 (32,36 %)
PS	3 355 (26,88 %)
FN	1 295 (10,57 %)
Verts	1 094 (8,96 %)
Centre	977 (7,82 %)
PCF	667 (5,34 %)
Chasse	526 (4,21 %)
LO	120 (0,96 %)
Prot. anim.	108 (0,86 %)
Alliance	79 (0,63 %)
Rénovateurs	75 (0,60 %)
MPPT	70 (0,56 %)
Gén. Europe	44 (0,35 %)
IDE	19 (0,15 %)
RFL	12 (0,09 %)

HAUTES-PYRÉNÉES
M. Philippe Douste-Blazy, le maire centriste de Lourdes, bénéficie encore des effets de séduction qui lui ont permis de ravir la cité mariale à l'ex-ministre (MRG), M. François Abedie. Le taux de participation record enregistré dans la ville (66,24 %) perpétue l'état de grâce consécutif à son élection en mars dernier. Ce cardiologue permet à M. Simone Veil de réaffirmer son meilleur score national (47,47 %) en devançant à Lourdes toutes les autres forces politiques. De même, M. Douste-Blazy se trouve propulsé au Parlement européen et se positionne déjà comme l'un des « rénovateurs » de la région Midi-Pyrénées. Dans la ville sainte, il aura même réussi le coup de force de faire reculer la gauche, désormais décapitée, jusqu'à ses extrêmes limites, la liste Fabius obtenait seulement 15,63 %, alors que M. Miterrand avait réalisé un score double au premier tour de la présidentielle de 1988.

L. 172 200 ; V. 90 182 ;
A. 47,62 % ; Ex. 87 712

PS	23 290 (26,55 %)
UDF-RPR	18 027 (20,55 %)
FN	13 371 (15,24 %)
Centre	9 639 (10,98 %)
PCF	6 939 (7,93 %)
Verts	6 814 (7,76 %)
Chasse	5 555 (6,33 %)
LO	993 (1,13 %)
Prot. anim.	887 (1,01 %)
Alliance	555 (0,63 %)
MPPT	526 (0,59 %)
Rénovateurs	499 (0,56 %)
Gén. Europe	283 (0,32 %)
IDE	170 (0,19 %)
RFL	144 (0,16 %)

HAUTES-PYRÉNÉES
1984 - L. 188 701 ; V. 98 976 ; A. 40,73 % ; Ex. 98 986 - UDF-RPR, 38 625 (20,48 %) ; PS, 23 917 (12,81 %) ; FN, 18 237 (9,64 %) ; Verts, 16 585 (8,82 %) ; Centre, 11 878 (6,34 %) ; PCF, 10 237 (5,43 %) ; LO, 1 878 (1,04 %) ; Alliance, 1 237 (0,65 %) ; Prot. anim., 1 183 (0,62 %) ; MPPT, 803 (0,42 %) ; Gén. Europe, 521 (0,28 %) ; IDE, 305 (0,16 %) ; RFL, 293 (0,15 %).

1988 - L. 171 749 ; V. 138 837 ; A. 16,16 % ; Ex. 138 854 - Miterrand, 81 421 (37,85 %) ; Chirac, 24 917 (18,34 %) ; Barre, 21 219 (15,61 %) ; Le Pen, 19 497 (8,93 %) ; Lajoinie, 13 258 (8,78 %) ; Waecheur, 4 336 (3,19 %) ; Juguin, 4 232 (3,11 %) ; Lagallier, 2 488 (1,83 %) ; Bousnel, 485 (0,36 %).

HAUTES-PYRÉNÉES
1984 - L. 188 701 ; V. 98 976 ; A. 40,73 % ; Ex. 98 986 - UDF-RPR, 38 625 (20,48 %) ; PS, 23 917 (12,81 %) ; FN, 18 237 (9,64 %) ; Verts, 16 585 (8,82 %) ; Centre, 11 878 (6,34 %) ; PCF, 10 237 (5,43 %) ; LO, 1 878 (1,04 %) ; Alliance, 1 237 (0,65 %) ; Prot. anim., 1 183 (0,62 %) ; MPPT, 803 (0,42 %) ; Gén. Europe, 521 (0,28 %) ; IDE, 305 (0,16 %) ; RFL, 293 (0,15 %).

1988 - L. 171 749 ; V. 138 837 ; A. 16,16 % ; Ex. 138 854 - Miterrand, 81 421 (37,85 %) ; Chirac, 24 917 (18,34 %) ; Barre, 21 219 (15,61 %) ; Le Pen, 19 497 (8,93 %) ; Lajoinie, 13 258 (8,78 %) ; Waecheur, 4 336 (3,19 %) ; Juguin, 4 232 (3,11 %) ; Lagallier, 2 488 (1,83 %) ; Bousnel, 485 (0,36 %).

TARDES
L. 31 825 ; V. 14 445 ;
A. 54,61 % ; Ex. 14 150

UDF-RPR	3 413 (24,12 %)
PS	2 516 (17,78 %)
FN	1 556 (10,99 %)
Centre	1 345 (9,50 %)
Verts	1 177 (8,31 %)
Chasse	361 (2,55 %)
LO	128 (0,90 %)
Prot. anim.	107 (0,75 %)
Alliance	95 (0,67 %)
Rénovateurs	76 (0,53 %)
MPPT	50 (0,35 %)
Gén. Europe	24 (0,16 %)
IDE	19 (0,13 %)
RFL	18 (0,12 %)

PYRÉNÉES-ORIENTALES
Largement précédée par la liste de M. Veil en 1984, la liste socialiste (23,58 %) arrive, cette fois, en tête devant celle de l'UDF-RPR (22,58 %) que talonne la liste de M. Le Pen (18,67 %). Ce dernier gagne près de 3 points par rapport à 1984 sur l'ensemble du département. En revanche, à Perpignan, le Front national devance avec 25,31 % la liste UDF-RPR (24,77 %). L'UDF et le RPR, qui ont la majorité au conseil municipal, payent ainsi leur récente division à propos d'une élection cantonale partielle.
Ce bon résultat du Front national constitue une amère victoire pour M. Pierre Sergent, qui ne figure qu'en quatorzième position sur la liste Europe et patrie et ne sera donc pas élu.

L. 255 891 ; V. 125 968 ;
A. 50,77 % ; Ex. 122 510

PS	28 897 (23,58 %)
UDF-RPR	27 658 (22,57 %)
FN	22 873 (18,67 %)
Centre	13 267 (10,82 %)
Verts	11 177 (9,13 %)
Chasse	6 506 (5,31 %)
LO	242 (0,19 %)
Prot. anim.	1 211 (0,98 %)
Alliance	1 167 (0,95 %)
Rénovateurs	677 (0,55 %)
Gén. Europe	413 (0,33 %)
IDE	326 (0,26 %)
RFL	202 (0,16 %)
IDE	164 (0,13 %)

PERPIGNAN
L. 69 512 ; V. 31 720 ;
A. 54,36 % ; Ex. 31 005

FN	7 846 (25,30 %)
UDF-RPR	7 680 (24,77 %)
PS	5 667 (18,18 %)
Centre	2 556 (8,01 %)
Verts	2 141 (6,90 %)
Chasse	2 069 (6,67 %)
LO	812 (2,61 %)
Alliance	357 (1,15 %)
Prot. anim.	302 (0,97 %)
LO	288 (0,92 %)
MPPT	118 (0,38 %)
Rénovateurs	96 (0,30 %)
Gén. Europe	75 (0,24 %)
IDE	66 (0,21 %)
RFL	32 (0,10 %)

BAS-RHIN
Strasbourg, ville siège du Parlement européen, ne s'est pas montrée particulièrement mobilisée : avec 49,21 % de participation, la ville n'a pas voté plus que la moyenne des Français. Elle n'a pas non plus couronné la liste de son maire : M. Giscard d'Estaing l'emporte de 469 voix sur la liste de M. Fabius, dont M. Catherine Trautmann, nouveau maire (PS), était numéro deux. Conséquence aussi d'un faible score de M. Veil, dans une ville pourtant longtemps réputée centriste, les Verts pouraient leur accession à Strasbourg. M. Waecheur dépassant le score de M. André Buchmann aux municipales de mars, tandis que la liste de M. Le Pen fait sensiblement le même score que le Front national à ces mêmes élections de mars.

L. 438 150 ; V. 201 220 ;
A. 54,07 % ; Ex. 193 543

UDF-RPR	59 176 (30,57 %)

(Suite de la page 21.)

Prot. anim.	104	(0,97 %)
Chasse	66	(0,61 %)
Alliance	56	(0,52 %)
Régénérateurs	49	(0,45 %)
MPPT	49	(0,45 %)
Gén. Europe	33	(0,30 %)
RFL	19	(0,17 %)
IDE	16	(0,15 %)

BRON

L. 21 907 ; V. 9 849 ; A. 55,04 % ; Ex. 9 699		
UDF-RPR	2 476	(25,52 %)
PS	2 300	(23,71 %)
FN	1 922	(19,81 %)
Verts	979	(10,09 %)
Centre	914	(9,42 %)
PCF	711	(7,33 %)
Prot. anim.	100	(1,03 %)
Chasse	75	(0,77 %)
LO	69	(0,71 %)
Régénérateurs	45	(0,46 %)
Alliance	44	(0,45 %)
MPPT	29	(0,29 %)
RFL	15	(0,15 %)
Gén. Europe	15	(0,15 %)
IDE	5	(0,05 %)

CALAIRE-ET-CUIRE

L. 26 018 ; V. 13 496 ; A. 48,12 % ; Ex. 13 370		
UDF-RPR	4 468	(33,41 %)
PS	2 730	(20,41 %)
FN	1 970	(14,73 %)
Centre	1 627	(12,16 %)
Verts	1 591	(11,89 %)
PCF	451	(3,37 %)
Alliance	142	(1,06 %)
Prot. anim.	100	(0,74 %)
LO anim.	89	(0,66 %)
Chasse	87	(0,65 %)
MPPT	40	(0,29 %)
Régénérateurs	35	(0,26 %)
Gén. Europe	24	(0,17 %)
RFL	9	(0,06 %)
IDE	7	(0,05 %)

ELLIEUX-LA-PAPE

L. 16 990 ; V. 7 104 ; A. 38,18 % ; Ex. 7 010		
UDF-RPR	1 769	(25,23 %)
PS	1 568	(22,36 %)
FN	1 445	(20,61 %)
Verts	764	(10,89 %)
Centre	658	(9,38 %)
PCF	412	(5,87 %)
Chasse	38	(0,54 %)
Prot. anim.	70	(0,99 %)
LO	63	(0,89 %)
Alliance	42	(0,59 %)
Régénérateurs	40	(0,57 %)
MPPT	32	(0,45 %)
Gén. Europe	25	(0,35 %)
RFL	21	(0,29 %)
IDE	13	(0,18 %)

SAINT-PIERRE

L. 22 635 ; V. 9 230 ; A. 59,22 % ; Ex. 9 074		
PS	2 363	(26,04 %)
FN	1 953	(21,52 %)
UDF-RPR	1 702	(18,75 %)
Verts	973	(10,72 %)
PCF	876	(9,65 %)
Centre	676	(7,44 %)
Chasse	133	(1,46 %)
LO	124	(1,36 %)
Prot. anim.	98	(1,08 %)
Rénovateurs	39	(0,42 %)
MPPT	37	(0,40 %)
Alliance	32	(0,35 %)
Gén. Europe	18	(0,19 %)
IDE	17	(0,18 %)
RFL	14	(0,15 %)

VAULX-EN-VELIN

L. 16 018 ; V. 6 247 ;		
A. 61,00 % ; Ex. 6 114		
PCF	1 452	(23,74 %)
PS	1 313	(21,47 %)
FN	1 181	(19,31 %)
UDF-RPR	873	(14,27 %)
Verts	619	(10,12 %)
Centre	315	(5,15 %)
Chasse	72	(1,17 %)
LO	67	(1,09 %)
Prot. anim.	54	(0,88 %)
Gén. Europe	40	(0,65 %)
MPPT	32	(0,52 %)
Régénérateurs	26	(0,42 %)
Alliance	18	(0,29 %)
IDE	14	(0,22 %)
RFL		

VÉNISSEUX

L. 30 194 ; V. 11 942 ;	
A. 60,44 % ; Ex. 11 710	
PCF	3 206 (27,37 %)
PS	2 530 (21,60 %)
FN	1 833 (15,65 %)
UDF-RPR	1 601 (13,67 %)
Verts	1 127 (9,62 %)
Centre	716 (6,11 %)
LO	163 (1,39 %)
Prot. anim.	147 (1,25 %)
Chasse	85 (0,72 %)
MPPT	78 (0,66 %)
Régénérateurs	69 (0,58 %)
Gén. Europe	25 (0,21 %)
Alliance	17 (0,14 %)
RFL	17 (0,14 %)
IDE	17 (0,14 %)

VILLEURBANNE

L. 62 793 ; V. 28 436 ;		
A. 54,71 % ; Ex. 27 988		
PS	7 701	(27,51 %)
UDF-RPR	6 143	(21,94 %)
FN	4 876	(17,42 %)
Verts	3 364	(12,01 %)
Centre	2 489	(8,89 %)
PCF	2 043	(7,29 %)
Prot. anim.	366	(1,30 %)
LO	258	(0,92 %)
Chasse	192	(0,68 %)
Alliance	166	(0,59 %)
Régénérateurs	148	(0,52 %)
MPPT	115	(0,41 %)
Gén. Europe	59	(0,21 %)
RFL	40	(0,14 %)
IDE	28	(0,10 %)

HAUTE-SAONE

A gauche, M. Laurent Fabius progresse de 1 100 voix et de 3 points par rapport à la liste Jospin de 1984. Le PCF stagne d'un scrutin européen à l'autre : 6,80 % en 1984, 6,77 % en 1989.

Dans l'opposition, le choix entre les listes de M. Giscard d'Estaing et de M. Veil n'empêche pas une perte totale pour l'UDF et le RPR de plus de 9 200 voix et de 7 points par rapport à 1984. Le Front national, non plus, ne retrouve pas ses positions d'il y a cinq ans.

Les écologistes arrivent en troisième position (en gagnant 6 200 voix et 7 points). La liste des chausseurs et pêcheurs devance les communistes ; elle atteint les 5 % et son score moyen est de 7 % dans les petites localités.

L. 166 599 ; V. 91 406 ; A. 45,13 % ; Ex. 87 826		
UDF-RPR	26 600	(30,28 %)
PS	23 812	(27,11 %)
FN	9 271	(10,55 %)
Centre	8 915	(10,15 %)
PCF	6 327	(7,20 %)
Chasse	4 406	(5,01 %)
LO	3 699	(4,21 %)
Prot. anim.	1 719	(1,95 %)
MPPT	864	(0,98 %)
Alliance	544	(0,61 %)
Généralistes	312	(0,35 %)
Régénérateurs	297	(0,33 %)
RFL	272	(0,30 %)
IDE	178	(0,20 %)
1984 - L. 162 464 ; V. 99 458 ; A. 38,78 % ; Ex. 98 085 - UDF-RPR. 42 209 (44,34) ; PS. 22 762 (23,52) ; FN. 10 148 (10,58) ; Centre. 9 824 (10,19) ; PCF. 6 327 (6,60) ; Chasse. 4 406 (4,54) ; LO. 3 699 (3,83) ; Prot. anim. 1 719 (1,78) ; MPPT. 864 (0,89) ; Alliance. 544 (0,56) ; Généralistes. 312 (0,32) ; Régénérateurs. 297 (0,30) ; RFL. 272 (0,28) ; IDE. 178 (0,18) ;		
1985 - L. 168 622 ; V. 139 138 ; A. 13,99 % ; Ex. 136 349 - Mitterrand. 50 655 (37,42) ; Chirac. 27 231 (20,12) ; Barre. 20 984 (16,43) ; Rouff. (13,55) ; Leleu. (10,42) ; Wauters. 5 564 (4,11) ; Laguerre. 3 (2,32) ; Juchin. 2 228 (1,64) ; Bousse. 547 (0,40) ;		

MAISON

L. 9 217 ; V. 4 984 ; A. 43,89 % ; Ex. 4 873		
UDF-RPR	1 455	(29,85 %)
PS	1 437	(29,48 %)
FN	507	(10,40 %)
Verts	484	(9,93 %)
Centre	479	(9,82 %)
PCF	194	(3,98 %)
Chasse	77	(1,58 %)
Prot. anim.	61	(1,25 %)
Alliance	54	(1,11 %)
LO	53	(1,08 %)
Régénérateurs	21	(0,43 %)
MPPT	13	(0,36 %)
Gén. Europe	16	(0,37 %)
RFL	9	(0,18 %)
IDE	8	(0,16 %)

CHALON-SUR-SAONE

SAONE-ET-LOIRE

Comme en 1984, le taux d'abstention (54,75 %) est supérieur à la moyenne nationale. Le FN perd un terrain aussi bien par rapport au premier tour de la présidentielle 1988 que par rapport aux européennes de 1984. Les Verts amènent de plus de 6 points leur score 1984 et devancent la liste de M. Pen de près d'un point, la liste de M. G. d'Estaing de 10 points. M. Veil regroupés n'arrivent pas à égaliser le pourcentage réalisé par la liste ninoise de 1984 (4 - 4 points).

LE CREUSOT

(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)		
(%)	</	

SAONE-ET-LOIRE

Comme en 1984, le taux d'abstention (54,75 %) est supérieur à la moyenne nationale. Le FN perd du terrain aussi bien par rapport au premier tour de la présidentielle de 1988 que par rapport aux européennes de 1984. Les Verts amènent de plus de 6 points leur score de 1984 et devancent la liste de M. Le Pen de près d'un point. A droite, les listes de M. Giscard d'Estaing et M. Veil regroupées n'arrivent pas à égaler le pourcentage réalisé par la liste unique de 1984 (- 4 points), pas plus que celui obtenu par
--

M. Chirac au second tour de la présidentielle de 1988. A Mâcon et au Creusot, villes gérées par le PS, la liste de M. Fabius se place en tête. La situation est inverse au profit de la liste UDF-RPR, à Chalon, dont le maire est RPR.

scientifique de 1988. A Mâcon et en
Crestot, villes gérées par le PS, la
liste de M. Fabius se place en tête.
La situation est inverse au profit de
la liste UDF-RPR, à Chalons, dont le
maire est RPR.

L. 396 663 ; V. 179 475 ; A.
A. 54,75 % ; Ex. 173 759

UDF-RPR	55 979	(32,21 %)
PS	46 918	(27,00 %)
FN	16 095	(9,26 %)
Centre	14 517	(8,35 %)
PCF	13 274	(7,63 %)
Chasse	12 645	(7,27 %)
LO	7 221	(4,15 %)
Alliance	2 336	(1,34 %)
MPPT	1 437	(0,82 %)
Gén. Europe	1 147	(0,66 %)
Prot. anim.	554	(0,31 %)
Chasse	489	(0,28 %)
Régénérateurs	472	(0,27 %)
IDE	339	(0,19 %)
RFL	336	(0,19 %)

1988. - L. 391 232 ; V. 208 208 ; A.
48,82 % ; Ex. 201 840. - LPSI (1987)
PS, 1987 : 21 126 (23,41) ;
PCF, 21 129 (10,43) ; FN, 17 874
(9,55) ; ER, 9 999 (3,31) ; Verts, 8 270
(2,91) ; LO, 8 998 (11,48) ;
(1987) : 21 126 (23,41) ; PS-UDF,
1 246 (0,03) ; Centre, 1 165 (0,05) ;
IDE, 1 158 (0,05) ; Ex. 676 (20,83) ;
PGE, 2 000.

1988. - L. 396 636 ; V. 316 848 ; A.
50,21 % ; Ex. 308 258. - Mitterrand,
116 184 (37,58) ; Chirac, 83 609
(20,56) ; Barné, 63 137 (17,17) ; Le
34 374 (11,11) ; Lajoie, 10 581
(2,62) ; L. 396 636 ; V. 316 848 ;
Boussier, 5 748 (1,85) ; Jacquin, 5 131
(1,62) ;

MAISON

L. 20 650 ; V. 9 063 ; A. 56,11 % ; Ex. 8 844		
PS	2 629	(29,72 %)
UDF-RPR	2 458	(27,79 %)
Vers.	1 025	(11,58 %)
FN	937	(10,59 %)
Centre	837	(9,46 %)
PCF	498	(5,63 %)
Chasse	117	(1,32 %)
LO	104	(1,17 %)
Alliance	64	(0,74 %)
Prot. anim.	65	(0,73 %)
MPPT	38	(0,42 %)
Régénérateurs	26	(0,29 %)
Gén. Europe	12	(0,13 %)
RFL	8	(0,09 %)
IDE	6	(0,06 %)

CHALON-SUR-SAONE

L. 31 568 ; V. 14 069 ; A. 55,43 % ; Ex. 13 784		
UDF-RPR	4 755	(34,49 %)
PS	3 674	(26,63 %)
FN	1 374	(9,96 %)
Verts	1 309	(9,49 %)
Centre	969	(7,02 %)
PCF	963	(7,00 %)
Chasse	195	(1,41 %)
LO	179	(1,29 %)
Prot. anim.	116	(0,84 %)
Alliance	105	(0,76 %)
MPPT	52	(0,37 %)
Régénérateurs	30	(0,21 %)
RFL	22	(0,15 %)
Gén. Europe	21	(0,15 %)
IDE	18	(0,13 %)

LE CREUSOT

L. 18 102 ; V. 8 321 ; A. 54,03 % ; Ex. 8 041		
PS	2 706	(33,65 %)
UDF-RPR	2 412	(29,99 %)
PCF	657	(8,17 %)
FN	644	(8,00 %)
Verts	633	(7,87 %)
Centre	560	(6,96 %)
Chasse	121	(1,50 %)
LO	86	(1,06 %)
Alliance	74	(0,92 %)
Prot. anim.	58	(0,72 %)
MPPT	37	(0,46 %)
Gén. Europe	24	(0,29 %)
Rénovateurs	13	(0,16 %)
RFL	8	(0,09 %)
IDE	8	(0,09 %)

SAONE-ET-LOIRE

Comme en 1984, le taux d'abstention (54,75 %) est supérieur à la moyenne nationale. Le FN perd du terrain aussi bien par rapport au premier tour de la présidentielle de 1988 que par rapport aux européennes de 1984. Les Verts amènent de plus de 6 points leur score de 1984 et devancent la liste de M. Le Pen de près d'un point. A droite, les listes de M. Giscard d'Estaing et M. Veil regroupées n'arrivent pas à égaler le pourcentage réalisé par la liste unique de 1984 (- 4 points), pas plus que celui obtenu par
--

SARTHE

M. Giscard d'Estaing (31,56 %) et M. Veil (8,95 %) sont loin d'atteindre le score obtenu par la liste unique de l'opposition (46 %) en 1984. Mais ils recueillent à peu près le même nombre de voix que MM. Chirac et Barre au premier tour de l'élection présidentielle l'an dernier.

M. Fabius, lui, dépasse de près de 6 points le score de M. Jospin en 1984, avec 26,79 %. Mais il est à 12 points du score de M. François Mitterrand au premier tour de l'élection présidentielle de 1988.

Le PCF avait perdu Le Mans aux dernières municipales, après avoir exclu le maire sortant, M. Robert Jarry, triomphalement réélu. La liste de M. Herzog (8,26 %) a quasiment fait le même score que M. Lajoinie (8,10 %) à l'élection présidentielle de l'an dernier, au plus fort de la tempête. Malgré consolation : le renouveau communiste Claude Llabres, qui bénéficiait de l'appui direct de la plupart des conseillers municipaux « jarryistes », a eu du mal à frôler les 1 %, alors que M. Pierre Juguin, à l'élection présidentielle de l'an dernier, avait presque atteint 3 %.

L. 362 646 ; V. 163 367 ; A. 54,39 % ; Ex. 158 061		
UDF-RPR	49 891	(31,56 %)
PS	42 337	(26,78 %)
Verts	17 080	(10,80 %)
Centre	14 151	(8,95 %)
FN	10 579	(6,69 %)
PCF	9 947	(6,29 %)
LO	532	(0,33 %)
Chasse	385	(0,24 %)
Alliance	154	(0,98 %)
MPPT	149	(0,94 %)
Prot. anim.	138	(0,87 %)
Régénérateurs	127	(0,81 %)
Gén. Europe	81	(0,55 %)
RFL	56	(0,36 %)
IDE	34	(0,21 %)
1984 - L. 354 313 ; V. 192 978 ; A. 46,63 % ; Ex. 193 221 ; UDF-RPR, 84 801 (46,17 %), PS, 38 798 (20,08 %), PCF, 18 466 (10,08 %), Verts, 12 911 (7,21 %), Centre, 9 678 (5,30 %), FN, 8 516 (4,68 %), ERG, 6 153 (3,35 %), Réussir, 3 655 (2,04 %).		

LE MANS

CDU, 1 571 (0.86) ; EUE, 583 (0.31) ; PS, 2 000.	
1988. - L. 382 826 ; V. 298 065 ; A. 17 87 93 ; Ex. 289 761. - Mitterrand, 1989. - L. 379 (34.09) ; Chirac, 58 993 (10.32) ; Barné, 62 584 (18.14) ; Le Pen, 27 077 (9.34) ; Lajoinie, 17 803 (6.18) ; Weechter, 10 561 (3.64) ; Lajoinie, 7 708 (2.52) ; Lajoinie, 6 256 (2.15) ; Boussard, 1 370 (0.47).	
LE MANS	
L. 94 966 ; V. 42 435 ; A. 53,31 % ; Ex. 41 221.	
PS	12 062 (29,26 %)
UDF-RPR	11 478 (27,84 %)
FN	4 899 (11,88 %)
Centre	3 961 (9,60 %)
PCF	3 399 (8,24 %)
Chasse	2 772 (6,72 %)
LO	441 (1,06 %)
Alliance	383 (0,92 %)
MPPT	379 (0,91 %)
Régénérateurs	327 (0,79 %)
Gén. Europe	207 (0,50 %)
RFL	135 (0,32 %)
IDE	57 (0,13 %)
RFL	54 (0,13 %)

SAVOIE

Les Verts ont toujours dépassé leurs scores nationaux en Savoie. La forte poussée enregistrée cette fois (12,13 %) leur permet de devancer
--

le Front national, un phénomène plus marqué dans les zones rurales que dans les villes.

Avec 24,48 % des voix, le PS, qui a bénéficié de l'impact local de M. Jean-Pierre Cot, maire de Châmbéry, a obtenu le plus de voix par département. Mais il est à 2 points de la liste de M. Louis Besson, ministre délégué chargé du logement, avait attaché la mairie à la droite, dès le premier tour, en manquant.

La tradition centriste du département et la position de M. Michel Barrière, député (RPR), président du conseil général, parmi les « rénovateurs », a sans doute permis à M. Veil de franchir la barre des 10 %, tandis que la liste de M. Giscard d'Estaing, arrivée en tête, a obtenu 23,23 % des voix. A eux deux, (39,16 %), ils approchent le score réalisé par MM. Chirac et Barre lors de la dernière élection présidentielle (39,45 %) mais sont loin de celui de M. Veil, aux dernières européennes, où elle avait dépassé 45 %.

L. 232 919 ; V. 105 912 ;		
A. 54,52 % ; Ex. 103 801		
UDF-RPR	29 301	(28,22 %)
PS	25 415	(24,48 %)
Verts	12 587	(12,12 %)
FN	11 681	(11,25 %)
Centre	11 344	(10,92 %)
PCF	7 047	(6,78 %)
Chasse	2 208	(2,12 %)
LO	954	(0,91 %)
Alliance	929	(0,89 %)
Prot. anim.	875	(0,84 %)
MPPT	477	(0,45 %)
Rénouveau	411	(0,39 %)
Cd. Europe	250	(0,24 %)
IDF	179	(0,17 %)
REF	143	(0,13 %)
1988. - L. 221 713 ; V. 118 328 ; A.		
48,17 % ; Ex. 116 410. - UDF-RPR.		
ED 561 (46,15) ; PS. 26 413 (22,88) ;		
FN. 13 236 (11,37) ; PCF. 7 418		
(8,24) ; Verts. 3 989 (3,33) ; ERC. 3 484		
(3,00) ; RSM. 1 850 (1,58) ;		
(1,22) ;		
PSU-COL. 680 (0,58) ; PCL. 570		
(0,48) ; ELR. 293 (0,25) ; PDS. 2 000.		
1988. - L. 230 132 ; V. 108 938 ; A.		
20,07 % ; Ex. 190 616. - Mitterrand.		
54 852 (30,36) ; Chirac. 37 843		
(20,95) ; Barni. 32 596 (16,04) ;		
1983. - Wessling. 0 334 (0,16) ;		
1983. - Wessling. 0 334 (0,16) ;		
4 019 (2,22) ; Laguerre. 3 391 (1,87)		
Boussel. 762 (0,42).		

européennes

BOUEN
L. 57 235 ; V. 28 126 ;
A. 50,85 % ; Ex. 27 568

UDF-RPR	8 323 (30,19 %)
PS	6 973 (25,29 %)
Verts	3 317 (12,03 %)
FN	3 224 (11,69 %)
Centre	2 734 (9,91 %)
PCF	1 367 (4,95 %)
LO	376 (1,36 %)
Prot. anim.	306 (1,10 %)
Alliance	263 (0,95 %)
Chasse	226 (0,81 %)
Rénovateurs	137 (0,49 %)
MPPT	133 (0,48 %)
Gén. Europe	97 (0,35 %)
IDE	56 (0,20 %)
RFL	36 (0,13 %)

DIEPPE
L. 24 698 ; V. 11 253 ;
A. 54,43 % ; Ex. 10 992

PS	2 857 (25,99 %)
UDF-RPR	2 785 (25,33 %)
PCF	1 802 (16,45 %)
Verts	984 (8,95 %)
FN	956 (8,69 %)
Centre	919 (8,36 %)
LO	215 (1,95 %)
Chasse	133 (1,20 %)
Prot. anim.	114 (1,03 %)
MPPT	62 (0,56 %)
Rénovateurs	52 (0,47 %)
Gén. Europe	43 (0,39 %)
Alliance	42 (0,38 %)
IDE	11 (0,10 %)
LO	10 (0,09 %)

LE GRAND-QUEVILLY
L. 19 890 ; V. 11 064 ;
A. 44,37 % ; Ex. 10 726

PS	6 018 (56,10 %)
UDF-RPR	1 287 (11,99 %)
Verts	951 (8,86 %)
PCF	758 (7,06 %)
FN	693 (6,46 %)
Centre	430 (4,00 %)
LO	175 (1,63 %)
Prot. anim.	111 (1,03 %)
Chasse	93 (0,86 %)
MPPT	55 (0,51 %)
Alliance	46 (0,42 %)
Rénovateurs	36 (0,33 %)
Gén. Europe	36 (0,33 %)
RFL	21 (0,19 %)
IDE	16 (0,14 %)

LE HAVRE
L. 123 139 ; V. 51 045 ;
A. 58,34 % ; Ex. 49 997

UDF-RPR	12 217 (24,43 %)
PS	11 462 (22,92 %)
PCF	8 990 (16,78 %)
Verts	6 128 (12,25 %)
FN	5 312 (10,42 %)
Centre	3 751 (7,50 %)
LO	794 (1,58 %)
Chasse	760 (1,52 %)
Prot. anim.	476 (0,95 %)
Alliance	226 (0,45 %)
MPPT	220 (0,44 %)
Rénovateurs	148 (0,29 %)
Gén. Europe	100 (0,20 %)
RFL	63 (0,12 %)
IDE	50 (0,10 %)

**SAINT-ETIENNE-
DU-ROUYR**
L. 17 223 ; V. 7 076 ;
A. 55,43 % ; Ex. 7 462

PS	2 308 (30,93 %)
UDF-RPR	1 780 (23,85 %)
PCF	1 133 (15,18 %)
Verts	733 (9,82 %)
FN	658 (8,81 %)
Centre	375 (5,02 %)
LO	140 (1,87 %)
Prot. anim.	103 (1,38 %)
Chasse	79 (1,05 %)
MPPT	42 (0,56 %)
Rénovateurs	30 (0,40 %)
Gén. Europe	30 (0,40 %)
Alliance	26 (0,34 %)
IDE	15 (0,20 %)
RFL	10 (0,13 %)

DEUX-SÈVRES

Le total des suffrages obtenus par les listes de M. Veil et M. Giscard d'Estaing est loin du score obtenu il y a cinq ans par l'union de l'opposition. M. Veil avait alors fait dans les Deux-Sèvres l'un de ses meilleurs résultats départementaux, dépassant à elle seule la moitié des suffrages exprimés. Cette fois, une seule commune, Les Aubiers - dont le jeune maire CDS, M. Dominique Paillet, était sur la liste - a placé en tête l'ancienne présidente du Parlement européen. La liste des chasseurs et des pêcheurs - qui réalise ici un score élevé - est à moins de 2 points de M. Veil.

Pour les autres candidats, alors que la liste écologiste double le résultat de M. Waechter à l'élection présidentielle de 1988, M. Laurent Fabius fait 10 points de moins que M. Mitterrand au premier tour de ce même scrutin présidentiel et, dans la ville de Niort, il obtient la moitié moins de voix que le maire socialiste au premier tour de l'élection municipale de mars (48,22 %). Sur sa liste, le maire rocardien de Parthenay, M. Michel Hervé (en vingt-troisième position), devra compter sur des désempoires pour espérer siéger à Strasbourg.

L. 251 997 ; V. 123 268 ;
A. 51,08 % ; Ex. 118 234

UDF-RPR	37 063 (31,34 %)
PS	32 331 (27,34 %)
Verts	12 549 (10,61 %)
Centre	10 942 (9,25 %)
Chasse	9 138 (7,72 %)

FN 6 257 (5,29 %)
PCF 3 606 (3,04 %)
LO 1 752 (1,48 %)
Prot. anim. 1 132 (0,95 %)
Alliance 1 079 (0,91 %)
MPPT 1 046 (0,88 %)
Rénovateurs 435 (0,36 %)
Gén. Europe 425 (0,35 %)
RFL 244 (0,20 %)
IDE 235 (0,19 %)

NIORT
L. 38 209 ; V. 17 193 ;
A. 55,00 % ; Ex. 16 821

PS	5 312 (31,57 %)
UDF-RPR	4 599 (27,34 %)
Verts	1 984 (11,79 %)
Centre	1 582 (9,40 %)
FN	1 087 (6,46 %)
PCF	863 (5,13 %)
Chasse	601 (3,57 %)
LO	224 (1,33 %)
Alliance	142 (0,84 %)
MPPT	116 (0,68 %)
Rénovateurs	64 (0,38 %)
Gén. Europe	36 (0,21 %)
RFL	29 (0,17 %)
IDE	26 (0,15 %)

SOMME

La liste de M. Giscard d'Estaing et la liste de M. Veil totalisent 32,14 % contre 38,95 % pour la liste UDF-RPR en 1984. Mais MM. Chirac et Barre n'avaient obtenu que 31,74 % au premier tour de l'élection présidentielle de 1988. En cinq ans, le PS a progressé de 2 points, passant de 17,46 % à 19,59 %. Entre-temps, au premier tour de 1988, M. Mitterrand avait recueilli 36,68 % des suffrages.

Baisse du vote communiste : 16,10 % en 1984, 10,07 % en 1988, 9,85 % le 18 juin 1989. Le résultat des Verts (8,53 %) est moins important que dans l'ensemble de la France. Les chasseurs de gibier d'eau de la baie de Somme, qui ont une grande popularité, permettent à la liste Giscard d'Estaing de 14,97 % des voix. A Amiens, la droite classique obtient 36,56 % des voix, alors que M. de Robien (UDF-RPR), qui avait été élu maire au second tour des municipales, avait recueilli 40,99 % des suffrages au premier tour. Le Front national progresse depuis les municipales de mars : 7,97 % à 12,33 %. Le PC passe de 27,21 % (le maire battu était communiste) à 11,93 %. Le PS reste stable.

L. 382 036 ; V. 211 588 ;
A. 44,61 % ; Ex. 203 032

UDF-RPR	52 528 (25,87 %)
PS	39 784 (19,59 %)
FN	30 400 (14,97 %)
Chasse	30 400 (14,97 %)
PCF	19 992 (9,84 %)
Verts	18 544 (9,13 %)
Centre	12 723 (6,26 %)
LO	4 433 (2,18 %)
Prot. anim.	2 465 (1,21 %)
MPPT	1 517 (0,74 %)
Alliance	1 005 (0,49 %)
Gén. Europe	899 (0,44 %)
Rénovateurs	736 (0,36 %)
RFL	385 (0,18 %)
IDE	292 (0,14 %)

AMIENS
L. 75 086 ; V. 34 860 ;
A. 53,57 % ; Ex. 33 977

UDF-RPR	9 699 (28,54 %)
PS	6 247 (18,38 %)
FN	4 191 (12,33 %)
PCF	4 054 (11,93 %)
Verts	3 507 (10,32 %)
Centre	2 725 (8,02 %)
Chasse	1 883 (5,44 %)
LO	506 (1,48 %)
Prot. anim.	426 (1,25 %)
Alliance	230 (0,67 %)
Rénovateurs	170 (0,50 %)
MPPT	124 (0,36 %)
Gén. Europe	124 (0,36 %)
RFL	48 (0,14 %)
IDE	43 (0,12 %)

AMBIENS
L. 75 086 ; V. 34 860 ;
A. 53,57 % ; Ex. 33 977

UDF-RPR	9 699 (28,54 %)
PS	6 247 (18,38 %)
FN	4 191 (12,33 %)
PCF	4 054 (11,93 %)
Verts	3 507 (10,32 %)
Centre	2 725 (8,02 %)
Chasse	1 883 (5,44 %)
LO	506 (1,48 %)
Prot. anim.	426 (1,25 %)
Alliance	230 (0,67 %)
Rénovateurs	170 (0,50 %)
MPPT	124 (0,36 %)
Gén. Europe	124 (0,36 %)
RFL	48 (0,14 %)
IDE	43 (0,12 %)

AMBIENS
L. 75 086 ; V. 34 860 ;
A. 53,57 % ; Ex. 33 977

UDF-RPR	9 699 (28,54 %)
PS	6 247 (18,38 %)
FN	4 191 (12,33 %)
PCF	4 054 (11,93 %)
Verts	3 507 (10,32 %)
Centre	2 725 (8,02 %)
Chasse	1 883 (5,44 %)
LO	506 (1,48 %)
Prot. anim.	426 (1,25 %)
Alliance	230 (0,67 %)
Rénovateurs	170 (0,50 %)
MPPT	124 (0,36 %)
Gén. Europe	124 (0,36 %)
RFL	48 (0,14 %)
IDE	43 (0,12 %)

TARN

Les listes de M. Giscard d'Estaing et M. Veil perdent près de 7 points par rapport au résultat de la liste d'union de 1984, alors que M. Fabius améliore légèrement le score socialiste d'il y a cinq ans.

A Castres, ville d'origine du député européen Bernard Antony, chef de file du courant intégriste, le FN réalise son plus beau score : 15,17 % des suffrages.

L. 253 392 ; V. 145 748 ;
A. 46,35 % ; Ex. 139 300

PS	40 600 (29,14 %)
UDF-RPR	36 788 (26,40 %)
FN	14 449 (10,37 %)
Verts	9 378 (6,73 %)
PCF	8 808 (6,32 %)
Centre	6 784 (4,87 %)
LO	2 107 (1,51 %)
Prot. anim.	1 409 (1,01 %)
MPPT	1 111 (0,79 %)
Alliance	1 102 (0,79 %)
Rénovateurs	734 (0,53 %)
Gén. Europe	334 (0,23 %)
IDE	311 (0,22 %)

ALBI
L. 31 587 ; V. 16 721 ;
A. 47,06 % ; Ex. 16 223

PS	4 703 (28,98 %)
UDF-RPR	4 486 (27,65 %)
FN	1 910 (11,77 %)
Verts	1 636 (10,08 %)
Centre	1 134 (6,99 %)
PCF	1 125 (6,93 %)
Chasse	460 (2,83 %)
LO	192 (1,18 %)
Prot. anim.	168 (1,03 %)
Alliance	144 (0,88 %)
MPPT	79 (0,49 %)
Rénovateurs	41 (0,25 %)
Gén. Europe	30 (0,18 %)
RFL	28 (0,17 %)
IDE	28 (0,17 %)

CASTRES
L. 30 583 ; V. 16 937 ;
A. 40,51 % ; Ex. 16 304

UDF-RPR	4 764 (29,21 %)
PS	4 240 (26,00 %)
FN	2 474 (15,17 %)
Verts	1 631 (10,00 %)
Centre	1 094 (6,71 %)
PCF	887 (5,44 %)
Chasse	200 (1,22 %)
LO	161 (0,98 %)
Alliance	141 (0,86 %)
Prot. anim.	86 (0,52 %)
MPPT	85 (0,52 %)
Rénovateurs	59 (0,36 %)
Gén. Europe	28 (0,17 %)
RFL	21 (0,12 %)
IDE	21 (0,12 %)

TARN-ET-GARONNE

Les deux listes d'opposition totalisent sept points de moins que la liste d'union en 1984, tandis que M. Fabius améliore légèrement le score socialiste d'il y a cinq ans. La surprise du scrutin est le résultat de la liste des chasseurs (7,11 %) qui talonne la liste centriste de M. Veil (7,48 %). Le PCF, de son côté, perd un tiers de son influence par rapport aux dernières européennes.

L. 146 218 ; V. 80 060 ;
A. 45,24 % ; Ex. 76 612

PS	20 010 (25,11 %)
UDF-RPR	19 475 (24,42 %)
FN	9 009 (11,25 %)
Verts	8 582 (10,70 %)
Centre	5 733 (7,28 %)
PCF	4 630 (5,84 %)
LO	1 048 (1,36 %)
Prot. anim.	852 (1,11 %)
MPPT	554 (0,72 %)
Rénovateurs	466 (0,60 %)
Gén. Europe	314 (0,40 %)
Alliance	203 (0,26 %)
RFL	154 (0,20 %)
IDE	129 (0,16 %)

TOULON
L. 113 128 ; V. 52 564 ;
A. 53,53 % ; Ex. 51 762

UDF-RPR	14 751 (28,49 %)
FN	14 657 (28,31 %)
PS	8 330 (16,09 %)
Verts	4 343 (8,39 %)
PCF	3 993 (7,71 %)

Les élections

VIENNE

La droite poitevine espérait deux élus; elle n'en aura qu'un, Jean-Pierre Raffarin (UDF-RPR), président du conseil régional, qui figurait en 25^e position sur la liste UDF-RPR. Jean-Pierre Abelin (UDF-CDS), conseiller municipal de Châtelleraut et élu européen sortant paie la contre-performance de la liste Veil.

Dans les deux principales villes du département - Poitiers et Châtelleraut - la droite et plus encore la gauche subissent une érosion par rapport aux municipales de mars 1988. Au chef-lieu, le PS et le PC ensemble perdent plus de 12 points et la droite UDF-RPR-CDS 2, tandis qu'à Châtelleraut la chute est respectivement de 19 et de 7 points. Il faut voir là sans aucun doute les effets conjugués de la désaffection de l'électorat et du grignotage des petites listes, en particulier des Verts qui progressent encore à Poitiers (13,24 % au lieu de 12,55 % en mars) et de l'alliance des chasseurs et des pêcheurs qui, dans quelques communes rurales, devançant toutes les autres listes !

L. 271 266; V. 138 001; A. 49,12 %; Ex. 133 232

UDF-RPR	37 633 (28,24 %)
PS	33 108 (24,84 %)
Centre	13 827 (10,37 %)
Verts	13 441 (10,08 %)
Chasse	10 606 (7,96 %)
FN	9 462 (7,10 %)
PCF	8 333 (6,25 %)
LO	1 993 (1,49 %)
Prot. anim.	1 303 (0,97 %)
MPPT	1 047 (0,78 %)
Alliance	942 (0,70 %)
Rénovateurs	563 (0,42 %)
Gén. Europe	488 (0,36 %)
RFL	246 (0,18 %)
IDE	240 (0,18 %)

1984 - L. 266 350; V. 161 498; A. 43,12 %; Ex. 144 283. - UDF-RPR, 68 147 (48,84 %); PS, 33 368 (23,12 %); PCF, 13 845 (9,95 %); FN, 9 416 (6,82 %); ERE, 4 378 (3,03 %); LO, 4 311 (2,98 %); Verts, 4 293 (2,97 %); Rénov., 2 752 (1,90 %); PCL, 1 730 (1,19 %); Uds, 1 371 (0,98 %); PSU-CDU, 1 362 (0,94 %); I. 84, 1 111 (0,77 %); EUE, 399 (0,27 %).

1988 - L. 270 896; V. 224 480; A. 17,14 %; Ex. 218 448. - Mitterrand, 82 706 (37,88 %); Chirac, 47 558 (21,77 %); Barre, 35 787 (16,38 %); Le Pen, 20 328 (9,30 %); Lajoinie, 12 781 (5,84 %); Waechter, 8 382 (3,83 %); Lagulier, 4 952 (2,28 %); Jacquin, 4 930 (2,25 %); Boussel, 1 035 (0,47 %).

POITIERS

L. 44 734; V. 21 965; A. 50,89 %; Ex. 21 526

UDF-RPR	6 330 (29,40 %)
PS	5 959 (27,68 %)
Verts	2 851 (13,24 %)
Centre	2 081 (9,66 %)
FN	1 653 (7,67 %)
PCF	1 295 (6,01 %)
Chasse	526 (2,44 %)
LO	204 (0,94 %)
Alliance	183 (0,85 %)
Prot. anim.	159 (0,73 %)
Rénovateurs	123 (0,57 %)
Gén. Europe	88 (0,40 %)
RFL	20 (0,09 %)
IDE	18 (0,08 %)

CHATELLERAUT

L. 24 379; V. 11 546; A. 52,63 %; Ex. 11 524

PS	3 148 (27,97 %)
UDF-RPR	2 301 (20,44 %)
Centre	1 890 (16,79 %)
FN	1 112 (9,88 %)
Verts	1 030 (9,33 %)
PCF	924 (8,21 %)
Chasse	358 (3,18 %)
Prot. anim.	111 (0,98 %)
LO	107 (0,95 %)
Alliance	72 (0,63 %)
MPPT	55 (0,48 %)
Gén. Europe	45 (0,39 %)
Rénovateurs	37 (0,32 %)
RFL	22 (0,19 %)
IDE	22 (0,19 %)

HAUTE-VIENNE

Dans un ensemble de résultats classiques, qui confirment la traditionnelle prédominance socialiste, la surprise vient de la liste Chasse pêche et tradition, laquelle, dans la plupart des cantons ruraux, devance les listes Veil, Waechter et Le Pen, talonnant et parfois dépassant les grandes listes. Un résultat qui souligne à contrario l'absence d'intérêt et

même l'hostilité de principe que suscitent les enjeux européens.

Avec un taux de participation de 58,3 %, les résultats sont surtout intéressants en ce qui concerne le vote communiste. Le PC était, lors des premiers scrutins européens, la première force politique en Haute-Vienne. Depuis, le déclin a été assez vertigineux, mais malgré leurs profondes divergences internes les communistes « reconstructeurs », qui tiennent la plupart des postes électifs dans le département, se sont retrouvés derrière le candidat officiel. La liste Lalauze, qui avait de nombreux supporters dans le département, y obtient des résultats négatifs. La plupart des bastions « reconstructeurs » sont ceux qui donnent les meilleurs scores à M. Herzog. Exemple: Saint-Genest-sur-Rozelle, dont le maire est M. Danièle Rigout, l'épouse de l'ex-ministre, aujourd'hui dissident, a placé M. Herzog en tête avec 35,5 % des suffrages exprimés.

L. 262 088; V. 140 384; A. 46,43 %; Ex. 134 370

PS	38 888 (28,94 %)
UDF-RPR	33 100 (24,63 %)
PCF	18 502 (13,76 %)
Verts	11 699 (8,79 %)
FN	8 909 (6,63 %)
Chasse	6 615 (4,91 %)
Centre	6 317 (4,68 %)
LO	1 976 (1,47 %)
Prot. anim.	1 211 (0,90 %)
MPPT	910 (0,67 %)
Rénovateurs	810 (0,60 %)
Alliance	617 (0,45 %)
Gén. Europe	391 (0,29 %)
RFL	221 (0,16 %)
IDE	204 (0,15 %)

1984 - L. 258 808; V. 162 583; A. 37,43 %; Ex. 163 878. - UDF-RPR, 64 812 (36,82 %); PS, 38 431 (24,97 %); PCF, 32 734 (21,27 %); FN, 7 887 (5,12 %); Verts, 4 298 (2,79 %); ERE, 4 182 (2,72 %); LO, 3 827 (2,48 %); PCL, 2 381 (1,53 %); Rénov., 2 184 (1,40 %); PSU-CDU, 1 080 (0,70 %); I. 84, 860 (0,56 %); Uds, 830 (0,53 %); EUE, 388 (0,25 %); POE, 1 000.

1988 - L. 282 288; V. 221 440; A. 18,57 %; Ex. 215 028. - Mitterrand, 81 401 (37,85 %); Chirac, 47 598 (22,13 %); Lajoinie, 24 430 (11,36 %); Barre, 23 614 (10,88 %); Le Pen, 18 862 (7,83 %); Jacquin, 8 710 (4,05 %); Waechter, 6 033 (3,08 %); Lagulier, 4 941 (2,28 %); Boussel, 945 (0,39 %).

LIMOGES

L. 84 280; V. 44 443; A. 47,26 %; Ex. 42 697

PS	12 943 (30,31 %)
UDF-RPR	11 328 (26,53 %)
Verts	4 428 (10,37 %)
PCF	4 116 (9,64 %)
FN	3 591 (8,41 %)
Centre	3 024 (7,08 %)
Chasse	1 413 (3,30 %)
LO	544 (1,27 %)
Prot. anim.	412 (0,96 %)
Alliance	241 (0,56 %)
Rénovateurs	240 (0,56 %)
MPPT	216 (0,50 %)
Gén. Europe	95 (0,22 %)
IDE	60 (0,14 %)
RFL	46 (0,10 %)

VOSGES

Les Verts enregistrent, par rapport à 1984, une très forte progression. Le Parti socialiste améliore son résultat de la précédente consultation européenne, passant de 19,47 % à 23,95 %. En revanche, les résultats de la droite classique sont en recul. La liste UDF-RPR (31,47 %) et la liste de M. Veil (8,93 %) totalisent 40,40 % des voix, soit 6 points de moins que le score obtenu en 1984 par l'union UDF-RPR. Le Front national confirme son implantation, tandis que le Parti communiste accuse un net recul (3,68 % contre 5,81 % en 1984).

L. 277 317; V. 136 477; A. 50,78 %; Ex. 129 810

UDF-RPR	40 860 (31,47 %)
PS	31 091 (23,95 %)
Verts	15 923 (12,26 %)
FN	13 853 (10,67 %)
Centre	11 595 (8,93 %)
PCF	4 784 (3,68 %)
Chasse	3 643 (2,80 %)
LO	2 426 (1,86 %)
Prot. anim.	1 500 (1,15 %)
MPPT	1 203 (0,92 %)
Alliance	1 066 (0,82 %)
Gén. Europe	606 (0,46 %)
Rénovateurs	562 (0,43 %)
RFL	380 (0,29 %)
IDE	318 (0,24 %)

1984 - L. 273 533; V. 150 623; A. 44,93 %; Ex. 141 760. - UDF-RPR, 68 147 (48,84 %); PS, 27 804 (19,47 %); FN, 16 580 (10,89 %); PCF, 8 248 (5,81 %); Verts, 8 801 (6,20 %); ERE, 4 388 (3,23 %); LO, 4 478 (3,15 %); Rénov., 3 466 (2,43 %); PCL, 1 758 (1,24 %); I. 84, 1 202 (0,84 %); Uds, 1 190 (0,83 %); PSU-CDU, 1 046 (0,73 %); EUE, 863 (0,60 %); POE, 4 000.

1988 - L. 276 188; V. 227 687; A. 17,27 %; Ex. 220 188. - Mitterrand, 78 034 (35,37 %); Chirac, 42 324 (19,18 %); Barre, 38 298 (17,36 %); Le Pen, 32 837 (14,88 %); Waechter, 10 612 (4,81 %); Lajoinie, 8 606 (3,82 %); Lagulier, 8 612 (3,84 %); Jacquin, 3 180 (1,44 %); Boussel, 1 009 (0,45 %).

EPINAL

L. 23 015; V. 11 305; A. 50,87 %; Ex. 10 956

UDF-RPR	3 541 (32,32 %)
PS	2 717 (24,79 %)
Verts	1 321 (12,05 %)
FN	1 217 (11,10 %)
Centre	1 108 (10,09 %)
PCF	291 (2,65 %)
LO	150 (1,36 %)
Prot. anim.	133 (1,21 %)
MPPT	133 (1,21 %)
Chasse	132 (1,20 %)
Alliance	84 (0,76 %)
Rénovateurs	52 (0,47 %)
Gén. Europe	34 (0,31 %)
RFL	23 (0,20 %)
IDE	22 (0,20 %)

YONNE

Dans ce département où la liste Chasse, pêche et tradition a recueilli plus de 5 % des suffrages, le PC perd près de 3 points par rapport aux élections européennes de 1984, tandis que le Front national progresse légèrement (0,37 %) et que le Parti socialiste gagne près de 2 points. Mais ce dernier est très en retrait par rapport au score réalisé par le candidat Mitterrand en 1988 (33,15 %). En revanche, l'addition des voix qui se sont reportées sur les listes conduites par Valéry Giscard d'Estaing et Simone Veil est loin de totaliser le score de la liste unique UDF-RPR de 1984. Il est vrai qu'entre temps Jean-Pierre Soisson, le maire d'Auxerre et l'un des figures du centre, est devenu ministre du gouvernement de Michel Rocard.

L. 222 205; V. 115 325; A. 48,09 %; Ex. 110 269

UDF-RPR	32 780 (28,72 %)
PS	23 364 (20,36 %)
FN	14 339 (12,60 %)
Verts	11 251 (9,84 %)
Centre	9 197 (8,34 %)
PCF	8 109 (7,35 %)
Chasse	5 761 (5,22 %)
LO	1 529 (1,38 %)
Prot. anim.	1 304 (1,18 %)
MPPT	745 (0,67 %)
Alliance	641 (0,58 %)
Rénovateurs	330 (0,29 %)
Gén. Europe	322 (0,29 %)
RFL	306 (0,27 %)
IDE	91 (0,08 %)

1984 - L. 218 764; V. 129 456; A. 40,82 %; Ex. 124 328. - UDF-RPR, 64 880 (44,14 %); PS, 22 768 (18,31 %); FN, 16 710 (12,88 %); PCF, 12 832 (10,07 %); Verts, 4 286 (3,44 %); ERE,

4 261 (3,42 %); LO, 2 789 (2,24 %); Rénov., 2 688 (2,08 %); PCL, 1 417 (1,13 %); I. 84, 981 (0,78 %); PSU-CDU, 983 (0,77 %); Uds, 811 (0,68 %); EUE, 318 (0,25 %); POE, 16 (0,01 %).

1988 - L. 221 180; V. 181 773; A. 17,52 %; Ex. 177 801. - Mitterrand, 68 944 (33,15 %); Chirac, 25 494 (19,96 %); Barre, 30 639 (17,23 %); Le Pen, 27 986 (16,72 %); Lajoinie, 11 211 (8,30 %); Waechter, 6 481 (3,82 %); Lagulier, 3 211 (1,80 %); Jacquin, 3 010 (1,69 %); Boussel, 878 (0,48 %).

AUXERRE

L. 22 013; V. 9 736; A. 55,77 %; Ex. 9 467

UDF-RPR	2 861 (30,22 %)
PS	2 138 (22,58 %)
FN	1 154 (12,18 %)
Verts	1 130 (11,93 %)
Centre	976 (10,30 %)
PCF	519 (5,48 %)
Chasse	235 (2,48 %)
LO	118 (1,24 %)
Prot. anim.	98 (1,03 %)
Alliance	78 (0,82 %)
MPPT	76 (0,80 %)
Gén. Europe	25 (0,26 %)
Rénovateurs	22 (0,23 %)
RFL	19 (0,20 %)
IDE	18 (0,19 %)

TERRITOIRE-DE-BELFORT

Les Verts multiplient leur résultat de 1984 par trois. Le Parti socialiste obtient un bon score avec 29,18 % des suffrages exprimés, mais l'ensemble de la gauche stagne. Avec 32,53 %, les deux listes conduites par M. Giscard d'Estaing et M. Veil n'atteignent pas les 39,43 % du précédent scrutin européen. Le Front national consolide sa position, dans le département (plus de 13 %) comme à Belfort (plus de 16 %).

Dans la ville de M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense, les socialistes n'ont pas mobilisé leur électorat traditionnel. Par rapport au premier tour de l'élection municipale, Verts et droits

classiques sont en progression; alors que le Front national se stabilise et que les partis de gauche enregistrent tous un net recul.

L. 84 713; V. 43 436; A. 49,70 %; Ex. 42 060

PS	12 273 (28,17 %)
UDF-RPR	10 510 (24,98 %)
FN	5 650 (12,43 %)
Verts	5 406 (12,85 %)
Centre	3 170 (7,53 %)
PCF	1 855 (4,41 %)
LO	876 (2,08 %)
Chasse	871 (2,07 %)
Prot. anim.	455 (1,08 %)
Alliance	298 (0,70 %)
MPPT	265 (0,63 %)
Gén. Europe	168 (0,39 %)
Rénovateurs	108 (0,25 %)
RFL	87 (0,20 %)
IDE	68 (0,16 %)

1984 - L. 82 048; V. 48 882; A. 42,88 %; Ex. 48 074. - UDF-RPR, 17 636 (39,12 %); PS, 11 968 (25,64 %); FN, 6 680 (14,77 %); PCF, 2 989 (6,58 %); Verts, 1 928 (4,27 %); ERE, 1 321 (2,83 %); LO, 987 (2,21 %); Rénov., 787 (1,74 %); PSU-CDU, 388 (0,74 %); PCL, 282 (0,62 %); I. 84, 246 (0,54 %); EUE, 189 (0,41 %); Uds, 180 (0,39 %).

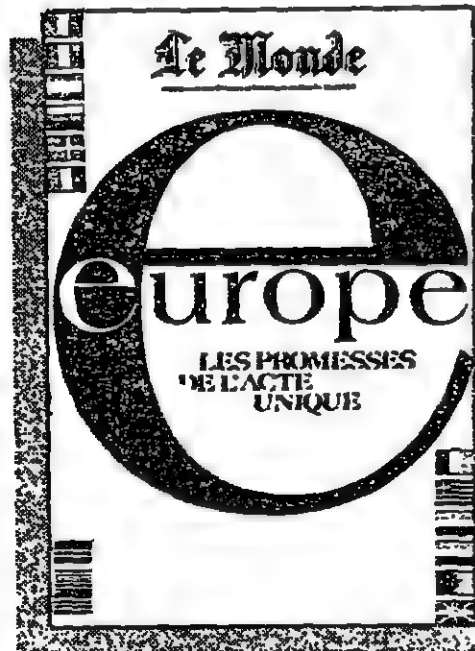
1988 - L. 84 828; V. 89 547; A. 18,11 %; Ex. 87 921. - Mitterrand, 24 989 (36,78 %); Chirac, 11 749 (17,28 %); Barre, 11 390 (16,76 %); Le Pen, 9 437 (13,89 %); Waechter, 3 595 (5,28 %); Lajoinie, 3 047 (4,48 %); Lagulier, 1 898 (2,89 %); Jacquin, 1 410 (2,07 %); Boussel, 360 (0,51 %).

BELFORT

L. 28 334; V. 14 177; A. 49,96 %; Ex. 13 746

PS	3 949 (28,72 %)
UDF-RPR	3 179 (23,12 %)
FN	2 303 (16,75 %)
Verts	1 775 (12,54 %)
Centre	1 060 (7,71 %)
PCF	728 (5,29 %)
LO	249 (1,81 %)
Prot. anim.	146 (1,06 %)
Chasse	137 (0,99 %)
Alliance	94 (0,68 %)
MPPT	63 (0,45 %)
Gén. Europe	37 (0,26 %)
Rénovateurs	36 (0,26 %)
RFL	20 (0,14 %)
IDE	20 (0,14 %)

Le Monde



LE BILAN DE L'EUROPE

NUMÉRO
HORS SÉRIE
116 PAGES 42 F

A l'occasion
des élections du 18 juin,
le Monde
fait le point
sur la construction européenne
et trace le chemin
qui reste à parcourir.

- VERS LE MARCHÉ UNIQUE DE 1993
- LES POLITIQUES D'ACCOMPAGNEMENT DU GRAND MARCHÉ
- LA PLACE DE L'EUROPE DANS LE MONDE
- LA REFORME DES INSTITUTIONS COMMUNAUTAIRES: VERS UNE PLUS GRANDE DEMOCRATIE INTERNE

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

LA PROMESSE DE L'ACTE UNIQUE

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Localité : _____

Nbre d'exemplaires : _____ x 47 F (port inclus) : _____ F
Pour les DOM-TOM et l'étranger, nous consulter.

COMMANDE ET RÉGLEMENT À RENVOYER À:

Le Monde
Service des ventes au numéro
7, rue des Italiens
75427 Paris Cedex 09

PEUT-ON FAIRE CONFIANCE AUX CITOYENS?

Plus qu'à une démocratie pluraliste, le peuple aspire souvent à sa propre dictature. Une réflexion audacieuse du politologue Guy Hermet.

Jean-François Revel, Le Point



On ne devrait lire qu'une sorte de livres: ceux qui bousculent les idées reçues, les seuls capables de vous faire réfléchir. C'est dans cet esprit que devrait être abordé l'essai de Guy Hermet sur la démocratie, ouvrage dans lequel l'auteur, avec une verve de moraliste iconoclaste, bouscule certains de nos préjugés sur le sujet, les mieux enracinés.

Pascal Bruckner, Le Nouvel Observateur

L'espace du politique
collection dirigée par Pierre Birnbaum

FAYARD

européennes

GUADELOUPE

L. 218 949 ; V. 21 881 ; A. 90,00 % ; Ex. 19 463

PS	7 623 (39,16 %)
UDF-RPR	7 433 (38,29 %)
Centre	1 514 (7,71 %)
FN	917 (4,71 %)
PCF	590 (3,03 %)
Verts	496 (2,54 %)
LO	472 (2,42 %)
Prot. anim.	251 (1,28 %)
Chasse	78 (0,40 %)
Alliance	60 (0,30 %)
RFL	7 (0,03 %)
Gén. Europe	2 (0,01 %)

1984 - L. 179 346 ; V. 24 888 ; A. 98,12 % ; Ex. 23 155. - UDF-RPR, 14 078 (56,79 %) ; PS, 6 083 (28,27 %) ; PCF, 371 (1,41 %) ; FN, 680 (2,88 %) ; ERE, 646 (2,78 %) ; Rénouv., 563 (2,38 %) ; PSU-CDU, 163 (0,70 %) ; PCL, 1 (0,00 %) ; Verts, 1 (0,00 %).

1988 - L. 196 670 ; V. 22 346 ; A. 98,12 % ; Ex. 23 155. - UDF-RPR, 42 283 (55,01 %) ; Chirac, 18 452 (25,31 %) ; Barre, 8 118 (10,58 %) ; Lajoinie, 4 187 (5,45 %) ; Le Pen, 1 292 (1,68 %) ; Laguerre, 802 (1,03 %) ; Wacziarg, 452 (0,58 %) ; Juquin, 317 (0,41 %) ; Bousset, 140 (0,18 %).

MARTINIQUE

La chute verticale de la participation, de 30 % en 1984 à 16,06 %, ne s'explique que pour une part modeste par les consignes d'abstention données par les formations indépendantistes, bien que dans les deux communes à municipalité d'extrême gauche 4,5 % et 5,9 % seulement des électeurs se soient déplacés. La participation est faible même là où la partie de la majorité présidentielle, vainqueur de tous les scrutins depuis six ans, et ceux de l'opposition appellent à voter. L'explication réside principalement dans la conviction que le Parlement européen est peu apte à résoudre les problèmes que crée l'appartenance à la CEE d'une île petite, exotique et économiquement défavorisée.

Comme ailleurs, la désaffection a touché l'électorat de gauche plus que celui de droite. La liste UDF-RPR (43,45 %) et la liste de M. Simonne Veil (7,56 %) totalisent 51,01 % des suffrages exprimés, score dont la droite s'est débarrassée. C'est la première fois depuis 1982 qu'elle est victorieuse.

M. Mitterrand avait obtenu au deuxième tour de la présidentielle de 1988 70,88 % des suffrages, la liste conduite par M. Laurent Fabius doit se contenter de 35,60 %.

L'effacement est particulièrement net à Fort-de-France : 10 052 voix pour M. Jospin en 1984, 79 % des voix pour M. Mitterrand au scrutin présidentiel, 81,90 % aux municipales de mars 1988 pour le Parti progressiste martiniquais, principale force mitterrandiste de l'île, mais aujourd'hui seulement 4 641 voix pour M. Fabius.

Les hésitations du EPM avant d'appeler à voter pour la liste socialiste, jointes au silence total qu'il garde durant la campagne le chef charismatique du parti, M. Aimé Césaire, semblent avoir conforté les électeurs dans leur conviction que, au mieux, l'Europe ne peut rien résoudre, au pis, qu'elle peut aggraver la situation.

Il y a eu une proportion élevée de bulletins blancs et nuls (11,07 % des votants) avec des points dépassant 21 % dans certaines localités.

L. 225 710 ; V. 36 244 ; A. 83,94 % ; Ex. 32 220

UDF-RPR	14 004 (43,45 %)
PS	11 475 (35,60 %)
Centre	2 436 (7,56 %)
PCF	1 735 (5,38 %)
LO	711 (2,20 %)
Verts	615 (1,90 %)
FN	554 (1,71 %)
Prot. anim.	3 (0,00 %)
RFL	1 (0,00 %)
Rénouv.	1 (0,00 %)

1984 - L. 196 368 ; V. 58 828 ; A. 70,04 % ; Ex. 54 163. - UDF-RPR, 32 062 (59,18 %) ; PS, 15 064 (27,79 %) ; PCF, 3 118 (5,78 %) ; ERE, 1 218 (2,24 %) ; Rénouv., 1 187 (2,19 %) ; FN, 809 (1,48 %) ; Barre, 442 (0,81 %) ; PSU-CDU, 208 (0,38 %) ; Verts, 310 (0,55 %) ; PCL, 2 (0,00 %).

1988 - L. 216 422 ; V. 124 719 ; A. 42,37 % ; Ex. 118 838. - Mitterrand, 68 848 (58,87 %) ; Chirac, 23 228 (20,25 %) ; Barre, 10 125 (10,58 %) ; Lajoinie, 2 318 (2,19 %) ; Le Pen, 1 385 (1,18 %) ; Laguerre, 826 (0,70 %) ; Wacziarg, 452 (0,58 %) ; Juquin, 380 (0,33 %) ; Bousset, 183 (0,16 %).

L. 60 211 ; V. 10 683 ; A. 82,25 % ; Ex. 9 493

PS	4 641 (48,88 %)
UDF-RPR	2 655 (27,96 %)
Centre	623 (6,65 %)
PCF	347 (3,65 %)
LO	310 (3,26 %)
Verts	254 (2,67 %)
Prot. anim.	246 (2,59 %)
FN	217 (2,28 %)

GUYANE

C'est la première fois, en Guyane, qu'une élection rencontre une telle indifférence: 88,50 % d'abstentions !

On n'avait jamais vu ça ! Tous les partis politiques locaux, à l'exception du RPR et de l'UDF, en baisse d'audience, avaient appelé au boycott du scrutin et ils ont été entendus. Une exception spectaculaire, toutefois : sur les bords de l'Oyapock, les Amérindiens Palikurs de Camopi et de Trois-Sauts ont participé au scrutin à 91,44 %.

L. 32 089 ; V. 3 686 ; A. 88,51 % ; Ex. 3 433

UDF-RPR	1 387 (40,40 %)
PS	734 (21,38 %)
Centre	476 (13,86 %)
RFL	369 (10,74 %)
MPPT	290 (8,44 %)
LO	91 (2,65 %)
Verts	86 (2,50 %)

1984 - L. 24 920 ; V. 6 038 ; A. 76,77 % ; Ex. 5 828. - UDF-RPR, 3 383 (57,89 %) ; PS, 1 625 (27,87 %) ; FN, 280 (4,65 %) ; ERE, 190 (3,25 %) ; Rénouv., 120 (2,00 %) ; PCF, 98 (1,68 %) ; PSU-CDU, 63 (1,05 %).

1988 - L. 30 216 ; V. 16 921 ; A. 43,99 % ; Ex. 16 368. - Mitterrand, 8 486 (51,93 %) ; Chirac, 4 998 (30,58 %) ; Barre, 1 488 (9,18 %) ; Le Pen, 771 (4,71 %) ; Wacziarg, 181 (1,08 %) ; Laguerre, 148 (0,80 %) ; Lajoinie, 112 (0,68 %) ; Juquin, 106 (0,64 %) ; Bousset, 38 (0,23 %).

L. 13 889 ; V. 1 039 ; A. 92,51 % ; Ex. 932

UDF-RPR	348 (37,33 %)
Chasse	239 (25,64 %)
Centre	114 (12,23 %)
RFL	86 (9,22 %)
MPPT	81 (8,69 %)
LO	42 (4,50 %)
Verts	22 (2,36 %)

LA RÉUNION

Le taux extrêmement faible de participation (22,89 %) s'explique essentiellement par l'appel à l'abstention lancé par l'indépendantiste réunionnais, alors qu'en 1984 celui-ci avait fait voter pour la liste du PCF, sur laquelle son secrétaire général, M. Paul Vergès, était en quatrième position, et par le peu de motivation de l'électorat de droite, mécontent, pour sa part, de l'absence de tout représentant des DOM en position d'éligible sur les listes de M. Chirac d'État ou de M. Veil. Le conseil du PCF a, au contraire, encouragé le vote, qui a recueilli 4,33 %, soit 24,45 points de moins qu'en 1984.

La liste de M. Chirac d'État devance de peu celle de M. Fabius, mais elle perd 15,97 points, au profit, essentiellement, de M. Veil, par rapport au score réalisé il y a cinq ans par la liste UDF-RPR, alors que celle du président de l'Assemblée nationale progresse, au contraire, de 23,95 points. Ces évolutions sont conformes aux résultats enregistrés localement aux législatives et aux municipales.

L. 327 687 ; V. 75 010 ; A. 77,10 % ; Ex. 71 567

UDF-RPR	24 375 (34,05 %)
PS	23 955 (33,47 %)
Centre	7 861 (10,98 %)
Verts	3 349 (4,67 %)
PCF	3 105 (4,33 %)
LO	2 988 (4,17 %)
FN	2 858 (3,99 %)
Prot. anim.	1 773 (2,47 %)
Alliance	861 (1,20 %)
Chasse	442 (0,61 %)

1984 - L. 263 828 ; V. 148 473 ; A. 43,27 % ; Ex. 145 702. - UDF-RPR, 72 894 (50,00 %) ; PCF, 43 396 (29,78 %) ; PS, 13 879 (9,32 %) ; ERE, 5 677 (3,88 %) ; Rénouv., 4 157 (2,85 %) ; FN, 3 414 (2,34 %) ; Barre, 1 493 (1,02 %) ; UDF, 782 (0,53 %).

1988 - L. 292 822 ; V. 215 473 ; A. 28,38 % ; Ex. 211 111. - Mitterrand, 107 878 (51,14 %) ; Barre, 51 783 (24,50 %) ; Chirac, 36 850 (17,45 %) ; Lajoinie, 5 363 (2,54 %) ; Le Pen, 3 740 (1,77 %) ; Laguerre, 1 826 (0,88 %) ; Wacziarg, 1 651 (0,78 %) ; Juquin, 1 299 (0,61 %) ; Bousset, 673 (0,31 %).

L. 4 487 ; V. 1 158 ; A. 3 329,74 ; Ex. 1 033

PS	295 (27,96 %)
UDF-RPR	278 (26,35 %)
Centre	203 (19,24 %)
Verts	178 (16,87 %)
FN	37 (3,50 %)
LO	32 (3,03 %)
Prot. anim.	19 (1,80 %)
PC	15 (1,23 %)

SAINT-DENIS

L. 61 359 ; V. 19 450 ; A. 68,30 % ; Ex. 18 772

PS	7 979 (42,50 %)
UDF-RPR	5 091 (27,12 %)
Centre	1 825 (9,72 %)
Verts	986 (5,25 %)
FN	897 (4,77 %)
PCF	625 (3,32 %)
LO	540 (2,87 %)
Prot. anim.	423 (2,25 %)
Alliance	289 (1,53 %)
Chasse	117 (0,62 %)

LE PORT

L. 15 961 ; V. 951 ; A. 94,04 % ; Ex. 894

UDF-RPR	325 (36,35 %)
PS	270 (30,29 %)
Centre	92 (10,29 %)
PCF	59 (6,59 %)
FN	42 (4,69 %)
Verts	37 (4,13 %)
LO	36 (4,02 %)
Prot. anim.	20 (2,23 %)
Alliance	8 (0,89 %)
Chasse	5 (0,55 %)

SAINT-ANDRÉ

L. 18 915 ; V. 3 967 ; A. 93,14 % ; Ex. 3 767

UDF-RPR	1 288 (34,19 %)
Centre	961 (25,51 %)
PS	794 (21,07 %)
PCF	197 (5,22 %)
LO	189 (5,01 %)
Verts	108 (2,86 %)
Prot. anim.	102 (2,70 %)
FN	78 (2,07 %)
Chasse	30 (0,79 %)
Alliance	20 (0,53 %)

SAINT-LOUIS

L. 22 863 ; V. 1 567 ; A. 79,02 % ; Ex. 1 497

UDF-RPR	917 (61,25 %)
PS	226 (15,09 %)
Centre	163 (10,88 %)
Verts	55 (3,67 %)
FN	31 (2,07 %)
PCF	18 (1,20 %)
LO	18 (1,20 %)
Alliance	17 (1,13 %)
Prot. anim.	6 (0,40 %)
Chasse	6 (0,40 %)

SAINT-PAUL

L. 33 743 ; V. 8 693 ; A. 74,23 % ; Ex. 8 257

UDF-RPR	2 972 (35,99 %)
PS	1 770 (21,43 %)
Centre	1 071 (12,97 %)
LO	595 (7,20 %)
Verts	319 (3,82 %)
PCF	448 (5,42 %)
FN	391 (4,73 %)
Prot. anim.	316 (3,83 %)
Alliance	101 (1,22 %)
Chasse	72 (0,87 %)

SAINT-PIERRE

L. 31 781 ; V. 7 048 ; A. 77,82 % ; Ex. 6 630

UDF-RPR	2 757 (41,58 %)
PS	1 507 (22,73 %)
Centre	731 (11,02 %)
PCF	485 (7,31 %)
LO	311 (4,69 %)
Verts	259 (3,90 %)
FN	251 (3,78 %)
Prot. anim.	189 (2,85 %)
Alliance	93 (1,40 %)
Chasse	47 (0,70 %)

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

L. 4 487 ; V. 1 158 ; A. 3 329,74 ; Ex. 1 033

PS	295 (27,96 %)
UDF-RPR	278 (26,35 %)
Centre	203 (19,24 %)
Verts	178 (16,87 %)
FN	37 (3,50 %)
LO	32 (3,03 %)
Prot. anim.	19 (1,80 %)
PC	15 (1,23 %)

1984 - L. 3 967 ; V. 1 200 ; A. 2 767, 69,75 % ; Ex. 1 074. - UDF-RPR, 804 (56,23 %) ; PS, 195 (18,15 %) ; ERE, 180 (17,69 %) ; FN, 56 (5,21 %) ; PCF, 20 (1,88 %) ; PSU-CDU, 9 (0,83 %).

1988 - L. 4 428 ; V. 2 480 ; A. 1 948, 43,56 % ; Ex. 2 160. - Chirac, 782 (34,97 %) ; Mitterrand, 693 (32,23 %) ; Barre, 304 (14,13 %) ; Wacziarg, 181 (8,41 %) ; Le Pen, 108 (4,93 %) ; Laguerre, 80 (2,78 %) ; Juquin, 20 (0,93 %) ; Lajoinie, 20 (0,93 %) ; Bousset, 14 (0,68 %).

MAYOTTE

L. 26 800 ; V. 8 138 ; A. 69,63 % ; Ex. 8 038

Centre	2 978 (37,04 %)
PS	2 280 (28,36 %)
UDF-RPR	1 958 (24,35 %)
Prot. Anim.	284 (3,53 %)
FN	273 (3,39 %)
PC	158 (1,96 %)
Verts	107 (1,33 %)

1984 - L. 22 500 ; V. 9 180 ; A. 13 320, 59,20 % ; Ex. 9 182. - UDF-RPR, 4 500 (48,11 %) ; ERE, 4 175 (46,58 %) ; FN, 198 (2,08 %) ; FN, 163 (1,68 %) ; PS, 146 (1,58 %).

1988 - L. 22 254 ; V. 18 385 ; A. 30,96 % ; Ex. 17 222. - UDF-RPR, 8 352 (45,88 %) ; PS, 6 815 (38,88 %) ; PS, 610 (4,00 %) ; FN, 198 (1,28 %) ; PCF, 180 (1,24 %) ; REN, 89 (0,58 %) ; LO, 79 (0,51 %) ; MPIT, 54 (0,38 %) ; Verts, 37 (0,24 %).

NOUVELLE-CALÉDONIE

A une semaine d'intervalle, les électeurs calédoniens ont été deux fois moins nombreux à voter qu'aux élections provinciales, mais cela n'est pas une surprise dans la mesure où le FLNKS, cette fois, avait appelé à l'abstention les militants indépendantistes. Il y a eu donc 27 934 votants de moins que le 11 juin et l'abstention (61,31 %) a augmenté de 30,60 points. Ce scrutin européen n'a donc pas plus mobilisé que celui de 1984. Par rapport à cette référence, la liste UDF-RPR, nettement en tête, accuse un léger recul de 2,73 points et celle du Front national une baisse de 3,55 points. A Nouméa, la liste UDF-RPR recense presque le même nombre de voix qu'il y a cinq ans, alors que celle du FN en perd plus de 700 et le PCF 20 pour un nombre de votants un peu inférieur.

L. 91 230 ; V. 35 291 ; A. 61,51 % ; Ex. 34 743

UDF-RPR	24 983 (71,90 %)
FN	4 223 (12,15 %)
PS	2 123 (6,11 %)
Centre	1 510 (4,34 %)
Verts	765 (2,20 %)
Prot. anim.	681 (1,95 %)
PCF	458 (1,31 %)

1984 - L. 80 211 ; V. 32 756 ; A. 59,16 % ; Ex. 32 133. - UDF-RPR, 23 888 (74,64 %) ; FN, 5 048 (15,70 %) ; PS, 1 609 (5,00 %) ; ERE, 1 029 (3,20 %) ; PCF, 481 (1,43 %).

1988 - L. 88 223 ; V. 51 308 ; A. 41,84 % ; Ex. 50 805. - Chirac, 37 815 (74,52 %) ; Le Pen, 6 297 (12,38 %) ; Barre, 3 123 (6,14 %) ; Mitterrand, 2 632 (4,98 %) ; Wacziarg, 308 (0,60 %) ; Laguerre, 293 (0,57 %) ; Lajoinie, 168 (0,33 %) ; Juquin, 92 (0,18 %) ; Bousset, 79 (0,15 %).

L. 32 898 ; V. 17 067 ; A. 48,12 % ; Ex. 16 811

UDF-RPR	11 914 (70,87 %)
FN	2 471 (14,69 %)
PS	853 (5,07 %)
Centre	775 (4,61 %)
Verts	387 (2,30 %)
Prot. anim.	260 (1,54 %)
PCF	151 (0,89 %)

LE GENRE HUMAIN

ÉMIGRER IMMIGRER

"Vive Le Genre humain ! Depuis ses débuts la revue a fait preuve d'une efficacité rare." Raymond Bellour / Le Magazine littéraire

"Le Genre humain est une revue qui marque profondément, depuis sa naissance, la vie intellectuelle de notre époque." Pierre Lepape / Le Monde

Revue Le Genre humain
N° 19: Émigrer, immigrer
192 pages, 85F

Les 15 premiers numéros: 599F au lieu de 1067F jusqu'au 1.09.89

Editions du Seuil

ШЛЁМ КРЕПКИЙ ПОЦЕЛУИ ИЗ РОССИИ



En première mondiale, du 12 au 24 juin 1989, KISS FM + diffuse, en direct de Moscou, ses programmes à l'intention des soviétiques. 40 millions d'auditeurs chaque jour seront à l'écoute d'une radio occidentale. KISS FM +, la radio française à Moscou. Code 3615 KISS.

BONS BAISERS DE RUSSIE

Avec **Le Monde**

Moshe Lewin

La grande mutation soviétique

La plupart des spécialistes occidentaux de l'Union soviétique n'ont prévu ni la perestroïka, ni son exceptionnelle ampleur. Dans cet essai court et percutant, Moshe Lewin démontre que cette société n'est pas figée, immobilisée par un parti omnipotent lui-même condamné à se reproduire à l'identique. Que Gorbatchev échoue ou réussisse, cela n'arrêtera pas les transformations structurelles que Moshe Lewin analyse ici à l'aide de matériaux largement inédits. Ce livre novateur intéressera tous ceux qui veulent comprendre les mutations sociales et culturelles qui façonnent l'Union soviétique d'aujourd'hui et de demain. 95 F

LA DÉCOUVERTE

COLLEGE DES INGENIEURS

ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE
ÉCOLE NATIONALE DU GÉNIE RURAL
DES EAUX ET DES FORÊTS
ÉCOLE NATIONALE DES PONTS ET CHAUSSEES

avec le soutien de
L'AIR LIQUIDE
IMETAL
EUROSTART

Le Monde

LE MAINTIEN DE L'EMPLOI

Contrainte ou arme stratégique ?

Jusqu'où l'intérêt collectif de l'entreprise peut-il coïncider avec l'intérêt particulier de ses employés ? Jusqu'où le management s'intéresse-t-il au problème de l'emploi ?

SÉNAT - 27 JUIN 1989

Salle Médias de 9 h à 16 h 45

Renseignements et inscriptions :
Association pour la Promotion
du Collège des Ingénieurs
28, rue des Saints-Pères, 75007 Paris
Tél. : 42-86-01 79 FAX 42-60-40-72

مكتبة الأمل

هذه امة لا اصل

Les élections

Fort taux d'abstention dans la plupart des pays

Les élections européennes ont été marquées par un fort taux d'abstention, à travers l'ensemble de la Communauté : selon les dernières estimations, le taux de participation, de 61 % en moyenne à l'échelle européenne en 1984, est revenu à 58,5 %. Les Britanniques, bien qu'ils aient participé plus massivement au scrutin que lors de la dernière consultation européenne (36 % de participation contre 32,6 % en 1984), enregistrent le plus faible taux. Viennent ensuite le Danemark (46 % contre 50,3 %), les Pays-Bas (47,2 % contre 50,5 %), la France (48,8 % contre 56,6 %), le Portugal (51,2 % contre 72,42 % en 1987), l'Espagne

(54,8 % contre 69 % en 1987), la RFA (61,5 % contre 56,8 %), l'Irlande (68,3 % contre 47,6 %), la Grèce (77,7 % contre 77,2 %), l'Italie (81,5 % contre 83,9 %), le Luxembourg (87 %, comme en 1984) et la Belgique (93 % contre 92,2 %).

Les taux de participation relativement importants de l'Irlande, de la Grèce et du Luxembourg s'expliquent non seulement du fait du caractère obligatoire du vote au Luxembourg et en Grèce, mais en raison du double scrutin : dans ces trois pays, les électeurs étaient également appelés à se prononcer pour les élections législatives anticipées. Sans être obligatoire,

la participation aux opérations électorales a un caractère contraignant en Italie, où le fait de s'abstenir est inscrit au code pénal.

La nette victoire des travaillistes britanniques renforce le groupe socialiste au Parlement européen (180 sièges contre 166 sortants). La gauche et la droite sont désormais presque à égalité dans l'hémicycle de Strasbourg : les socialistes et les communistes disposent de 221 représentants, les chrétiens-démocrates, les conservateurs et les libéraux en ont 223.

Les écologistes et l'extrême droite devraient donc désormais jouer le rôle d'arbitres. Ces deux formations enregistrent une poussée signifi-



RFA

81 SIÈGES

61 millions d'habitants, 45 millions d'électeurs. Scrutin proportionnel. Les partis peuvent présenter des listes soit au niveau fédéral, soit au niveau des Länder. Seules les listes qui ont recueilli au moins 5 % des voix sont admises à la répartition. Le décompte s'effectue au niveau fédéral, à l'exception de Berlin-Ouest où les représentants sont élus par la chambre des députés du Land. Vote le 18 juin.

Le plus haut score d'une formation d'extrême droite dans une consultation nationale depuis la guerre

BONN
de notre correspondant

M. Franz Schönhuber, le chef du Parti républicain (extrême droite), était rayonnant en cette soirée d'élections européennes à Bonn. Son parti, qui avait déjà créé la sensation en faisant son entrée, au mois de mars dernier, au Sénat de Berlin-Ouest s'affirmait à l'échelle nationale : il obtient 7,1 % des suffrages, passant allégrement la barre des 5 % nécessaires pour obtenir des sièges à Strasbourg. C'est la première fois depuis la guerre qu'une formation d'extrême droite obtient un tel résultat dans une élection nationale. A la fin des années 60, un autre parti se réclamant des mêmes idées, le NPD, avait obtenu des succès lors d'élections municipales et régionales, mais n'était jamais parvenu à s'affirmer sur le plan national : en 1969, il manquait de peu son entrée au Bundestag avec 4,6 % des suffrages avant de retomber dans l'insignifiance.

M. Schönhuber était d'autant plus satisfait dimanche soir que dans sa terre natale, la Bavière, sa formation réalisait un score impressionnant : plus de 15 % des voix, alors que la CSU, le Parti chrétien-social, du ministre des finances, M. Theo Waigel, subit un sérieux revers : avec 45 % environ des voix, il ne parvient pas à conserver la majorité absolue que lui garantissent la personnalité et le charisme du défunt Franz Josef Strauss pendant les trois dernières décennies. Si cette confirmation de la stabilisation d'un électeur d'extrême droite reste la caractéristique majeure du scrutin européen, et va dominer le débat politique des prochains mois en République fédérale, la physionomie d'ensemble du scrutin confirme les tendances qui s'étaient manifestées lors des récentes élections régionales et locales ainsi que dans les sondages.

Avec 37,7 % des suffrages, la CDU-CSU du chancelier Kohl perd plus de 8 % par rapport au scrutin européen de 1984. Les succès de politique étrangère du chancelier

Kohl - le compromis sur les armes nucléaires à courte portée du sommet de l'OTAN à Bruxelles et les visites de M. Gorbatchev - l'ont sans doute sauvé du désastre électoral qui se dessinait ce printemps. L'ambiance à la Konrad Adenauer Haus, le siège central de la CDU à Bonn, était plutôt au soulagement. On ne craignait rien tant que d'être dépassé par le SPD, ce qui aurait été un très mauvais point de départ pour les élections au Bundestag prévues en décembre 1990. Le secrétaire général de la CDU, M. Heiner Genscher, a réaffirmé qu'il n'était pas « question de conclure d'alliance à aucun niveau avec les Républicains » et que son parti « allait faire tout ses efforts pour ramener au bercail les électeurs chrétiens-démocrates dont les suffrages se sont égarés ». En dépit des pertes importantes subies par son parti, le chancelier dispose donc du répit nécessaire pour rétablir la situation d'ici aux élections législatives.

La déception du SPD

Autre motif de satisfaction pour Helmut Kohl : son partenaire au sein de la coalition, le parti libéral FDP, réussit de justesse, avec 5,6 % des voix, à effectuer son retour au Parlement européen, où n'ayant obtenu que 4,8 % en 1984, il n'était plus représenté. Dans les derniers jours de la campagne, le FDP avait mis l'accent sur le fait qu'il fallait « renforcer la position de M. Genscher ». Cela a sans doute été décisif pour éviter une nouvelle catastrophe à un parti qui, décidément, ne survit que grâce au prestige du seul ministre des Affaires étrangères. Au total, la coalition gouvernementale obtient 43 % des suffrages, alors qu'en 1984, elle dépassait la barre des 50 %. Rien n'est donc joué pour 1990, et si le chancelier Kohl a réussi à limiter les dégâts, il le doit moins à la propre force de son parti qu'à l'échec relatif de son principal concurrent, le parti social-démocrate.

Alors que le SPD, la déception était manifeste : les espoirs que l'on

avait placés dans ces élections européennes comme étape décisive vers la reconquête du pouvoir à Bonn ne se sont pas réalisés, loin de là. Avec 37,3 % des suffrages, le SPD ne profite pas de la mauvaise forme de la coalition au pouvoir : il talonne la CDU, certes, mais ne parvient pas à effectuer une percée suffisante pour faire de lui le premier parti du pays ni à retrouver les scores dépassant la barre des 40 %, qui assurèrent les triomphes de MM. Willy Brandt et Helmut Schmidt. Plus grave : les premières analyses du scrutin confirment une tendance que l'on avait déjà pu déceler lors des élections de Berlin de 1988 : une partie de l'électorat social-démocrate a lui aussi répondu aux sirènes de l'extrême droite. Cela est particulièrement flagrant en Bavière où le SPD réalise la plus mauvaise performance de l'après-guerre avec seulement 22 % des suffrages. Cet échec relatif au regard des objectifs ambitieux que le parti s'était fixé pour ces élections européennes est une défaite personnelle pour son président, M. Hans-Jochen Vogel.

En revanche, les bons résultats obtenus le même jour en Sarre lors des élections municipales par M. Oskar Lafontaine - qui a réussi à faire progresser les sociaux-démocrates et à maintenir les Verts et l'extrême droite bien en dessous des moyennes nationales - devraient accroître l'influence et le poids de ce jeune élu. Selon les premières tendances d'une élection dont les résultats ne seront définitivement connus que dans la journée de lundi en raison de l'introduction du vote préférentiel et du panachage, le SPD, pour la première fois depuis la création de la République fédérale, devient le premier parti dans ce Land considéré comme un bastion de la CDU, qui plus est terre natale du chancelier Kohl. Là aussi, la poussée de l'extrême droite, qui fut une entrée fracassante dans la plupart des

conseils municipaux, a créé la sensation. Dans une ville comme Kaiserslautern, par exemple, où la présence de troupes américaines est particulièrement importante, la campagne nationaliste des amis de M. Schönhuber a fait mouche, et le « ras le bol » des nuisances provoquées par les voix d'entraînement à basse altitude s'est traduite par un vote sanction contre les chrétiens-démocrates.

Participation élevée

Les Verts ouest-allemands, qui ont légèrement amélioré leur position, passant de 8,2 à 8,4 % des suffrages, sont également un peu déçus : au regard des succès obtenus par leurs homologues des autres pays européens, ils semblent marquer quelque peu le pas. Les changements intervenus à la direction de ce parti, qui depuis quelque mois s'est orienté vers une coopération avec les sociaux-démocrates, n'ont pas attiré vers cette formation plus d'électeurs que lorsque celui-ci était dominé par la tendance fondamentaliste hostile à tout compromis avec le SPD. Facteur stable de la vie politique, le parti Vert ouest-allemand n'est plus un phénomène singulier en Europe. Il se sent à la fois rassuré et inquiet de la percée de ses amis d'Europe du Sud, dont les positions moins radicales semblent suspectes à certains d'entre eux.

La participation au scrutin, qui a atteint 62,4 %, a fait mentir les pronostics les plus pessimistes qui prévoyait un taux notablement inférieur à celui de 1984 (56,8 %). Peut-être le report de l'hémicycle de clôture du scrutin à 21 heures a-t-il permis aux nombreux électeurs qui avaient profité du long week-end - le 17 juin est un jour férié en RFA - de se rendre tout de même aux urnes, mais cela n'explique pas tout. La dramatisation de la vie politique intérieure et extérieure, l'enjeu secret de l'élection - la survie du chancelier - ont sans doute été des facteurs de mobilisation d'un électeur qu'on disait apathique. L'irruption d'une nouvelle force nationale implantée à droite de la CDU-CSU bouleverse en tout cas le jeu traditionnel de la politique ouest-allemande et promet, pour l'avenir immédiat, de vifs débats qui ne seront pas sans quelques similitudes avec ceux que la montée de l'extrême droite ont provoqué en France.

LUC ROSENZWEIG.

FORMATIONS	%	SIÈGES
CDU-CSU (Union chrétienne-démocrate et Union chrétienne sociale/Bavière)...	37,7	32
SPD (Parti social-démocrate)...	37,3	31
Verts (écologistes)...	8,4	8
Républicains (extrême-droite)...	7,1	6
FDP (libéraux)...	5,6	4

FORMATIONS	%	SIÈGES
CDU (Union chrétienne-démocrate)...	37,5	9
CSU (Bavière) (Union chrétienne sociale)...	8,5	5
CDU-CSU (total)...	46	41
SPD (Parti social-démocrate)...	37,4	33
Verts (écologistes)...	8,2	7
FDP (Parti libéral)...	4,8	4
Liste pour la paix...	1,3	

PAYS-BAS

25 SIÈGES

15 millions d'habitants, 11 millions d'électeurs. Représentation proportionnelle au niveau national. Vote le 15 juin.



Taux d'abstention record Bon score des chrétiens-démocrates avant les législatives de septembre

LA HAYE
de notre correspondant

Les élections au Parlement de Strasbourg ont fait une victime : l'« europhobie » des Néerlandais. La légende de leur enthousiasme européen inconditionnel était déjà ébranlée. Elle a définitivement vécu : le scrutin du 15 juin a été bouclé par 52,8 % des électeurs. Le taux de participation de 47,2 % est le plus faible jamais enregistré. Il était de 56,8 % en 1979 et de 50,5 % en 1984.

Un plan proprement politique, le scrutin a fait deux vainqueurs : l'un est le CDA, (chrétiens-démocrates), l'autre, en voix, l'Alliance Arc-en-ciel des petits partis de gauche (socialistes, pacifistes, radical, communiste, évangélique).

Les vaincus sont le VVD (libéral), du côté de la majorité, et le PVDA (socialiste), du côté de l'opposition. Tous deux perdent ainsi bien en voix qu'en sièges. Dans le camp de la majorité, le CDA progresse, avec 10 sièges (+2). Un résultat interprété par le parti du premier ministre démissionnaire, M. Ruud Lubbers, comme un signe de soutien : il ne gagne rien en voix (34,6 %) par rapport aux élections législatives de 1986, mais il réalise la plus belle progression en suffrages (+4,6 %) par rapport aux élections européennes de 1984. De plus, ses gains semblent se faire au détriment des libéraux du VVD, qui avaient pris l'initiative de faire tomber le gouvernement et qui se trouvent sanctionnés, quel qu'en disent leurs responsables : le VVD perd deux de ses cinq places dans l'hémicycle de Strasbourg et voit son poids électoral (13,6 %) régresser par rapport aux deux derniers scrutins.

A gauche, les résultats sont doublement « décevants » pour le PVDA. Non seulement, il ne profite pas de l'éclatement de la coalition gouvernementale mais il ne se maintient même pas, passant à 30,7 % des voix contre plus de 33 % en 1984 et 1986. Les socialistes ne comptent plus que huit eurodéputés contre neuf et cette perte d'un siège est d'autant plus douloureuse qu'elle est à mettre à l'actif de l'Alliance Arc-en-ciel. Cette dernière, qui maintient sa position en sièges (deux) mais réalise un bon électoral très net (+3,6 %) par rapport aux dernières législatives, semble s'imposer comme dépositaire du courant réformateur aux Pays-Bas.

Ce résultat des Arc-en-ciel vaut comme une sanction de la stratégie de recatégorisation du PVDA et comme

une récompense de leur engagement en faveur de l'environnement. C'est dans leur camp que les marges étaient les plus réduites dimanche soir. Et pour cause : extrapoler aux législatives anticipées du 6 septembre prochains les voix recueillies par les Arc-en-ciel, qui s'appelleront dans dix semaines les Verts gauche - les ferait passer de trois à dix députés.

La petite gauche deviendrait-elle grande ? C'est l'un des enjeux du scrutin à venir qui s'annonce particulièrement ouvert. Les projections nationales du résultat des européennes font apparaître que la coalition CDA-VVD cessera d'être la majorité (passant de 51 à 74 députés), alors que l'opposition ne serait pas encore la majorité, le PVDA régressant notamment de 52 à 47 députés. Le Parti du centre des démocrates qui, comme son nom ne l'indique pas, est un parti d'extrême droite, ferait son retour au Parlement de La Haye avec un député. Les partis confessionnels (SGP, GVP, RPF) gagneraient pour leur part quatre sièges à la Chambre avec un élu. A l'évidence, les abstentionnistes ont beaucoup à dire et les grands partis, de droite comme de gauche, débordés sur leurs extrêmes, se sont dit convaincus d'y avoir des réserves de voix.

CHRISTIAN CHARTIER.

FORMATIONS	%	SIÈGES
CDA (chrétiens-démocrates)...	34,6	10
PVDA (socialistes)...	30,7	8
VVD (libéraux)...	13,6	3
Arc-en-ciel (gauche)...	7	2
Centre des démocrates (extrême droite)...	5,9	1
Démocratie 66 (centre gauche)...	5,9	1

FORMATIONS	%	SIÈGES
PVDA (socialistes-démocrates)...	33,72	9
CDA (démocratie-chrétienne)...	30,03	8
VVD (libéraux)...	18,90	5
Alliance progressiste verte (ext. g.)...	5,60	2
SGP, RPF, GVP (socialistes)...	5,21	1
Démocratie 66 (centre gauche)...	2,28	

Les Républicains : un parti populiste dominé par la personnalité de M. Franz Schönhuber

BONN
de notre correspondant

« Ne laissez aucune force politique s'installer à la droite des chrétiens-démocrates » : telle était la ligne de conduite maintes fois proclamée du défunt leader bavarois Franz Josef Strauss. C'est pourtant de Bavière que sont partis ces républicains, dont l'entrée au Parlement de Strasbourg défraya la chronique des élections européennes en RFA. Leur parti a été fondé le 27 novembre 1983 à Munich par deux députés CSU, MM. Franz Handlos et Eckehard Voigt, pour protester contre la décision de Franz Josef Strauss d'autoriser un crédit de 1 milliard de deutschemarks à la République démocratique allemande.

Les deux fondateurs étaient très vite rejoints par un homme très populaire en Bavière, le journaliste Franz Schönhuber. Dans ses causeries télévisées, ce dernier défendait inlassablement les « honnêtes gens » contre la « racaille », catégorie dans laquelle il faisait entrer les trafiquants de drogue au même titre que les militants d'extrême gauche. Il dut quitter la télévision à la suite du scandale provoqué par la publication d'un livre de souvenirs intitulé Ich war dabei (j'y étais),

qui racontait sans le moindre soupçon de regret ou d'autocritique son passage dans les Waffen SS. Il y fut même instructeur de la légion Charlemagne, les SS français, dont il vanta encore aujourd'hui les qualités. Cet homme âgé aujourd'hui de soixante-six ans, fils d'un boucher de Haute-Bavière, reste bien sûr seul maître à bord.



Les premiers succès des Républicains furent enregistrés en septembre 1988, lors des élections régionales de Bavière, où ils obtinrent plus de 3 % des suffrages. En dépit de fréquentes déchirements internes, les Républicains dont le principal thème de

campagne consiste à demander l'arrêt de l'immigration étrangère, ont progressé depuis lors dans chaque consultation électorale. Leur entrée à la Chambre des députés de Berlin-Ouest au mois de mars dernier avec 7,5 % des voix contribua à la défaite du bourgmestre sortant, le chrétien-démocrate Eckehard Voigt, au profit d'une coalition SPD-Verts. L'analyse de ce scrutin, qui semble confirmée par le résultat des élections de dimanche, avait montré que les voix des Républicains proviennent pour l'essentiel d'anciens électeurs de la CDU-CSU, mais aussi d'une frange d'électeurs sociaux-démocrates. Les Républicains naissent dans les mêmes eaux que le groupe néo-nazi NPD, qui avait connu son heure d'été glorieuse dans les années 60. Leurs thèmes et leur style s'apparentent davantage cependant à ceux qui ont fait le succès du Front national, en France. Le chancelier Kohl, visiblement irrité dimanche soir par le succès des Républicains, a d'ailleurs tenu à préciser qu'il s'agissait d'une certaine « normalisation » du paysage politique ouest-allemand, dont la configuration se rapproche de celle qui existe en France ou en Italie.

L. R.

GILBERT SIMONDON

DU MODE D'EXISTENCE
DES OBJETS TECHNIQUES

Nouvelle édition augmentée d'un chapitre sur la pensée technique

L'INDIVIDUATION
PSYCHIQUE ET COLLECTIVE

Une théorie de l'individuation dans les quatre perspectives de la sensibilité, de la perception, de l'émotion et de l'attention.

Aubier

européennes

et renforcement du groupe socialiste au Parlement de Strasbourg

cative. Sans compter les neuf députés de la liste de M. Antoine Waechter et les trois de la liste des Verts italiens, le groupe Arc-en-ciel (écologiste) de Parlement passe de vingt à trente-cinq représentants.

Quant au groupe des Droites européennes (extrême droite), il sort également renforcé de ce scrutin : les listes du Front national et du MSI italien conservent le même nombre d'élus qu'en 1984 (dix pour les Français, cinq pour les Italiens) et elles devraient bénéficier de l'appui allemand, les Républicains ayant remporté six sièges. Les deux élus de la liste espagnole de M. Ruiz Mateos pourraient s'y adjoindre, à moins, ce qui est plus probable, qu'ils ne figurent comme non-inscrits.

De son côté, le groupe conservateur des Droites européennes perd le gros de ses troupes, en raison de la défaite des conservateurs britanniques qui, en l'état actuel des résultats, perdrait au moins 12 sièges, et de la défection de la droite espagnole : les 15 élus du Parti populaire espagnol devraient quitter le groupe afin de rejoindre celui du PPE (démocrate-chrétien).

La droite espagnole videra donc grossier les rangs de la formation démocrate chrétienne, qui comptait 113 sortants et qui n'en compte plus, sans les Espagnols, que 109, parmi lesquels sont comptabilisés les col-

liers de M^{me} Simone Veil. Tête de la liste centriste, M^{me} Veil devrait, pour sa part, rester, en principe, au sein du groupe libéral qu'elle présidait.

Par ailleurs, selon des rumeurs qui circulaient dans la nuit de dimanche à lundi dans les couloirs de l'Assemblée, à Bruxelles, les élus de l'UDF pourraient adhérer au PPE. Disposant de l'appui de la deuxième formation du Parlement européen, M. Valéry Giscard d'Estaing bénéficierait alors d'un atout non négligeable lors de l'élection du président de l'Assemblée, le 25 juillet.



GRANDE-BRETAGNE

81 SIÈGES

57 millions d'habitants, 43 millions d'électeurs. Scrutin majoritaire pour les 66 circonscriptions anglaises, représentation proportionnelle pour les 15 sièges attribués à l'Irlande du Nord. Vote le 15 juin.

Les travaillistes demandent des législatives anticipées

Les Verts frustrés de leur succès

LONDRES
de notre correspondant

M^{me} Thatcher subit sa première défaite depuis son arrivée au pouvoir en 1979 : les travaillistes, conduits par M. Neil Kinnock, ont majoritairement dans le pays et remporté des élections législatives anticipées ; les Verts font une entrée fracassante, obtenant 15 % des voix alors qu'ils n'en avaient recueilli que 0,5 % en 1984 ; les élections européennes ont bouleversé la scène politique britannique et annoncent peut-être la fin de l'ère Thatcher — un événement jugé encore impensable il y a quelques semaines.

M. Kinnock estime que le scrutin s'est joué sur des problèmes intérieurs, avant tout la gestion de l'économie, et qu'il constitue un vote massif de défiance à l'égard de M^{me} Thatcher. « Elle est le premier ministre du passé, dirigeant un gouvernement du passé », dit-il. Les travaillistes ont remporté 40 % des voix, les conservateurs 35 %, les Verts 15 %, les démocrates 6 %, les nationalistes écossais et les formations autonomes d'Irlande du Nord se partageant les 4 % restants.

Cette répartition donnerait, selon une estimation encore provisoire, 46 députés travaillistes au Parlement de Strasbourg, 31 conservateurs et 4 divers. Le parlement sortant comptait 45 conservateurs et 32 travaillistes. La situation serait donc plus que renversée par rapport à 1984. Enfin, les travaillistes auraient en outre, selon les projections de la BBC, une majorité de 18 sièges à Westminster si des élections nationales, et non pas européennes, avaient eu lieu le 15 juin.

Rien n'oblige M^{me} Thatcher à céder à la demande de M. Kinnock et à convoquer ses concitoyens aux urnes sur-le-champ, mais le prestige de la Dame de fer est sérieusement entamé. Même si elle se maintient au 10 Downing Street jusqu'à la fin de son mandat, en 1992, elle ne peut plus espérer exercer la même emprise que précédemment sur son gouvernement, sur le pays lui-même, sans parler des instances européennes. Le spectacle de députés conservateurs européens accusant carrément leur premier ministre

dimanche soir à la télévision d'être personnellement responsable de la déroute marquée à lui seul l'ampleur du changement intervenu.

M^{me} Thatcher n'a pas voulu comment l'événement à chaud au cours de la nuit de dimanche à lundi. Elle a laissé ce soin à un de ses fidèles, M. Cecil Parkinson, ministre de l'Énergie. Ce dernier a, de façon très anglaise, félicité les travaillistes et les Verts pour leur succès. Mais il a aussi indiqué quelle serait la stratégie de son parti pour reconquérir l'opinion. « Nous avons le temps, jusqu'à la prochaine élection générale, de remettre l'économie dans la bonne direction », a-t-il affirmé. Il s'est aussi interrogé, non sans raison, sur la signification du spectaculaire succès des Verts, faisant remarquer que de nombreux électeurs avaient voté pour eux à cause de leur nom sans connaître leur programme, qui prévoit notamment la sortie du Royaume-Uni de l'OTAN.

Humiliation suprême

Le pays reste divisé, pour l'essentiel, entre le nord travailliste et le sud conservateur, mais la nouveauté réside dans les idées de ceux que le Labour a réussi à établir au sud, en particulier à Londres, où la circonscription dans laquelle votait M^{me} Thatcher a été, humiliation suprême, conquise par un candidat travailliste.

L'autre événement majeur est l'effondrement du centre, qui semble avoir surtout profité aux écologistes. Les Démocrates sont presque partout en quatrième position, derrière les deux grands partis et les Verts, tandis que le petit parti social-démocrate maintenant, avec une conviction décroissante, par M. David Owen est balayé de la carte.

Toute la classe politique s'interroge sur les conséquences du succès, attendu par son ampleur, de la formation écologiste. Les télévisions faisaient la queue dimanche soir dans l'escalier conduisant au petit appartement de trois pièces situé au-dessus d'une officine d'avocat où se

trouve le siège des Verts, à Balham, dans la banlieue sud de la capitale. Ce parti, qui ne se vent pas comme les autres, n'a même pas de leader unique, mais trois porte-parole qui se partagent cette fonction.

« Notre combat est avant tout moral », nous explique M^{me} Sara Parkin, qui appartient à la troïka dirigeante, et est devenue, l'espèce d'une soirée, une vedette nationale. M^{me} Parkin a quarante-trois ans et a vécu pendant huit ans à Lyon, où travaillait son mari. Elle est une des quatre co-sécrétaires des Verts européens, qui regroupent quinze pays. Elle n'a pas une très haute idée des Verts français, « qui manquent de culture écologique ». Mais cela tient, selon elle, au faible développement dans notre pays de la littérature consacrée à la défense de l'environnement.

Le parti a été fondé en 1973 et n'a que 12 000 adhérents. « Mais nous recevons 250 demandes par jour, et nos effectifs ont augmenté de 30 % depuis six mois », explique-t-elle. Le droit fondamental de tout être humain est d'avoir un environnement viable. Il faut réviser toutes nos idées sur l'économie, la production, l'énergie. Cela est infiniment plus important que les prétendues divisions entre gauche et droite. Les cinq années les plus chaudes de ce siècle ont eu lieu depuis 1950. Voilà ce qui compte : le réchauffement de l'atmosphère dû à la pollution, qui entraîne une diminution des récoltes et risque de provoquer une élévation catastrophique du niveau des océans », poursuit-elle.

Campagne négative

Le scrutin majoritaire uninominal de circonscription, que les Britanniques ont le seul à employer pour les européennes (sauf en Irlande du Nord) aboutit à ce résultat que si les Verts et les Démocrates n'auraient eu un seul député à Strasbourg, M^{me} Parkin réclamerait l'établissement de la représentation proportionnelle mais n'a aucune chance d'être entendue, en raison de l'opposition des deux principaux partis. Elle se console cependant en pensant que ses collègues Verts du continent défendront la bonne cause au Parlement européen.

J.-A. F.

LUXEMBOURG

6 SIÈGES

370 000 habitants, 220 000 électeurs. Représentation proportionnelle. Vote obligatoire, le 18 juin.



Stabilité aux européennes mais fléchissement des grands partis aux législatives

BRUXELLES
de notre correspondant

La représentation du grand-duché au Parlement européen restera inchangée puisque les chrétiens-sociaux enverront trois représentants à Strasbourg, les socialistes deux et les libéraux un. Les élections législatives qui se déroulent traditionnellement le même jour que les européennes ont toutefois apporté un certain nombre de changements. En fait, les trois grands partis du pays enregistrent tous une baisse de leur électorat : les chrétiens-sociaux du premier ministre, M. Jacques Santer, n'auront que 22 députés au lieu de 25, les socialistes 18 au lieu de 21, et les démocrates (libéraux) 11 au lieu de 14. Si le Parti commu-

niste se maintient avec 2 députés, les deux partis écologistes enverront au total 4 représentants, soit deux de plus qu'en 1984. Le Parti nationaliste — « Le Luxembourg aux Luxembourgeois » — qui se présentait pour la première fois et a fait une campagne virulente contre les immigrés, n'a recueilli que 3 % des suffrages et n'aura donc aucun député. La surprise est venue du Comité d'action pour les 5/6, un parti défendant l'uniformisation des

régimes de retraite, qui couvra 4 députés à la Chambre. En dépit de leur défaite, les partis de la coalition gouvernementale — chrétiens-sociaux et socialistes — devraient continuer à gouverner ensemble.

FORMATIONS	%	SIÈGES
PCS (chrét.-sociaux)	34	3
POSL (socialistes)	22,4	2
PD (démocrates)	19,5	1

FORMATIONS	%	SIÈGES
PCS (chrét.-sociaux)	35,33	3
POSL (socialistes)	30,28	2
PD (démocrate)	21,15	1
Verts	6,13	
PCL (communistes)	4,11	
PSI (non indép.)	2,59	
LCR (Ligue comm. rév.)	0,38	

IRLANDE

15 SIÈGES

3,5 millions d'habitants, 2,5 millions d'électeurs. Système proche de la proportionnelle, sur la base de quatre circonscriptions. Vote le 15 juin.



Poussée de la gauche

DUBLIN
de notre correspondant

Le système électoral irlandais de représentation proportionnelle étant particulièrement complexe, le résultat définitif du scrutin européen n'était toujours pas connu lundi matin 19 juin. Seul, cinq des quinze sièges ont été attribués. Il est clair en tout cas que la poussée de la gauche, qui s'est manifestée aux législatives anticipées également tenues jeudi dernier, s'est confirmée aux élections au parlement de Strasbourg. Deux des quatre sièges de la capitale ont été remportés par des candidats des formations socialistes : MM. Barry Desmond pour le Parti travailliste et Prolétaires de Rose, le chef de file du Parti des ouvriers (marxiste). Ce dernier a fait savoir qu'il ne siégerait pas à Strasbourg et qu'il céderait sa place à un collègue, mais son élection et le fait que son mouvement ait, avec sept sièges, presque doublé sa représentation à l'issue des législatives, montrent que quelque chose est en train de changer dans le paysage politique intérieur irlandais, en particulier à Dublin.

Pour la première fois, le Parti travailliste aura donc un et sans doute deux députés à Strasbourg. Cette progression de la gauche reflète le mécontentement social qui existe au sein de certaines couches de la population, causé par la politique d'austérité économique menée par le gouvernement ces dernières années.

Autre résultat étonnant : l'élection, dans la circonscription de Munster, de M. Patrick Cox, du Parti des démocrates progressistes. Cette formation avait essuyé un

revers cinglant aux législatives anticipées du 15 juin en perdant huit de ses quatorze sièges. La victoire de M. Cox, ancien présentateur à la télévision, lui a aidé à panser leurs blessures.

La majorité des quinze sièges dont dispose la République d'Irlande au Parlement de Strasbourg revient toutefois aux deux grandes formations de centre droit. Le Fianna Fail (nationaliste) du premier ministre, M. Charles Haughey, devrait, selon les estimations, en obtenir cinq. Autant pour le Fine Gael de M. Alan Dukes.

Les élections européennes ont été, en Irlande, presque totalement éclipsées par les élections législatives anticipées. Le résultat définitif de celle-ci est le suivant : 77 sièges pour le Fianna Fail, 55 pour le Fine Gael, 15 pour le Parti travailliste, 7 pour le Parti des ouvriers, 6 pour les Démocrates progressistes et 6 pour diverses autres formations, dont les Verts qui font leur entrée au Parlement pour la première fois. M. Charles Haughey, qui n'a pas obtenu la majorité absolue des sièges qu'il espérait (le Monde date 18-19 juin), a déclaré, dimanche, que, en dépit de cet échec, il n'avait aucune intention d'abandonner ses fonctions de leader du Fianna Fail. Il doit catemmer prochainement une série de discussions avec les dirigeants des autres partis avant de poser sa candidature pour le poste de premier ministre lors de la réunion du Parlement le 29 juin. M. Haughey était au pouvoir depuis la mois de février 1987, à la tête d'un gouvernement minoritaire homogène.

JOE MULHOLLAND.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-97-27
Télécopieur : (1) 42-47-98-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Romé-Méry (1944-1969)
Jacques Favret (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Romé-Méry, Jondasteur.

Administrateur général :
Bernard Wozet.

Rédacteur en chef :
Daniel Verne.

Correspondant en chef :
Claude Sales.

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montreuil, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télécopieur : (1) 45-55-91-71

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-98-61

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS tarif normal
3 mois	365 F	399 F	504 F	708 F
6 mois	728 F	762 F	972 F	1 408 F
9 mois	1 038 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 808 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements
Tél : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse détaillés ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

مكتبة المجلد

Les élections



● ESPAGNE

60 SIÈGES

39 millions d'habitants, 28 millions d'électeurs. Représentation proportionnelle au niveau national. Vote le 15 juin.

Le parti de M. Gonzalez sort indemne de la consultation en dépit de l'agitation sociale

MADRID
de notre correspondant

Glissement à gauche et fragmentation du vote : telles sont les principales caractéristiques des élections européennes en Espagne, dont le résultat a été rendu public dimanche 18 juin à 22 heures précises, le dépouillement ayant été effectué dès jeudi.

L'abstention a été de 45,2 % ; un taux certes inférieur à la moyenne des Douze, mais sans précédent en Espagne depuis le rétablissement de la démocratie en 1977. En réduisant le nombre de voix nécessaires pour obtenir un siège, l'abstention — qui a affecté davantage les grands partis — a eu pour effet de renforcer proportionnellement la représentation des petites formations, surtout à droite.

Les socialistes se tirent sans dommage d'une épreuve pourtant délicate : voilà plusieurs mois déjà qu'ils font face à une incessante agitation sociale, et que leurs relations avec les syndicats, y compris avec le centraliste UGT, ne cessent de se détériorer. Le parti au pouvoir n'a réussi pas moins à maintenir pratiquement ses positions, obtenant 27 sièges (contre 28 lors des élections européennes de 1987), mais augmentant légèrement son pourcentage de voix, qui passe de 39,1 à 39,3 %.

Si cette tendance se maintient, les socialistes peuvent aspirer à obtenir, pour la troisième fois consécutive, la majorité absolue lors des législatives prévues pour le printemps prochain. Les syndicats, de leur côté, doivent

constater que leur capacité d'influer sur le comportement de l'électorat reste très limitée, ce qui pourrait peser sur leur stratégie future.

Le verdict des urnes est, en revanche, plus sévère pour l'opposition conservatrice. Le pacte récemment conclu au sein de plusieurs grandes municipalités, dont celle de Madrid, entre le Parti populaire (PP) de Manuel Fraga et le Centre démocratique et social (CDS) de l'ancien président Adolfo Suarez, n'a profité à aucun de ses deux signataires. Le PP passe de 17 à 15 sièges et de 24,8 % à 21,4 % des voix. Le test ne s'est donc pas révélé probant pour sa tête de liste, M. Marcelino Oreja, qui, tout juste de retour du Conseil de l'Europe, faisait sa rentrée sur la scène politique espagnole et espérait piloter l'opération de « recentrage » du parti. Le problème de la future direction de la droite espagnole (M. Fraga ayant annoncé qu'il ne serait plus candidat à la présidence du gouvernement) se pose désormais avec une particulière acuité.

L'échec du centre

Le recul est proportionnellement plus sensible encore pour le CDS, qui passe de 10,2 % à 7,1 % des suffrages et de 7 à 5 sièges. L'électorat semble avoir ainsi pénalisé les valeurs idéologiques d'un parti qui s'affirme de « centre progressiste », cherche à dépasser de ce possible les socialistes sur leur gauche... et s'allie finalement avec la droite. A cet égard, l'argument répété par les socialistes affirmant que le vote

pour le CDS s'était, en fin de compte, qu'un vote pour le PP, c'est-à-dire pour la droite pure et dure, s'est, de toute évidence, révélé efficace.

Le parti Gauche unie (communiste) est le seul à progresser à la fois en sièges et en votes : il passe de trois à quatre parlementaires et de 5,2 % à 6 % des suffrages. Les communistes ont partiellement recueilli les fruits du climat actuel d'agitation sociale, sans toutefois combler totalement l'espace que la gauche syndicale semblait laisser libre à la gauche des socialistes. Quoique très lente, leur progression est cependant constante depuis leur « niveau-plancher » (3,9 %) des législatives de 1982.

FORMATIONS	%	SIÈGES
Parti socialiste (PSOE)	39,3	27
Parti populaire (PP)	21,4	15
Centre démocratique et social (CDS)	7,1	5
Gauche unie (communiste)	6	4
CIU (Centre droit catalan)	4,2	2
Liste Ruiz Mateos	3,8	2
IP (Izquierda de los Pueblos gauche nationaliste)	1,8	1
PA (Parti andalou)	1,8	1
PNV (Parti nationaliste basque)	1,9	1
Herri Batasuna (Gauche, proche de l'ETA)	1,5	1
PEP (nationaliste)	1,5	1

Outre les deux sièges obtenus par la liste de M. Ruiz Mateos, diverses coalitions formées de partis d'implantation régionale seront également présentes à Strasbourg. Les nationalistes catalans de Convergència i Unió reculent légèrement, passant de trois à deux sièges. Le PNV (Parti nationaliste basque), au contraire, progresse et obtient un siège (il n'en avait précédemment aucun), redonnant la première force politique du Pays basque.

La coalition Herri Batasuna, proche de l'ETA militaire, maintient, pour sa part, son représentant au Parlement européen. Deux autres formations nationalistes basques, Euzko Alkartasuna et Euzkadiko Ezkerra, obtiennent également un siège, en coalition avec d'autres forces politiques, tout comme le Parti andalou du maire de Jerez, M. Pedro Pacheco, complétant ainsi une représentation espagnole à Strasbourg qui se présente donc particulièrement équilibrée.

THERY MALINBAK

FORMATIONS	%	SIÈGES
Parti socialiste	39,44	28
Alliance populaire	24,9	17
Centre démocratique et social	10,36	7
Gauche unie (communiste)	5,3	3
CIU (centre droit catalan)	4,47	3
Herri Batasuna (Gauche, proche de l'ETA)	1,9	1
Coalition Euzko Alkartasuna	1,71	1

● PORTUGAL

24 SIÈGES

10 millions d'habitants, 8 millions d'électeurs. Représentation proportionnelle au niveau national. Vote le 18 juin.

Légère baisse des sociaux-démocrates au pouvoir

LISBONNE
de notre correspondant

Hier, un taux d'abstention d'environ 50 %, qui n'avait jamais été observé au Portugal depuis les premières élections démocratiques d'avril 1976, le scrutin de dimanche n'a provoqué aucune surprise.

Par rapport aux élections européennes qui ont eu lieu, en juillet 1987, dix-huit mois après l'adhésion du pays à la CEE, le Parti social-démocrate accueille au pouvoir recule de 3 %. Cela confirme les sondages qui exprimaient l'existence d'un malaise croissant dans l'électorat de M. Cavaco Silva. Interrogé à la télévision, le premier ministre a reconnu ce recul, qu'il a attribué à l'adoption de certaines mesures impopulaires, « justifiées, selon lui, par les règles communautaires ».

Les socialistes, qui bénéficient du désistement en leur faveur du Parti rénovateur démocratique, progressent de 1,5 %. Bien que légère, cette augmentation a permis à M. Jorge Sampaio, dirigeant du PSP, de manifester publiquement sa satisfaction. Constatant que l'écart par rapport au PSD s'accroît, il a conclu sa conférence de presse de dimanche soir par une déclaration d'optimisme : « Nous sommes décidément sur la bonne voie ».

Une fois de plus, le prestige de M. Lucas Pires, qui a dirigé la liste des démocrates-chrétiens, s'est imposé. Au terme d'une campagne fortement personnalisée, son parti, le CDS, a recueilli 14,2 % des suffrages, soit 1,2 % de moins qu'en 1987 mais trois fois plus qu'aux législatives.

Enfin, le Parti communiste paraît complètement remis de la crise qui, l'année dernière, avait presque débouché sur une scission. En dépit de son âge très avancé, M. Cunha a pris résolument la direction de la campagne et promettait son charisme surtout dans le pays. Conséquence : les communistes obtiennent 14 % des suffrages en améliorant leur

score de presque 3 % par rapport à 1987. Ils renforcent leurs positions dans les bastions traditionnels d'Evora, de Beja et de Setúbal.

Les résultats définitifs ne seront connus qu'après le dépouillement des votes des émigrés et le renouvellement des opérations de vote dans cinq petites communes qui ont boycotté le scrutin de dimanche, en signe de protestation contre l'insuffisance d'équipements collectifs locaux. Vingt-deux des vingt-quatre sièges revenant au Portugal sont cependant déjà pourvus : 9 pour le PSD, qui perd un député, 7 pour le PS, 3 pour le Parti démocratique unitaire (majoritairement com-

muniste) et 3 pour le CDS. Selon les prévisions officielles, le vingt-troisième siège reviendrait à la Coalition démocratique unitaire et le dernier aux socialistes ou aux démocrates chrétiens, qui disposent de chances équivalentes.

Curieusement, le message écologique est passé pratiquement inaperçu. Un représentant du parti les Verts a réussi à se faire élire sur la liste de la Coalition démocratique unitaire. Mais l'organisation qui a basé toute sa campagne sur la défense de l'environnement, le Mouvement démocratique portugais, a enregistré le maigre résultat de 1,2 %.

JOSÉ REBELO



muniste) et 3 pour le CDS. Selon les prévisions officielles, le vingt-troisième siège reviendrait à la Coalition démocratique unitaire et le dernier aux socialistes ou aux démocrates chrétiens, qui disposent de chances équivalentes.

Curieusement, le message écologique est passé pratiquement inaperçu. Un représentant du parti les Verts a réussi à se faire élire sur la liste de la Coalition démocratique unitaire. Mais l'organisation qui a basé toute sa campagne sur la défense de l'environnement, le Mouvement démocratique portugais, a enregistré le maigre résultat de 1,2 %.

JOSÉ REBELO

muniste) et 3 pour le CDS. Selon les prévisions officielles, le vingt-troisième siège reviendrait à la Coalition démocratique unitaire et le dernier aux socialistes ou aux démocrates chrétiens, qui disposent de chances équivalentes.

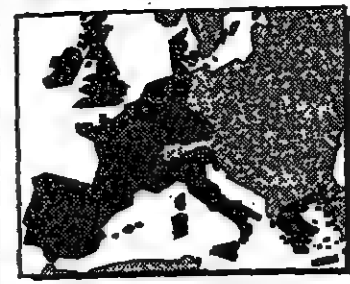
Curieusement, le message écologique est passé pratiquement inaperçu. Un représentant du parti les Verts a réussi à se faire élire sur la liste de la Coalition démocratique unitaire. Mais l'organisation qui a basé toute sa campagne sur la défense de l'environnement, le Mouvement démocratique portugais, a enregistré le maigre résultat de 1,2 %.

JOSÉ REBELO

● BELGIQUE

24 SIÈGES

10 millions d'habitants, 7 millions d'électeurs. Représentation proportionnelle sur la base des trois régions, flamande, wallonne et bruxelloise. 13 députés sont élus par le collège électoral néerlandophone, 11 par le collège électoral francophone. Vote obligatoire, le 18 juin.



Les socialistes progressent en Wallonie et reculent en Flandre

BRUXELLES
de notre correspondant

Fortes poussées des socialistes en Wallonie et à Bruxelles (le Parti socialiste devient ainsi le premier parti de la capitale) ; léger gain des sociaux-chrétiens de Wilfried Martens, et importante baisse des socialistes en Flandre ; confirmation de la poussée écologiste et émergence de l'extrême droite dans l'ensemble du royaume : tels sont les principaux enseignements que l'on pourra tirer, lundi matin 19 juin, alors que tous les chiffres n'ont encore été publiés, des résultats des élections européennes en Belgique.

Ainsi, dans le collège francophone, le Parti socialiste confirme sa fonction de parti dominant puisqu'il obtient plus de 41 % des voix, soit 7 % de plus qu'en 1984. Bien que les résultats définitifs des « voix de préférence » (en Belgique, un électeur peut voter soit pour une liste, soit pour un nom) ne soient pas encore connus, il paraît que José Harp, l'ancien bourgmestre des Flandres (les communes rattachées administrativement à la Flandre et dont la majorité des habitants veulent retourner en Wallonie), réalisait de nouveau un score impressionnant.

Si cette coalition gouvernementale est renforcée en Wallonie — le PSC (Parti social-chrétien, francophone) gagne 4 % des voix alors que les libéraux, dans l'opposition, en perdent 7,6 % — il n'en va pas de même en Flandre puisque les socialistes flamands enregistrent une des plus graves défaites de leur histoire, passant de 28,1 à 23,6 % des suffrages, tandis que la Volksunie (nationalistes flamands) perd 5,6 %, passant de 13,9 à 8,3 % des suffrages. Les sociaux-chrétiens flamands (CVP), le parti du premier ministre Wilfried Martens, qui étaient conduits par le ministre des relations extérieures, Leo Tindemans, enregistrent un léger gain (de 32,5 à 34,3 %), de même que les libéraux, dont la liste, dirigée par l'ancien commissaire européen Willy de Clerck, passe de 14,2 à 16,7 % des suffrages.

Cette élection pourrait donc poser un problème à la coalition socialiste-social-chrétienne-Volksunie, ce dernier parti pouvant avoir quelques velléités de passer dans l'opposition. L'extrême droite flamande du Vlaams Blok (plus 4,3 % des voix) ouvre très probablement au député à Strasbourg, alors que les Verts enregistrent un succès considérable tant du côté francophone (de 9,9 à 16,1 %, ce qui leur donne deux sièges au lieu d'un) que du côté flamand (de 7,1 à 12,5 % des voix).

Ce scrutin européen finit compliqué, en Belgique, avec des élections pour

le tout nouveau conseil exécutif de la région bruxelloise, qui est devenue, après la réforme fédérale du 1^{er} janvier dernier, une région à part entière au même titre que la Wallonie et la Flandre. Ce scrutin confirme les chiffres enregistrés pour les européennes, puisque le PS francophone devient le premier parti de la capitale (21,9 % des voix), grâce, notamment, à la popularité d'un jeune bourgmestre d'une des communes de l'agglomération, M. Charles Ploqué. Le Parti libéral, qui fut longtemps le premier parti de la ville, est ainsi détrôné, puisqu'il n'obtient que 18,1 % des suffrages. La liste du FDF (Fédéralistes bruxellois) réalise un score plus qu'honorable (14,1 % des voix) ainsi que le PSC (12,8 %). Le Front national belge converge, pour sa part, deux représentants au conseil exécutif bruxellois. Autre surprise, la bonne tenue des listes flamandes en général, qui réalisent 15 % des voix à Bruxelles.

JOSÉ-ALAIN FRALON

FORMATIONS	%	SIÈGES
Collège néerlandophone :		
Parti social chrétien flamand (CVP)	34,3	5
Parti socialiste flamand (SP)	20,6	3
Libéraux flamands (PVV)	16,7	2
AGALEV (écologistes flamands)	12,5	1
Volksunie (fédéralistes flamands)	8,3	1
Vlaams Blok (extrême droite)	6,4	1
Collège francophone :		
Parti socialiste (PS)	41	5
Parti social-chrétien (PSC)	34,3	2
Libéraux (FRL)	16,8	2
Écologistes	16,1	2

FORMATIONS	%	SIÈGES
Parti social-chrétien flamand (CVP)	34,3	4
Parti socialiste flamand (SP)	20,6	3
Parti socialiste francophone (PS)	21,9	5
Libéraux francophones (FRL)	16,8	2
Libéraux flamands (PVV)	16,7	2
Volksunie (fédéralistes flamands)	8,3	2
Parti social-chrétien francophone (PSC)	34,3	2
AGALEV (écologistes francophones)	12,5	1
PCB	6,4	1
Vlaams Blok (extr. d. flamande)	1,27	

L'élue fugitive

MADRID
de notre correspondant

L'Espagne jouit désormais d'une double singularité au sein des Douze : celle de voir siéger parmi ses représentants à Strasbourg un fugitif recherché par la justice de son pays : M. José María Ruiz Mateos, qui bénéficie désormais de l'immunité parlementaire et ne pourra être traduit devant les juges qu'avec l'accord du Parlement européen (le Monde du 1^{er} avril).

En 1983, à peine arrivé au pouvoir, les socialistes allaient nationaliser pour multiples raisons : pour la troisième fois consécutive, la majorité absolue lors des législatives prévues pour le printemps prochain. Les syndicats, de leur côté, doivent

constater que leur capacité d'influer sur le comportement de l'électorat reste très limitée, ce qui pourrait peser sur leur stratégie future.

Le verdict des urnes est, en revanche, plus sévère pour l'opposition conservatrice. Le pacte récemment conclu au sein de plusieurs grandes municipalités, dont celle de Madrid, entre le Parti populaire (PP) de Manuel Fraga et le Centre démocratique et social (CDS) de l'ancien président Adolfo Suarez, n'a profité à aucun de ses deux signataires. Le PP passe de 17 à 15 sièges et de 24,8 % à 21,4 % des voix. Le test ne s'est donc pas révélé probant pour sa tête de liste, M. Marcelino Oreja, qui, tout juste de retour du Conseil de l'Europe, faisait sa rentrée sur la scène politique espagnole et espérait piloter l'opération de « recentrage » du parti. Le problème de la future direction de la droite espagnole (M. Fraga ayant annoncé qu'il ne serait plus candidat à la présidence du gouvernement) se pose désormais avec une particulière acuité.

Le parti Gauche unie (communiste) est le seul à progresser à la fois en sièges et en votes : il passe de trois à quatre parlementaires et de 5,2 % à 6 % des suffrages. Les communistes ont partiellement recueilli les fruits du climat actuel d'agitation sociale, sans toutefois combler totalement l'espace que la gauche syndicale semblait laisser libre à la gauche des socialistes. Quoique très lente, leur progression est cependant constante depuis leur « niveau-plancher » (3,9 %) des législatives de 1982.

T.M.

Des résultats qui reflètent une certaine inquiétude

Bien que, lundi matin 19 juin, on commisse seulement les résultats de trois mille cinq cents bureaux de vote sur plus de vingt mille, on observe que, globalement, les Grecs ont voté aux législatives et aux européennes pour les mêmes partis. Avec 33,9 % des voix, selon le ministère de l'Intérieur, le PASOK perd environ sept points par rapport à 1985. De son côté, la Nouvelle Démocratie (ND) recueille quelque 43 % des suffrages (+ 5 %) et le Rassemblement des forces de gauche et de progrès, 13,5 %. Le groupe des vingt-quatre représentants grecs au parlement de Strasbourg devrait avoir la composition suivante : onze députés ND (+ 2), huit du PASOK

(- 2), trois pour le Rassemblement (- 1). Les deux derniers sièges qui restent à pourvoir reviendront probablement à des candidats du Renouveau démocratique (DIANA) de M. Constantinos Stefanopoulos, au mouvement des « écologistes alternatifs » qui se présentent uniquement aux élections européennes, ou à l'extrême droite (EPEF) dont la tête la liste était M. Dimitri Kollotas, metteur en scène de théâtre connu.

Les débats sur les enjeux communautaires n'ont tenu qu'une place secondaire dans une campagne électorale dominée par les législatives. A l'approche du grand marché unique

de 1993, il existe une certaine inquiétude dans une partie de la population et dans plusieurs secteurs de la vie économique. Ces appréhensions ont sans doute influencé le vote européen, mais d'une manière assez différente des précédentes consultations. Les partis de gauche qui sont aujourd'hui regroupés au sein du Rassemblement, en particulier les communistes, réussissent jusqu'à présent à attirer les électeurs inquiétés ou franchement hostiles à la CEE. Le PC réalisait habituellement aux européennes un score supérieur de 3 à 5 points à ses résultats aux élections nationales et, parallèlement, la Nouvelle Démocratie, favorable à la construction

européenne, accusait un recul par rapport aux législatives. Il apparaît maintenant que ces tendances s'estompent.

Parmi les huit députés du PASOK élus, on trouve MM. Constantin Tsimis (ancien chef des services secrets), Dimitrios Zagoropoulos, président de la commission d'enquête parlementaire sur le scandale Kerkiras (qui n'a pas remis son rapport final) et Ioannis Stamoulis, le journaliste inconditionnel du parti, connu pour ses campagnes contre ses adversaires politiques.

A.D.

européennes



ITALIE

81 SIÈGES

57 millions d'habitants, 46 millions d'électeurs. Représentation proportionnelle à l'intérieur de cinq grandes circonscriptions régionales : Nord-Ouest (22 sièges), Nord-Est (15 sièges), Centre (16 sièges), Sud (19 sièges), Îles (9 sièges). Le vote est préférentiel (les électeurs cochent la liste de leur choix et y inscrivent le nom de ou des candidats retenus). Vote le 18 juin.

Progrès des socialistes mais la stabilisation du PCI brouille les cartes

ROME de notre correspondant

Perché des Verts, déclin communiste enrayé, progression socialiste modérée, effacement de la Démocratie chrétienne, qui descend à son plus bas niveau historique : tels sont les faits les plus marquants du scrutin italien qui n'avait d'européen que le nom.

En léger retrait sur le taux enregistré en 1984 (81,5 % contre 82,6 %), la participation des électeurs au vote est restée l'une des plus élevées d'Europe et ce n'est pas la loi obligeant, théoriquement, les inscrits à se rendre aux urnes, qui en est à l'origine. Ce texte de 1979, qui prévoit, en principe, une amende et un blâme administratif pour les abstentionnistes, n'a, en réalité, jamais été appliqué. Il se trouve simplement que, privé d'un gouvernement à peu près digne de ce nom, depuis exactement un mois - l'actuel cabinet démissionnaire de M. De Mita - expédie les affaires courantes depuis le 19 mai - l'électorat italien savait, en lui, à sa mesure, pendant la campagne, que, de son vote, dépendait la physionomie prochaine de la coalition gouvernementale.

En clair, il s'agissait, selon le Parti socialiste italien (PSI), qui a virtuellement ouvert cette quarante-huitième crise depuis 1945, de « clarifier la situation », pour éventuellement répartir sur de nouvelles bases. L'idée, confortée par les sondages, était, grosso modo, de permettre à la Démocratie chrétienne (DC) et surtout au PSI, de se partager la dépouille d'un Parti communiste italien (PCI) en pleine dégradation et promis par tout le monde, lui compris, à une nouvelle déroute. Au milieu, ces deux grandes forces politiques, au pouvoir ensemble depuis

neuf ans, pouvaient reconstituer une nouvelle coalition à elles seules. Au pire, l'une et l'autre acceptaient de reconduire l'actuelle coalition à cinq avec les républicains, les libéraux et les socialistes-démocrates du PSDI.

Or, au lendemain du scrutin, force est de constater que rien ne s'est passé comme prévu. Par rapport aux Européennes de 1984, à l'issue desquelles il était devenu le premier parti d'Italie, avec 33,3 % des voix, le PCI subit une baisse importante. Mais le résultat d'il y a cinq ans n'était pas significatif d'une tendance : le scrutin, fortement émotionnel, avait en lieu quelques jours seulement après la mort d'Enrico Berlinguer, fondé en pleine campagne. Le vote d'aujourd'hui ayant été largement pour ne pas dire totalement, polarisé par l'aspect intérieur, c'est par rapport aux législatives de 1987 que tous les observateurs sérieux évaluent les résultats.

Sortie de crise difficile

Or, il y a deux ans, en pleine crise d'identité et sans leader, le PCI avait obtenu 26,6 % des voix. Il en obtient cette fois 27,1 %. C'est clair : dans un pays marqué par une grande stabilité du corps électoral et où les échecs et les succès s'apprécient sur les marges, le PCI qui, il est vrai, n'a plus de communiste que le nom, est parvenu à stopper le déclin que chacun jugeait inéluctable. Le PC italien reste le second parti national et cela complique sérieusement le jeu politique autour de lui.

Avec 15,1 % des voix, le rival socialiste, inlassablement invité par M. Occhetto à abandonner son alliance avec les démocrates chré-

tien pour leur opposer « une véritable alternative de gauche », poursuit son irrésistible ascension mais plus lentement que prévu. Les sondages créditaient le parti de M. Bettino Craxi de 16,5 % des voix. Il en avait obtenu 11,2 % en 1984 et 14,3 % en 1987. Bref, le leadership de la gauche, qui est son objectif quasi déclaré, est encore loin, tandis qu'il est le seul et unique partenaire de la coalition gouvernementale en crise à progresser.

Les autres, les républicains (PRI) et les libéraux (PLI) qui, ensemble, avaient obtenu 6,1 % des voix il y a cinq ans et 5,8 % en 1987, s'étaient, cette fois, rassemblés en un « pôle laïque », avec M. Marco Pannella, le célèbre et fantasque leader radical. Les électeurs n'ont pas aimé ce panache un peu contre nature. Vote sanction : 4,5 % des voix à eux trois.

Bien malin qui pourrait aujourd'hui, vingt-quatre heures avant que M. De Mita reprenne les consultations officielles pour la formation d'un éventuel et nouveau gouvernement, augurer de l'issue de la crise... Même avec les quatre autres petites listes réputées « de gauche », une solution de rechange au centre gauche, qui dirige l'Italie depuis des lustres, n'est pas à l'ordre du jour.

Quant aux Verts, scindés en deux listes - l'une dite plus « à gauche » que l'autre - ils ont, comme partout, accompli un sérieux bond en avant, puisqu'ils passent de 2,5 % en 1987 (1) à près de 6,5 % ensemble. Mais ils restent divisés et moins puissants qu'ailleurs en Europe.

PATRICE CLAUDE.

(1) Il n'y avait pas de liste « verte » italienne aux précédentes européennes de 1984.

Référendum sur les institutions communautaires

Exemple type de la « gestuelle européenne » de l'Union politique, les électeurs transalpins étaient également convoqués dimanche à une sorte de référendum-sondage sans équivalent parmi les Douze.

Le scrutin et la campagne électorale étant pour l'Assemblée consacrés au débat politique interne, il fallait bien, n'est-ce pas, que ce 18 juin ait quand même une dimension européenne. Alors, compromis botteux de tractations entre les différents partis de l'Assemblée nationale, on a concocté un texte spécial soumis à l'approbation des électeurs. En voici le libellé exact : « Pensez-vous que l'on doit procéder à la transformation de la Communauté européenne en une union effective dotée d'un gouvernement responsable devant le Parlement, ce mandat de rédiger un projet de Constitution européenne à soumettre à la ratification des États membres de la Communauté ? » Oui !...

Heureusement pour les partis qui, tous, ont préconisé la « oui » sans jamais encombrer outre mesure leur campagne par de vulgaires explications de texte, la presse nationale, elle, a fait son travail et résumé tout ce fatras par la simple proposition suivante : « Êtes-vous pour le renforcement des institutions européennes ? » Bref, il serait faux d'écrire que les électeurs ont répondu dans le brouillard. On ne peut pas dire pour autant qu'ils ont été éblouis par la clarté du débat.

P. C.

DANEMARK

16 SIÈGES

5 millions d'habitants, 4 millions d'électeurs. Représentation proportionnelle au niveau national. Les îles Féroé et le Groenland ne font pas partie du « territoire électoral ». Vote le 15 juin.



Un échec pour le premier ministre

COPENHAGUE de notre correspondant

Au Danemark, les résultats des élections au Parlement européen, qui n'ont commencé à être dépouillés que lundi matin, pourraient avoir des répercussions non négligeables sur la politique intérieure du royaume et y marquer peut-être un tournant comme en Grande-Bretagne. Le Parti conservateur du premier ministre, M. Schlüter, au pouvoir depuis 1982 à la tête de deux coalitions différentes, a reçu un véritable camouflet, perdant la moitié de ses suffrages de 1984.

C'est là apparemment la conséquence directe des projets de réforme fiscale de l'actuel gouvernement tripartite, dont la discussion a dominé la campagne pour le scrutin européen ces dernières semaines. Le gouvernement, qui est minoritaire, pourrait être amené à se montrer maintenant plus souple en ce domaine et à réviser maintenant ses plans s'il veut éviter d'ici la fin de l'année d'être obligé de recourir encore à de nouvelles élections législatives anticipées (on en parle déjà dans les milieux politiques).

Les responsables conservateurs, qui veulent garder leur optimisme,

CAMILLE OLSEN.

SI L'ON VEUT VOIR L'EUROPE,

la voir de ses yeux et tout entière, à travers son histoire et ses empires, sa culture et ses élans religieux, ses peuples et ses guerres, ses révolutions et ses migrations, ses richesses et ses misères, il faut se procurer l'Atlas des Européens de Gérard Chaliand et Jean-Pierre Rageau. Ces cartes qui défilent dans le temps retracent la trame de notre destin : elles constituent notre album de famille à nous, les Européens.

André Laurens ; Le Monde

Le géant Atlas portait le Monde. Que ce petit Atlas porte la Nouvelle Europe.

Edgar Morin

Les États-nations d'Europe s'engagent dans une entreprise géopolitique dont il n'existe pas d'exemple. Seculairement divisés ou placés sous l'hégémonie d'un seul, les États-nations tentent aujourd'hui la prodigieuse aventure de l'unité. Gérard Chaliand et Jean-Pierre Rageau, par des cartes saisissantes, commentées avec érudition, retracent leur épopée, justifient leur grand dessein.

Général Galois

L'Atlas démontre en montrant. Les cartes parlent quand elles imposent une vision nouvelle. Écoutons-les, qu'elles montrent les flux et les reflux du passé, les risques et les chances du présent, à l'intérieur de l'Europe communautaire ou pour sa place dans le monde.

Voici le volume que chacun devrait avoir en main avant et après le 18 juin : les candidats et les élus, autant que leurs électeurs.

Alfred Grosser

Gérard Chaliand
Jean-Pierre Rageau

Atlas
des
Européens



Fayard

Relié, 196 pages
145 cartes et tableaux en couleurs
190 F

FAYARD

مكتبة الامن الاصل

Politique

Treize élections cantonales partielles...

...et une législative

ESSONNE : canton de Massy-Est (2^e tour).

Inscr., 12 876 ; vot., 5 722 ; abst., 55,56 % ; suffr. expr., 5 366. M. Marie-Pierre Oprimi, PS, 2 775 voix (57,71 %) ; ELUE : M. Robert Charlas, RPR, 2 591 (48,28 %).

[M. Oprimi succède à M. Marie-Noëlle Lénormand, député et nouveau maire d'Adieu-Moens depuis mars dernier, à la suite de sa démission de conseiller général qu'elle démissionne depuis 1979 pour se consacrer à son métier de journaliste.]

An premier tour, les résultats étaient les suivants : Inscr., 12 876 ; vot., 4 032 ; abst., 68,63 % ; suffr. expr., 3 978. M. Oprimi, 1 293 voix (32,56 %) ; M. Charlas, 911 (22,94 %) ; Jean-Louis Servant, FN, 497 (12,51 %) ; Jean Vanhousen, PC, 452 (11,38 %) ; Vincent Delahaye, UDF-PR, 293 (7,38 %) ; Jean-Michel Richard, écol., 266 (6,70 %) ; Marie-Pierre Berthou-Wardour, div. g., 253 (6,49 %).

En 1985, M. Lénormand avait été réélu au second tour avec 3 882 voix (52,18 %) contre 3 463 (47,81 %) à M. Charlas, RPR, sur 13 325 inscrits, 7 559 votants (soit 56,66 % d'abstention) et 7 285 suffrages exprimés.]

FINISTÈRE : canton de Quimper III (2^e tour).

Inscr., 15 509 ; vot., 8 425 ; abst., 45,67 % ; suffr. expr., 8 074. MM. Alain Gérard, RPR, sénateur, 4 317 voix (53,46 %) ; ELU : Paul Magnan, PS, 3 757 (46,53 %).

[M. Bernard Polguen, député qui est devenu maire de Quimper en mars dernier après que sa liste ait battu celle menée par M. Marc Becan (RPR), a renoncé, pour raison de cumul de mandat, à son siège de conseiller général qu'il avait occupé de 1979 à 1985. M. Alain Gérard, en 1985, lors du second tour de ce scrutin, M. Polguen avait obtenu 4 851 voix (56,53 %) contre 3 739 (43,46 %) à M. Gérard sur 15 493 inscrits, 8 581 votants (soit 55,70 % d'abstention) et 8 581 suffrages exprimés.]

Le RPR retrouve son siège perdu en octobre 1985. M. Gérard succède de 1 811 suffrages le total des voix de droite du premier tour.

An premier tour de cette élection partielle, les résultats étaient les suivants : Inscr., 15 509 ; vot., 6 210 ; abst., 59,95 % ; suffr. expr., 6 110. MM. Gérard, 2 043 voix (33,43 %) ; Magnan, 1 634 (26,74 %) ; Michel Desnoes, UDF-CDS, 1 095 (17,92 %) ; Alain Ugeux, Verts, adj. au maire, 656 (10,73 %) ; Mmes Yvonne Rahner, PC, 413 (6,75 %) ; Nicole Coraue, div. d., 168 (2,74 %) ; M. Pierre Desgaut, écol., 161 (2,63 %).

HAUTE-GARONNE : canton de Toulouse-IV (2^e tour).

Inscr., 14 948 ; vot., 6 869 ; abst., 54,04 % ; suffr. expr., 6 539. M. Jean-Claude Paix, app. UDF-CDS, cons. mun., 3 830 voix (58,57 %) ; ELU : M. Marie-Laure Morin, PS, 2 709 voix (41,42 %).

[Le « dauphin » de M. Dominique Baudu a remporté, sans surprise, cette élection partielle organisée à la suite de la démission de M. Baudu (UDF-CDS) de la Haute-Garonne, réélu maire de Toulouse, de sa démission de son mandat de conseiller général qu'il démissionne depuis 1985, pour se consacrer à la législation nationale des mandats. En remportant 58,57 % des suffrages, M. Paix améliore de trois points le score enregistré par les deux candidats de droite au premier tour (55,56 %). Les suffrages rattachés, dimanche dernier, par la candidature écologiste semblent donc s'être reportés à l'unité puisque la représentante du PS progresse également de trois points par rapport au total des voix de gauche du premier tour (38,25 %).

Les résultats de ce premier tour étaient les suivants : Inscr., 14 948 ; vot., 4 326 ; abst., 71,05 % ; suffr. expr., 4 253. M. Paix, 2 182 voix (51,30 %) ; M. Morin, 1 249 (29,36 %) ; M. Adolphe Balle, PC, 378 (8,88 %) ; M. Marie-Françoise Mendez, Verts, 239 (5,61 %) ; M. Jean-Pierre Boudet, CNL, 181 (4,25 %) ; Christian Dussac, écol., 140 (3,31 %). En mars 1985, M. Baudu avait été élu, dès le premier tour, avec 51,43 % des voix.]

LOT-ET-GARONNE : canton d'Agen-Centre (1^{er} tour).

Inscr., 10 042 ; vot., 5 115 ; abst., 49,06 % ; suffr. expr., 4 964. MM. Philippe Lacaze, UDF, premier adjoint au maire, 2 137 voix (43,04 %) ; Jean Antonini, PS, cons. mun., 1 092 (21,99 %) ; Jean-Dominique Monton, RPR, 498 (10,03 %) ; Maurice Orensstein, écol., 442 (8,90 %) ; Georges Clément, FN, 376 (7,57 %) ; Alain Fourgesud, PC, cons. mun., 368 (7,41 %) ; Jean Goudin, div. d., 51 (1,02 %). Il y a ballottage.

[M. Paul Chollet, député app. UDF, ayant été élu maire d'Agen en mars dernier, a dû se démettre de son mandat de conseiller général qu'il détenait

depuis 1981 pour se mettre en conformité avec la loi anticalcul.

An premier tour de l'élection de 1988, les résultats étaient les suivants : Inscr., 10 134 ; vot., 4 161 ; abst., 58,94 % ; suffr. expr., 4 071. MM. Cholet, UDF, 2 184 voix (53,64 %) ; Antonini, PS, 893 (21,93 %) ; Gavazian, PC, 402 (10,02 %) ; M. Milon, FN, 315 (7,73 %) ; M. Bédouret, Verts, 119 (2,92 %) ; Montant, div. g., 77 (1,89 %) ; Mallo, écol., 75 (1,84 %). Au second tour, M. Cholet qui, au premier tour, n'avait pas obtenu un nombre de voix au moins égal au quart des inscrits, avait été réélu avec 2 786 voix (63,59 %), contre 1 601 (36,40 %) à M. Antonini, sur 4 387 suffrages exprimés, 4 546 votants (58,22 % d'abstention) et 10 132 électeurs inscrits.]

MEUSE : canton de Verdun-Est (2^e tour).

Inscr., 5 797 ; vot., 2 533 ; abst., 56,30 % ; suffr. expr., 2 360. MM. Bernard Gilson, PS, 1 287 voix (54,53 %) ; ELU : Pierre Lombart, sans étiqu., 1 073 (45,46 %).

[Conseiller général depuis octobre 1985, M. Jean-Louis Dumont, député socialiste qui est devenu maire de Verdun en mars, a dû démissionner de son mandat à l'Assemblée départementale de la Meuse pour respecter la loi anticalcul. En 1985, lors du second tour de ce scrutin, M. Jacques Barot-Dupont, UDF-PR, se représentait, par M. Dumont, avait été élu avec 1 563 voix (66,83 %), contre 778 (33,16 %) à M. Lombart, sur 5 602 inscrits, 2 437 votants (soit 56,49 % d'abstention) et 2 346 suffrages exprimés.]

An premier tour de cette élection partielle, les résultats étaient les suivants : Inscr., 5 797 ; vot., 1 783 ; abst., 69,24 % ; suffr. expr., 1 714. MM. Gilson, 753 voix (43,93 %) ; Lombart, 549 (32,03 %) ; Daniel Lefort, Verts, 185 (10,79 %) ; Michel Sarrebat, sans étiqu., 101 (5,89 %) ; Bernard Dosselle, PC, 98 (5,71 %) ; Lionel Dorvieux, sans étiqu., 28 (1,63 %).

HAUT-RHIN : canton de Mulhouse-Nord (2^e tour).

Inscr., 16 861 ; vot., 7 552 ; abst., 55,21 % ; suffr. expr., 6 910. MM. Jean Grimon, PS, anc. dép., premier adjoint au maire, 3 377 voix (51,76 %) ; ELU : Gérard Freulet, FN, anc. dép., cons. mun., 3 333 (48,23 %).

[M. Grimon succède à M. Jean-Marie Boeckel qui, député et nouveau maire de Mulhouse, s'est démis de son mandat de conseiller général qu'il détenait depuis 1982, pour cause de loi anticalcul. M. Boeckel avait été réélu au second tour, en octobre 1985, avec 3 674 voix (61,12 %) contre 2 337 (38,87 %) à M. Tréhouart, FN sur 16 842 inscrits, 6 417 votants (soit 61,89 % d'abstention) et 6 011 suffrages exprimés.]

Dans dix des vingt-deux bureaux de vote, le candidat du FN arrive devant le représentant du PS et, par rapport au second tour de 1985, il enregistre un gain de près de dix points.

An premier tour des élections partielles, les résultats étaient les suivants : Inscr., 16 861 ; vot., 4 282 ; abst., 74,60 % ; suffr. expr., 4 209. MM. Grimon, 1 430 voix (33,97 %) ; Freulet, 1 320 (31,36 %) ; Philippe Aubert, sout. UDF et RPR, 708 (16,82 %) ; Jean Bistac, Verts, 441 (10,47 %) ; Auguste Boeckel, PC, 121 (2,87 %) ; Robert Bader, div. d., 111 (2,63 %) ; Lothaire Muller, div. d., 56 (1,33 %) ; Maurice-Pierre Stelbach, rég., 22 (0,52 %).

HAUTE-SAÛVE : canton de Rumilly (1^{er} tour).

Inscr., 11 975 ; vot., 6 284 ; abst., 47,52 % ; suffr. expr., 6 145. MM. Camille Beauquier, div. d., 3 220 voix (52,40 %) ; ELU : Charles Trémouilhac, PS, 1 732 (28,18 %) ; Pierre Comet, FN, 524 (8,52 %) ; Charles Denu, div. g., 470 (7,64 %) ; Marcel Rouillet, PC, 199 (3,23 %).

[M. Beauquier succède dès le premier tour à Louis Dagan, RPR, conseiller général depuis 1976, décédé le 28 mai dernier. La présence d'un seul candidat de l'opposition, l'absence de porte-parole écologiste expliquent à la fois le bon score de M. Beauquier, et la progression (+ 8,18 points de pourcentage) du PS. Le FN gagne presque deux points tandis que le PC en perd un demi.]

An premier tour de l'élection de 1988, les résultats étaient les suivants : Inscr., 11 694 ; vot., 3 293 ; abst., 55,06 % ; suffr. expr., 3 204. Louis Dagan, RPR, 2 086 voix (65,11 %) ; M. Charles Trémouilhac, PS, 1 040 (32,4 %) ; Hubert Chappet, UDF, 998 (30,93 %) ; Jean Kholer, Verts, 541 (16,84 %) ; Pierre Comet, FN, 349 (10,89 %) ; Marcel Rouillet, PC, 194 (6,05 %). Au second tour, Louis Dagan avait été réélu avec 2 948 voix (90,94 %), contre 1 901 (60,50 %) à M. Trémouilhac, sur 4 751 suffrages exprimés, 4 938 votants (57,76 % d'abstention) et 11 693 électeurs inscrits.]

TARN : canton de Castres-nord (1^{er} tour).

Inscr., 9 985 ; vot., 5 762 ; abst., 42,29 % ; suffr. expr., 5 629. MM. Michel Montsarrat, premier adjoint au maire, div. d., 2 108 voix (37,44 %) ; Philippe Guérineau, PS, 1 313 (23,32 %) ; M. Jacqueline Salvan, RPR, 1 258 (22,34 %) ; Jean-Jacques Plat, FN, 407 (7,23 %) ; M. Jacqueline Bruguière, écol., 238 (4,22 %) ; Jeanette Guillaume, PC, 200 (3,55 %) ; Martine Berges, MRG, 105 (1,87 %) ; a ballottage.

[M. Jacques Lincouy, député RPR ayant été élu maire de Castres en mars dernier, a dû quitter son poste de conseiller général qu'il détenait depuis 1978, pour être en conformité avec la loi limitant le cumul des mandats.]

An premier tour de l'élection de 1988, les résultats étaient les suivants : Inscr., 9 985 ; vot., 5 528 ; abst., 44,89 % ; suffr. expr., 5 327. MM. Lincouy, RPR, 2 874 voix (53,95 %) ; EZEUL, PC, 1 686 (31,65 %) ; M. Terral, FN, 427 (8,01 %) ; M. Bonnet, PC, 348 (6,38 %).

VAL-DE-MARNE : canton de Cachan (1^{er} tour).

Inscr., 13 858 ; vot., 6 588 ; abst., 52,46 % ; suffr. expr., 6 205. M. Patrick Herpin, PS, 3 391 voix (54,64 %) ; M. Michèle Héron, FN, 1 079 (17,38 %) ; MM. André Candio, Verts, 973 (15,68 %) ; Marc Neotat, PC, 762 (12,28 %). Il y a ballottage.

[En dépit de son score supérieur à 50 % des suffrages exprimés, le fils de l'ancien ministre n'a pu être déclaré élu faute d'avoir recueilli un nombre de voix au moins égal au quart des inscrits. Il sera opposé au second tour à M. Héron qui a gagné près de 7 points par rapport à 1985. Ce gain s'explique en partie par l'absence de représentant de l'opposition de droite traditionnellement le bon score des Verts s'explique par le PS, d'enregistrer un gain de 14,39 points par rapport au premier tour de 1985. Réélu maire de Cachan en mars dernier, M. Jacques Carat, sénateur socialiste, a abandonné pour respecter la loi limitant les cumulés de mandats, son siège de conseiller général qu'il détenait depuis 1979, dans le Val-de-Marne et précédemment dans la Seine. Au second tour des élections cantonales de mars 1985, M. Carat avait été réélu avec 4 669 voix (57,33 %) contre 3 473 (42,66 %) à M. Jacky Grellier, UDF-PR sur 13 167 inscrits, 8 431 votants (soit 63,96 %) et 1 143 suffrages exprimés. An premier tour des élections de 1988, les résultats étaient les suivants : Inscr., 13 858 ; vot., 6 588 ; abst., 52,46 % ; suffr. expr., 6 205. M. Carat, 3 489 (56,25 %) ; Grellier, 1 496 (24,10 %) ; Dubreuil, RPR, 1 212 (19,31 %) ; M. Bédouret, FN, 523 (8,42 %) ; M. Neotat, PC, 366 (5,89 %) ; Herpin, div. d., 351 (5,64 %) ; Monneret, CNL, 135 (2,19 %) ; Chancel, PC, 77 (1,25 %).

VAL-DE-MARNE : canton de Maisons-Affort (1^{er} tour).

Inscr., 16 961 ; vot., 8 468 ; abst., 50,07 % ; suffr. expr., 8 301. MM. Michel Héblon, UDF-PR, 3 831 voix (46,15 %) ; Gilles Carasso, PS, 1 721 (20,73 %) ; Philippe Olivier, FN, 1 223 (14,73 %) ; Gérard Mathieu, Verts, 733 (8,83 %) ; Charles Lederman, PC, sénateur, 512 (6,16 %) ; Georges Guernonprez, div. d., 281 (3,38 %). Il y a ballottage.

[Réélu maire de Maisons-Affort et député conseiller régional, René Neotat, UDF-PR, a dû démissionner de son mandat de conseiller général qu'il détenait depuis 1967. Il avait été réélu au premier tour des élections cantonales de 1985 par 5 432 voix (56,29 %), contre 1 839 (19,65 %) à M. Amoros, PS, 1 171 (12,13 %) à M. Bouy, PC, 856 (8,87 %) à M. Lederman, PC, et 352 (3,64 %) à M. Dugrenier, div. g., sur 15 703 inscrits, 9 897 votants (soit 63,67 % et 9 650 suffrages exprimés.)

La chute de candidat unique de l'opposition s'explique, notamment, par la perte des écologistes, absents lors du précédent scrutin, par un progrès du FN (+ 2,60 points) et du PS (+ 1,68). Le PC perd près de trois points.]

VAL-DE-MARNE : canton de Vincennes-Est (1^{er} tour).

Inscr., 14 931 ; vot., 7 368 ; abst., 50,65 % ; suffr. expr., 7 098. MM. Pierre Souweine, UDF, 3 537 voix (50,11 %) ; Pierre Rouquier, Verts, 1 687 (23,76 %) ; Pierre Simier, FN, 1 128 (15,89 %) ; Jean Moulin, PC, 726 (10,22 %). Il y a ballottage.

[Réélu maire de Vincennes, M. Jean Clouet, UDF-PR, sénateur, quitte le conseil général, où il siégeait depuis 1976, en raison de la loi anticalcul, et où il avait été réélu en mars 1985 (56,18 % des suffrages) et 11 693 électeurs inscrits.]

vot., 9 372 ; abst., 37,96 % ; suffr. expr., 9 237 ; MM. Clouet, 5 296 (57,33 %) ; Piatoux, PS, 1 581 (17,11 %) ; Pecker, FN, 1 263 (13,67 %) ; Talhouarn, PC, 477 (5,16 %) ; Chancel, écol., 423 (4,57 %) ; Rastier, div. g., 197 (2,13 %).

M. Souweine, bien qu'il n'ait obtenu la barre des 50 % des voix, n'a pu être déclaré élu faute d'avoir recueilli un nombre de suffrages au moins égal au quart des inscrits.]

Le représentant du PS a déclaré trop haut sa candidature. Cette absence a bénéficié au PC qui double quasiment son score de 1985 ainsi qu'un candidat des Verts qui voit son électoral multiplié par plus de quatre.]

VAUCLUSE : canton d'Avignon-Sud (2^e tour).

Inscr., 14 006 ; vot., 7 501 ; abst., 46,44 % ; suffr. expr., 6 844. MM. Henri Poupon, premier adjoint au maire, 3 430 voix (50,11 %) ; ELU : René Dubois, UDF-CDS, 3 414 (49,88 %).

[Il s'agit de remplacer M. Guy Rivier, député socialiste et nouveau maire d'Avignon qui a abandonné son siège de conseiller général qu'il détenait depuis 1979, pour se mettre en conformité avec la loi limitant le cumul des mandats. M. Rivier avait été réélu au second tour des élections de mars 1985 avec 5 212 voix (58,73 %) contre 3 662 (41,26 %) à M. Colomb, FN, sur 12 224 inscrits, 9 566 votants (soit 78,22 %) et 8 074 suffrages exprimés. Les résultats du scrutin de 11 juin 1988 étaient les suivants : Inscr., 14 006 ; vot., 5 272 ; abst., 62,35 % ; suffr. expr., 5 167. M. Poupon, 1 536 voix (29,72 %) ; Dubois, 1 484 (28,72 %) ; Talhouarn de la Tocquaye, FN, 892 (17,26 %) ; M. Marcelle Lemaire, PC, 323 (6,25 %) ; MM. Alain Lemaire, div. g., 429 (8,12 %) ; Jean-Marc Chénou, écol., 313 (6,05 %).

VOSGES : canton de Saint-Dié (1^{er} tour).

Inscr., 13 333 ; vot., 6 757 ; abst., 49,32 % ; suffr. expr., 6 345. MM. Jacky Homel, PS, 2 959 voix (46,63 %) ; André Vaucoeur, div. d., 2 732 (43,03 %) ; Robert Georges, PC, cons. mun. de Saint-Dié, 654 (10,30 %). Il y a ballottage.

[Le maire de Saint-Dié en mars dernier, M. Christian Pivert, député socialiste, s'est démis de son mandat de conseiller général qu'il détenait depuis 1979, en application de la loi limitant le cumul des mandats. Il avait été réélu au second tour des élections de mars 1985 par 4 590 voix (52,99 %) contre 4 072 (47,01 %) à M. Weibel, RPR, sur 13 082 inscrits, 9 037 votants (soit 69,33 %) et 5 662 suffrages exprimés. Les résultats du premier tour étaient les suivants : Inscr., 13 333 ; vot., 5 705 ; abst., 57,45 % ; suffr. expr., 5 276. M. Pivert, 3 705 voix (44,76 %) ; Weibel, 3 329 (40,11 %) ; Rezon, FN, 680 (8,21 %) ; Georges, PC, 432 (5,21 %) ; Lachaux, div. d., 139 (1,67 %).

Le PS progresse de près de deux points, le candidat de droite de près de trois et, le PC de plus de deux par rapport au premier tour de 1985.]

Dans la 3^e circonscription de la Gironde le candidat officiel du PS devance de peu M. Noël Mamère

BORDEAUX de notre correspondante

Le candidat officiel du PS à l'élection législative partielle de la Gironde (3^e circonscription), M. Claude Barande, affrontera seul au second tour M. Gérard Castagnère (RPR, soutenu par l'Union de la droite). De 13 voix, M. Barande devance M. Noël Mamère, qui se réclame de la Majorité présidentielle. M. Castagnère est seul à franchir de très peu le seuil des 12,50 % des inscrits qui lui permet de se maintenir. La loi n'autorisant que la participation au second tour du candidat arrivé deuxième au premier, M. Noël Mamère est éliminé d'office.

Lors des municipales, la candidature de M. Mamère face au Parti communiste avait divisé les socialistes de la circonscription et même de la Fédération départementale. De surcroît, M. Labarrière, qui tentait de gagner la mairie de Talence, également dans la 3^e circonscription, avait été battu et imputait son échec à M. Mamère. Dans ce contexte, il est difficile d'évaluer les reports éventuels de voix de M. Mamère sur le candidat socialiste. Ce dernier devrait, en revanche, pouvoir compter sur le PC, qui enregistre un score égal à celui de juin 1988 (13,67 % des suffrages).

On note une baisse importante des suffrages d'extrême droite (5,89 % des voix contre 8,52 % en juin 1988). M. Castagnère et son suppléant CDS ont signé, au début de la campagne, une déclaration dans laquelle ils s'engageaient à ne pas faire alliance avec l'extrême droite. On peut donc s'interroger sur le report éventuel des suffrages du Front national sur le candidat RPR. La candidate des Verts, M^{me} Le Lam, obtient 5,36 %. Les Verts avaient annoncé d'emblée qu'ils ne donneraient pas de conseil pour le second tour.

GINETTE DE MATHA. Les résultats du premier tour de l'élection partielle, dimanche 18 juin ont été les suivants : Inscr., 65 44 ; vot., 33 358 ; abst., 48,71 % ; suffr. expr., 32 428. MM. Gérard Castagnère, RPR, 8 178 voix (25,21 %) ; Claude Barande, PS, 8 089 (24,94 %) ; Noël Mamère, mai. p., maire de Bagles, 8 076 (24,90 %) ; Jean-Pierre Pavia, PC, cons. gén., 4 435 (13,67 %) ; Jacques Colombier, FN, vice-président du conseil régional, 1 910 (5,88 %) ; M^{me} Claire Le Lam, Verts, 1 740 (5,36 %). Il y a ballottage.

En 1985, les résultats du premier tour de l'élection législative partielle de la Gironde (3^e circonscription) avaient été les suivants : Inscr., 65 916 ; vot., 41 742 ; abst., 36,67 % ; suffr. expr., 41 073. Catherine Labarrière, PS, 19 566 (47,63 %) ; Alain Carabosse, UDF-CDS, 11 863 (28,88 %) ; Michel Peyret, PC, 5 628 (13,68 %) ; Jacques Colombier, FN, 3 501 (8,52 %) ; André Desmaret, div., 523 (1,27 %).

An second tour, le 12 juin, Catherine Labarrière avait été réélu avec 25 972 voix (62,72 %) contre 16 102 (38,27 %) à Alain Carabosse sur 65 912 inscrits, 43 321 votants (soit 65,74 %) et 42 074 suffrages exprimés.]

UNE LISTE • Des candidats déclarés admissibles au concours d'admission de l'Ecole de l'air.

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 18 juin 1989 : UN ARRÊTÉ • Du 5 mai 1989 fixant le nombre maximum d'élèves ingénieurs à recruter en 1989 par voie de concours sur épreuves en première année dans les écoles nationales supérieures d'ingénieurs.

UNE LISTE • Des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

EDITEUR en quête d'AUTEURS Pour ses nouvelles collections littéraires, important éditeur recherche MANUSCRITS INÉDITS Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre Les œuvres sélectionnées seront publiées et diffusées après établissement d'un contrat régi par l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et bénéficieront d'une véritable promotion auprès de tous les médias : Radio - Télévision - Presse - Journaux littéraires. Vos manuscrits sont à adresser à L'ACADEMIE EUROPÉENNE DU LIVRE ÉDITEURS 2, rue Flécher - 75009 PARIS Tél. : (1) 47.80.11.08 Téléc. : 660 146 F

LE GROUPE TIERS MONDE-BANQUE DE FRANCE

Le Monde avec l'appui du CRID organisent une table ronde

DÉVELOPPEMENT ET DÉMOCRATIE AU PÉRIL DE LA DETTE

Vendredi 23 juin 1989 de 9 h 30 à 17 h 45 à l'Assemblée nationale

PROGRAMME DE LA JOURNÉE

- Analyse de la situation
- Interrogations sur les stratégies mises en œuvre
- Recherches de solutions et propositions

Allocution d'ouverture : Jacques de Larosière, gouverneur de la Banque de France. Débats présidés par Lionel Stoléru (secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé du Plan) et André Fontaine (directeur du Journal Le Monde). Avec la participation de : Andrew Bain (FMI), Yves Benhalot (secrétaire général adjoint de la CNUCED), Michel Bouchet (Banque Mondiale), Daniel Cohen (économiste), Joly Dizon (conseiller auprès du Président de la CEE), Celso Furtado (ancien ministre, Brésil), Susan George (économiste), Bernard Hölzer (CISE), Denis-Samuel Lefebvre (chef du service des affaires internationales à la direction du Trésor), André de Larosière (ancien directeur général de l'Institut de Finances internationales), Gus Mandel (sociologue), John Schilling (Banque mondiale), Alain Touraine (sociologue).

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS

Groupe Tiers Monde-Banque de France, 29, rue Radziwill 75001 Paris Tél. : 42-92-36-81 ou 42-92-31-60 ou 42-92-31-90.



GRÈCE : recul du PASOK de M. Papandréou aux législatives

Les conservateurs progressent sensiblement mais n'obtiennent pas la majorité absolue

En Grèce, les élections européennes et législatives se déroulaient le même jour mais l'intérêt était concentré sur les secondes qui devaient décider de l'avenir politique du pays pour les quatre prochaines années. Lundi matin, 16 juin, alors que 70 % des suffrages étaient décomptés, la Nouvelle Démocratie (conservateur) était largement en tête avec 44,72 % des suffrages, soit environ 5 points de plus qu'en 1985. Le PASOK (socialiste) de M. Andreas Papandréou, au pouvoir depuis huit ans, recueillait pour sa part 38,91 % des voix (- 7 %), tandis que le Rassemblement des forces de gauche et de progrès (PC, Gauche hellénique et divers groupes indépendants) était crédité de 12,8 %.

Comme les sondages le laissent prévoir, la Nouvelle Démocratie bat le PASOK et devient ainsi la première formation politique du pays, mais cette nette victoire ne lui permettra pas cependant de disposer de la majorité absolue à la Vouli, le Parlement d'Athènes. Selon les estimations, elle contribuera 146 des 300 sièges. Pour les conservateurs, c'est une grosse déception.

Le premier ministre, M. Andreas Papandréou, a reconnu lundi matin le succès de ses rivaux, mais il est incontestable que le Mouvement socialiste panhellénique (PASOK) est parvenu à limiter les dégâts. Certains dirigeants du parti ne cachent

pas que ces résultats (38 % de voix et 123 sièges) dépassent largement leurs espérances. Le recul du PASOK s'explique principalement par divers scandales politico-financiers et de sombres « affaires » de ventes d'armes à l'étranger qui ont secoué la Grèce ces deux derniers mois, ainsi que les péripéties mouvementées de la vie privée du chef du gouvernement. Mais si le PASOK est en régression dans les villes — Athènes et Salonique en particulier — sa position dans les campagnes est demeurée forte. A l'évidence, les électeurs de province n'ont guère été influencés par ce qui fait jaser dans la capitale...

Quel gouvernement ?

Avec près de 13 % des suffrages et 29 sièges, selon les projections, le Rassemblement des forces de gauche et de progrès obtient un résultat en deçà de ses prévisions. M. Harilaos Florakis, secrétaire général du Parti communiste (principale composante de la coalition), a toutefois déclaré que ce score venait confirmer la « force montante » de l'alliance et qu'une « nouvelle phase » avait commencé dans la politique grecque.

« Et maintenant, quel gouvernement ? » Telle est la question que l'on se pose à Athènes. Faute de majorité claire pour l'un ou pour l'autre camp au Parlement, la Grèce



risque d'entrer dans une période d'instabilité politique et on ne peut exclure un nouveau recours aux urnes dans les mois à venir. Le leader de la Nouvelle Démocratie a déclaré que « la majorité du peuple grec avait condamné dimanche le gouvernement socialiste de la corruption et des scandales ». Dans cette « majorité », il inclut, à l'évidence, les électeurs qui ont porté

leur voix sur le Rassemblement des forces de gauche et de progrès et qui, eux aussi, dans leur campagne électorale réclamaient l'« assainissement » de la vie publique et le rétablissement de l'état de droit après toutes les « affaires » qui ont ébranlé le PASOK.

Ce Rassemblement des forces de gauche et de progrès est très cour-

tié par M. Papandréou, qui ne semble pas décidé à jeter l'éponge. Dans un commentaire sur les résultats partiels des élections, le premier ministre a souligné qu'« il existait au Parlement une majorité démocratique et progressiste ». En clair cela veut dire qu'il pourrait envisager de former un gouvernement minoritaire homogène qui serait soutenu par les communistes et leurs alliés à la Vouli. Cet appui n'est pas acquis d'avance. Avant le scrutin, des porte-parole du Rassemblement avaient posé des conditions sévères à leur bienveillance. En particulier qu'un éventuel nouveau gouvernement socialiste ne comprenne absolument aucun ministre ou haut fonctionnaire impliqué de près ou de loin dans les scandales.

Après ces élections législatives incertaines, le président de la République va demander au chef du plus grand parti, à savoir M. Constantin Mitsotakis, de tenter de former un gouvernement susceptible de réunir une majorité parlementaire autour d'un programme. Le leader de la Nouvelle Démocratie va, probablement, essayer lui aussi de « faire du pied » au Rassemblement des forces de gauche et de progrès, qui joue un rôle-clé dans la situation politique confuse qui prévaut.

ALAIN DEBOVE.

(Lire page 28 nos informations sur les élections européennes en Grèce.)

POLOGNE

Très faible participation pour le deuxième tour de scrutin

Varsovie — Les résultats du deuxième tour des élections législatives qui ont eu lieu dimanche 18 juin en Pologne ne devraient pas être connus avant mardi. La principale caractéristique du scrutin a cependant été le très faible taux de participation, estimé à un peu plus de 25 % seulement — contre plus de 62 % lors du premier tour, le 4 juin. C'est un nouvel échec pour le pouvoir, qui avait invité les électeurs à « voter pour la Pologne ».

Le fort pourcentage d'abstentions s'explique essentiellement par le fait que ce second tour était pratiquement sans enjeu. Six cent six candidats étaient en lice, membres dans leur grande majorité de la coalition gouvernementale rassemblée autour du parti communiste, tous les candidats de Solidarité étant passés dès le premier tour, à l'exception de neuf d'entre eux qui étaient en ballottage (huit à la Diète et un au Sénat) et qui semblaient assurés de l'emporter dimanche. Sur les deux cent quatre-vingt-dix-neuf sièges réservés au PC et à ses alliés sur les bancs de la Diète, cinq seulement avaient été pourvus le 4 juin.

Solidarité avait demandé aux électeurs de voter pour les candidats du pouvoir jugés « réformateurs » et même donné des consignes précises en ce sens, mais cet appel ne semble avoir été que très médiocrement entendu. Le taux de participation ne s'est sensiblement élevé que dans les circonscriptions où les candidats de Solidarité étaient en ballottage. (AFP, Reuters, AP.)

Diplomatie

La reprise des négociations START sur les armements stratégiques

M. Bush se hâte lentement...

Un tête-à-tête d'une heure vingt entre les chefs des délégations américaine et soviétique, MM. Richard Burt et Iouri Nazarkine, a marqué, lundi 19 juin, la reprise des négociations sur la réduction des armements stratégiques à longue portée (START) suspendues depuis le 15 novembre dernier, au lendemain de l'élection présidentielle américaine. Les deux délégations sont fortement renouvelées.

M. Richard Burt, ancien journaliste au New York Times, puis ambassadeur à Bonn jusqu'en 1988, a pris, en février dernier, la tête de la délégation américaine. La délégation soviétique est conduite par M. Nazarkine, qui avait représenté ces trois dernières années l'URSS à la conférence de l'ONU sur le désarmement à Genève, prenant une part active, notamment, aux pourparlers sur les armements chimiques.

WASHINGTON
de notre correspondant

Est-ce trop tôt pour la nouvelle administration, ou bien M. Bush prend-il désormais un malin plaisir à chasser son jeu le plus longtemps possible ?

Les négociations START sur la limitation des armements stratégiques, laissées en chantier, mais dans un état de relatif avancement, par l'administration Reagan, devaient primitivement reprendre le 15 février dernier. L'équipe Bush décida de reporter l'échéance, beaucoup trop proche de son entrée en fonctions. Mais plus de quatre mois plus tard, alors que les négociateurs américains et soviétiques se retrouvent à Genève, les États-Unis ne semblent toujours pas tout à fait prêts.

C'est du moins ce que font valoir les responsables de l'administration eux-mêmes, soulignant que M. Bush et ses plus proches conseillers ont été longtemps absorbés par la question des armes conventionnelles (pour lesquelles les États-Unis ont présenté un plan ambitieux au récent sommet de l'OTAN) — et qu'ils n'ont pu vraiment se consacrer aux questions stratégiques que depuis une quinzaine de jours.

● MAROC : visite du secrétaire général de l'ONU. — M. Javier Perez de Cuellar est arrivé, dimanche 18 juin, au Maroc, pour une visite de deux jours au cours de laquelle il rencontrera le roi Hassan II pour s'entretenir de l'évolution du problème du Sahara occidental et du référendum d'autodétermination qui doit y être organisé sous l'égide des Nations unies. Il se rendra ensuite en Mauritanie, au Mali et en Algérie dans le cadre de la même mission. — (AFP.)

Quelques décisions ponctuelles mais portant en principe sur des points pas vraiment essentiels, devaient pourtant être adoptées, peu après l'ouverture de la négociation, et il n'est pas tout à fait exclu que Washington prépare un effet de surprise : la tactique lui avait après tout bien réussi avant le sommet de l'OTAN.

Vérifier d'abord

En tout état de cause, les responsables américains ont fait savoir que l'essentiel des positions définies par l'administration Reagan seraient maintenues, et que l'objectif général restait une réduction de 50 % des armements stratégiques mais que quelques « idées nouvelles » étaient aussi en gestation. L'une d'entre elles pourrait être une révision du mode de calcul du nombre des missiles de croisière éparpillés (ALCM), les Américains semblant à présent disposés à tenir compte du nombre réel des missiles transportés par chaque avion, comme le réclamaient les Soviétiques, et non d'un maximum théorique de dix par appareil.

Beaucoup plus important serait un éventuel changement de position

concernant les gros missiles balistiques : jusqu'à présent Washington proposait que tous les missiles terrestres « mobiles » soient interdits. La nouvelle administration envisage de renoncer à cette exigence (qui déplaît aux Soviétiques, puisqu'ils seules ont pour l'instant de tels engins). Mais il lui est très difficile de franchir ce pas sans avoir l'assurance que le Congrès acceptera d'écarter ses choix en matière de construction de missiles mobiles. Le prochain budget donne la priorité à la « mobilisation » du MX, mais les démocrates tiennent toujours autant au Midetman (un engin plus petit), et les responsables du gouvernement eux-mêmes semblent divisés sur ce point. Selon toute vraisemblance, l'équipe Bush va donc devoir laisser mûrir la question pendant encore un certain temps.

Par contre — pour ne pas donner l'impression d'arriver à Genève les mains et les dos vides, et plus encore parce que cela correspond bien au tempérament de M. Bush et de ses conseillers — l'administration a déjà fait savoir qu'elle comptait proposer une approche assez radicalement nouvelle du principe même de la négociation. Au lieu de chercher à obtenir un accord satisfaisant, puis d'envisager les moyens de

vérifier son application, les Américains ont l'intention de suggérer qu'on commence par mettre en pratique des mesures de surveillance, avant même que l'on sache si les armements à surveiller sont ou seront licites ou non.

Théoriquement, l'idée est assez séduisante : on parle plus efficacement en sachant de quoi on parle, et l'on a de meilleures chances de trouver un accord solide si l'on sait avoir les moyens de vérifier son application. Les problèmes de ratification ultérieure, qui ont eu raison de l'accord SALT-2, deviendraient également beaucoup moins aigus.

Mais il n'est pas exclu non plus que cette approche conduise en fait à compliquer encore plus une négociation déjà extrêmement ardue. Les Soviétiques pourraient même accuser les Américains de chercher à faire traîner les choses.

« Nous n'allons pas valentir les START », fait pourtant valoir un haut fonctionnaire de la Maison Blanche. Mais, que ce soit par souci d'efficacité ou seulement par nécessité, le mot d'ordre de M. Bush, dans ce domaine comme dans d'autres, ressemble fort à un « hâtons-nous lentement ».

JAN KRAUZE.

Visite officielle de M. Nguyen Co Thach en France

Le chef de la diplomatie vietnamienne sera reçu à l'Élysée

M. Nguyen Co Thach, vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères vietnamien, effectue, du mardi 20 au vendredi 23 juin, une visite officielle en France. En vue de préparer une conférence internationale sur le Cambodge, prévue en août à Paris, M. Roland Dumas a déjà reçu à Paris, début juin, son homologue indonésien, M. Ali Alatas, et, samedi dernier, le ministre thaïlandais des affaires étrangères, M. Siddhi Sawatsita.

Depuis le séjour en France, en 1976, de M. Phan Van Dong, alors premier ministre, jamais un membre du gouvernement vietnamien n'a été reçu en si grande pompe à Paris. M. Thach aura, jeudi, un entretien d'une heure avec le président de la République et M. Michel Rocard le recevra, vendredi, à déjeuner. Entre-temps, il aura eu des contacts avec une douzaine de membres du gouvernement dont, bien entendu, M. Roland Dumas, qui offrira, jeudi, un déjeuner officiel en son honneur. M. Thach sera également invité à déjeuner, mercredi, de M. Bernard Kouchner, secrétaire d'État à l'action humanitaire.

Le Cambodge dominera cette visite puisque Paris doit être l'hôte, sans doute à compter du 7 août,

d'une conférence internationale réunie pour mettre fin à ce conflit. En annonçant, le 5 avril, leur projet de mettre un terme, le 30 septembre, à leur présence militaire chez leur voisin, les Vietnamiens ont permis d'envisager un règlement. Mais la principale inconnue demeure encore, aujourd'hui, l'attitude de la Chine, qui soutient les Khmers rouges, la guérilla la plus forte.

En effet, la reprise en main, à Pékin, par les partisans de la fermeté, suggère mal d'une normalisation rapide des relations entre la Chine et le Vietnam. M. Deng Xiaoping, notamment, semble particulièrement hostile à un compromis sur le Cambodge qui ferait la part belle, à ses yeux, au régime en place, celui de M. Hieu Sen.

La réunion de cette conférence prénégociée doit avoir lieu le 24 juillet en France, avec M. Hieu Sen et des discussions, prévues le lendemain à la Celle-Saint-Cloud sous le patronage de M. Dumas, avec les deux autres factions cambodgiennes, celle de M. Son Sann et celle des Khmers rouges. L'attitude de ces derniers, lors de cette table ronde, devrait donner une idée précise des intentions chinoises et, donc, de la possibilité de réunir une conférence internationale.

A ce sujet, pendant sa visite

J.-C. POMONTI.

URSS

Émeutes au Kazakhstan

Moscou. — Des bandes de jeunes se sont déchaînées, samedi matin 17 juin, dans la ville de Novy-Uzen, au Kazakhstan, contre le rationnement et les hausses de prix en pillant des coopératives et en incendiant des voitures, a rapporté, dimanche, le journal Komsomolskaya Pravda.

Certains de ces jeunes ont été blessés mais, samedi soir, « la situation était redevenue normale » dans cette ville située dans l'extrême-ouest du Kazakhstan, ajoute le quotidien.

Un responsable du ministère de l'intérieur de la ville d'Alma-Ata, capitale de cette République du sud de l'URSS, bordant la mer Caspienne, joint par téléphone, a refusé de commenter ces incidents.

Les autorités locales ont parlé de la manifestation sur une place du centre de la

ville pendant plusieurs heures avec les jeunes, qui réclamaient la suppression des cartes de rationnement et la fermeture des coopératives (magasins semi-privés) qu'ils tiennent pour responsables des problèmes de distribution alimentaire et des hausses considérables des prix, écrit encore Komsomolskaya Pravda.

Cinq coopératives ont été pillées et quatre véhicules brûlés lors de ces violents incidents, a précisé au journal un porte-parole du ministère de l'intérieur.

De semblables émeutes avaient eu lieu le 1^{er} mai à Ashkabad, capitale de la Turkménie voisine, la population ayant attaqué des coopératives et des restaurants dirigés par des Arméniens. — (AFP.)

HONGRIE

Les obsèques d'Imre Nagy provoquent des protestations dans plusieurs pays de l'Est

Les obsèques solennelles qui ont été organisées, vendredi 16 juin, à Budapest, à la mémoire de Imre Nagy, premier ministre de Hongrie pendant l'insurrection de 1956 (Le Monde daté 18-19 juin), ont suscité des réactions négatives dans plusieurs pays.

La Roumanie s'est estimée particulièrement offensée et une protestation officielle a été remise, dimanche, à l'ambassadeur de Hongrie à Bucarest, dénonçant « les manifestations antisocialistes, antiroumaines, chauvinistes et révisionnistes » dont ces obsèques auraient été l'occasion. Selon l'agence roumaine Agerpres, les cérémonies de vendredi à Budapest ont pris un tour « nettement fasciste » et elles étaient dirigées contre « le Parti socialiste ouvrier hongrois, contre le socialisme et le communisme et contre le pacte de Varsovie ».

A Berlin-Est, l'agence de presse est-allemande ADN a estimé, samedi, que les cérémonies de Budapest ont constitué une manifestation d'hostilité au PC hongrois et à l'Union soviétique. L'agence rappelle que Imre Nagy avait été condamné pour haute trahison mais ne dit rien de sa réhabilitation, ni de la présence du premier ministre hongrois, M. Nemeth, à ses obsèques.

Condamnation plus sévère encore à Tirana où l'agence albanaise dénonce la « pompeuse cérémonie » de vendredi en rappelant que Imre Nagy avait « dirigé, en 1956, une contre-révolution visant à renverser le socialisme en Hongrie ».

A Moscou, en revanche, la Komsomolskaya Pravda, organe des Jeunes communistes, souhaite un réexamen du rôle de l'URSS dans l'écrasement de l'insurrection de 1956 en Hongrie et écrit notamment : « Le nom de Nagy est lié à la lutte contre le stalinisme (...) ainsi qu'à un système démocratique multipartite et à un pluralisme basé sur l'indépendance et la souveraineté nationale. (...) Puisque nos camarades hongrois sont décidés à découvrir et à révéler la vérité à propos de 1956, il est nécessaire que l'on donne une évaluation des activités du gouvernement soviétique et des autres pays socialistes » à cette époque. — (AFP, Reuters.)

« L'Aveu » à Moscou

De larges fragments du livre d'Artur London, *L'Aveu*, ont été publiés à Moscou par la revue *Littérature étrangère* dans son numéro daté d'avril 1989. C'est une première en Union soviétique, cet événement était en préparation depuis plusieurs mois.

Dans une postface à cette présentation, l'historien soviétique Evgueni Ambatsoumov, auteur notamment d'articles remarqués sur la terreur stalinienne, écrit :

« London a parcouru les mêmes cercles de l'enfer que nos condamnés de 1937... Son livre est le premier à concerner l'histoire des pays frères et à être publié chez nous. Nous sommes directement en cause. L'internationalisme authentique et sincère des révolutionnaires a été remplacé par l'internationalisme des actes criminels de nos maîtres... En Tchécoslovaquie, pays de vieille tradition démocratique, les faux procès ont duré plus longtemps qu'ailleurs... Notre Gazette littéraire fit bien évidemment le silence sur l'Aveu et sur le film retentissant et saisissant qu'en tira Costa Gavras... »

« J'ai rencontré London à Paris ; il était resté fidèle à ses idéaux de jeunesse... Il n'en voulait à personne mais observait une sérénité pleine de tristesse et semblait encore stupéfait que tout cela ait pu se passer. J'ai l'impression de l'entendre quand je lis ces mots dans son livre : « Non, je ne regrette pas mon passé... »

« Je pense au calvaire qu'a connu le peuple tchèque qui m'est devenu cher durant la période stalinienne et à ce « printemps de Prague », hâtes trop bref... »

[A lors vice-ministre des affaires étrangères dans le gouvernement tchécoslovaque, Artur London fut arrêté au mois de janvier 1951 et condamné à des travaux qui conduisirent à sa condamnation, l'année suivante, pour haute trahison. Réhabilité en 1956, il est décédé en 1986.]

مكتبة جامعة القاهرة

Amériques

BRÉSIL : la campagne pour l'élection présidentielle

Le phénomène Collor

Pour la première fois depuis vingt-neuf ans, les Brésiliens doivent élire, le 15 novembre prochain, leur futur chef de l'Etat au suffrage universel. La campagne en vue de ce scrutin, pour lequel deux tours sont prévus, se déroule dans un climat difficile résultant de la gravité de la situation économique.

RIO-DE-JANEIRO
de notre correspondant

Il a trente-neuf ans et un physique de charme. Il fait un malheur à la télévision. Il promet de moraliser la vie politique, d'assainir l'administration, se présente comme un candidat anti-système et anti-partis ; il a bâti sa réputation sur un seul mot, celui de *marajás*, qui désigne, au Brésil, les fonctionnaires surpayés, engorgés particulièrement impopulaires qu'il dit combattre sans merci. Tel est Fernando Collor de Mello, le nouveau phénomène de la politique brésilienne, la vedette inattendue des sondages, à cinq mois de l'élection présidentielle.

Jusqu'au mois dernier, la course à la magistrature suprême semblait se limiter aux deux candidats les plus cotés de la gauche, M. Leonel Brizola et M. Luís Inácio da Silva, beaucoup plus connus sous le nom de « Lula ». Or, voici qu'un nouveau venu, sans grand bagage politique, sans programme bien défini, ne disposant que d'une ombre de parti, bouleverse les prévisions et bouscule les plans des états-majors. Part de rien, ou presque, M. Collor est crédité aujourd'hui de 32 % des intentions de vote, plus que ses deux concurrents immédiats réunis. La boule qui le porte semble, pour l'instant, ne pas devoir s'arrêter. Il est pratiquement le seul candidat dont on voit le nom sur des badges, des autocollants, des chemisettes. Il provoque des débats à la Chambre, des adhésions dans tous les milieux, des défections dans presque tous les partis. Se rallier à Collor, c'est *collorizar*, dans le jargon du jour, le mot signifiant aussi : coloriser.

Vide
et vague des idées

Quand il s'est lancé dans l'arène, il était le gouverneur du petit Etat de l'Alagoas, dans le Nordeste. Il a surtout brillé, à ce poste, par ses diatribes contre les *marajás* et ses débâcles avec le gouvernement Sarney. Il ne s'est distingué ni à la mairie de Maceio, sa ville natale, où il

avait été nommé, ni, plus tard, comme député. Fils d'or de l'oligarchie locale, où sa famille possède un groupe de presse, il a commencé sa carrière au sein du régime militaire, qu'il a appuyé jusqu'à la dernière minute, et a rallié l'ancien parti d'opposition, le PMDB, quand celui-ci est devenu majoritaire. Il a créé il y a trois mois son parti, dit de reconstruction nationale, pour disposer d'une plate-forme électorale.

A un curriculum peu glorieux, il ajoute le vide ou le vague de ses idées. Sur le rôle de l'Etat dans l'économie, la place du capital étranger, la gestion de la dette extérieure, il ne dit que des banalités. Il n'a pas d'opinion sur la réforme agraire, et ne parle guère des autres réformes. Ses promesses les plus concrètes concernent la fin des privilèges dans l'administration. Avec moi, dit-il, les ministres devront payer leur loyer et n'auront plus de voiture de fonction !

« Vidéo-clip »

Aussi ses adversaires le traitent-ils volontiers de « baudouche », de « vidéo-clip » dont le mode passera vite. Ils risquent de se tromper. Le phénomène Collor se produit dans un climat d'amertume, de désespérance générale, provoqué par les difficultés économiques, l'impopularité et l'immoralité gouvernementales, l'opportunisme du parti majoritaire, le PMDB, qui a oublié ses engagements électoraux. L'homme nouveau, dressé contre la corruption des *marajás* politiques et le pillage des finances publiques, est, dans ces conditions, assuré d'un certain succès. Surtout si, comme Fernando Collor, il a de la présence et une sincérité apparente.

Aux élections municipales de novembre dernier, le besoin de changement avait profité au Parti des travailleurs (PT), qui avait conquis la mairie de São Paulo et fait une percée fulgurante dans plusieurs grandes villes. C'est au tour de la droite, maintenant, de vouloir en tirer parti. Certains dans l'establishment ne cachent pas leur faiblesse pour le nouveau polkaïd de la moralité. Celui-ci a droit à tous les égards du groupe de presse Globo, pilier du conservatisme. Son air d'intransigeance plaît aux durs de l'armée. Il fait l'objet des avances de Delcídio Nêto, l'ancien « tsar » de l'économie, mais il préfère les ignorer. Soucieux de ne pas se limiter à un seul camp, c'est sur l'opinion publique qu'il lance son fillet.

Il répète un phénomène qui s'est déjà produit il y a trente ans. La der-

nière président élu au suffrage universel, Jânio Quadros, avait choisi lui aussi pour thème de campagne la lutte contre la corruption. Il avait pris le balai comme symbole, et il semblait bien décidé à l'utiliser de nouveau, cette année, comme candidat du clan au pouvoir, qui comptait sur ses talents de démagogue consommé pour démolir la gauche. Mais la montée de M. Collor a défilé tous ses plans. Après avoir hésité plusieurs mois, il vient d'annoncer qu'il ne se représenterait pas. « Je ne participe pas à cette force », se dit-il, dans un message qui dresse du pays un tableau apocalyptique. Il faut dire qu'il était au plus bas des sondages, et qu'il n'était pas sûr d'obtenir les appuis escomptés.

L'autre prétendant balayé par la tornade « qui lave plus blanc » est M. Ulysses Guimarães, candidat du PMDB avec lui. Cette politique a provoqué la dissidence, l'an dernier, de nombreux progressistes du parti, qui présentaient leur propre candidat, M. Mario Covas, sans grand espoir de succès. Ceux qui n'ont pas fait bande à part ont imposé l'un des leurs, M. Waldir Pires, comme candidat à la vice-présidence, en espérant donner à la campagne du PMDB la couleur réformatrice que la présence de M. Guimarães ne saurait assurer.

A gauche, un terrain
très occupé

Malin, à gauche, le terrain est largement occupé par M. Brizola et « Lula ». Ancien gouverneur de Rio de Janeiro, M. Leonel Brizola dirige une formation populiste, le Parti démocratique travailliste (PDT), qui a placé ses premiers succès dans les *favelas* et étendu son influence grâce à des alliances en tous genres. Il avait, au départ, un lourd handicap à surmonter : les militaires se méfiaient de lui, en raison de son passé d'« incendiaire ». Il était considéré par les milieux d'affaires comme un candidat démagogue et autoritaire.

Ainsi a-t-il fait de gros efforts pour s'amender, et multiplié les avances à ses anciens adversaires. Il

ne parle plus de « socialisme brun » (c'est-à-dire à la brésilienne) qu'il préconisait il y a encore quelques années, sans préciser en quoi il consistait. Il attaque plus volontiers le PT et son candidat que la droite. « La position de « Lula » correspond à celle de Mitterrand », dit-il, sans égard pour la vraisemblance. L'armée et la finance savent en tout cas que, s'il était élu, des accommodements seraient possibles avec lui, ce qui ne serait pas le cas avec le PT.

« Lula » et son parti ont en effet une idéologie fortement teintée de marxisme et de théologie de la libération. Ils veulent renforcer le rôle de l'Etat dans les secteurs de base, restreindre celui du capital étranger, « imposer les richesses » et redistribuer les terres agricoles. Ils font peur aux classes possédantes, et à tous ceux qui craignent l'archaïsme d'une gauche fascinée par le castrisme, dont le modèle ne convient pas à un pays aussi complexe et aussi fortement capitalisé que le Brésil. Entre « Lula » et les intellectuels du parti, il y a pourtant des différences : le premier est plus pragmatique, plus ouvert au dialogue que les seconds. Mais les guerres et les violences qui se sont multipliées ces derniers mois ont beaucoup nui à l'ancien métallo, devenu candidat « des travailleurs ».

Le principal syndicat, la Centrale unifiée des travailleurs (CUT), est le bras armé du PT, et il a été à l'origine de la plupart des conflits du travail. Le dernier plan de rigueur gouvernemental a provoqué une compression salariale qui justifiait bien des revendications. Mais celle-ci ont débouché sur des occupations d'usines, des heurts avec la police, des sabotages. Faut-il une loi réglementant la grève dans les services essentiels, la population a été privée tour à tour de transports, d'écoles, de courriers, menacée de coupures d'eau et d'électricité. Autant d'arguments pour le gouvernement et le patron, qui ont dénoncé l'« anxiété minoritaire » qui « trompe la classe ouvrière » en utilisant le droit de grève pour « intimider la société et désorganiser la production ». L'image de « Lula » en a souffert, car elle était associée à des luttes qu'il ne pouvait pas désamorcer. Le président du PT compte sur une accalmie, et sur le dynamisme de ses bases, pour redresser la barre. Brizola, lui, face à Collor, l'intrus, compte sur son artillerie verbale.

CHARLES VANHECKE.

A TRAVERS LE MONDE

Iran

Deux pendaisons
pour « sabotage »

Téhéran. — Deux personnes reconnues coupables de « sabotage » ont été pendues, samedi 17 juin, à Zahedan, dans le sud-est de l'Iran, a rapporté l'agence IRNA. Selon celle-ci, ces deux « saboteurs » ont été condamnés à mort par le tribunal islamique de Zahedan pour avoir tenté de placer des bombes dans plusieurs quartiers résidentiels de la ville, ainsi que pour atteinte à la sécurité de l'Etat iranien.

Ces deux pendaisons portent à dix-sept le nombre de supplices, samedi en Iran. Quinze personnes, reconnues coupables de trafic de stupéfiants, ont été pendues samedi matin en public dans la ville de Bakhtaran, dans l'ouest de l'Iran, selon Radio-Téhéran. — (AFP.)

République
dominicaine

Grève générale

Une vive tension règne en République dominicaine où commence, lundi

19 juin, une grève générale de quarante-huit heures à laquelle ont appelé les quatre principales confédérations syndicales du pays. Quelque vingt mille soldats patrouillent dans les rues de la capitale, fouillant systématiquement personnes et véhicules. Les protestataires réclament notamment une augmentation de 100 % du salaire minimum (actuellement égal à environ 500 F), ainsi que des allègements fiscaux et une amélioration des services publics, dont le fonctionnement est chaotique. Le président de la République, M. Joaquín Balaguer, avait d'abord refusé tout contact avec les organisations syndicales, estimant le mouvement « illégal ». La crainte de voir se renouveler des émeutes comparables à celles qui avaient fait plus de cent morts dans la République en 1984 l'a cependant conduit à recevoir dix-sept dirigeants des confédérations le 18 juin. — (AFP.)

Soudan

Coup d'état déjoué
par l'armée

KHARTOUM (AFP). — « Un coup d'Etat favorable à l'ancien président Gaafar El Noury a été déjoué », a annoncé, dimanche 18 juin, un communiqué de l'armée soudanaise. Le communiqué précise que « tous les auteurs du coup d'Etat, parmi lesquels des officiers et des civils, ont été arrêtés », ne fournissant toutefois aucune indication sur le nombre des officiers impliqués ni sur leur grade. Le communiqué ne précise pas non plus si la tentative s'est accompagnée ou non d'un mouvement de troupes.

Le premier ministre turc, M. Ozal, s'est rendu samedi 17 juin à la frontière bulgare pour y accueillir les réfugiés de souche turque venant de Bulgarie qui affluent en Turquie depuis près de trois semaines. M. Ozal a déclaré, dimanche à Istanbul, qu'Ankara était prêt à entamer des négociations avec Sofia, « sous l'égide de l'ONU », en vue de parvenir à « la garantie d'un accord d'immigration ». Il a toutefois ajouté que « Sofia avait des comptes à rendre sur la situation des Turcs de Bulgarie qui sont restés comme otage là-bas en guise de caution pour la liberté de certains d'entre eux ». — (AFP.)

Turquie

M. Ozal
à la frontière bulgare

Le premier ministre turc, M. Ozal, s'est rendu samedi 17 juin à la frontière bulgare pour y accueillir les réfugiés de souche turque venant de Bulgarie qui affluent en Turquie depuis près de trois semaines. M. Ozal a déclaré, dimanche à Istanbul, qu'Ankara était prêt à entamer des négociations avec Sofia, « sous l'égide de l'ONU », en vue de parvenir à « la garantie d'un accord d'immigration ». Il a toutefois ajouté que « Sofia avait des comptes à rendre sur la situation des Turcs de Bulgarie qui sont restés comme otage là-bas en guise de caution pour la liberté de certains d'entre eux ». — (AFP.)

Proche-Orient

Suite à une proposition américaine

L'OLP serait prête à négocier
les conditions d'élections
dans les territoires occupés

L'Organisation de libération de la Palestine est prête à accepter une proposition américaine de désigner une délégation ayant pour tâche de négocier les conditions dans lesquelles pourraient se tenir des élections dans les territoires occupés, écrit, lundi 19 juin, le *Financial Times*, citant le président de l'OLP, M. Yasser Arafat. Celui-ci, souligne le journal, insiste notamment pour que son mouvement soit totalement libre dans le choix de la délégation, qui pourrait inclure des personnalités palestiniennes extérieures aux territoires occupés.

M. Arafat, rapporte le *Financial Times*, a indiqué que l'OLP était disposée à autoriser la délégation palestinienne à discuter « de tout, de tout... tout ce que l'autre partie veut discuter ». Il n'y aura pas de conditions préalables : « Ils ont le droit de dire ce qu'ils veulent, et j'ai le droit de dire ce que je veux », a déclaré M. Arafat. Pour sa part, l'OLP, a

encore dit le chef de la centrale palestinienne, insistera pour que les élections se déroulent sous contrôle international et soient liées à un règlement global. Les Palestiniens exigent également le retrait des forces israéliennes de Cisjordanie et de la bande de Gaza.

Lors des pourparlers qui se sont récemment tenus à Téhéran entre les représentants américains et l'OLP, écrit le *Financial Times*, les Etats-Unis ont suggéré qu'une délégation de Palestiniens de l'intérieur soit autorisée à négocier les propositions israéliennes d'élections dans les territoires occupés. Pour sa part, M. Arafat a précisé que l'OLP attendait une réponse aux questions écrites qu'il a transmises aux Américains sur ces propositions israéliennes. L'organisation palestinienne fournira ensuite sa réponse aux suggestions américaines concernant la désignation de négociateurs.

Six Palestiniens et un Israélien tués
en trois jours

Deux Palestiniens ont été tués, dimanche 18 juin, par des tirs de soldats israéliens, à Naplouse, en Cisjordanie, ce qui porte à six le nombre de Palestiniens tués depuis vendredi dernier dans les territoires occupés. L'une des deux victimes a été atteinte de deux balles dans le dos au cours de violents affrontements dans la vieille ville de Naplouse, tandis que l'autre a été mortellement blessée à la tête, a-t-on indiqué de sources palestiniennes. Quatre Palestiniens ont été tués, vendredi et samedi dans la bande de Gaza.

D'autre part, le corps d'un Israélien, membre de la colonie de peuplement d'Arbel, en Cisjordanie, a été découvert dimanche soir à proximité d'un village palestinien. L'homme a été tué à coups de poignard. Des soldats israéliens ont pris position autour de la colonie pour éviter toutes représailles de la part des colons, tandis que le couvre-feu a été décrété dans le village près duquel a été découvert le corps. — (AFP, Reuters.)

Polémique autour d'une « interview »
de Salman Rushdie

Interview « exclusive » ou fausseté ? Le *Journal* britannique *Mail on Sunday* a publié, dimanche 18 juin, une interview de Salman Rushdie qu'il présente comme « exclusive » et la première réalisée depuis février dernier, soit depuis les menaces de mort proférées par les dirigeants iraniens contre l'auteur des *Versets sataniques*. Dans cet entretien qu'il aurait accordé à une jeune journaliste musulmane indienne, Aimeena Moos, Rushdie rejette les accusations de blasphème contre le Coran, refuse de se rétracter et s'en prend à la révolution islamique — « force du mal qui a dévoré ses propres enfants » — ainsi qu'à ses dirigeants « obscurantistes ».

La révolution islamique, peut-on lire dans les propos de Rushdie tels que les rapporte *Mail on Sunday*, « a dévoré la plupart des gens qui la soutenaient. Elle a dévoré les syndicats, elle a dévoré les groupes de femmes, elle a dévoré les socialistes ».

Toutefois, dans un communiqué publié le même jour par ses agents littéraires, Salman Rushdie a qualifié l'article du *Journal* de « faux et totalement irresponsable », démentant avoir accordé une quelconque interview à ce journal. Selon l'auteur des *Versets sataniques*, le texte publié par *Mail on Sunday* ne serait qu'une version « sténographique et sensationnaliste » d'une entretien qu'il avait accordé avant d'être menacé de mort et qui a déjà été publié, il y a plusieurs mois, aux Etats-Unis.

Mail on Sunday a réagi en réaffirmant que cette interview avait été accordée depuis les menaces de mort iraniennes.

Samedi, à Bradford, dans le nord de l'Angleterre, quarante-quatre personnes ont été arrêtées lors de heurts entre jeunes musulmans et policiers, à l'issue d'une manifestation contre Salman Rushdie. (AFP, Reuters.)

LIBAN : bombardements syriens du littoral chrétien. — De nouveaux tirs de l'artillerie syrienne ont atteint, dimanche 18 juin, le littoral des régions chrétiennes du Liban, entre les ports de Jounieh et Jbeil, sourcées à blocus. Un pétrolier grec chargé de 4 000 tonnes d'essence avait été touché de plein fouet, jeudi, et incendié (le *Monde* daté 18-19 juin).

Parallèlement, des affrontements ont opposé, dimanche, les brigades chrétiennes du général Michel Aoun à l'armée syrienne ainsi qu'à la milice druze de M. Walid Joumblatt sur le front de Souk-el-Gharb, au sud-est de Beyrouth. — (AFP.)

DÉMENTI. — A la suite des propos tenus, jeudi 8 juin, par le président du Parlement iranien, M. Hachemi Rafsanjani, accusant la milice chrétienne libanaise (Forces libanaises, FL) de retenir en otages des ressortissants iraniens (le *Monde* du 10 juin), le représentant des FL en France, M. Antoine Bebbous, a démenti cette « prétendue capture » et assuré que ces derniers « ne détiennent aucun Iranien ». Dans une lettre qu'il nous a fait parvenir, M. Bebbous estime que « les prises d'otages occidentaux au Liban par les agents de l'Iran ont systématiquement été justifiées par la volonté d'humilier le Grand Satan (l'Amérique) et le Petit Satan (la France) ».

Madame, Monsieur le député, votre Europe sera-t-elle complice de crimes de guerre ?

La loi interdit les ventes d'armes aux Etats dénoncés par l'O.N.U. pour crimes de guerre. Vous pouvez exiger l'application immédiate du droit international. Pour faciliter votre démarche, nous vous offrons une consultation gratuite.

Fonds de recherches
DROIT INTERNATIONAL 1990
B.P. 136 - 75223 PARIS Cedex 95



Asie

CHINE : huit nouvelles condamnations à mort

M. Qiao Shi affirme que « la situation redevient normale »

Pékin a franchi, samedi 17 juin, deux nouveaux pas dans le sens de la purge et de la répression en annonçant à la télévision huit nouvelles condamnations à mort et en représentant les accusations lancées contre M. Zhao Ziyang, secrétaire général du PCC. D'autre part, M. Qiao Shi, membre du comité permanent du bureau politique, a en les honneurs de la une du *Quotidien du peuple* de dimanche.

En diffusant des images de procès publics et de la condamnation à mort de huit personnes, dont une femme, à Pékin, et en annonçant l'arrestation de deux nouveaux dirigeants étudiants recherchés par la police, le régime poursuit sa campagne pour écraser toute velléité d'opposition à la remise en ordre. Un certain nombre d'administrations sont au point mort, leurs membres étant plongés dans des réunions d'étude de documents officiels. Pékin a, par ailleurs, institué une nouvelle mesure pour contrôler le départ des Chinois vers l'étranger : ils doivent désormais obtenir un visa de sortie supplémentaire après avoir reçu leur visa d'un pays étranger.

Trois jours pour faire appel

Aucun étudiant ne figure parmi les nouveaux condamnés à mort, qualifiés par les médias de « pervers, ouvriers et personnes sans emploi », dont « certains étaient déjà connus de la police ». Ils sont accusés d'avoir « incendié des autobus » et des véhicules de l'armée, attaqué des soldats et

« volé » du matériel. Ils disposent d'un bref délai pour faire appel — trois jours pour les trois condamnés à Shanghai — au bout duquel, l'appel est rejeté, ils sont exécutés d'une balle dans la nuque. Celle-ci est facturée à la famille du supplicié.

Les Chinois savent, d'autre part, que les jours de l'homme politique, plus populaire du pays sont comptés, la télévision ayant repris la version chinoise des propos du porte-parole du gouvernement à la chaîne américaine NBC selon lequel « un certain individu au sommet de la direction s'est égaré et a soutenu les émeutes. Le problème va être résolu » (le *Monde* du 18-19 juin). L'affaire « concerne le parti et sera traitée en accord avec sa constitution », avait-il ajouté.

La destitution imminente de M. Zhao — disparu depuis le 19 mai — peut être décidée que par le comité central du PCC, dont la réunion n'a toujours pas été annoncée. En 1987, cependant, un bureau politique élargi aux vieux conservateurs avait destitué Hu Yaobang ; mais, pour respecter les formes, on avait annoncé sa « démission ». Il est contraint à tous les usages que se soit le gouvernement qui annonce des sanctions contre le chef du PCC qui lui est hiérarchiquement supérieur. L'homme le mieux placé pour remplacer M. Zhao pourrait être M. Qiao Shi, un des trois membres du comité permanent du bureau politique qui ait survécu à la crise. En effet, M. Hu Qili n'a toujours pas réapparu en public, de même qu'un autre membre du bureau politique, M. Wu Xueqian, ancien ministre des affaires étrangères et proche de Hu Yaobang.

M. Qiao Shi, qui s'était moins mis en avant pendant la crise que le pro-

mier ministre Li Peng, s'attirant par là même moins de haine ou de mépris de la part de la population, et qui est responsable des questions de sécurité, a déclaré, selon le *Quotidien du peuple*, que « la situation à Pékin et dans l'ensemble du pays redevient normale. Le discours de camarade Deng Xiaoping a joué un rôle important dans l'apaisement des sentiments populaires et de la situation nationale ».

Vêtu du costume mao et parlant sur un ton relativement modéré, M. Qiao Shi a ajouté qu'il fallait faire une distinction entre les « quelques rares comploteurs » qui avaient organisé les manifestations de Pékin et ceux qui n'avaient fait que suivre le mouvement. Il a promis que le PCC tiendrait compte

dans l'avenir du point de vue des autres petits partis « démocratiques », ajoutant qu'« il est naturel que les gens aient des opinions différentes » sur la situation « compliquée » que traverse le pays.

En politique étrangère, le ministre chinois des affaires étrangères a qualifié d'« irresponsable » la décision de la Grande-Bretagne de reporter une session de négociations sur Hongkong en raison des circonstances. Enfin, le pape Jean-Paul II a exprimé l'espoir que les dirigeants chinois trouveront « la sagesse nécessaire pour la recherche du bien commun dans le respect de la vérité, de la justice et de la liberté ».

P. de B.

Selon l'« US News and World Report »

M. George Bush serait « consterné » par le travail de la CIA

Washington (AFP). — Le président américain George Bush est « consterné » par la mauvaise qualité du travail fourni par la CIA durant la crise chinoise, rapporte le magazine *US News and World Report* dans son édition à paraître. Citant des sources proches de la Maison Blanche, l'hebdomadaire écrit que le président a été en particulier choqué par les informations erronées envoyées par la CIA à propos du numéro d'un chinois Deng Xiaoping ; la ville de la réapparition à Pékin, après vingt-quatre jours d'absence, tout le monde croyait, à la Maison Blanche, que le vieux dirigeant, âgé de quatre-vingt-quatre ans, était tel-

lement malade qu'il venait de tomber dans le coma.

Selon l'« US News and World Report », ce genre d'erreurs donne du crédit à la thèse selon laquelle M. Bush voudrait remplacer, d'ici à la fin de l'année, l'actuel directeur de la centrale, M. William Webster. Le magazine croit savoir que M. Bush souhaiterait une direction plus énergique à la tête des services de renseignements américains. M. Bush a été, en 1974 et 1975, le premier représentant américain à Pékin et a toujours gardé un intérêt particulier pour la Chine. En 1976 et 1977, il a également été le directeur de la CIA.

AFGHANISTAN

Un avion civil détourné s'écrase en Iran : 4 morts et 34 blessés

Téhéran (AFP). — Un Antonov-26 des lignes afghanes, détourné par des pirates de l'air, s'est écrasé, dimanche 18 juin, dans le sud-est de l'Iran, après que son équipage eut perdu le contrôle de l'appareil, a rapporté l'agence officielle iranienne IRNA. L'avion s'est écrasé près de la ville de Zabol, dans la région des trois frontières irano-pakistano-afghane, a précisé l'agence.

Le dernier bilan communiqué par le bureau du premier ministre iranien fait état de quatre morts et trente-quatre passagers blessés qui ont été retirés de la carcasse de l'Antonov par des ouvriers qui travaillaient à proximité.

Les premiers blessés retirés de l'appareil — parmi lesquels le pilote de l'Antonov, le commandant Mirvis Pakia — ont été confirmés, une fois hospitalisés, le détournement de l'avion.

Rixe à bord de l'appareil

Les blessés ont révélé, selon l'IRNA, que le pilote avait perdu le contrôle de l'appareil après une rixe entre les membres de l'équipage et « les pirates de l'air ».

Radio-Kaboul a confirmé, dimanche soir, le détournement : « L'avion se dirigeait vers le sud-ouest du pays, quand il a été détourné par des pirates de l'air qui ont contraint le pilote à prendre la direction de Hérat », a indiqué la radio gouvernementale. « Finalement, l'avion a atterri au sud de Hérat, à Zabol », a simplement ajouté Radio-Kaboul, en soulignant que « des précisions sur cet incident seraient fournies ultérieurement ». Un porte-parole de Kaboul a affirmé que 24 passagers avaient été libérés et que 12 autres étaient retenus en otages par les pirates de l'air. Selon l'IRNA, les quatre morts sont une femme et trois enfants.

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

LE NUMÉRO DE JUIN EST PARU

FRANCIS DERON.

NÉPAL

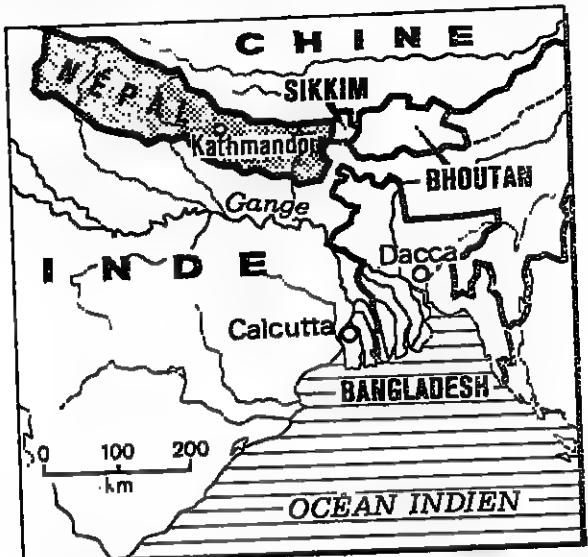
Katmandou cherche en vain des soutiens dans son conflit avec New-Delhi

NEW-DELHI de notre correspondant en Asie du Sud

La crise indo-népalaise se prolonge depuis deux mois et demi et aucune solution durable ne paraît en vue, tant la détermination des deux pays de ne pas céder est intacte. Dans cette guerre froide entre le Népal, l'Inde et le petit royaume tibétain, c'est évidemment ce dernier qui souffre le plus. Depuis le 23 mars, date à laquelle deux accords bilatéraux sur le commerce et le transit sont arrivés à échéance (le *Monde* du 19 avril), l'Inde,

aient que le Népal fasse partie de la sphère d'influence de l'Inde. Sur le plan tant géographique qu'économique, une aide massive de la Chine au Népal, d'autre part, est difficilement envisageable.

Pékin en reste donc, pour le moment, à la livraison au Népal, en juin 1988, d'armes individuelles et antiaériennes. Mais New-Delhi considère ces livraisons d'armes comme une violation du traité d'amitié de 1950, qui fait notamment de l'Inde le fournisseur militaire quasi obligé du Népal. Différents contentieux se sont ensuite greffés sur ce début de crise (Katmandou a imposé une surtaxe



devant la mauvaise volonté évidente de Katmandou d'en favoriser la reconduction, a imposé de facto un blocus économique à son voisin.

New-Delhi a réduit de quinze à deux (Raxaul et Jogbani) les points de passage entre les deux pays, donnant ainsi un coup d'arrêt au commerce frontalier et asséchant le flux des importations et exportations népalaises. Katmandou souhaite que le commerce bilatéral soit désormais comptabilisé en devises étrangères et non plus en roupies indiennes, sauf en ce qui concerne le commerce frontalier, et se déclare prêt à signer des traités séparés sur le commerce et le transit à condition que ceux-ci comportent des obligations et des avantages égaux pour les deux pays. D'autre part, le roi Birendra du Népal demande que le traité de paix et d'amitié de 1950 soit revu à la lumière des évolutions depuis cette date.

La « carte chinoise »

Au-delà des textes, la querelle est éminemment politique : le Népal veut s'affranchir de la tutelle naturelle de l'Inde ; celle-ci, pour des raisons de stabilité et de sécurité régionale, n'est pas prête à voir le « petit » Népal s'émanciper. D'autant que le phénomène n'est pas isolé dans la région. Pour des raisons semblables à celles du Népal, un autre royaume himalayen, le Bhoutan, a pris des mesures fermes contre les résidents indiens (qui constituent plus de 80 % de sa force de travail) : depuis six mois, 150 000 d'entre eux ont été priés de rentrer dans leur pays.

Dans cette partie de bras de fer indo-népalaise, Katmandou est en train de perdre beaucoup d'argent : plus de 2 milliards de roupies (1) durant le premier mois de la crise, selon le ministre népalais des finances, M. Bharat Bahadur Pradhan. En ce qui concerne l'approvisionnement en produits pétroliers malgré quelques livraisons en provenance de Chine (via le Tibet) et de Singapour, la situation est critique : le trafic routier a diminué des deux tiers et bon nombre d'usines ont arrêté. La déforestation (le bois a remplacé le fuel domestique) alarmante, et d'autre part, des proportions alarmantes, et l'industrie touristique, principale source de revenus, subit de lourdes pertes.

Katmandou mène une intense activité diplomatique pour convaincre les pays de la région (Pakistan, Bangladesh, Sri-Lanka et Singapour) de devenir clients du Népal et, parallèlement, tente d'obtenir de l'opinion internationale une « pression morale » pour obliger l'Inde à renoncer au blocus partiel de l'économie népalaise. Ces efforts pour internationaliser un différend bilatéral n'ont pas été très payants jusqu'ici, aucun des pays concernés n'ayant pris fait et cause pour le Népal.

La « carte chinoise » que joue manifestement Katmandou n'a pas provoqué l'écho attendu à Pékin. Un rapprochement sino-indien est en cours depuis la visite de M. Rajiv Gandhi à Pékin en décembre 1988. A cette occasion, le premier ministre indien a admis la suzeraineté chinoise sur le Tibet, étant entendu que les dirigeants chinois accep-

de 50 % sur les importations indiennes tout en réduisant les taxes sur les importations chinoises). Au sur des ressortissants indiens employés au Népal (environ 150 000), qui, faute d'obtenir un permis de travail népalais, devront quitter le pays, s'ajoute celui des quelque quatre millions de Népalais d'origine indienne, qui ne disposent pas d'une citoyenneté bien définie. L'Inde n'a pas pris de mesure de rétorsion à l'égard des cinq millions de Népalais qui vivent sur son territoire, mais elle dispose d'une gamme de moyens pour faire plier le Népal.

Les quelque quarante mille Gurkhas encore enrôlés dans l'armée indienne ne voient probablement pas d'un bon œil le blocus économique du Népal, où vivent les familles de beaucoup d'entre eux. L'Inde, d'autre part, a rien à gagner à une détérioration durable de ses relations avec l'un des rares pays de la région avec lequel ses rapports étaient jusque-là relativement cordiaux.

LAURENT ZECCHINI.

(1) 1 franc vaut environ 3,80 roupies népalaises.

Afrique

NAMIBIE

Des dirigeants de la SWAPO reviennent d'exil

Plusieurs dirigeants de l'Organisation du peuple du sud-ouest africain (SWAPO) sont rentrés dimanche 18 juin à Windhoek dans le calme, les milliers de partisans qui étaient venus les accueillir à l'aéroport ayant été renvoyés pour éviter les incidents. Il s'agit notamment de huit membres du bureau politique et dix du comité central de la SWAPO qui avaient pris place à bord d'un DC-10 de la Zambian Airways, en provenance de Lusaka et de Luanda. Environ deux mille cinq cents des quarante et un mille exilés namibiens recensés sont maintenant rentrés d'Angola et de Zambie, depuis que les Nations unies et l'Afrique du Sud ont décidé une amnistie comme le prévoyait le plan des Nations unies pour l'indépendance de la Namibie. — (AFP.)

● NIGÉRIA : arrestations d'opposants. — Trois opposants connus ont été arrêtés à Lagos, samedi 17 juin, pour avoir organisé une conférence — interdite par la police — sur la politique de rigueur économique du pays. Le docteur Tai Solarin, un vétéran enseignant déjà arrêté voici deux semaines pour s'être fait l'écho d'attaques contre le chef de l'Etat, ainsi que M. Garu Fawehinmi, le plus célèbre avocat du pays, qui multiplie les procès contre le gouvernement depuis des années, et « Pa » Michael Amoudu, l'un des anciens dirigeants syndicaux les plus en vue, ont été appréhendés alors qu'ils s'apprêtaient à animer une conférence sur l'« alternative du programme d'ajustement structurel », dans les bureaux de l'avocat à Lagos. — (AFP.)

Quinze jours après le massacre de la place Tiananmen

Pékin cache sa rancœur et travaille au ralenti

PÉKIN de notre correspondant

Si M. Deng Xiaoping s'était promené dans Pékin à la fin de la semaine dernière sans être accompagné de l'escorte habituelle d'appareils qui préparent le terrain et assurent les arrières des plus hauts dirigeants chinois dans le moindre de leurs déplacements, qu'aurait-il donc vu, en cet après-midi chaud et ensoleillé qui faisait de la capitale chinoise, en dépit de sa pauvreté, une des villes les plus accueillantes du monde ?

Avant tout, des militaires, bien sûr. La maréchaude oblige, il en reste un bon nombre dans des endroits considérés comme stratégiques pour des raisons qui ne sont pas toujours évidentes. Par exemple, au pont de Jiaoguomen, face à la principale résidence diplomatique de la ville, ils sont plantés sous le soleil, les pieds soigneusement placés à l'intérieur de carrés tracés à la craie, chacun portant un numéro, qui leur permettent de se positionner au centimètre près de manière à donner à la garde une allure plus martiale que ce que l'armée chinoise est d'ordinaire capable de produire.

Car si M. Deng s'était trouvé en milieu d'après-midi à la porte nord de la même résidence, à quelques centaines de mètres du pont en question, il aurait sans doute eu des sueurs froides devant la manière dont sa « loi martiale » est appliquée. Un militaire casqué mettait carrément en joue, avec son AK-47 équipé d'une baïonnette, un ouvrier perché sur le toit d'un baraquement voisin, sur le chantier d'un immeuble de bureaux construit avec des investissements étrangers. Le militaire avait un grand sourire. Son compère — ils sont deux, de garde en permanence — se tordait de rire à la permanence — se tordait de rire à la permanence — se tordait de rire à la permanence.

Poussant vers la place Tiananmen, M. Deng aurait pu constater que les soldats, deux semaines après qu'on leur eut donné l'ordre de nettoyer la plus grande esplanade du monde, commencent à haïr le monde, commencent à haïr le monde, commencent à haïr le monde. Le gilet de plomb qui inonde le Pékin officiel, où les ombres sont rares. Telle est en effet cette étrange dichotomie chinoise qui fait passer la capitale de la tragédie à la farce en si peu de temps, voire faire cohabiter les deux en permanence. A biter les deux en permanence. A biter les deux en permanence. A biter les deux en permanence.

quêtes, on se dit que la loi martiale est une chose rigolade. Impression qui n'était pas particulièrement sensible il y a quinze jours, lorsque des mêmes armes sortaient un feu meurtrier dirigé contre des émeutiers-malgro-eux.

M. Deng n'étant pas un journaliste étranger, il aurait pu interroger les passants qui circulaient, à vélo ou à pied, dans un certain nombre d'artères de la ville, sur leurs sentiments à l'égard de la situation. Peut-être aurait-il remarqué, sans même avoir à se transformer en enquêteur pour cela, que la ville vivait au tiers de ses pulsions habituelles.

Car on en est là. En plein été, alors que cette saison transpire généralement la ville en cité méridionale, Pékin hiberne. L'atmosphère fait penser aux mois ayant immédiatement suivi le retour de M. Deng au pouvoir, il y a douze ans. A cette époque, un étranger qui demandait l'heure à un passant dans la rue provoquait généralement une fuite éperdue de l'intéressé, trop traumatisé par les dernières années du maoïsme pour prendre le risque de parler en public à un « long nez » (le surnom familier des Chinois pour les Occidentaux d'alors).

Aujourd'hui encore moins qu'à l'époque, il n'y a aucune hostilité véritable dans le comportement du passant envers l'étranger, le « laowai » — « Vieux de l'étranger », une expression plutôt sympathique dans la bouche des habitants de la capitale. Il y a seulement la peur, soigneusement ravivée par les forces de sécurité au cours des deux semaines de répression massive auxquelles on a assisté grâce à la télévision, parfois presque en direct.

Un indicible mépris

Les Pékinois boudent. La circulation cycliste est dérisoire. Les boutiques sont ouvertes, mais vides. Les marchés libres tournent à une portion infime de leur activité habituelle. Si M. Deng avait poussé jusqu'à l'un des hôtels internationaux que la police ou l'armée ont érigés pour accueillir les touristes et hommes d'affaires du monde entier, il n'y aurait vu qu'un personnel pléthorique désœuvré. Tout est à l'arrêt.

Cet après-midi-là, en face du restaurant à plusieurs étages connu dans la communauté internationale comme « l'usine à canard », par où y sert du canard de Pékin à la chaîne pour les touristes étrangers, y avait certes un peu d'animation. Le haut-parleur d'une voiture de police énonçait, sur le ton scabreux

contourner de ces émanations de la pensée d'Etat, les règlements de la loi martiale interdisant à la population d'apposer des affichettes de quelque nature que ce soit dans des lieux publics. A 10 mètres de là, des policiers et quelques militaires en uniforme escortaient, en direction d'un non sait où, un vendeur d'ail et sa carrolle, pourvoyeur d'une gourmandise fort prisée ici. N'ayant pas le droit de poser la moindre question aux passants, nous nous sommes éloignés.

A Lialichang, le repère des antiquaires d'Etat, M. Deng aurait pu constater aussi l'étendue du désastre causé par la politique qu'il cautionne. Là où, d'ordinaire, les automobiles de touristes défilent par dizaines, on pouvait voir deux camionnettes de livraison et deux taxis, peut-être affrétés par ces très rares touristes étrangers qui osent encore mettre les pieds ici.

Il n'y a pas de haine perceptible dans le comportement du Pékinois moyen par rapport aux événements qui se sont déroulés dans sa ville depuis deux semaines. Si la rancœur l'étreint, il la cache. Elle n'est en tout cas pas dirigée contre cet Occident qu'on serait tenté en haut lieu de blâmer pour la crise actuelle. Par endroits, même, on trouve toujours cette complicité des regards entre l'étranger, rendu inaccessible, et le Pékinois moyen, peu soucieux de risquer le commissariat pour une conversation avec un « laowai ».

Il y a seulement, qui crève les yeux dans la nonchalance et le manque d'enthousiasme des gens pour ce qui les ravissait il y a encore peu — les marchés libres, forains du coin de la rue, groupements informels indicateurs d'une nouvelle espérance, — un indicible mépris envers les carences politiques du pays. Les policiers de la circulation, en effectifs redoublés, gesticulent sur leur piédestal comme si l'avenir de la République populaire dépendait de leurs mouvements. Mais le cycliste ou le piéton passe, qu'on lui fasse signe de s'arrêter ou non.

A la Banque de Chine, le résultat de la reprise en main s'affiche ostensiblement dans le comportement du personnel, d'ordinaire plutôt actif depuis qu'il fraye avec le monde capitaliste. Sur les six employés d'une section, trois lisent des bandes dessinées ; deux des romans ; l'un dort assis ; deux téléphonent à un ou une amie ; une, dernière l'ordinateur, travaillerait. Lorsqu'il eut du dixième de nous rendre un reçu, il s'en alla tranquillement vers la cantine, la tête haute, en nous regardant d'un air de dire : « Vous repassez, n'est-ce pas ? »

FRANCIS DERON.

مكتبة الامانة

Société

JUSTICE

Au procès de la branche lyonnaise d'Action directe

Etudes de caractères

Après cinq semaines d'audience, le procès de la branche lyonnaise d'Action directe va entrer dans sa phase ultime avec le réquisitoire — prévu pour les 20 et 21 juin — et les plaidoiries. Les sept magistrats qui constituent la cour d'assises du Rhône spécialement composée devraient avoir forgé leur « intime conviction ».

LYON

de notre bureau régional

On avait entendu des doctrines, des irréductibles, des paumés, des repentis, des décalés... A l'évidence Henri Cachau-Herrell et Pascal Fort ne s'insèrent dans aucun de ces schémas. Satellites de la nébuleuse A.D. Lyon, ces deux « ados » de vingt-huit ans ont joué des rôles d'assistance assez secondaires pour comparaitre en prévenus libres. A les voir suivre sagement les débats, depuis le premier rang du public, et s'attabler devant un café à chaque suspension d'audience, on pourrait les prendre pour deux étudiants en droit s'occupant des travaux pratiques. La distance qui les sépare de leurs fugaces « camarades », regroupés dans le box, est l'illustration physique de leur « recul ».

« J'assume sans revendiquer », Henri Cachau-Herrell ne saurait être plus clair. Fils de la bourgeoisie, ayant reçu une « éducation humaniste » et s'étant passionné très jeune pour la protection de la nature puis pour le tiers-mondisme et la lutte antinucléaire, ce garçon posé mais disert a rencontré Frérot par l'intermédiaire d'un prof de philo qui organisait des débats sur la condition ouvrière. « Alors que j'étais en fac de biologie, j'ai rencontré Maxime dont je partageais les analyses. C'était après la marche sur Malville et, comme beaucoup de militants écologistes, je me demandais s'il ne fallait pas passer à d'autres types d'action, en dehors de

Pourtant, malgré la durée exceptionnelle des débats, une troublante impression d'inachèvement subsiste. Moins liée sans doute aux zones d'ombre qui entourent toujours certains faits — deux des trois meurtres, en particulier — qu'à l'énigme du cheminement des protagonistes.

la stricte légalité. Sans songer un instant à des attaques de banques... »

Pas assez fermement convaincu pour s'engager dans un groupe, Henri Cachau-Herrell se donne bonne conscience en rendant des services. Il accepte ainsi de prêter la propriété de ses parents à Frérot qui souhaite s'y mettre au vert avec ses amis. « J'avais alors trouvé un emploi d'animateur à la MJC de Voiron, ce qui constituait une occasion rêvée de m'éloigner. C'est en revenant un week-end que j'ai découvert le groupe qui avait aménagé un stand de tir dans la cave de la maison... Olivier a essayé de me prendre en main, mais sans avoir les moyens dialectiques de réfuter ses thèses, je m'étais assez rassuré pour n'être pas réceptif. » Appliquant une « stratégie du lâchage », il a néanmoins la faiblesse de présenter le groupe à son ami Pascal Fort et de cacher des armes dans le jardin familial. Incapable de les retrouver après un débroussaillage inopiné, il sera « mis à l'amende » — pour 10 000 F — mais estimera « pas cher payé » sa liberté retrouvée. « Le coût personnel et social était démesuré par rapport à l'intérêt politique. »

Possession satanique

D'un milieu social plus modeste, Pascal Fort résume avec encore plus d'assurance l'incidence idéologique assez semblable. En se contentant de stocker du matériel radio et de fournir une feuille de salaire à Frérot, cet écolo, attiré par le mysticisme mais sûrement pas « illuminé », a su rester en marge du groupe. « Après la fac, j'ai travaillé en usine et si j'ai rencontré des patrons exploités, j'ai aussi vu des ouvriers exploitant leurs semblables, ça a relativisé mon approche de la lutte des classes. (...) Je suis non violent et contre les brayages même pour la meilleure des causes. Apparemment bien dans sa peau de « démissionnaire » — il a touché avec son père une petite entreprise de nettoyage, — Fort, qui a quitté « M. Frérot » fâché, ne se prive pas de lui faire la leçon. « Je suis peut-être un sale capitaliste mais moi je ne moleste pas des femmes de ménage (...). On retrouve dans Action directe toutes les recettes d'une secte : un gourou s'appuyant sur un fond de vérité et disposant d'une

bonne faculté d'expression avec, pour couronner le tout, un sévère endoctrinement. La grosse différence c'est que les membres d'une secte sont considérés comme des victimes alors qu'ici ils sont en position d'accusés. J'ai beaucoup de compassion pour eux... »

Souvent violemment pris à partie par le « paysan dur » — Frérot amoncelant à un expert qu'il le rattrait — sur la liste des meurtres à frapper, Ballard qualifiant un autre de « docteur Mengue des prisons lyonnaises », Olivier luttant : « Naci, naci les psychiatres qui se sont succédé à la barre, deux jours durant, n'ont pas apporté d'éclairage fondamentalement nouveau sur le caractère des accusés. Phobie des confirmations, expirées dans un langage savant, évoluant entre l'hémionisme et le lyrisme. « Triangulation céleste inassaisonnée », « instance morale d'idéalité », « interdits mal intérieurs », « recherche d'un équilibre à travers le groupe », « ambivalence vis-à-vis de la violence », « problématique narcissique primaire », « séduction par le chant des sirènes des magiciens du verbe », « mouvement projectif dans l'idéologie », « chute dans le réel et le sordide... »

La cour, qui ne paraissait pas loin de perdre son latin, aura retenu que par-delà de fréquentes « structures psychologiques » susceptibles d'atténuer la capacité pénale, aucun des accusés ne présente de vraie pathologie. Les quatre hommes du noyau dur s'étaient, eux, refusés à toute expertise.

Joëlle Crepet semble toutefois très fragilisée par sa « relation passionnelle et fusionnelle totale » avec Olivier qui fut comparé à une « possession satanique ». Parmi les nombreux incidents d'audience — motivés des expulsions à répétition — beaucoup eurent pour origine la revendication d'un rapprochement entre ces deux « amants maudits ». Olivier dénoçant, après Frérot et Ballardras, un régime d'isolement « inhumain » et « jamais vu, même au temps de la Cour de sûreté de l'Etat ». Crepet se contentant de réaffirmer : « J'aime André Olivier, j'ai des difficultés, je veux être près de lui. » Et le président de répondre : « J'essaie d'être fraternel mais je suis prudent. »

ROBERT BELLERET.

An tribunal de Paris

Les mésaventures d'un marchand d'art

François Heim, marchand parisien de tableaux, n'a pas plus avec ses déclarations judiciaires. Il comparaitra, vendredi 16 juin, devant la 11^e chambre du tribunal de grande instance de Paris, présidée par M^{me} Jacqueline Chevillard. Une précédente audience avait eu lieu le 2 juin.

A soixante-trois ans, cet expert en œuvres d'art des dix-septième et dix-huitième siècles, propriétaire d'une galerie avenue Matignon, internationalement connu, a fière allure. Son revenu annuel déclaré est de 400 000 francs environ. Il lui est reproché de détournement irrégulier des avoirs à l'étranger.

Le 30 septembre 1985, l'administration des douanes déposait une plainte contre lui pour infraction à la législation des changes. Ses agents soupçonnaient le marchand d'être le propriétaire et le gérant de fait de deux sociétés étrangères, l'Arbit, établie au Liechtenstein, et surtout la Socota, sise à Genève. C'est à cette dernière que s'inscrivent particulièrement le tribunal. Fondée en 1965, elle a un seul actionnaire qui fait figure d'Arctésienne : son identité restant ignorée, il ne fut jamais entendu. « C'est un vieux monsieur italien aujourd'hui décédé », confia même l'inculpé à la barre.

M^{re} Urbino-Soulier, conseil des douanes, accuse conjointement M. Heim d'avoir « détourné irrégulièrement en Suisse, entre 1979 et 1983, près de 10 millions de francs ». Ce montant serait la contre-valeur du stock de tableaux figurant à l'inventaire de la Socota daté du 31 décembre 1980. Selon l'accusation, M. Heim a aussi emprunté à l'étranger 500 000 francs garantis à son créancier par trois tableaux signés de Charles Le Brun, Le Nain et Jean-Marc Nattier, des œuvres inconnues, précieusement dans l'inventaire 1980 de Socota.

De même, M. Heim se serait servi, en 1983, pour ses transactions personnelles, de trois œuvres censées appartenir à Artibit, dont un Fragonard et un Delacroix estimés à 850 000 francs. Pour le conseil des douanes, « ces sommes (valeur 1983) recouvrent une partie du patrimoine de M. Heim. Si l'on tient compte du boom des cours sur le marché de l'art, ces dettes seraient, cela fait beaucoup plus ».

La 11^e chambre devait donc établir s'il y a eu ou non confusion totale entre François Heim et la Socota, comme entre lui et Artibit.

Le dossier de l'affaire fut un des derniers instruits par le juge Jean-Pierre Michau, avant son départ pour la COB (Commission des opé-

rations de Bourse). Les pièces à conviction ne manquent pas. Lors des perquisitions effectuées en mai 1983 dans la galerie de M. Heim et à son domicile, les enquêteurs ont saisi d'énormes documents, notamment un bilan pour 1979 et l'inventaire au 31 décembre 1980 — déjà de l'intéressé mais jamais de commandes émanant de l'administrateur suisse de la Socota.

« Un procès d'arrière-garde »

Mais l'inculpé se défend bec et ongles. S'agit-il de Le Brun figurant sur l'inventaire saisi, qu'aurait donné en garantie d'emprunt personnel M. Heim ? « Erreur des douaniers », réplique l'inculpé, photos à l'appui, présentées à la barre. « L'inventaire fait mention d'un portrait d'enfant, rien de voir avec la Pietà que je possède. »

De même, M. Heim nie être intervenu dans la création de la Socota. Il a, dit-il, participé à sa gestion, en recommandant, sans les décider, diverses transactions. Nuance... En échange de ses conseils, il percevait, confirme-t-il, un intéressement. Quel était l'émolument de ces tâches ? le résumant ? lui demanda-t-on à l'audience. Réponse des plus floues.

Défenseur de M. Heim, M^{re} Yves Franchon conteste la procédure et sollicite l'indulgence puisque « le marché unique européen supplé-

ment, d'ici peu, le contrôle des changes. Ce procès est d'arrière-garde ». M^{re} Franchon s'indigne aussi « de la voie de faits caractérisés opérée sur les deux jeunes secrétaires enrôlées dans la rue, et en pleine nuit, le 6 mai 1983, pour un interrogatoire en commissariat voisin. C'est, dit-il, contraire à la convention européenne des droits de l'homme et des libertés ».

Et pour finir, M. Heim interpelle le tribunal avec véhémence : « J'en bouillonne de révolte. L'administration a fonctionné sur les tuyaux d'un employé que j'avais remercié pour alcoolisme en 1981. Mis en règlement judiciaire fin 1983, je suis poursuivi pour non-paiement des charges de la Sécurité sociale. Est-ce du vice de ma part, si je dispose comme on m'en accuse des fonds Socota ? (...) J'ai emprunté de l'argent pour payer les dettes de mon beau-fils à New-York. L'habite un deux-pièces. Est-ce avec ma pension militaire, et en travaillant de nuit dans un garage s'il le faut, que je vais pouvoir payer ? », lance-t-il.

En fait, M. Heim est condamné définitivement, après un arrêt de la Cour de cassation du 23 mars 1987, pour importation et exportation sans déclaration de tableaux, à une amende de 2 millions de francs, et l'audience du 16 juin n'était qu'un épisode supplémentaire de ses mésaventures judiciaires.

Jugement le 7 juillet.

DANIEL ROUARD.

Un chercheur nancéien était mort de la rage après une greffe de la corne

Dix ans après, la famille obtient 900 000 F de dommages-intérêts

NANCY
de notre correspondant

La cour d'appel de Paris vient d'accorder près de 900 000 F de dommages-intérêts à la famille de Michel Zanne, maître-assistant à la faculté des sciences de Nancy, décédé en novembre 1979, à l'âge de trente-sept ans, d'une infection cérébrale d'origine rabique due à une greffe de la corne.

Le patient, atteint d'une déformation bilatérale de la corne, avait été admis dans le service d'ophtalmologie de l'hôpital Lariboisière de Paris, le 10 octobre 1979, afin d'y subir une greffe. La Banque française des yeux avait été sollicitée afin de fournir la greffe. Lors de l'opération qui avait suivi le décès de Michel Zanne, on avait découvert de quelle façon « quasi occulte », les globes oculaires avaient été prélevés, au mépris du respect de la réglementation en vigueur, dans un amphithéâtre de l'hôpital Lariboisière, par la secrétaire médicale de la Banque française des yeux elle-même. Le greffon provenait d'une femme originaire d'Égypte, morte d'une encéphalite.

Quelques mois avant les faits, en juin 1979, deux inspecteurs généraux des affaires sociales avaient dénoncé dans un rapport joint au dossier les conditions dans lesquelles la Banque française des yeux prélevait des organes dans les hôpitaux de l'Assistance publique de Paris. Ils avaient aussi constaté « l'insubordination de la réglementation et l'absence de précautions élémentaires », pressant même qu'un jour « ces méthodes pouvaient être l'origine de conséquences ».

Au cours de l'information conduite par le juge Claude Grellet, il avait notamment été établi que la personne qui avait effectué le prélèvement n'avait pas pris la précaution de se renseigner « de manière certaine et précise sur le décès du donneur et sur les contre-indications médicales ».

L'agitation continue dans quelques prisons

Le mouvement de protestation de détenus qui considèrent comme insuffisantes les grâces et les amnisties prévues pour le 14 juillet a continué durant le week-end.

Vendredi soir 16 juin, à la centrale de Poissy (Yvelines), environ deux cents détenus ont refusé pendant une heure de regagner leurs cellules.

Des mouvements comparables ont eu lieu samedi et dimanche à la prison de Saint-Paul-de-Lyon et à la prison de Vercors, près de Grenoble, où, selon les cas, quatre-vingts à cent vingt détenus ont pris part à la protestation.

Le 12 novembre 1979, un mois après l'intervention, alors qu'il était de retour à Nancy, Michel Zanne ressentait les premières atteintes du mal qui allait l'emporter. Le 28 novembre, il décéda d'une infection du système nerveux d'origine rabique, comme le donneur.

Il aura donc fallu près de dix ans pour que la justice, qui avait statué sur le plan pénal, rende une décision civile : allouer 900 000 F à la famille du chercheur. M^{re} Gérard Vivier, avocat nancéien chargé des intérêts de la famille, a dénoncé tout au long de la procédure « les inadmissibles carences et les négligences graves imputables aux services hospitaliers qui ont causé la mort de Michel Zanne ». Il attend aujourd'hui une autre décision d'ordre administratif, la famille Zanne ayant mis en cause la responsabilité médicale de l'Assistance publique de Paris et de la Banque française des yeux.

MONIQUE RAUX.

Après l'annulation d'une reconstitution judiciaire en Haute-Provence

« Aucune pression ne pourra rétablir la justice privée » déclare M. Arpaillange

Après l'obligation faite au juge d'instruction de Digne d'annuler la reconstitution des faits de viol et d'assassinat de la petite Céline Jourdan, dont sont inculpés Richard Romand et Didier Gentil en raison des graves incidents et des menaces de lynchage des deux hommes et de leurs défenseurs (Le Monde daté 18-19 juin), le garde des sceaux déclare dans un communiqué qu'il exprime sa « profonde compassion » à la famille de la victime et à ses amis mais qu'« aucune pression ne pourra rétablir la justice privée ».

M. Pierre Arpaillange, auquel s'étaient adressés les avocats des inculpés, M^{re} Henri Leclerc et Henry Junay, se lui demandant de faire respecter les droits de la défense, déclare plus particulièrement à ce sujet : « Il est inadmissible que dans notre démocratie une personne quelconque puisse être menacée ou même violente en considération de ses opinions et que des avocats ou des magistrats puissent être mis en cause à l'occasion de l'exercice de leur profession. »

« Le loi et les droits de l'homme veulent que chaque inculpé puisse avoir un défenseur librement choisi et qu'aucune atteinte ne soit portée au principe de la présomption d'innocence. Aucune pression ne pourra rétablir dans notre pays la justice privée ».

Folie des grandeurs à Crozon (Finistère)

Les dérapages incontrôlés d'un maire trop fastueux

CROZON

de notre envoyé spécial

C'est l'histoire de quelques amis qui avaient des projets grandioses et la note de frais facile. C'est l'histoire d'un beau rêve de développement breton qui s'égare chez Maxim's. C'est l'histoire d'un employé de banque, d'un marin-pêcheur (en retraite) et d'une femme d'officier de marine qui laissent une ardoise de quelque 3,5 millions de francs à la modeste commune de Crozon-Morhet, au bout du Finistère. C'est l'histoire, en un mot, d'un jeune maire RPR qui décide de lancer sa station à la conquête de la renommée touristique.

A peine élu, en 1983, Jean-Jacques Fabien diagnostiqua que « l'urgence est criante ». « Les hôtels étaient fermés ou crasseux, il fallait faire quelque chose. » Et comme M. le maire a retenu, des idées du moment, « qu'une mairie ça se gère comme une entreprise », il décide d'étudier la possibilité de créer un grand « complexe de thalassothérapie ». Dans ce but, le maire pourrait créer une société d'économie mixte. M. Fabien s'y refuse : trop rigide. On préfère donc susciter une société entièrement privée, la SEUACM, à laquelle la ville de Crozon accorde sa garantie pour un emprunt de 2 millions de francs au Crédit agricole, et dont le maire s'installe le « censeur » un titre créé pour la circonstance.

Tout au long de l'année 1985, la SEUACM va déployer une intense activité. Non pas tant pour faire progresser le projet de thalassothérapie que pour dévorer son propre budget. D'abord, comme on n'est jamais si bien servi que par soi-même, les trois dirigeants, choisis par M. Fabien, s'attribuent des indemnités. Au total, l'employé de banque parisien, M. Christian Chevreux, touchera 404 000 F. M^{me} Michèle Fèvre, conseillère municipale, 233 500 F et M. Robert Boulineau, pêcheur

en retraite et adjoint au maire, sera le plus mal servi avec 45 000 F. Pour donner un cadre juridique digne d'elle à une société si efficace, on recourt aux services d'un avocat parisien, M^{re} Demarigny, à qui l'on verse au total 450 000 F d'honoraires.

Ce n'est pas tout. Pour meubler le siège parisien de la société, M. Chevreux achète pour 50 000 F de meubles. Heureuse coïncidence : cette société est domiciliée dans son propre appartement. Avec une conscience qui lui fait honneur, M. Chevreux multiplie les « missions » en Bretagne à des périodes qui correspondent en général à de grands week-ends ou aux vacances scolaires. Le tout est facturé à la société, qui paie sans rechigner.

« C'est vrai, il est venu du 28 décembre au 1^{er} janvier, reconnaît aujourd'hui M. Fabien. Et alors ? C'est la période où était signé le protocole. Vous ne travaillez pas, à cette époque, vous ? » Quant aux honoraires, généralement dispensés aux dirigeants de la société, M. Fabien estime que, « quand on veut la fin, on en prend les moyens ». « On ne peut pas avoir des types qui crapahutent, qui sont sans arrêt sur le terrain, et ne pas les rémunérer. »

Les comptes tardifs de la SEUACM

Il faut dire qu'entretiens cette société, sur laquelle son « maire-censeur » maintient un savant mystère, a éveillé la curiosité de l'opposition socialiste au conseil municipal. Six conseillers portent plainte contre le maire pour escroquerie et ingérence. Après une bataille de tranchées judiciaire, le président de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes confie l'enquête à la police judiciaire, qui se plonge dans les comptes de la société et, facture après facture, reconstitue le train de vie des « crapahuteurs » de la SEUACM.

« Il est tout à fait possible qu'il y ait eu des dérapages, reconnaît aujourd'hui pudiquement

M. Fabien. Mais mon rôle n'était pas d'être toujours derrière leur dos, ils ne m'ont rendu que des comptes que tardivement. Le train de vie de Christian Chevreux, lors de ses fréquents déplacements à Crozon, où il arrivait souvent au volant de voitures de location de grosse cylindrée, n'a-t-il pas éveillé des soupçons ? « C'est vrai, il m'est arrivé de me ficher tout rouge, de lui dire que j'aurais pu aller le chercher à l'aéroport. Mais il ne me prévenait pas toujours de ses horaires d'arrivée. »

Toujours est-il que ces frais importants ont été engagés en vain. Les contestations simultanées des opposants socialistes et des écologistes locaux ont tôt fait de décourager les partenaires éphémères, comme le groupe hôtelier Accor, qui avaient commencé par donner un accord prudent. Le grand projet est aujourd'hui enterré. Et ce ne sont pas les quelques appartements publics du navigateur Eric Tabarly sur le port de Crozon — la SEUACM le remboursait 150 000 F par an pour une visite bimestrielle à Crozon — qui ont pu le sauver.

Un malheur n'arrivant jamais seul, le PS reconquiert la mairie en mars dernier à la faveur d'une triangulaire — le premier adjoint de M. Fabien ayant présenté une liste contre lui. Et le premier geste de la nouvelle municipalité est de se porter partie civile contre l'ancien maire, ce qui devrait contribuer à accélérer le rythme, jusqu'alors bien lent, de la procédure engagée par la chambre d'accusation de Rennes.

M. Fabien, qui considère que « le bouddhisme existe même à Crozon », n'en revient pas de tant d'échecement contre lui. Il peut toujours se consoler en se disant que les journaux nationaux ou régionaux, qui relatent ses malheurs, ne sont jamais en vente à la maison de la presse de Crozon. Il est vrai que la gérance n'est autre que sa mère

DANIEL SCHNEIDERMAN.

Société

DÉFENSE

Au Bourget

M. Rocard a célébré les mérites du Rafale

Président du déjeuner officiel du 38^e Salon international de l'aéronautique et de l'espace au Bourget, le premier ministre a qualifié, samedi 17 juin, le projet d'avion Rafale, de « programme phare » et de « fleuron de notre armée de l'air et de notre aéronautique navale de demain ».

En septembre dernier, M. Michel Rocard avait déclaré : « Le dossier du Rafale est dans un état de maturité avancée », et il a ajouté : « Ce dossier difficile n'a pas fait l'objet d'un traitement satisfaisant ». Ces propos intervenaient après la publication, par l'Express, d'un dossier très critique contre le programme d'avion de combat Rafale (le Monde des 17, 18 et 19 septembre 1988).

Au Bourget, le premier ministre a dit : « Il s'agit d'un programme ambitieux qui, au-delà des démons ».

5 millions de francs pour former un pilote de combat

Selon M. Jean-Pierre Chevènement, la formation d'un pilote de combat, dans les armées françaises, revient à environ 5 millions de francs au minimum. Cette estimation figure dans la réponse du ministre de la défense à la question écrite d'un député, M. Joseph-Henri Manjoux (UDF, Loire-Atlantique).

« La formation de base d'un pilote de chasse, indique M. Chevènement, se décompose en cinq phases s'échelonnant sur deux ans. Son coût s'élève, pour un pilote à « vocations d'officier », à 4 916 730 francs. Cette formation de base est complétée par des phases de transformation sur avion de combat et d'instruction particulière dans les unités, dont le coût est variable selon les types de missions et les types de matériels utilisés et confondu, pour l'essentiel, dans celui de l'entretien des missions de l'armée de l'air ».

trateur Rafale, permettra de doter nos forces d'un système d'armes d'avant-garde apte à répondre aux menaces du début du vingt et unième siècle (...). Par la polyvalence de son système d'armes, sa manœuvrabilité, sa discrétion, ses capacités d'emploi, son rayon d'action, son aptitude à opérer à partir de terrains courts et la simplicité de sa mise en œuvre et de sa maintenance, il sera incontestablement l'avion de combat de haut de gamme de l'an 2000. Nous ferons les efforts nécessaires pour que le premier appareil destiné à l'armée de l'air soit disponible en 1995 et, au plus tard, en 1998 pour la marine nationale ».

M. Rocard a, en outre, confirmé que la France proposera, sous peu, à ses partenaires européens, un Barak militaire. « Nous réfléchissons actuellement », a déclaré le premier ministre, avec nos partenaires européens, au sein du Groupement européen indépendant des programmes (GIEP), aux modalités d'une coordination encore plus poussée des travaux de recherche militaire et nous leur proposerons prochainement de prendre une initiative commune ouvrant la voie à des développements exploratoires dans le domaine de la recherche en amont des systèmes d'armes ».

ESPACE

Un astronaute américain se tue en avion. — L'astronaute américain David Griggs, quarante-neuf ans, s'est tué, samedi 17 juin, aux commandes d'un monomoteur privé d'Esler, dans l'Arkansas. Griggs avait participé à un vol de la navette en 1985, et devait diriger une autre mission prévue pour novembre prochain. Selon la télévision locale Wrag, il s'est écrasé dans un champ de blé, après avoir perdu le contrôle d'un appareil datant de 1944, avec lequel il faisait des loopings. — (AP.)

PARIS

Un demi-million de personnes à la fête « Paris 89 »

La Tour dans tous ses atours

Plus de cinq cent mille personnes ont assisté, samedi 17 juin, à la fête « Paris 89 », organisée par la Ville de Paris en l'honneur de la tour Eiffel qui célèbre son centième anniversaire au même temps que le bicentenaire de la Révolution.

Bien calée sur ses quatre pieds, à 19 heures, elle avait encore un air de totale indifférence. Comme une doublure assurée de ses remises, et qui en a vu d'autres, l'héroïne du jour, la tour Eiffel — cent ans et quelques semaines — paraissait couvrir d'un souverain mépris l'agitation, en bas. On ne l'a même pas vu s'esquiver un instant derrière le moindre nuage pour se reposer, à la hâte, une beauté.

La Ville de Paris, pas mécontente de faire un pied de nez à la gauche, à la Mission du bicentenaire de la Révolution, au président de la République et aux sans-culottes, avait choisi de célébrer 1789 en exaltant 1889. Fêter le centenaire du monument qui avait été érigé pour honorer lui-même le centenaire de l'événement... Ce qu'on appelle en histoire de l'art une « construction en miroir ». Une « construction en abîme », constaté avec amusement Jean-Noël Jeanneney, président de la Mission du bicentenaire. Pour ajouter : « Mais toutes les forces vives ont droit de célébrer à leur manière la Révolution ». Foin de polémiques ce soir. Honneur à la Tour, cette « fête grise », « bérge des nuages », « cathédrale des courants d'air » (1), a construit il y a un siècle en mémoire de la Révolution, et dont le succès éclipsa en partie celui de l'Exposition universelle (2).

Depuis trois heures de l'après-midi, les premiers spectateurs pénétraient côté Trocadéro ou côté Champ de Mars. Les premiers invités de marque arrivant au pied du pilier sud, peu avant 20 heures. Le dîner au restaurant du deuxième étage, le Jules-Verne, ne réunit que quarante privilégiés, triés sur le volet. Le seul membre présent ce soir de la famille Eiffel, arrière-petit-fils du vieux Gustave, a été oublié, mais ne s'en émeut guère. L'actuel président Reagan et son épouse Nancy, le maire de Paris et Bernadette Chirac en robe blanche de chez Cardin, se sont laissés applaudir avant d'aller dîner dans les hauteurs.

Au sol, ce sont les derniers préparatifs. Olivier Messiaen, maître d'une œuvre épique, metteur en scène en lumière et en

musique, et son bras droit, Bruno Tric, réglent encore quelques problèmes. Comment éviter que l'interminable palanquin qui portera le réplique d'une Statue ne se coince comme il l'a fait à chaque entrée ? Ou que les antiques Citroën, torpédos et 5 CV cèdent à leurs caprices de diva ? Sans compter le détail instantané, exotique et substantiel : « A chaque répétition, dit un aide pénétré d'angoisse, les dix dromadaires ont abandonné des crâtes sur le podium. Or, juste après eux, il y avait les petits rats de l'Opéra. Que dois-je faire, chef ? » Le long d'une allée, cinquante motos Harley Davidson attendent les motards rassemblés par Bob, concessionnaire au nord de Paris, qui toucheront 1 100 F pour précéder l'entrée de Johnny Hallyday.

« On n'a rien vu... »

Dans les bosquets du Champ de Mars, les affaires continuent. Les grosses entreprises qui travaillent avec la mairie de Paris ont planté une tente et reçoivent. Elles ont apporté 20 des 80 millions du budget total (la Ville de Paris ayant, pour sa part, donné 30 millions). En compensation, elles ont droit à quelques dizaines des six mille chaises qui servent de tribune sur le pont d'Iéna.

Grappes de spectateurs en marche vers des pelouses improbables, en quête de vues déjà prises, sur la scène entre les piliers de la Tour, et sur les étagères, aux places d'honneur, cent vingt ambassadeurs polis, des parlementaires qui se congratulent, trop heureux de cette inhabituelle séance de nuit, et des artistes ramassés autour d'un Henri Salvador hilare, d'un Jean-Claude Brialy disert, d'un Jacques Chazot étonnamment muet, d'un Guy Béart méditatif et d'une Marie-José Nat, belle, tout simplement. La Tour silencieuse et éteinte, dans la nuit qui s'est glissée, profitant de la dernière effervescence.

Huit cents jeunes d'une école de stylisme et de modélisme, torche en main, gagnent le pont, puis la scène à l'aplomb de la Tour. Flots de lave et de lumières. Le mot « liberté », clamé par chaque éclairneur, veut s'insinuer partout et investir l'espace.

Point minuscule et scintillant, Plácido Domingo chante la Marseillaise : « Amour sacré de la patrie... ». La Tour se confond avec le bleu immense de la nuit. L'émotion pour être ? Non, c'est qu'elle n'existe pas, la Tour. Pas encore. Il faut que des architectes

de lumières la composent patiemment, poutrelle après poutrelle, arbalétrier après arbalétrier, répétant en gerbes d'étoiles et en vacarme d'acier, le travail des deux cent cinquante « charpentiers du ciel » engagés par Gustave Eiffel. A 23 h 15, la belle centenaire ne résiste plus. Elle se pare de tous les feux et exhibe sa silhouette illuminée.

Pendant quatre-vingt-neuf minutes en tout, un spectacle de fontaines de lumières, d'étoiles et de sons jaillit et coule sur les 1 700 mètres qui séparent le Palais de Chaillot de l'Ecole militaire. Charles Aznavour, Julia Migenes, Claude Nougaro, Mireille Mathieu, Johnny Hallyday, Steve Wonder apparaissent sur scène ou dans des lucarnes, au milieu d'un défilé de rivières et de métaux gris ou sur un podium, place de Varsovie. Des funambules vont et viennent entre le premier et le deuxième étages. Des acrobates gigotent le long d'un fil côté Ecole militaire.

Ce seront les seuls artistes qui pourront apercevoir les spectateurs massés sur le Champ de Mars. Les écrans, trop petits et disposés trop bas, ne donnent pas la juste mesure du plateau. Plus d'un spectateur déçu commentera, à l'exemple de ces deux touristes espagnols : « On n'a rien vu, mais la Tour est si belle ! »

A 2 heures du matin, deux mille personnes s'endorment sous la toile d'un Fouquet's champêtre. Le PC de la Protection civile, du SAMU et des Pompiers de Paris, fait ses comptes : deux cents interventions et quatre hospitalisations. C'est peu, eu égard des spécialistes. Des milliers de spectateurs, soulevés, essaient de rentrer chez eux. Ils vont tous voir le spectacle à la télévision, grâce à la production réalisée par l'Américain Walter Miller et dont les droits ont été achetés par TF 1 et par une cinquantaine de pays.

La tour Eiffel, elle, a pris goût aux honneurs. Elle se rengorge dans sa guirlande de lumière, en attendant de célébrer, dans un siècle, le centenaire de ce fameux premier centenaire...

CHARLES VIAL

(1) Voir le très bel album, la Tour Eiffel. Un siècle d'audace et de génie, par Jean des Cars et Jean-Paul Caracalla. Editions Denoel, 127 p., 395 F.

(2) L'Expo universelle, par Pascal Ory. Editions Complexe, coll. « 1889. La mémoire des siècles », 160 p., 49 F.

EDUCATION

Une « charte européenne » des parents

Quatre associations de parents d'élèves français, belges, espagnols et italiens regroupées dans un « Centre européen des parents d'élèves du public » (CEPEP) ont rendu public, samedi 17 juin, une « charte de l'éducation » qu'elles entendent soumettre aux instances communautaires. Le CEPEP, au sein duquel la France est représentée par la Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques (FCPE), se réfère à la Déclaration universelle des droits de l'homme pour affirmer que toute personne a droit à une éducation. La charte affirme qu'il est indispensable de créer une « Europe sociale » et de regrouper les usagers en force de pression et de proposition.

Le CEPEP, créé en 1988, se démarque de l'European Parents' Association (EPA) fondée en 1984 et regroupant la majorité des associations européennes de parents d'élèves. Attaché au socialisme et à la laïcité, le CEPEP continue d'adhérer « à la base » à l'EPA, tout en lui reprochant son « conservatisme ».

MÉDECINE

« Sida et infection par VIH »

Le livre de référence sur l'épidémie

Entre autres problèmes, le sida soulève celui, aigu, de l'information actualisée et de la formation des médecins hospitaliers ou libéraux, spécialisés ou non. Ceux qui peuvent être amenés à prendre en charge des malades ou des personnes contaminées, souvent remarquablement anémiées, doivent répondre aux multiples questions et angoisses de leurs malades ; ceux enfin qui estiment qu'il est de leur devoir d'informer de manière systématique, sur les moyens préventifs, toutes les personnes qui, parmi leurs patients, sont directement ou non concernées par cette maladie mortelle sciemment transmissible.

En dépit du nombre considérable d'articles (scientifiques, médicaux ou de vulgarisation) et d'ouvrages (de valeur et d'intérêt divers) sur

cette maladie, les médecins français ne disposaient pas encore d'un ouvrage exhaustif de référence. C'est dire l'importance qu'il faut accorder à l'ambitieux (et quelque peu coûteux) ouvrage réalisé sous la direction des professeurs Luc Montagnier, Jean-Claude Guichman et du docteur Willy Rozenbaum, et publié par Flammarion dans sa fort intéressante collection « Médecine-Sciences ».

Rédigé grâce à la collaboration de soixante dix-sept spécialistes francophones (fruit d'un travail multidisciplinaire (épidémiologie, virologie, immunologie, clinique et thérapeutique, psychiatrie, sociologie, santé publique), ce traité illustre de manière exemplaire l'absolue nécessité qu'il y a, avec le sida, à associer des disciplines médicales qui, trop souvent, s'ignorent quand elles ne se méprisent pas.

Ce remarquable ouvrage vient ainsi rappeler la position de pointe occupée par la France (et la francophonie) en matière de recherche sur le sida depuis la découverte « accidentelle » à Paris, en 1983, du virus responsable de ce nouveau fléau.

J.-Y. N.

★ Sida et infection par VIH, ouvrage collectif réalisé sous la direction de Luc Montagnier, Jean-Claude Guichman et Willy Rozenbaum. Editions Flammarion-Médecine-Sciences. Volume relié 568 pages, illustrations en planches couleurs hors texte. 600 F.

ÉNERGIE

Superphénix à pleine puissance. — Le réacteur du surgénérat Superphénix de Croy-Mahville a atteint sa puissance maximum, soit 1 300 mégawatts, vendredi 16 juin, à 20 h 45, a annoncé dimanche 18 juin la direction de l'usine. Arrivé le 26 mai 1987 à la suite d'une fuite de sodium sur le barillet de stockage, Superphénix a redémarré le 14 janvier dernier (le Monde daté 15-16 janvier). — (AFP.)

• Vingt mille spectateurs à Montreuil. — La fête « Aux arbres citoyens » n'a pas vraiment concurrencé, samedi soir 19 juin à Montreuil (Seine-Saint-Denis), la fête de la tour Eiffel. Vingt mille personnes ont assisté à ce spectacle destiné à célébrer le bicentenaire des arbres de la liberté. La cantatrice Julie Migenes-Johnson a donné le « la » de la fête, suivie de deux mille acteurs, trois cent cinquante musiciens et choristes. Pique-nique géant et bal républicain ont complété le programme.

Avec Le Monde sur Minitel

Admissibilité ESLSCA

GRANDES ÉCOLES
3615 LE MONDE

LE COFFRET DU BICENTENAIRE

POUR conserver votre collection du Monde de la Révolution française et la mettre en valeur dans votre bibliothèque.
En carton pelliculé, lavable.



40 F
Port inclus

Vous pouvez passer votre commande sur feuille libre ou en découpant le bon ci-dessous

LE COFFRET DU BICENTENAIRE

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____

LOCALITÉ _____ Nbre d'ex. _____

CODE POSTAL _____

Commande et règlement à adresser à

DIFFUSION N° 1 - LE MONDE

BP 212

CLÉON

78410

CORRESPONDANCE

La Corse et les libraires

À la suite de l'article de Corine Lesnes, « Championne des marges bénéficiaires », dans une page sur la Corse (le Monde du 24 mars), M. Jean-Jacques Colonna d'Istria, président de l'Association des libraires d'Ajaccio et de la Corse du Sud, nous écrit :

« C.L. » est bien mal informée et ses propos pour le moins fallacieux pour les libraires de Corse : que le prix du livre soit fixé par la loi Lang et que le taux de TVA soit plus faible en Corse, n'a déplaissé à votre connaissance, les libraires le savent, l'appâtent scrupuleusement au cas où la refacture de TVA dont ils bénéficient.

La première question qu'aurait pu se poser « C.L. », c'est bien : « Pourquoi accorder cet avantage aux libraires de Corse ? » En interrogeant le législateur, elle aurait

appris que l'Etat français a justement prévu cette mesure exceptionnelle pour permettre aux libraires de Corse d'amortir, un peu, les frais de transport qu'ils ont à supporter. Si la moyenne nationale atteint 1,5 % du prix des livres, elle est de 8 % en Corse.

La refacture de TVA accordée aux libraires de l'île, qui a été mise en place, je le répète, pour aider les libraires à amortir le coût du transport, est donc encore loin de mettre ceux-ci à parité avec leurs confrères du continent !

Alors, loin d'accaparer « indûment » une ristourne », nous constatons au contraire cette compensation comme insuffisante. Et souhaitons le « franco de port » préconisé par le rapport. Cachant qui régèlerait définitivement un aspect important de la circulation du livre en France et, par là-même, le principal problème des libraires de l'île. »

مكتبة الامانة

مكتبة ابن بطوطة

Culture

MUSIQUES

« Lucrèce Borgia » par le Liceu de Barcelone

Une vocalité incendiaire

Un trio maître et la troupe superbement entraînée du Liceu de Barcelone pour un Donizetti, tiré de Victor Hugo, qui annonce très précisément Verdi.

La chaleur et la fureur des aficionados lyriques offrent un spectacle unique. Ils peuvent rester cinq, dix minutes à s'écouter un chanteur qui ne bouge pas, ému, enflammé, avant de poursuivre sa marche glorieuse.

Les Parisiens se sont donné ce bonjour samedi 17 juin, au Théâtre des Champs-Élysées, avec une trinité de belcantistes exceptionnels, Jean Sutherland, Alfredo Kraus et Martine Dupuy, dans un ouvrage fait sur mesure, sur-tout dit, la Lucrèce Borgia de Donizetti.

Sanglante histoire, digne de la célèbre famille empoisonneuse, empruntée en 1833 par Felice Romani à Victor Hugo, qui d'ailleurs voulait faire interdire l'opéra en raison des distorsions apportées à sa pièce (il faut transporter l'action en Turquie).

Lucrèce Borgia admire un beau jeune homme, apprend avec ravissement (sans le lui dire) qu'il est son fils, conquiert l'affection de ce Genaro, bien qu'il soit son ennemi, le sauve une première fois du poison, qui lui sera fatal une seconde fois; il ne reste plus à Lucrèce qu'à mourir, tuée par lui, sur le cadavre de son fils.

On le voit, Donizetti ouvre la route à Verdi (Nabucco paraît neuf ans plus tard) avec son action violente et indomptable, mais aussi avec une musique impérieuse, rapide, forte, où les fioritures vocales sont fréquemment intégrées à l'action, où le récitatif, l'aria et l'air ont tendance à fusionner, en dépit d'une certaine bigarrure qui fait alterner des scènes de genre pittoresques, parfois vulgaires, avec des dialogues d'une grande vérité.

Cette Lucrèce Borgia vient tout droit, grâce au Festival de Paris, du Liceu de Barcelone, qui en a achevé mercredi une série de représentations, et, de ce fait, l'audition en concert gardait une vigueur scénique toute particulière : solistes et chœurs chantaient sans partition et paraient au quart de tour, comme l'orchestre fort brillant sous la direction de Richard Bonynge.

Dans l'atmosphère déjà surchauffée du Théâtre des Champs-Élysées, les airs et duos de nos illustres seigneurs tournaient à l'incendie. On sentait monter l'enthousiasme tout au long de leurs pyrotechniques sonores (tandis que, dehors, s'embrasait la tour Eiffel), celles d'Alfredo Kraus surtout, dans les fabuleux récitatifs acrobatiques, les jallissements dramatiques de cette voix brésilienne, qui s'épanouit soudain avec une couleur et un charme raffinés, transcendant le matériel musical, même le plus fruste, d'une éternelle vigueur juvénile.

Dame Joan Sutherland n'éveillait pas moins de passion, grâce à ce célèbre timbre, lumineux, ample, riche en harmoniques, qui rappelle tant de princesses, même si la voix semble avoir quelque peine à se mouvoir aujourd'hui dans ces sautes de registres si délicates : une Lucrèce touchante, plutôt maternelle et émue, qui dément la réputation de tigresse attachée à son personnage, doté, selon Victor Hugo, de « la difformité morale la plus hideuse, la plus repoussante, la plus complète ». Mais en ce cas, ce ne pourrait être une « diva »...

Quant à Martine Dupuy, dans le rôle travesti d'Orsini, c'était le triomphe de la jeunesse, d'une voix chaleureuse, éclatante, rompue à toutes les difficultés techniques, épanouie et passionnée. Après ces trois vedettes et de bons seconds rôles, l'excellent Michaël Pertusi tenait fort bien son emploi de baryton voué à la solennité ducal et au lyrisme brumeux ou sinistre de la jalousie et de la vengeance.

JACQUES LONCHAMPT.

ARTS

Florence consacre une exposition au cerveau

La fabrique de la pensée

Comment en sommes-nous venus à distinguer l'âme du corps ? Quelle vision nos ancêtres avaient-ils du cerveau ? A l'heure du scanner, une luxueuse exposition italienne apporte des réponses. Elle sera bientôt à Paris.

Une villa Renaissance ouverte à tous les vents, campée au plus haut de Florence, des parfums de buis et de cyprès, un labyrinthe de terrasses et d'escaliers : le fort du Belvedere semble construit pour recevoir les trépassés d'une fête. A l'heure de la passeggiata, la balade du soir, les Florentins y viennent contempler leur vieille cité et profiter de l'ombre des buissons.

Jusqu'à la fin juin, voici qu'ils peuvent également y apprendre comment et pourquoi le visage de leur bien-aimée les fait si bien pleurer. Le professeur Piero Corsi, éminent spécialiste de l'histoire des sciences, assisté d'une théorie de neurologues, de psychologues et d'historiens venus de Cambridge, de Harvard, de Rome, de Bologne, y propose une exposition entièrement consacrée au fonctionnement de notre matière grise. « La fabrique de la pensée : de l'art de la mémoire aux neurosciences ». Un panorama muséologique reprenant et éclairant, du Moyen Âge à nos jours, l'ensemble des connaissances et des recherches sur l'histoire de la pensée et des sens.

Officine ou, si l'on préfère, laboratoire, moulin, fonderie, fourneau, alcuve, cornue, alambic, caverne, dédale. Autant dire une gigantesque scène mentale où se déroulent parfois des comédies, souvent des drames. « La fabrique de la pensée » veut être une exposition théâtrale. Constituée avec force décors et accessoires, elle porte témoignage de l'évolution des sciences et du cerveau, depuis les premières approches exclusivement philosophiques jusqu'à l'émergence d'une analyse rigoureusement physiologique. La pièce se déroule en trois actes : « L'art de la mémoire, La découverte du cerveau : de Descartes à Gall » et « Naissance et frontières

des neurosciences ». Les tableaux qui se succèdent sont autant de moments de doute, d'interrogation, de fausses certitudes où l'homme se cherche.

D'emblée le spectateur se trouve initié aux combinaisons des images et du langage, qui, de la culture grecque antique à la société humaniste de la Renaissance, ont composé un véritable « art mnémotechnique ». A cette époque, l'imagination pallie les défauts du savoir et le symbole se met au service du souvenir. Pour connaître le cerveau, la mémoire personnelle est le seul objet d'étude possible et le seul moyen.

Mais quand donc a-t-on vraiment commencé à connaître la machine cérébrale ? Quand donc nous en sommes-nous fait une image aussi minutieusement juste ? La suite de l'exposition y répond, substituant aux gravures, aux incunables, aux jeux de tarot et aux maquettes les planches et les mannequins, puis les écrans vidéo, les images par scanner ou par résonance magnétique.

Du Descartes du *Traité du monde* au Franz Joseph Gall des *Fonctions du cerveau*, quand l'homme perd la fâcheuse idée de se loger parmi les corps et que Galilée insuffle aux anatomistes l'idée de physiologie (érigée en phrénologie par Gall lui-même), puis de Paul Broca, qui le premier conçoit la parcellisation fonctionnelle du cerveau, à Vernon Mountcastle, qui découvre les liaisons neuronales, réintroduit l'idée d'une certaine plasticité cérébrale, tout y est. Le visiteur se demande même s'il n'a pas croché la porte d'une banque d'images. Mais c'est là le mérite de cette exposition. Comme Ali Baba de sa prison dorée, nous ressortons du coffre-fort les poches pleines.

STÉPHANE GAMBERL.

★ « La fabrique de la pensée : de l'art de la mémoire aux neurosciences », fort de Belvedere, à Florence, jusqu'au 25 juin. Ensuite à Rome jusqu'au 3 septembre.

★ L'exposition « Les siècles d'or de la médecine. Padoue quinzième-dix-huitième siècles », se tient actuellement dans la galerie de zoologie du Jardin des plantes, jusqu'au 18 décembre (le Monde date 11-12 juin). Celle de Florence est amenée à lui succéder en mai 1990.

A partir de juin 1990

Radio-France assurerait la programmation du Théâtre des Champs-Élysées

Le contrat de Georges Hirsch, administrateur du Théâtre des Champs-Élysées, expire en juin 1990 et ne serait pas renouvelé, a-t-on appris en fin de semaine dernière après une assemblée générale du conseil d'administration, qui s'est réunie le 13 juin. Deuxième actionnaire principal après la Caisse des dépôts, Radio-France se verra dès lors confier la maîtrise de la programmation du Théâtre.

Homme à ne pas mêler ses mots, grand amoureux d'opéra, auquel il consacrait au moins deux spectacles par saison, soupçonné d'accumuler ainsi des déficits importants, Georges Hirsch est de ces directeurs dont on a souvent dit qu'il n'a rien fait. Il semble bien cette fois qu'il devra renoncer au Théâtre des Champs-Élysées quand expirera, l'été prochain, son contrat de sept ans.

Un contentieux avec la Caisse des dépôts et consignations, et son directeur général Robert Lion se serait en effet cristallisé autour d'un déficit important (on parle de 15 millions de francs pour la saison écoulée) dû aux coûts élevés des spectacles lyriques que Georges Hirsch produit ou coproduit chaque année. Un certain manque de cohérence dans la programmation serait d'autre part apparu après les travaux de rénovation et la réouverture de l'établissement. Rappelons que le Théâtre des Champs-Élysées n'est pas subventionné.

La Caisse des dépôts ayant beaucoup investi dans les travaux des Champs-Élysées et souhaitant, dit-on, y voir mener « des activités dignes des lieux », Robert Lion a cherché une solution... et l'a trouvée auprès du second actionnaire : Radio-France (1). Il manquait cruellement, comme on sait, aux orchestres de la Radio, et notamment au National, une salle apte à recevoir son image de marque, où il puisse assurer, non seulement plusieurs concerts dans l'année, comme c'est le cas actuellement, mais l'ensemble de ses répétitions. Cet orchestre aura donc à partir de 1990

● Le pianiste André Gavrilov Grand Prix de l'Académie Chigiana. — Le Prix International 1989 de l'Académie Chigiana a été décerné par un jury de personnalités et de critiques musicaux importants de divers pays au pianiste soviétique André Gavrilov, qui recevra son prix à Sienne le 24 août. Les deux artistes qui ont recueilli le plus de voix après lui, Mihail Pletnev et Stanislav Bourine, attestent du prestige dont jouit actuellement l'école russe de piano.

son domicile officiel avenue Montaigne. Plus : les formations de Radio-France y auront leurs entrées puisque l'il semble d'ores et déjà décidé que la société nouvellement créée par Jean Mahen aura le monopole de programmation du théâtre.

L'ambition de la nouvelle présidence de Radio-France serait aussi de réaliser une association avec la Comédie et le Studio des Champs-Élysées, l'établissement de l'avenue Montaigne se situant alors en un véritable complexe culturel un peu comparable au Southbank de Londres. Qui en aura la direction ? Michel Guy et Pierre Boulez, dont les noms ont été cités, ont simplement été « consultés », comme l'ont été « de nombreuses personnalités », dit-on chez Jean Mahen. Les deux fonctions de direction artistique et d'intendance qu'assure à lui seul Georges Hirsch seraient dissociées.

Mais étant données l'urgence et l'ampleur du projet, une équipe devrait être très rapidement désignée.

Reste à savoir qui épongera le déficit accumulé puisque il ne semble pas dans la vocation de Radio-France, service public financé par la redevance, de prendre en charge le passif d'un théâtre privé. Et même si les activités lyriques se réduisaient au profit du symphonique, moins onéreux, d'où viendrait le budget nécessaire au cachet de grande chef, de grande solistes, et à la préparation de programmes de prestige, seuls capables de rendre véritablement attractif le futur complexe de l'avenue Montaigne ?

ANNE REY.

(1) Propriétaire des parts du Théâtre des Champs-Élysées et société chargée de son exploitation, la Caisse des dépôts détient 61,52 % des actions ; Radio-France, 33,90 %.

Strauss et les Russes pour la saison 1989-1990

La prochaine saison lyrique du Théâtre des Champs-Élysées commencera par un jolijoli pied de nez de Georges Hirsch au « monsieur Bastille » encore fermé : une nouvelle production du Chevalier à la rose, de Richard Strauss, mise en scène par Jean-Louis Martinoty (alors administrateur du palais Garnier) sera donnée dans les décors d'Hans Saverioch par l'Orchestre de l'Opéra, direction Georg Schindler (avec Mechthild Gersdorff, Günter Milsehnart, Suzanne Marten, Barbara Bonney, Ricardo Casanelli, Jane Baird, Michel Lecoq). Entre le 5 et le 21 octobre.

Suiva une saison russe : quatre opéras en alternance par la troupe et l'orchestre du Théâtre Mary de Leningrad : Boris Godounov, Eugène Onéguine, Le Don de Dieu, le Khovanshchine et le Prince Igor, sans compter le Flac de la tsar, en version de concert (janvier et jusqu'au 17 mars).

La mois de février sera consacré à des opéras baroques rares ou inconnus de Carissimi, Fux, Keiser, Torroja y Valasco : toutes ces œuvres du dix-huitième siècle seront exécutées par le Clemencia Consort (du 5 au 18 février).

Accusé, comme à l'accoutumée, du Festival International de la danse septennaire, de grande réussite (Agnieszka-Milsky, Anisavsky, Samuel Ramey...), de toutes sortes de concerts symphoniques plus ou moins séduisants mais aussi, en octobre, du Quatuor Borodine pour un cycle Chostakovitch/Beethoven mis sur pied par l'association Pro Quartet pour son Forum International du quatuor à cordes (du 12, 14, 15 octobre).

A.R.

★ Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, 75008 Paris. Tél. : 47-20-30-82. Renseignements par téléphone : 47-23-47-77.

Simple Minds à Bercy

Le mur du son

On reconnaît un groupe jeune au fait que ses chansons récentes sont plus applaudies que ses vieux succès. Les Simple Minds ont encore de beaux jours devant eux.

Leur public fait un triomphe à *Mandela Day*, le simple (très simple) extrait de *Street Fighting Years* (des années de combat de rue), leur dernier album, sorti en mai.

An bout de deux ans de silence, Jim Kerr, Charlie Burchill et Michael McNeill, sont revenus en

habits de militants. L'Irlande du Nord, l'Afrique du Sud, le chômage, les font fca de tout bois, avec une incantation qui ne suffit pas pour cacher une naïveté souvent effrayante. La musique de Simple Minds a toujours été incantatoire, solennelle.

Dont *You (Forget About Me)*, leur premier succès international, a servi pour la bande-son de *Breakfast Club*, le film de John Hughes. La voix grave et forcée de Kerr, les guitares et les claviers entraînés de Burchill et McNeill, transforment les couloirs de lycée en chemins initiatiques, les adolescents collés un samedi matin en héros byroniens.

Cette année, le décalage entre le propos et le son a disparu, et c'est

La huitième Fête

L'internationale

Pour son édition 1989, la Fête de la musique exporte dans une soixantaine de pays. Pour l'occasion, le ministère de la culture crée un service minitel. Par chance, il fonctionnera tout le reste de l'année.

Lancée en 1982, à l'initiative de M. Jack Lang, alors ministre de la culture et de la communication, la Fête de la musique est devenue une institution à laquelle ministères et professionnels sacrifient de bon gré. Le soir du 21 juin, l'on voit ainsi des places de village, des églises, des écoles, des mairies s'emplir d'une foule joyeuse venue fêter l'avènement de l'été.

Cette initiative aurait pu s'essayer, victime des mauvaises volontés des municipalités relevant d'une autre obédience politique. C'était compter sans les initiatives populaires, qui se fient par mal du rose grand teint de ce rendez-vous annuel avec les musiques.

Depuis l'année dernière, le ministère de la culture a souhaité que d'autres pays du monde entier s'associent à « notre » Fête de la musique. Cette année, ils seront soixante ! Les États-Unis, bien sûr (déjà parisiens l'année dernière), mais aussi l'Argentine, l'Espagne (qui avait déjà importé ses ristas en mai), la Jordanie, la Nouvelle-Zélande ou le Mali. Il est impossible de donner le programme complet de toutes les manifestations françaises ; et d'ailleurs, le caractère improvisé de bien des spectacles n'y accorde pas nécessairement d'un planning serré. Mais, pour ceux qui voudraient tout de même choisir parmi les centaines de concerts à Paris, en province, à la radio ou à la télévision, le ministère a mis en place un service minitel : 33615, code Musique. Ce service propose donc une bonne d'échanges entre musiciens, un jeu et la liste de toutes les manifestations prévues le 21 sur l'ensemble du territoire.

Et puis, bonne nouvelle, ce service minitel fonctionnera tout le reste de l'année en diffusant la liste des stages, des écoles, des conservatoires et tout ce qui peut rendre plus heureux le musicien amateur.

ALAIN LOMPECH.

Les Cubains à Bobigny



Le mercredi 21 juin, la Fête de la musique fera danser les rues dans toute la France, et au-delà des frontières. A Cuba, c'est tous les jours que la musique fait la fête. Et du 21 au 24 juin, Cuba sera à Bobigny avec ses orchestres de salsa, ses chanteurs de « feeling », son rhum, ses tambours, ses rythmes, sa sève tropicale.

THOMAS SOTINEL.

★ Le 19 et le 20 juin, au Palais omnisport de Paris Bercy à 20 heures. En première partie, les Silencios (groupe de rock incantatoire de Glasgow).



LE FILM
QUI A FAIT
HURLER DE RIRE
LE FESTIVAL
DE CANNES
(même les Cahiers du Cinéma)

LE PETIT

IL PICCOLO DIAVOLO

DIABLE

UN FILM DE

ROBERTO BENIGNI

SORTIE

M E R C R E D I

مكتبة امينة الأصل

مكة امه، لا حول

Communication

Un entretien avec M. Jacques Boutet, président du CSA

« Il fallait réformer FR 3 avant de créer une présidence commune »

« Je n'aime guère multiplier les déclarations et effets d'annonce, déclare M. Jacques Boutet, président du CSA. Ce que l'on dit dans une interview est souvent considéré comme définitif, gravé dans le marbre. Or, moi, je revendique le droit d'évoluer et de changer d'avis. C'est une condition fondamentale de ma liberté. Et il me semble que trop de gens se sentent tenus par ce qu'ils ont déclaré d'enfermer dans un carcan. Sans boudier la presse, je juge donc souhaitable de dire peu sur ce qu'on a fait, rien sur ce qu'on fera. »

« Voilà qui assure bien des relations entre le CSA et les journalistes ! L'heure est pourtant venue d'un premier bilan : sur le défi lancé au CSA après l'échec de la CNCL, sur l'idée d'indépendance, sur les choix déjà effectués. »

« Le défi est stimulant. C'est clair : à la différence de l'expérience CNCL, le CSA devra être un succès. Je n'ai pas de recette, mais une conviction : quand des personnes honnêtes et de bonne foi, issues de formations différentes, discutent librement et sereinément d'un dossier, un consensus finit toujours par se dégager vers ce qui apparaît comme la meilleure solution. L'indépendance est la condition sine qua non. Une institution comme la nôtre n'a de sens qu'indépendante. Cela s'affirme mais doit aussi se démontrer. Et j'ai l'impression qu'aucune des décisions prises par le CSA depuis quatre mois — nominations, choix du satellite — n'a fait l'objet de critiques fondamentales. »

« N'êtes-vous tout de même pas contrarié par les nombreuses déclarations de M. Tassac et de M. Lang sur les sujets sur lesquels vous stagnez ? »

« L'indépendance du CSA ne signifie pas que les pouvoirs publics doivent s'abstenir de s'exprimer sur le sujet. L'indépendance, c'est justement de ne pas se laisser influencer. Ce serait beaucoup plus grave si personne ne parlait. Dans un débat public, au moins, chacun est juge de ce qui se dit. »

L'Assemblée nationale devait entreprendre, lundi 19 juin, l'examen du projet de réforme de l'audiovisuel public. Un projet de loi sur lequel de sérieuses réserves avaient été émises par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), lequel s'appuyait à débattre du décret relatif à son propre fonctionnement. Le président du Conseil, M. Jacques Boutet, dresse ici un bilan des quatre premiers mois de l'institution.

« Vous voyez maintenant en devoir de doter les deux chaînes publiques d'un président. Là encore allez-vous suivre l'avis de M. Tassac qui exprimait sa préférence pour un profil de gestionnaire ? »

« Cette nomination importante va susciter un vrai débat, et je souhaite que chacun donne son avis. M. Tassac, les députés lors du débat parlementaire, et pourquoi pas le Monde et le Figaro ? Après tout, la presse doit éclairer l'opinion sur un débat national. Cela ne peut que nous aider car nous accueillons déjà les candidatures. »

« Quelle réflexion sous-tend votre choix ? »

« L'obsession du CSA est de rétablir l'équilibre et l'harmonie du système audiovisuel. Équilibre entre public et privé, harmonie dans la programmation propre à satisfaire l'éventail des goûts des téléspectateurs. »

« L'idée d'une présidence commune à A 2 et à FR 3 a suscité de fortes réserves de la part du CSA. »

« Oui, non pas sur l'objectif mais sur la méthode. Nous avons craint que non seulement la création d'une présidence commune ne suffise pas à faire disparaître certains maux, mais qu'elle n'ait en plus des conséquences fâcheuses. »

« Par exemple ? »

« La présidence devra entreprendre une certaine réorganisation des sociétés et de leurs grilles. Ce qui risque d'entraîner dans un premier temps un tassement d'audience. La création d'une présidence commune risque également d'être interprétée comme le préalable à une fusion future des deux chaînes. Ce qui nous

semblerait très dommageable. Enfin, plusieurs problèmes très concrets vont se poser, issus de la mise en commun de services divers ou de la différence de statut et de rémunération entre le personnel des différentes chaînes. Cela dit, la réforme a aussi des avantages. Tout le monde est d'accord pour souhaiter plus de synergie et de cohérence entre chaînes de service public et d'abord en matière de programme. La réforme est un des moyens d'y arriver. »

« Une sorte de malheur mal ? »

« Je vais vous dire le fond de ma pensée : il fallait d'abord restructurer FR 3, entreprendre sa vraie réforme. Le principe de la présidence commune se serait imposé ultérieurement. »

« Vous avez le sentiment qu'un contourner le vrai débat ? »

« FR 3 est évidemment le dossier le plus délicat et le plus urgent. La chaîne coûte cher, et on ne peut pas la laisser tomber à un taux d'audience trop faible : il faut une meilleure adéquation entre les moyens et les objectifs, et il apparaît que la solution la plus réaliste est de faire une fois pour toutes sa vocation. Ce n'est qu'avec un cahier des charges clair sur les missions assignées à chacune des sociétés que le président pourra travailler. »

« Quelle réaction, vous-même, attribuez-vous à FR 3 ? »

« TF 1 et Antenne 2 sont similaires. FR 3 doit donc tabler sur son originalité. Qu'elle profite donc de sa structure régionale pour braver ses caméras vers la province et qu'elle fasse remonter à Paris les informations collectées dans les régions. Nous n'avons pas encore de chaîne consacrée à l'information. Ça manque ! On éprouve de plus en plus

le besoin d'avoir des nouvelles plus fréquentes et des images de partout. Il me semble que FR 3 dispose là d'un vrai créneau. »

Ne pas accepter les transgressions

« Le débat sur le financement du service public de l'audiovisuel a été escamoté au Parlement. Quelle est votre position ? »

« D'abord il faut cesser cette démagogie qui caractérise les discours sur la redondance. Si les Français veulent une télévision de qualité, il faudra qu'ils acceptent de payer davantage qu'une place de cinéma par mois. Car la redondance devra être augmentée. »

« Ensuite, je trouve anormal que des charges qui relèvent de l'Etat pénalisent lourdement les chaînes. Le Parlement souhaite faire échapper certaines catégories au paiement de la redondance ? Fort bien ! A l'Etat de compenser ce manque à gagner. Le gouvernement souhaite que la France dispose d'une radio internationale qui s'entende à Pékin ? Normal, à condition de budgétiser les charges de RFI. L'INA est chargée de la conservation du patrimoine audiovisuel ? Cela fait partie des tâches de souveraineté et doit relever du budget de l'Etat. C'est près de 2 milliards de francs qui devraient ainsi être dégagés. »

« Une procédure est en cours qui devrait entraîner de lourdes sanctions contre la 5. Comment la jugez-vous ? »

« Un membre du Conseil d'Etat va s'employer, dans les semaines qui viennent, à examiner le bilan de la 5, et établir un rapport. Il n'est pas question de préjuger des sanctions que nous prendrons. J'observe simplement que le comportement de cette chaîne n'est pas celui qu'il devrait être, que la grille est, par certains points, différente de ce qu'elle avait annoncé, que les satisfécits qu'elle se décernait ne correspondent pas dans tous les domaines à la réalité et que son attitude quelconque peut provoquer nous oblige à réagir. »

« Une lourde sanction — on parle de 100 millions de francs au total — mettrait la chaîne en péril. »

« Ce n'est pas un motif pour accepter les transgressions. Quand un mauvais élève ne suit pas en classe, les professeurs n'ont pas l'idée de le laisser tricher aux examens. Mais nous discuterons de tout cela avec la 5. »

« Il y a des règles difficiles à appliquer, d'autant qu'il s'agit de règles prévues à l'étranger. N'y a-t-il aucune possibilité de renégociation ou d'allègement ? »

« Non. Il n'est pas question de modifier des règles aussi fondamentales que celles des quotas de diffusion et de production ni de revenir sur les engagements pris par les chaînes. Quant à l'amendement Schreiner sur la coupure unique, il s'imposait à tous dès le mois de juillet. »

« N'est-il pas alarmant que les deux premières chaînes effectuent des très mauvaises années ? »

« A qui la faute ? A qui la responsabilité de cette flambée des coûts de programmes qui dépasse, et de loin, celle des loyers parisiens ? Regardez les coûts de retransmission de Roland-Garros multipliés par dix l'espace de huit ans ! Le prix des matchs de football, le prix des stars du petit écran ? Certains ont cru possible de gagner en faisant monter les prix pour couler l'adversaire. Absurde ! Les pouvoirs publics et certaines fédérations sportives comme celle du football se saisissent aujourd'hui du problème. »

« Et la radio ? »

« C'est un dossier urgent. Matriser les paysages radiophoniques va exiger de l'énergie, et je compte sur l'aide des comités techniques régionaux qui vont être mis en place. Il faut qu'on bouscule le rythme installé depuis longtemps. C'est beaucoup trop lent. Je veux que d'ici deux ans les plans de fréquence de toutes les régions aient été établis et réglés. Les autorisations de Franche-Comté et de Côte-d'Azur seront attribuées, elles, à la rentrée. A nous, parallèlement de définir et faire connaître les grandes orientations de notre politique : quelle attitude adopter vis-à-vis des réseaux ? Comment protéger les associations ? »

« Comment, en fin de compte, définissez-vous le rôle du CSA ? »

« C'est celui d'un arbitre. D'un arbitre qui agit. C'est lui qui organise le système audiovisuel ; lui qui modèle et anticipe le paysage de l'avenir ; lui qui veille au maintien des grands équilibres en surveillant le contexte international. C'est sans aucun doute l'acteur le plus important du système audiovisuel. »

Propos recueillis par ANRIK COLLEJAN

Nouvelles formules de deux revues communistes

« Gorby » et Achille en vedette

A moins d'un mois de sa visite en France, le nouveau président de l'URSS fait la couverture du mensuel France-URSS magazine (1) selon son nouvelle formule qui, selon son rédacteur en chef, Patrick Bergand, marque « un pas en avant important par rapport à ce qu'était la revue, même si elle est très insuffisante ». Son drapeau sur la popularité du numéro soviétique (le Monde du 16 juin), interview de M. Roland Dumas, ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, reportage sur Vladivostok : la présentation est celle d'un nouveau magazine.

Plusieurs dirigeants politiques français (MM. Alain Juppé, Pierre Juquin, Alain Krivine, André Lajoinie, Alain Lamassourie, Pierre Laroche, Pierre Méhaignerie, Antoine Waechter) indiquent ce qu'ils souhaitent en dire à M. Gorbatchev. Seul M. Jean-Marie Le Pen, à

qui on avait posé la question et qui avait fourni une réponse, fait l'objet d'une censure, car, explique Richard Mass, directeur de la rédaction, « des adhérents ont fait part de leur émotion ».

De son côté, le mensuel M (2), dont le directeur regroupe notamment des rénovateurs communistes et des « reconvertis », du PCF, consacre un dossier, beaucoup plus systématique, au secrétaire général du PCF Achille Occhetto au dernier congrès, ainsi qu'un entretien avec lui et l'intervention de Pietro Ingrao, figure de proue de l'aile gauche du parti. Au moment où les relations européennes entre le PCF et le PCI arrivent à un tournant, ce tour d'horizon ne manque pas d'intérêt.

O.B.

M. Giquel définit les nouvelles orientations de RFO

Le nouveau PDG de RFO, M. François Giquel, a indiqué le 15 juin au comité d'entreprise les grandes orientations de la société. En mettant l'accent sur la « nécessité de la décentralisation », le nouveau PDG a annoncé la création d'une direction qui aura la charge de donner une « plus grande responsabilité aux stations » en concevant avec elles des « contrats d'objectifs financiers et de obligations de résultats ». M. Giquel a annoncé que RFO allait bénéficier de « crédits supplémentaires » de l'Etat, permettant de réaliser des objectifs de production locale, des actions de formation et une couverture plus large de l'information.

En ce qui concerne la production locale, il a insisté sur la nécessité « de favoriser la création locale, de rechercher des débouchés sur les chaînes nationales et étrangères, sans négliger les émissions de proximité ». En matière d'information, M. Giquel a indiqué la mise en place d'un groupe de travail formé de journalistes, chargé de mener une réflexion objective et professionnelle sur les moyens et les objectifs de l'information, afin de « faire face aux critiques portées aux journaux » et avant de définir de « nouveaux produits ».

(1) En vente dans les kiosques (26 francs) à partir du lundi 19 juin.
(2) En vente dans certaines librairies et au 209, rue Saint-Maur, 75010 Paris (35 francs).

« Jérôme Bellay a été nommé directeur général de Télé-Lyon-Métropole. — L'ancien directeur de France-Info, Jérôme Bellay, a été nommé le 14 juin directeur général de Télé-Lyon-Métropole (TLM), la télévision locale de Lyon et sa banlieue qui émet depuis hier. Jérôme Bellay, qui fut directeur de l'information de Radio-France, avait été nommé le 14 juin directeur de la radio d'information continue France-Info, avait quitté Radio-France le 20 avril, et en démission avec la direction de la radio, après la nomination d'Yvon Lenoir à la direction de l'information. »

« Prima Communication lance une édition internationale. — Le mensuel italien spécialisé dans le secteur de la communication, Prima Communication, (12 000 exemplaires diffusés, dont 2 000 par abonnement) a lancé en avril le premier numéro de son édition internationale, Prima, en Italie. — une édition en langue anglaise est en préparation. — Prima International News, qui est actuellement avec la presse, il devrait être autonome fin 1989. Son objectif est d'atteindre 5 000 à 6 000 abonnements internationaux. »

Le Festival national de l'audiovisuel d'entreprise

Les dérives de la fiction

Le Festival national de l'audiovisuel et de la communication d'entreprise a réuni du 13 au 17 juin à Biarritz, comme chaque année, directeurs de la communication, producteurs et prestataires d'une industrie évaluée par le CEFILM, organisme de la manifestation, à 1,7 milliard de francs annuels. Les 4 000 réalisations audiovisuelles produites annuellement « pèsent » donc plus que le film publicitaire, et presque

autant que le cinéma, faisant vivre près de sept cents sociétés de production. Parmi les quatre cents audiovisuels en compétition, la vidéo augmente régulièrement ses parts, et parallèlement les budgets unitaires baissent. La fiction appliquée à l'entreprise est un genre qui prend le pas sur le documentaire. Ce qui n'est pas toujours sans danger pour le contenu des messages...

BIARRITZ
de notre envoyé spécial

« Regardez les génériques : s'ils commencent par « Un film de... », le risque est grand de voir le message s'effacer devant la performance et le plaisir du réalisateur ou du directeur de la communication. » L'avertissement de cet habitué du Festival de Biarritz vaut d'être médité : le film et la vidéo d'entreprise ont leurs stars, dont l'éclat vient parfois occulter la fonction de ces audiovisuels de commande, aux objectifs précis : informer, former, valoriser, motiver...

Dans un effort louable pour renouveler le genre, les entreprises se sont tournées depuis plusieurs années vers la fiction pour illustrer leurs messages. Sans regretter les sempiternelles usines vues d'hélicop-

tre (qui sont encore légion à Biarritz), force est de constater que cette évolution n'est pas sans danger.

Car la fiction n'est pas la réalité, et à trop s'en éloigner sans discernement l'audiovisuel d'entreprise peut gaspiller son talent... et l'argent de ses commanditaires. Certes, une fiction bien menée est efficace et captive l'attention. Mais, à côté de réussites formelles comme les Yeux d'Ishkar, opéra sur l'histoire des mousquetaires d'Intermarché, dont le lyrisme s'accorde aux objectifs de motivation, ou le Permès, dans lequel Air Inter s'autocritique à son tour, la caméra du cinéaste Gérard Krawzik, combien de lourdes métaphores !

On masque de scénaristes

Combien d'orchestres, combien d'équipes de sport, pesamment mobilisés au secours de l'indigence des idées, au nom de la « guerre économique » ! Jusqu'à quand fera-t-on croire aux patrons — et aux salariés — qu'un acteur coiffé d'un feutre est un détective qui va révéler les secrets de l'excellence en entreprise ? Et qui supportera, malgré le talent des acteurs, vingt-six minutes de comédie pour expliquer que le gaz permet de faire cuire un œuf à point ?

« Comme dans le cinéma français, on manque de scénaristes et de dialoguistes pour l'audiovisuel d'entreprise », remarque Jean-René Albertin, de la société News Plus, dont le film Zoo holding a su envoler des animaux pour expliquer les arcanes de l'organigramme de la CGE.

Si la fiction présente des dangers, le réalisme du genre « comme à la télévision » peut aussi faire des ravages, avec des plateaux bavards, des rythmes syncopés, le syndrome du générique virevoltant. Sans

même parler des sommets de narcissisme atteints par Christian à domicile, plagiat d'une émission comme dans laquelle on apprend que la femme du patron des Laboratoires Boiron « n'est pas la Nancy Reagan de l'entreprise », mais qu'à la maison « elle fait ce qu'elle veut ». Humain, tout humain...

Heureusement, la réalité reprend parfois ses droits comme dans cette Vie en blanc, chronique d'un hôpital ordinaire où tout est montré sans être démontré.

La profession commence à réagir devant certaines dérives. Les budgets énormes se font rares : la tendance est à produire plus de films, de moindre budget unitaire. Et, après un mouvement d'intégration d'équipes audiovisuelles dans les entreprises, on découvre ou redécouvre les vertus de la sous-traitance. BSN, qui avait bérié d'un département audiovisuel en rachetant General Biscuit, l'a supprimé.

« On ne peut être créatif trois cent soixante-cinq jours par an », explique Dominique Vastel, directeur de la communication du GAN, pour justifier son refus d'une équipe intégrée pour les audiovisuels destinés à l'extérieur de son entreprise. « En mettant systématiquement en concurrence des sociétés de production, on obtient des idées, la souplesse nécessaire et les derniers outils techniques sans investir en matériel. Même si la production extérieure semble chère, au bout du compte elle est rentable. »

Attention, dit-il pourtant, « un film d'image doit valoriser mais pas travestir la réalité ». Et c'est parce qu'aucun des projets qui lui étaient présentés ne convenait à la culture de l'entreprise que Dominique Vastel n'a pas hésité à repousser de quelques mois la réalisation d'un tel film d'image pour le GAN. Une abstention qui mérite attention.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.



Un « pôle universitaire européen » à Strasbourg

Les trois universités de Strasbourg veulent créer ensemble « un pôle universitaire européen » pour contribuer à faire de la capitale alsacienne « un carrefour des cultures et un lieu de création scientifique et technologique ». Un document recensant tous les projets communs prioritaires a été adressé au ministre de l'Éducation nationale ainsi qu'aux collectivités locales et aux autorités européennes. Il a trouvé le soutien de M. Catherine Trautmann, maire (PS) de Strasbourg, qui a rencontré les trois présidents, MM. Jean-Paul Jacquot (université Robert-Schuman), Claude Régnier (sciences humaines) et Gilbert Leustrier (université Louis-Pasteur).

Parmi les projets énumérés, un centre des langues européennes, qui pourrait proposer aux étudiants une deuxième, voire une troisième, langue dans le cadre de leur formation initiale ou de la formation continue ; le développement de l'actuel Centre universitaire d'enseignement du journalisme, pour en faire une véritable école européenne multilingue ; la mise en place d'un centre de formation des fonctionnaires français aux questions européennes.

Les universités strasbourgeoises souhaitent un contrat avec le ministère définissant les étapes de la constitution de ce pôle européen. Elles proposent qu'un conseil scientifique consultatif anime la nouvelle structure, composé d'étus, du recteur, des trois présidents d'université et de personnalités qualifiées. La gestion serait assurée par les présidents à tour de rôle.

J.F.

● Luth arabe

L'École nationale supérieure de techniques avancées (ENSTA) organise, le mardi 20 juin, à 19 heures, un concert de luth arabe avec Abou Qasbi Dabul (prix de l'académie Charles-Croix 1988 de musique traditionnelle) et un récital de chant classique arabe par Zafer Jilt.

● ENSTA : amphithéâtre, 32, boulevard Victor, 75015 Paris. Rés. bureaux des élèves : 45-52-34-65.

● Management des risques

L'Institut du management des risques ouvrira ses portes à l'école supérieure de commerce de Bordeaux en septembre. Cette préparation aux risques industriels, commerciaux, financiers et internationaux, formera en quinze mois des cadres supérieurs. Elle est ouverte aux titulaires d'un diplôme d'ingénieur, d'école de gestion, d'un DEA ou

de diplômes équivalents.

● Institut du management des risques, domaine de Rabat, 680, cours de la Libération, 33400 Talence Cedex. Tél. : 50-80-70-50.

● Protection des plantes

L'École nationale supérieure de paysage et l'École nationale supérieure d'horticulture organisent, du 22 au 24 juin, les Rencontres internationales du paysage du roi, sous le patronage de Mme Hervé Nallet et Jack Lang. Ces rencontres, qui réunissent des professionnels et des universitaires, permettront une réflexion sur les formations, l'horticulture, la protection des plantes et paysages.

● École nationale supérieure de paysage, 6 bis, rue Hardy, 78009 Versailles Cedex. Tél. : 39-53-98-89. École nationale supérieure d'horticulture, 4, rue Hardy, 78009 Versailles Cedex. Tél. : 39-50-60-67.

la ligue vo

Le

ELECTION

char

(édition

Économie

Un assouplissement marginal de la politique de rigueur

M. Rocard s'interroge sur l'ampleur du « coup de pouce » à donner au SMIC

Comme chaque année à pareille époque, le gouvernement est confronté à un débat sur la revalorisation du salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC). La loi du 2 janvier 1970 prévoit, en effet, une augmentation annuelle du SMIC au 1^{er} juillet, pour faire bénéficier les salariés du bas de l'échelle des revenus du « développement économique ».

« En aucun cas, est-il précisé dans la législation, l'accroissement annuel du pouvoir d'achat du SMIC ne peut être inférieur à la moitié de l'augmentation du pouvoir d'achat des salaires moyens enregistrés par l'enquête trimestrielle du ministère du travail. » M. Michel Rocard appliquera-t-il strictement la loi ou ira-t-il, comme en 1983, un peu au-delà? C'est la seconde hypothèse qui est la plus vraisemblable, même si la décision n'est pas encore totalement arrêtée. Le gouvernement doit recueillir l'avis de la commission nationale de la négociation collective le 27 juin avant d'arrêter sa position au conseil des ministres du 28 juin.

Au regard de la loi, la mécanique est simple : la valeur du SMIC au 1^{er} juillet 1988 (22,76 F de l'heure) va se trouver indexée sur le glissement des prix de mai 1988 à mai 1989, soit 3,6 % ou 3,7 % selon que la hausse est de 0,3 % ou de 0,4 % en

mai. Se rajoute à cet effet-prix la moitié de l'augmentation du pouvoir d'achat des salaires horaires moyens : le gain effectif ayant été de 0,29 %, un minimum de 0,145 % devrait être pris en compte. La hausse du SMIC sur un an serait alors de 3,8 % ou de 3,9 %. Le salaire minimum ayant été augmenté de 2,1 % au 1^{er} mars (date depuis laquelle il est en brut de 29,36 F par heure et 4961,84 F par mois), il serait, dans cette hypothèse minimale, augmenté de 1,6 % ou de 1,7 % au 1^{er} juillet.

A coups de notes « internes »... diffusées en dehors de la Rue de Rivoli, le ministère de l'économie défend au nom de la rigueur la thèse d'une application stricte de la loi. Cette position est la même qu'en 1988 et elle vient, comme il y a un an, de recevoir le soutien du CNPF. M. François Férigot ayant déclaré le 16 juin à Biarritz que « tout ce qui constitue un coup de pouce est un facteur d'écroulement de la hiérarchie et un facteur d'inflation ».

« Irrecevables »

On agit volontiers dans l'entourage de M. Bérégovoy le spectre d'une accélération de l'inflation. Ne risque-t-on pas avec 0,4 % en mai d'avoir un glissement des prix de plus de 2 % sur les cinq premiers mois de l'année, alors qu'on prévoyait 2,2 % sur la totalité de 1989?

Autre indice jugé inquiétant et pris plutôt au sérieux par le CNPF, la hausse, selon des chiffres provisoires, de 1,3 % du taux de salaire horaire ouvrier au premier trimestre. Début d'un dérapage?

Les thèses du ministère de l'économie et du CNPF sont jugées pour l'heure irrécevables à l'hôtel Matignon. Au lendemain de la publication par l'INSEE d'une étude montrant que le SMIC est à la baisse en moyenne annuelle de 0,6 % de son pouvoir d'achat en 1988 et dans une période où le président de la République lui-même a multiplié les déclarations sur son soutien à la justice sociale et sur son attention aux plus défavorisés, on imagine mal chez M. Rocard comment on pourrait s'abstenir de faire un geste allant dans le sens d'une réduction des inégalités salariales, qui restent fortes.

Les syndicats devraient-ils subir encore la rigueur, alors que les entreprises affichent avec ostentation leur santé florissante retrouvée? Arguments sociaux et économiques se mêlent. L'INSEE a montré (le Monde du 16 juin) « la perte d'influence du SMIC au cours des années récentes dans la revalorisation des bas salaires » : il les accompagne plus qu'il ne les précède.

Dès lors que, sûr du soutien sur ce point de M. François Mitterrand, M. Rocard paraît bien décidé à résister aux pressions de la Rue de

Rivoli, deux hypothèses sont au centre du débat. La première consisterait à procéder exactement de la même manière que l'année dernière lorsque M. Rocard, qui venait d'arriver, avait surpris son monde en allant au-delà du réajustement légal. En clair, au lieu de donner au SMIC la moitié de l'augmentation du pouvoir d'achat du salaire horaire ouvrier, il lui affecterait la totalité, soit 0,29 %.

Selon l'indice de mai, le SMIC serait revalorisé de 1,8 % ou de 1,9 % et pourrait donc passer à 5 051 F ou à 5 056 F. Le coup de pouce réel serait donc de 0,15 % (ou arrondi), soit un gain mensuel brut de 90 F ou de 95 F. L'effet d'affichage serait moins favorable qu'en 1988, où le coup de pouce rocardien avait été de 0,4 %.

L'inconvénient d'une réédition de la méthode utilisée en 1988, où il s'agissait du premier coup de pouce depuis celui de M. Bérégovoy, le 1^{er} mai 1984, est qu'elle risque cependant de méconnaître tout le monde, le ministère de l'économie et le CNPF certes, mais surtout les syndicats. FO demande une augmentation réelle et substantielle du pouvoir d'achat. La CGT revendique un SMIC à 6 500 F. Et M. Jean Kaspar, le secrétaire général de la CFDT, s'est prononcé le 16 juin pour un « coup de pouce significatif » avec une hausse « d'au moins

1 % du pouvoir d'achat » du salaire minimum, qui, relevé alors d'au moins 2,7 %, ne serait pas inférieur à 5 095 F en brut. Un bon sens mensuel de 134 F.

Anticipation?

Une augmentation significative de 1 % du pouvoir d'achat est l'hypothèse qui a, semble-t-il, les faveurs de M. Jean-Pierre Soisson. Cette éventualité est, pour l'heure, écartée par l'hôtel Matignon, qui recherche une « solution raisonnable » entre la rigueur de M. Bérégovoy et le « laxisme » apparent de M. Soisson, un relèvement de 2,5 % du salaire minimum apparaissant comme la limite maximale. M. Rocard se prononcera-t-il au dernier ressort pour une mesure plus avantageuse qu'en 1988?

L'opportunité politique jouera beaucoup. Si le premier ministre va au-delà du bon sens réel de 0,15 % vers lequel il semble actuellement pencher, c'est qu'il sera convaincu de calmer les syndicats avant l'été et, au contraire, de les conforter dans leurs vœux revendicatifs pour le secteur public.

Matignon s'apprête à examiner les dossiers du SMIC et de la fonction publique, mais la fièvre recommence à monter chez les fonctionnaires, surtout en vue de la « rentrée » de septembre. Après avoir demandé séparément une révision du calendrier des hausses sala-

riaux prévues par l'accord de 1989 — le glissement des prix risquant de se situer autour d'un bon 2 % en cinq mois alors que le coût était basé sur une hypothèse de 2,2 % en niveau sur l'année — les cinq syndicats signataires (FO, CFDT, FEN, CFTC et autonomes de la FGAF) s'apprêtent à demander ensemble une anticipation. M. Kaspar a annoncé la couleur le 16 juin en exigeant que la hausse de 1,2 % prévue pour le 1^{er} juillet soit transférée en 2 % au 1^{er} juillet. « Il y a de la crédibilité du gouvernement », a-t-il lancé, en avertissant qu'un refus « compromettrait gravement » la recherche d'un accord pour 1990 dans la fonction publique. Sur ce chapitre, M. Rocard ne paraît nullement décidé à céder.

MICHEL NOBLECOURT.

● Recul de la CGC et de la CFTC chez les salariés. — Aux élections des représentants des salariés au conseil d'administration de Pechiney, dont les résultats ont été rendus publics le 16 juin, la participation a été de 2,2 point (passant de 74,5 % en 1984 à 72,3 % en 1988), tandis que le recul de la CGC et de la CFTC a bénéficié aux autres syndicats. La CGT a obtenu 41,6 % des suffrages exprimés (+ 0,9 point par rapport à 1984), devant la CFDT (23,5 % (+ 1,7 point), FO (16,5 % (+ 0,8)), la CGC (13,8 % (- 2 points)) et la CFTC (4,8 % (- 1,4 point)).

Selon la CISL

Près de 650 syndicalistes ont été assassinés dans le monde depuis le début de 1988

En 1988 et au cours des premiers mois de 1989, selon le rapport annuel publié par la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), près de 650 syndicalistes ont été assassinés, presque deux fois plus que l'année précédente et plus de 6 500 arrestés pour leurs activités.

La répression a été particulièrement brutale en Amérique latine. En Colombie, notamment, des disparitions et des assassinats ont été signalés presque chaque jour : cinq cents au total, surtout des syndicalistes agricoles. De son côté, le gouvernement a fait arrêter 700 syndicalistes lors de la grève générale du 27 octobre. Au Salvador, une vingtaine de syndicalistes ont été tués. Au Nicaragua, plus de 150 syndicalistes ont été arrêtés au cours de l'année. Au Chili, malgré les progrès de l'opposition démocratique, deux dirigeants de la CUTI sont toujours

en détention et ont été arrêtés le 18 avril lors d'une grève pour leur libération.

En Afrique du Sud, la loi sur les relations du travail entrée en vigueur en septembre interdit les grèves de solidarité et le boycottage de produits. En Corée du Sud, après trois amnisties présidentielles, 150 syndicalistes restent détenus pour les grèves de l'été 1987 : 700 personnes ont été interpellées en mars 1989, après une grève d'un mois aux chantiers navals Hyundai. En Turquie, 264 responsables de la centrale Diak ont été condamnés à des peines allant de cinq à six ans de prison. En Roumanie, une cinquantaine de travailleurs ont disparu et 60 autres ont été condamnés aux travaux forcés, pour des peines allant de six mois à trois ans de soulèvement de Brasov en 1987.

CONJONCTURE

Le rapport annuel de l'AFB

Les banques envisagent de tarifier certains services rendus au Trésor, à la Sécurité sociale et au commerce

Dans son rapport annuel, l'Association française des Banquiers (AFB) indique que ses adhérents envisagent de réexaminer « la gratuité de certains services bancaires » rendus au commerce, au Trésor et à la Sécurité sociale, afin de réduire leurs charges de gestion.

L'AFB réaffirme la nécessité pour les banques de « dégrèver des marges bénéficiaires plus fortes » pour être en mesure de « baisser le coût de certaines catégories de crédits ». Le surcoût du crédit est imputable à divers transferts, notamment celui « entre les remises et les tirés ». Ainsi, selon le rapport, « pour le chèque il y a bien

un service rendu au commerce et celui-ci ne participe pas à son coût ».

Ce n'est donc pas le particulier qui semble poser aujourd'hui le plus de problèmes aux banques. Celles-ci ne demandent pas la facturation du chèque au particulier. En effet, selon l'AFB, « la non-facturation des chèques tirés par les particuliers n'est pas la pesanteur la plus gênante tant qu'elle s'accompagne de la gratuité des dépôts à vue ». Il n'en est pas de même pour les grands organismes comme le Trésor et la Sécurité sociale, où les projets de réexamen de la gratuité actuelle.

AFFAIRES

Les relations entre la RFA et l'URSS

Très grosse commande soviétique d'ordinateurs à Siemens

Le ministère soviétique de l'enseignement supérieur et de l'enseignement spécialisé a commandé trois cent mille ordinateurs personnels d'une valeur de 2 à 3 milliards de francs (de 7 à 10 milliards de dollars) au groupe ouest-allemand Siemens, écrit le quotidien Sueddeutsche Zeitung dans son édition de lundi 19 juin.

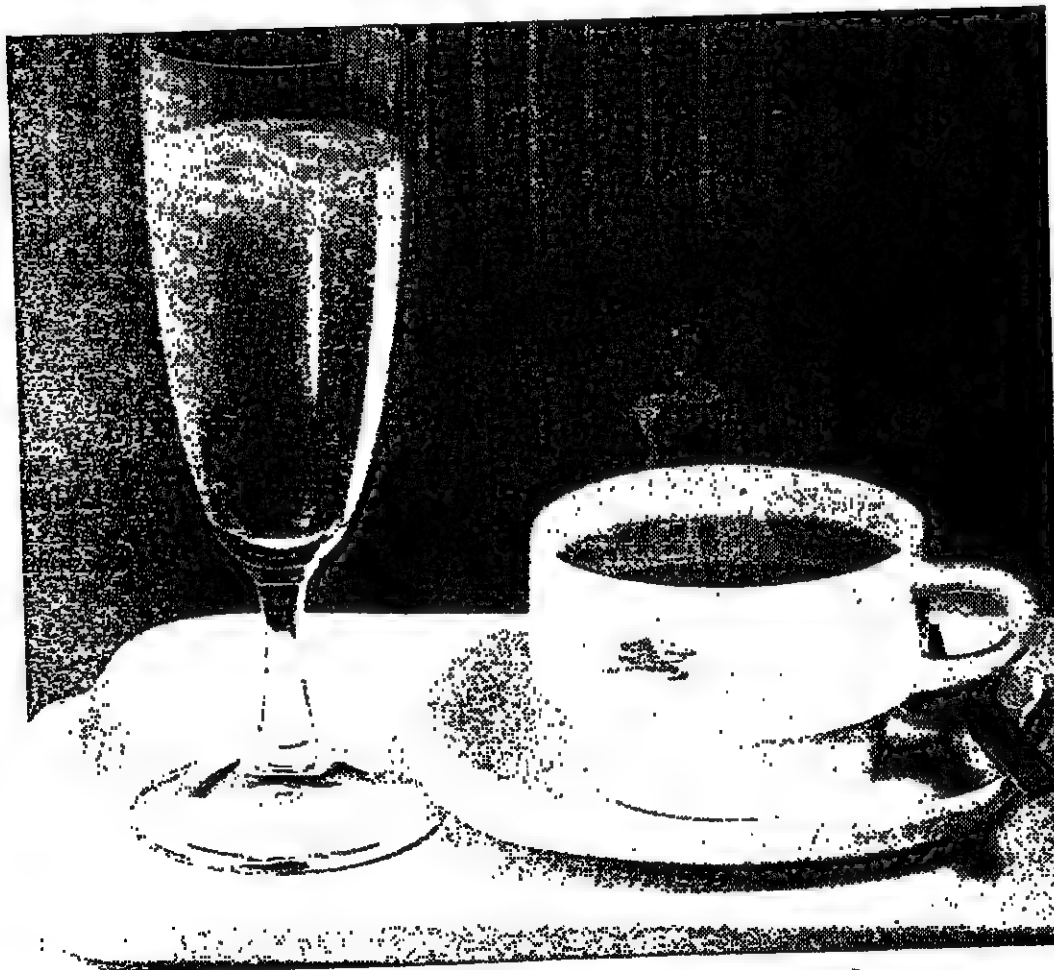
Cette commande serait financée sur la base d'un accord de troc — ordinateurs contre produits chimiques — avec l'entreprise de la firme britannique Afri-Arab, selon le même source. Il s'agit, poursuit le quotidien, du premier contrat tangible de la récente visite du numéro un soviétique Mikhaïl Gorbatchev en RFA. — (AFP.)

Thomson signe un accord de coopération avec l'Australie

Deuxième bonne nouvelle en l'espace de quelques heures pour Thomson : retour comme chef de file d'un projet de télécommunications de l'OTAN (le Monde des 18-19 juin), le groupe vient de signer, samedi 18 juin, un accord de coopé-

ration en vue du renouvellement par l'Australie de tout son équipement de radar civil et de système de contrôle aérien. Thomson travaillera cette fois en coopération avec des entreprises comme British Aerospace et Australia.

Paris-Delhi,
sans escale,
trois fois par semaine.



Dîner à Paris, petit-déjeuner à Delhi.

La manière la plus raffinée de vous envoyer vers l'Inde est désormais la plus commode. Quittez Paris dans la soirée. Arrivez à Delhi, petit déjeuner pris, à temps pour une bonne journée de travail. Inutile de changer d'avion pour Bombay. Durant le vol, découvrez notre fameux choix de plats gastronomiques français ou indiens. Les passagers de la classe affaires peuvent choisir notre pont supérieur, réservé aux non-fumeurs.

PARIS-DELHI-Delhi-PARIS

LE MEILLEUR DES DEUX MONDES

Économie

La discussion de la loi sur le logement à l'Assemblée nationale

L'amélioration des rapports entre propriétaires et locataires

Les députés ont adopté en seconde lecture, tard dans la nuit du jeudi 15 au vendredi 16 juin, la proposition de loi relative à l'amélioration des rapports locatifs, déposée par M. Guy Malandain et le groupe socialiste. Après l'échec de la commission mixte paritaire (CMP) qui s'était réunie mercredi 15 juin (le Monde du 16 juin), les députés ont rétabli l'essentiel des dispositions adoptées par l'Assemblée en première lecture. Seuls les socialistes ont voté pour, les communistes se sont abstenus, les groupes RPR, UDF et UDC ont voté contre. Le texte doit être maintenant soumis une nouvelle fois au Sénat et reviendra en dernière lecture devant l'Assemblée.

L'échec de la commission mixte paritaire, mercredi 14 juin, après plusieurs heures de discussion entre députés et sénateurs, avait certes mal auguré du débat sur l'amélioration des rapports locatifs en seconde lecture devant l'Assemblée. Pourtant, M. Louis Besson, ministre délégué chargé du logement, ne désespérait pas, jeudi, de parvenir à rapprocher les positions des uns et des autres. Il s'y employa avec acharnement, visiblement soucieux de combattre par avance les effets « psychologiques » que pourrait entraîner, auprès des professionnels du marché locatif, l'adoption d'un texte par les seuls socialistes et grâce à l'abstention conciliante des communistes. Une fois de plus, il répéta son maître-mot, l'« équilibre », et appela tant l'aile gauche que l'aile droite de l'hémicycle à la « sagesse ».

Depuis le début de l'examen de cette proposition de loi, le gouvernement semble en effet vouloir

conjuguer à tout prix le souvenir de la « loi Quilès » dont on a si souvent critiqué les effets pervers sur l'offre de logements locatifs. Aussi M. Besson n'a-t-il eu de cesse de souligner que ce texte « n'avait pas les intentions qu'on lui prêtait » mais se voulait « juste », tant à l'égard des locataires que des propriétaires. A plusieurs reprises, on eut d'ailleurs pendant cette seconde lecture le sentiment que la majorité des députés partageait le souci du gouvernement d'aboutir à une rédaction consensuelle de cette proposition de loi. Mais, après cinq heures de débat, chacun resta finalement sur ses positions. MM. Jean-Jacques Hyest (UDC, Seine-et-Marne), Jean Tibéri (RPR, Paris) et Léonore Deprez (UDF, Pas-de-Calais) jugeant que, en dépit de certaines modifications, le texte penchait décidément encore trop à gauche.

Le groupe socialiste avait pourtant accepté quelques assouplissements que le ministre chargé du logement s'efforçait de présenter à l'opposition comme de grandes concessions. Elles portaient notamment sur l'article 16 — qui détermine les catégories de logements dont les loyers sont fixés librement et celles qui doivent répondre à des conditions de référence de voisinage. Dans la version initiale de la proposition de loi, étaient libres les loyers des logements en première location ou, s'ils étaient vacants, ayant fait l'objet depuis moins de six mois de travaux de remise à neuf « d'un montant au moins égal à une année du loyer antérieur ». Les sénateurs avaient supprimé cette condition de travaux, qui a été réintroduite par un amendement de la commission des lois,

mais avec des nuances : les travaux sont désormais d'« amélioration » et non plus de « remise à neuf » et peuvent porter tant sur les parties privatives que sur les parties communes de l'immeuble.

Limitation des hausses de loyers

Quant au deuxième article fondamental du texte, qui autorise — pour une durée et dans une zone géographique limitées — le gouvernement à intervenir par décret en conseil d'Etat pour contenir les hausses de loyers jugées excessives, il avait lui aussi été supprimé par le Sénat. L'Assemblée l'a rétabli, mais là encore avec une légère modification, plus symbolique que réelle. C'est en effet sur cette notion d'« encadrement » limité et provisoire de certains loyers qu'avaient accroché toutes les discussions en première lecture, à la fois entre la majorité et l'opposition et entre le groupe socialiste et le gouvernement. Tout en convenant de la nécessité d'intervenir ponctuellement contre les hausses excessives, les trois groupes RPR, UDF et UDC faisaient mine de voir dans cette autorisation de décret la menace d'un retour au blocage des loyers.

Au nom de la commission des lois, le rapporteur du texte, M. François Colcombet (PS, Allier), rappelle donc que cette disposition se voulait essentiellement « dissuasive » et ne serait donc utilisée qu'avec circonspection. Symboliquement d'ailleurs, le groupe socialiste avait confié à M. Daniel Vaillant — qui, avec les autres élus socialistes de Paris, avait défendu une position « dure » sur ce texte — le soin de présenter un amendement qui se voulait un « gage » de cette conception restrictive du recours au décret. L'amendement adopté dispose qu'il ne s'appliquera que « dans la zone géographique » où est constatée une situation anormale du marché locatif et non plus, comme cela était ini-

tialement écrit, dans « les » zones. Quant au ministre du logement, il insista, comme il l'avait déjà fait lors de la première lecture, sur « la possibilité exceptionnelle, limitée, de l'éventuel recours » et il n'aurait guère fallu le pousser pour qu'il dise à l'opposition « votez cet article, je vous promets que je ne l'utiliserai pas... ».

Le gouvernement a également obtenu en séance le retrait par le groupe socialiste de toutes les dispositions tendant à déterminer une sorte de « loyer scientifique » qui servirait de base de référence en cas de désaccord entre propriétaires et locataires sur l'évaluation du loyer. Plusieurs amendements déposés au nom de la commission des lois disposaient en effet que les observatoires départementaux des loyers pourraient fournir au juge chargé d'arbitrer les conflits une « fourchette » de prix pour des logements comparables.

Autre difficulté que cette seconde lecture n'est pas parvenue à surmonter, celle de la transformation de logements d'habitation locatifs en locaux professionnels, souvent beaucoup plus rentables pour les propriétaires.

Sur ce problème qui se pose essentiellement à Paris, l'opposition souhaitait le maintien d'une des dispositions contenues dans la loi Méhaignerie de décembre 1986 qui assouplissait les conditions très sévères d'autorisation pour ce type de transformation, en faveur de certaines professions libérales (notamment les avocats contraints d'installer leur cabinet dans la capitale).

Les députés ont supprimé l'article introduit dans ce sens par les sénateurs et le débat sur les locaux professionnels en milieu urbain a été renvoyé à un projet de loi que le ministre du logement s'est engagé à déposer lors d'une prochaine session parlementaire.

PASCALLE ROBERT-DIARD.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



GROUPE SEGIN

GROUPE SEGIN ACQUIERT 100 % DU CAPITAL DE LA S.S.I.L. BELGE SYNECTICS

Aux termes d'un protocole d'accord signé entre Georges Leblon, directeur général du groupe SEGIN, et Peter Vermeire, General Manager de SYNECTICS, le groupe SEGIN acquiert la totalité du capital de la S.S.I.L. belge SYNECTICS. D'un effectif de 30 personnes, SYNECTICS prévoit un chiffre d'affaires de 118 millions de francs belges en 1989 et un résultat net de 3,5 millions de francs belges.

An même titre que le groupe SEGIN, SYNECTICS exerce son métier dans le domaine de la gestion des grands flux de données et l'ingénierie de réseaux. Avec l'acquisition de SYNECTICS, le groupe SEGIN concède à nouveau sa volonté de croissance internationale, après l'acquisition d'O.D.S. en Espagne en 1988. SYNECTICS, dont le siège est à Bruxelles, devient la base d'opérations pour le groupe en Belgique et trouve dans cet accord les moyens nécessaires à son développement. Celui-ci sera conduit par Peter Vermeire et Pierre Vandoren qui conservent la direction de SYNECTICS.

LICENCE EUROPEENNE DES AFFAIRES

avec le centre de management aux affaires de Genève
10 mois de management et de missions professionnelles européennes



ADMISSION

Jeunes cadres, licence, DEUG, DUT, BTS ou diplôme étranger équivalent.

INFORMATION-ADMISSION
IEMI (1) 42 66 66 82

INSTITUT EUROPEEN DE MANAGEMENT INTERNATIONAL
ETABLISSEMENT PRIVE D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR EUROPEEN

DEMANDE DE DOCUMENTATION GRATUITE A REMPLIR ET A RETOURNER

NOM _____ PRENOM _____
ADRESSE _____
TELEPHONE _____
IEMI 71, rue du Faubourg-Saint-Honoré - 75008 PARIS - Tél. (1) 42.66.66.82

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BULL. UNE MARQUE MONDIALE.

Recherche et développement

(en millions de francs)

Le Groupe Bull consacre 11,5 % du chiffre d'affaires consolidé, soit 3 642 millions de francs, à ses activités de recherche et développement dans des centres situés en France, en Amérique et en Australie.

Investissement industriels et commerciaux

(en millions de francs)

Le Groupe Bull consacre 13,1 % du chiffre d'affaires consolidé, soit 3 911 millions de francs, à ses investissements industriels et commerciaux.

Assemblée Générale du 7 juin 1989.

Extraits du message.

1988 représente pour Bull une étape décisive dans la constitution d'un groupe à l'échelle mondiale, avec la prise de participation majoritaire, aux côtés de nos partenaires Honeywell et NEC, dans la société américaine Honeywell Bull Inc. Cette société, prenant le nom de Bull HN Information Systems Inc. et adoptant la marque et la signature de Bull, partageant la même vision du marché et une stratégie commune, est venue donner une nouvelle dimension à notre Groupe. Avec plus de 31,5 milliards de francs (5,3 milliards de dollars) de chiffre d'affaires consolidé, le Groupe Bull figure désormais comme le premier fournisseur européen de systèmes d'information dans le club des dix grands de l'informatique mondiale. C'est là l'aboutissement de vingt-cinq ans de coopération entre les équipes de Bull S.A. et de Bull HN.

L'analyse faite en 1983 se vérifie d'année en année. Nos clients veulent une informatique communicante, à la fois ouverte, cohérente et distribuée, leur laissant une grande liberté d'évolution. L'un des enjeux principaux est aujourd'hui de permettre une gestion rigoureuse du capital d'information de l'entreprise et une large décentralisation des applications. Cela suppose le fonctionnement efficace et transparent de réseaux maillés interconnectant des systèmes multifonctions, des serveurs et des postes de travail.

C'est pourquoi nous entendons être un leader mondial dans les réseaux et les communications, et devenir pour nos clients le partenaire privilégié qui les aide à concevoir leur architecture de réseaux, à spécifier leur câblage, administrer leurs ressources, minimiser les coûts de communication, exploiter les nouveaux services, assurer les liaisons avec les réseaux publics. Pour ces problèmes d'ensemble, nous voulons proposer à nos clients des solutions d'ensemble, ouvertes à des environnements multiconstructeurs.

Ce sont désormais 45 000 personnes, à travers le monde, qui, guidées par cette analyse du marché, partagent la même stratégie. Notre double enracinement en Europe et en Amérique du Nord représente en effet pour nos clients un avantage remarquable. Notre expérience du marché américain garantit la qualité et la compétitivité mondiale de nos prestations. Notre forte implantation en Europe, où nous réalisons les trois quarts du chiffre d'affaires, fait de Bull le groupe le mieux placé pour faire profiter ses clients et ses partenaires, en Europe comme aux Etats-Unis, de l'opportunité historique que va représenter la création du marché unique européen. La coopération avec le groupe japonais NEC nous permet de proposer des unités centrales de très grande puissance, construites autour de la technologie la plus avancée.

Année de mutation, 1988 est aussi l'année d'une croissance retrouvée, après la pause observée en 1987. Notre chiffre d'affaires consolidé aura augmenté de près de 6 %, malgré la restructuration de nos activités aux Etats-Unis et grâce à une progression significative en Europe et dans le reste du monde. Au terme de cette année 1988, les qualités techniques et humaines de notre Groupe se trouvent renforcées. Notre culture plurinationale fonde notre capacité d'écoute, notre attention à la diversité des situations et notre volonté d'ouverture. Nous sommes encore davantage en mesure de réaliser notre ambition : constituer une équipe qui fait gagner ses clients.

JACQUES STERN,
Président-Directeur Général de CM8

Le Rapport Annuel 1988 peut être obtenu sur simple demande en écrivant à :
J.-M. PINEL Direction de la Communication 121, avenue Malakoff 75116 Paris.



*Après intégration globale de Bull HN.

ملفات الشركة

Économie

TRANSPORTS

La guerre du courrier express international

La riposte des Postes

BRUXELLES
de notre envoyée spéciale

Dans son sens littéral, le mot anglais « hub » signifie « moyen », le centre d'où partent les rayons d'une roue. Dans le jargon des transporteurs du monde entier, le « hub » est le point vers lequel convergent toutes les liaisons, mais aussi celui d'où elles repartent. L'économie de toutes les Postes du monde se trouve bouleversée le jour où les Américains eurent l'idée d'appliquer ce principe au courrier express. Les Postes se sont fait littéralement submerger par les transporteurs privés, qui leur ont pris 90 % du marché du courrier international. De véritables mastodontes, dont le chiffre d'affaires se compte en plusieurs dizaines de milliards de francs, ont pu se constituer : UPS (United Parcel Service), Federal Express et DHL aux États-Unis, TNT en Australie.

Commercialement, le principe des plates-formes centrales de transport était révolutionnaire : jusqu'alors les Postes se contentaient des vols réguliers pour acheminer leur courrier. D'où des lenteurs, des pertes, des dommages... Autant de risques réduits, voire supprimés, par l'affrètement d'avions consacrés uniquement au courrier. Sécurité renforcée : tels ont été les arguments de vente des « privés » du courrier. Les Postes du monde entier tardèrent à réagir : faute d'avoir vu le danger, d'abord. Par manque d'intérêt vis-à-vis du courrier international ensuite. En l'absence aussi de grande structure internationale de lobby. Les courriers internationaux écarteront donc la clientèle, composée essentiellement de grandes entreprises prêtes à payer le prix, tout en limitant leurs services à quelques créneaux. Un besoin était né, d'autant plus fort que les entreprises ont pris l'habitude de gérer leurs stocks au plus serré... Partis des documents, le transport s'est donc élargi aux pièces détachées et autres composants. Aujourd'hui, le marché international express ou urgent, estimé à 40 milliards de dollars, croît de 20 % à 30 % l'an.

A l'indifférence succéda la peur. L'idée se fit jour qu'après avoir mis

1 heure du matin. Sur l'aéroport de Bruxelles qu'éclairait une incertaine lumière orange, des hommes s'activaient autour d'un Mystère-20. Fébrilement, ils déchargent des sacs de courrier express qu'ils empilent sur un chariot, moteur tournant. Pendant ce temps, un camion-citerne remplit le réservoir de l'appareil, qui se redressera deux heures plus tard. Scènes de la vie quotidienne d'un « hub » — une plate-forme d'échange — mis en place par vingt et une Postes mondiales pour relever le défi des géants privés du courrier : DHL, Federal Express et autres TNT.

la main sur le courrier international, les grands transporteurs s'attaquent aux marchés nationaux. On plonge à tel ou tel créneau. Car, évidemment, la lettre entre Carpentras et Béziers n'a guère de charme pour DHL, Fedex et autres TNT. Personne ne dispute cette clientèle aux PTT, à la Bundespost ou à la Royal Mail, menacées en conséquence de ne conserver que les services les moins rentables ou chroniquement déficitaires. Les Postes nationales — quel que soit le statut juridique (administration, société privée ou nationale...) — eurent le sentiment de jouer leur tête. Ce scénario catastrophe fut très exactement celui qui se déroula aux États-Unis : la poste américaine fut écartée par les transporteurs privés.

Contre-offensive

En Europe, les Britanniques furent les premiers à réagir. Ils se tournèrent vers la Poste néerlandaise

— la plus « remuante » d'Europe — pour établir une première liaison aérienne, dédiée au courrier express entre Londres et Rotterdam. Français et Belges ne tardèrent pas à les rejoindre, suivis par d'autres. En 1986, la plate-forme s'installa à Bruxelles. De fil en aiguille, le 12 novembre 1987, onze Postes — essentiellement européennes — décidèrent de créer une société de transport Post Corporation, dotée d'un statut de coopérative. Le « hub » de Bruxelles était né.

Aujourd'hui, vingt et un établissements (1) — dont seize européennes — participent à la contre-offensive. Chaque nuit, treize appareils en provenance de vingt-deux grandes villes convergent vers la plate-forme de Bruxelles. Douze sont loués, un seul — un Electra — est acheté par l'entreprise. En moyenne, EMS-IPC transporte 25 tonnes chaque nuit. Avec une croissance annuelle

de 50 %, la société compte atteindre les 80 tonnes en 1992. Le trafic avec la Grande-Bretagne est le plus important, avec environ 8 tonnes. La France (6 tonnes) et la RFA (2 tonnes à 2,5 tonnes). Les États-Unis pèsent entre 5 et 8 tonnes... si bien que l'avion qui assure la transatlantique est partagé avec... un concurrent privé.

Fébrilité

Le dernier appareil arrive à Bruxelles à 1 h 50. Le premier à repartir en redécoule à 2 h 50. Les sacs doivent donc être triés dans un temps record... d'où l'impression de fébrilité dégage par les manutentionnaires travaillant sur l'aéroport. Pour fidéliser le personnel, les salaires sont élevés : personne ne gagne moins de 60 000 francs belges (en brut) par mois, soit 9 600 francs français, ce chiffre montant à 70 000-75 000 FB la nuit. Car c'est que minute compte : « Un avion pèché en Finlande à 18 heures, embarqué à Helsinki à 22 h 30, arrive à Bruxelles à 0 h 30, embarqué à 1 h 30 pour New-York, arrive dans cette ville à 5 h 15, atteint Toronto à 8 h 15 et peut-être déchargé à Montréal avant 10 heures », sourit M. Freddy Berlioz, un ancien de la Poste belge, aujourd'hui directeur des opérations d'EMS-IPC.

La concurrence est féroce. A quelques mètres de là, une piste est défrichée violemment : nous les producteurs, un énorme DC-10 violet de Federal Express est en plein déchargement. Un peu plus loin, DHL allonge ses vingt-cinq et trente appareils devant ses hangars. Ce qui ne représente qu'une part minime des flottes : 221 avions pour le premier, 100 pour le second (2)... leur puissance est visible à l'œil nu mais ne démontre pas l'état-major d'EMS-IPC qui n'a pas l'air de se soucier de la concurrence. « Aller voir le diable » sur l'autre piste...

FRANÇOISE VAYSSÉ.

(1) RFA, Autriche, Belgique, Canada, Chypre, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Portugal, Royaume-Uni, Suède, États-Unis.
(2) L'Expansion, 13/26 avril 1989.

Le transporteur privé Jet Services cloué au sol en France

La société Jet Services, spécialisée dans le transport rapide de petits colis en France, s'estime, dans un communiqué, « menacée de mort à cause de l'incompétence de la direction générale de l'aviation civile ». Depuis le 14 juin, la filiale aérienne du groupe Air Jet ne peut plus exploiter dans des conditions satisfaisantes pour son réseau et pour ses clients le troisième avion de type Fokker qui elle avait mis en place sur la ligne de fret Bordeaux-Paris, aller et retour.

La société indique qu'il a été demandé, sans explication, à Air Jet de « suspendre immédiatement ce vol ». En conséquence, « une grande partie des clients de Jet Services qui ont fondé leur stratégie sur l'organisation et le service de notre société vont se retourner vers la concurrence étrangère ou postale », précise le communiqué.

Créée il y a seize ans, Jet Services emploie deux mille personnes et réalise un chiffre d'affaires de 700 millions de francs.

ÉTRANGER

La peseta pourra fluctuer entre 4,86 et 5,48 centimes

Les marchés réagissent positivement à l'entrée de la devise espagnole dans le SME

Conformément à l'annonce du ministre des finances espagnol, M. Carlos Solchaga (le Monde du 18 juin), et malgré la surprise des cambistes des différentes places européennes, la peseta est entrée dans le système de change européen (SME), lundi 19 juin au matin. Au cours du week-end, les représentants des différentes banques centrales des pays participant au SME se sont consultés pour fixer les cours de référence de la peseta face aux autres devises participant au système. De même que la lire italienne, la peseta bénéficie d'une marge de fluctuation élargie à 6 %, alors que les autres devises du système ne peuvent fluctuer de plus de 2,25 % de part et d'autre du cours pivot.

Ainsi, selon la Banque de France, le cours pivot de 100 pesetas face au franc a été établi à 5,15981, alors que le cours planché est de 5,48 et que le cours plancher est, lui, de 4,86. Face à la monnaie allemande,

ces cours s'établissent respectivement à 65 pesetas pour 1 mark, 69,017 et 61,2.

La Banque d'Espagne sera désormais contrainte d'intervenir pour maintenir le cours de la peseta à l'intérieur de ces limites contre les autres monnaies participant pleinement au SME (mark allemand, franc français, lire italienne, franc belge-luxembourgeois, florin néerlandais, livre irlandaise, couronne danoise).

Sur les marchés des changes, l'entrée dans le SME de la peseta,

actuellement très prisée des investisseurs, a été saluée positivement : son cours s'est orienté à la hausse dès l'ouverture du marché parisien le lundi 19 juin, 100 pesetas s'échangeant à 5,33 F environ, contre 5,2790 F vendredi. Une hausse si vive que la Banque d'Espagne a dû intervenir en milieu de matinée en achetant des marks et des dollars.

Le poids de la peseta dans l'ECU devrait être officiellement pris en compte à partir de septembre prochain.

F. L.

● MEXIQUE : le gel des prix et des salaires prolongé jusqu'en mars 1990. — Le président mexicain Carlos Salinas a annoncé, dimanche 19 juin, la prolongation jusqu'au 31 mars prochain du « pacte de stabilité et de croissance économique »

entré en vigueur le 29 février 1988. M. Salinas a en effet estimé que ce pacte, qui prévoit le gel des prix et des salaires, avait eu « plus de succès que prévu ». De 157,2 %, en 1987, le rythme annuel d'inflation au Mexique a été ramené à 51,7 % en 1988, et devrait poursuivre son ralentissement cette année. La prolongation du pacte qui comprend également un contrôle strict du cours de la devise mexicaine, le peso, a été signée par les représentants du gouvernement, du patronat, et des principaux syndicats ouvriers et paysans.

● Les conventions collectives pourraient être suspendues provisoirement en Argentine. — Le président argentin élu, M. Carlos Menem, qui prendra ses fonctions le 8 juillet, a déposé à la fin de la semaine dernière quelques pans de son programme économique. Il a affirmé en particulier qu'il était « possible que soit temporairement suspendue l'application des conventions collectives » sur les salaires et conditions de travail, pour parvenir à un accord global entre tous les secteurs. Selon les propos tenus devant des chefs d'entreprises par MM. Miguel Roig et Jorge Triaca, qui devraient être nommés respectivement ministre de l'économie et ministre du travail, le nouveau gouvernement envisagerait des augmentations de salaires et de tarifs, une dévaluation de l'austral, des coupes dans le secteur public et la privatisation de plusieurs entreprises d'Etat.

A la suite d'un scandale boursier

Le gouverneur de la Banque centrale brésilienne démissionne

L'affaire Naji Nahas, déjà présentée comme le plus gros scandale boursier de l'histoire du Brésil, vient d'être raison de deux des plus hautes autorités financières du pays. Le gouverneur de la Banque centrale, M. Elmo Carmo, a annoncé, ce week-end, son intention de remettre, lundi 19 juin, sa démission au chef de l'Etat, M. José Sarney.

Le président de la Bourse de Rio, M. Sergio Barcellos, a quant à lui annoncé qu'il quittait son poste dès ce week-end.

L'affaire Nahas a éclaté la semaine dernière quand le financier brésilien s'est déclaré incapable d'honorer ses achats en Bourse. Son ardoise totale est évaluée à 148 millions de dollars (environ 1 milliard de francs). La plupart des maisons de titres de Rio et de São Paulo sont affectées. Personnellement concerné (il possède une maison de courtage dirigée par son fils), le président de la Banque centrale a jugé devoir se retirer. L'affaire Nahas déprime les cours des actions brésiliennes.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

RTZ

AUGMENTATION DE CAPITAL

Souscription de UNE action ordinaire nouvelle pour SEPT actions anciennes.

Au prix de 435 francs estimé à 44,92 F sur la base d'un cours de la Bourse de 10,767 F le 18 juin.

Cotation du droit de souscription à la Bourse de Paris du 16 au 26 juin 1989. Les souscriptions seront reçues du 16 au 29 juin 1989 à 12 heures aux guichets de : L'EUROPEENNE DE BANQUE, 21, rue La Fayette, 75009 Paris. Téléphone : 42-47-85-09.

BALD du 5 juin 1989. Une note d'information ayant reçu la visa n° 89-229 de la Commission des Opérations de Bourse en date du 1^{er} juin 1989 est à la disposition du public.

Transports publics contre voitures individuelles

Sauver les villes de l'asphyxie

(Suite de la première page.)

Le mauvais exemple américain est particulièrement éloquent. En effet, les États-Unis figurent parmi les pays qui subventionnent le plus leurs transports en commun (en 1982, 63 % des frais d'exploitation provenaient de fonds publics) mais ce sont eux aussi qui s'en servent le moins parce qu'ils ont trop privilégié le véhicule individuel par une fiscalité très basse sur les carburants et sur les ventes de voitures. L'habitat clairsemé qui en est résulté empêche les transports en commun de jouer leur rôle car un RER a peu de raison d'être au milieu des pavillons perdus dans la verdure de l'Etat de New-York.

En attendant le renouveau d'une volonté urbanistique qui fait partout défaut, les cités affrontent le problème à titons. D'abord contenir la marée automobile : depuis 1975, le centre de Singapour n'est accessible gratuitement qu'aux automobilistes transportant au moins quatre personnes. Les autres acquittent un péage de 5 dollars singapouriens (environ 16 francs français). En Italie, ce sont quarante-deux villes qui ont interdit partiellement ou totalement leur cœur à la circulation, à l'image de Bologne. A Budapest, l'accès au centre nerveux de la rive gauche du Danube est seulement permis aux titulaires d'un laissez-passer spécial et aux bus. Les Pays-Bas étudient la mise en place d'un péage urbain généralisé.

Augmenter

les crédits d'investissement

Encore faudra-t-il améliorer les transports en commun offerts aux citoyens qui abandonneront l'automobile. Cela suppose une augmentation des crédits d'investissement. Par exemple, les Pays-Bas projettent de dépenser 300 millions de francs supplémentaires par an pour développer les réseaux de leurs bus, de leurs métros et de leurs trains de banlieue.

Les remèdes doivent venir également des exploitants, qui sont appelés à changer d'attitude vis-à-vis de la clientèle. « Nous ne pouvons pas nous contenter de prendre les transports en commun, nous devons les rendre plus confortables et plus attrayants. Le temps est venu pour nous de faire une plus grande place au marketing », M. Michel Robin, président de l'Union des transports publics français (UTP), réchiffre : « Avant, lorsqu'une nouvelle ligne était mise en service, nous réduisions le nombre des bus ; autrement dit nous adaptions nos clients à notre offre de transports. Désormais, nous devons adapter celle-ci à la demande, c'est-à-dire mettre en ligne des bus plus petits mais aussi plus fréquents. »

La flexibilité du service et la simplification tarifaire sont beaucoup facilitées par les progrès techniques. Le microprocesseur et l'ordinateur ont fait leurs preuves à Lille depuis 1983 et à Vancouver depuis 1986 dans la gestion des métros sans pilote. L'absence d'accident et des coûts d'exploitation inférieurs de 20 % par rapport à ceux d'un métro classique sont pourtant d'un moindre bénéfice que la possibilité d'injecter sans difficulté le nombre de rames nécessaires à une sortie de stade et vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les métros du futur seront entièrement automatisés. La carte de paiement électronique ouvre des horizons insonnables dans la mesure où elle permettra à l'usager de combiner le paie-

ment du parking et son voyage en bus. Pour l'exploitant, elle sera l'occasion de mettre en place une tarification complexe favorisant les voyages aux heures creuses.

Les transports publics sont aujourd'hui confrontés à des défis. Le problème est le vandalisme. Les graffiti, les sièges éventrés, des voitures maculées sont ressentis comme des agressions par les voyageurs qui risquent de fuir vers la voiture, où ils se sentent en sécurité. La montée du sentiment d'insécurité est impressionnante. Selon le ministère de la Justice néerlandaise, le nombre de destructions relevées dans les transports en commun des Pays-Bas est passé de 7 000 en 1965 à 25 000 en 1975 et à 99 000 en 1985. Dans la région de l'Ouest-Midlands (Grande-Bretagne), les dégâts s'élèvent à 10 000 F par an et par bus.

Les années Thatcher

En réduisant le nombre des agents présents dans les réseaux, l'automatisation elle-même encourage le vandalisme qui est essentiellement le fait de jeunes. Les pouvoirs publics se perdent en conjectures sur la parade à trouver à ce phénomène de société. En Suède, des juges surveillent bénévolement les couloirs du métro. Aux États-Unis, on efface les graffiti séance tenante. En France, certains juges condamnent les auteurs de graffiti à participer à l'effacement de leurs « œuvres ».

L'autre défi auquel se trouvent confrontés les transports publics est celui du Thatcherisme. En décidant, en 1984, de réformer les lignes de bus urbains et incurables budgétaires, le premier ministre britannique a durablement déstabilisé le système des transports britanniques. Le gouvernement de Sa Majesté a mis ses ancêtres les lignes de bus et admis la concurrence. Pour le meilleur ou pour le pire ? Les chiffres disponibles sont encore trop partiels et trop flouissants pour tirer des conclusions définitives. Il semble bien que les avantages de cette réforme soient d'ordre financier : à Londres même, les coûts d'exploitation auraient diminué de 50 %. Les subventions n'ont pas disparu pour autant mais elles couvrent seulement 15 % des frais. Au chapitre des inconvénients, les observateurs notent une dégradation de la qualité du service par la suppression des lignes non rentables, une hausse des tarifs supérieure à celle de l'inflation et un recul de la fréquentation de 7 % en 1986-1987 et de 2 % à nouveau en 1987-1988.

L'expérience britannique, dont le monde des transports suit avec passion les développements, a inspiré à plusieurs participants français du quarante-huitième congrès de l'UITP une hostilité non déguisée : « Il n'est pas possible », a déclaré l'un d'eux, « de confier au secteur privé les lignes rentables et aux pouvoirs publics les lignes déficitaires. Nos villes ont besoin de vrais réseaux. » Quant à M. Michel Rousselot, directeur général de la RATP, il a eu ce cri du cœur : « L'entreprise publique n'est pas forcément inefficace. Elle aussi sait lutter contre la bureaucratie et l'inflation des coûts pour s'adapter aux besoins des usagers. »

L'avenir dira si les transports publics seront capables de tenir ces promesses, d'accroître le nombre des usagers — treize milliards — qui les empruntent chaque année et de « sauver la ville », comme ils prétendent le faire.

ALAIN FAUJAS.

IL NY A QU'UN MASTÈRE SPÉCIALISÉ EXPERT EUROPÉEN DU MANAGEMENT DES ÉCHANGES EST-OUEST

agréé par la Conférence des Grandes Écoles

OBJECTIF :

former en 12 mois (dont 4 mois de stage) des cadres de très haut niveau pour les entreprises et organisations européennes développant des échanges entre les « deux Europe ».

SÉLECTION :

sur dossier et entretien avec un jury.

INSCRIPTION :

Direction du Mastère
ESSCA
1 rue Lakanal, BP 2007
49016 ANGERS CEDEX
Tél. 41 73 47 47

ADMISSION :

Diplômés des Grandes Écoles ou de l'Université, cadres d'entreprise.

ESSCA
FORMER POUR AGIR

ABONNEZ-VOUS RE ABONNEZ-VOUS

LE MONDE ET SES PUBLICATIONS

Gérez vos abonnements sur minitel
24 heures sur 24 - 7 jours sur 7

ABONNEMENTS

36.15 LE MONDE

“NOTRE MARQUE N’EST NULLE PART, ET POURTANT NOUS FAISONS BEAUCOUP PARLER DE NOUS.”



Le logo CGE, vous ne le retrouverez sur aucun produit dans aucun point de vente.

Et pourtant, nous sommes un des premiers groupes industriels mondiaux et nos réalisations dans les domaines de l'énergie et de la communication construisent jour après jour l'Europe industrielle.

Aujourd'hui, pour être encore plus proche de ses grandes activités industrielles et faire profiter ses actionnaires des succès de l'ensemble du groupe, CGE a décidé d'absorber la Compagnie Financière ALCATEL et ALSTHOM.

Dans le secteur de l'énergie et des transports, nous venons de conclure des accords majeurs avec le groupe britannique General Electric Company.

L'un donne naissance à GEC-ALSTHOM, un leader mondial sur le marché des équipements destinés à l'énergie et au transport ferroviaire. L'autre permet de renforcer le poids de notre filiale CGEE ALSTHOM dans le domaine du contrôle industriel. Autant d'événements qui nous

placent sous les projecteurs de l'actualité.

Ils se sont braqués aussi sur nous quand nous avons annoncé nos résultats pour 1988 :

- Un bénéfice net de 115 milliards de francs, en hausse de 23 %.
- Une marge nette qui a dépassé, avec deux ans d'avance l'objectif

de 3 % du chiffre d'affaires que nous nous étions fixé.

- Des commandes totales de 132,2 milliards de francs à fin 1988, en progression de 18 % à structure comparable.

Autant de performances constatées et saluées par les médias. Mais si nous déployons tant d'énergie c'est dans le seul but d'assurer l'avenir de CGE et par là même celui de l'industrie française et européenne.



GRUPE
CGE

Notre marque n'est nulle part, et pourtant nous sommes là.

HDM

مكتبة الامن الاصل

Marchés financiers

BOURSE DU 19 JUIN

Règlement mensuel

Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Plus ou moins	Compteur
----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------	---------	-----------------	---------------	----------

Comptant (selection)

GRAND PARI

VALEURS	% du mont.	% de coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Prête inc.	Rachet net	VALEURS	Emission	Prête inc.	Rachet net	VALEURS	Emission	Prête inc.	Rachet net
Obligations									Étrangères											
Emp. 8,80 % 77	128 25	0 051	C.L.C. (France, dé)	226	1387	Veolia	1321	134 70	A.A.A.	1008 58	584 97	France Pérou	104 48	101 44	Finco Placements	248 57	247 13			
8,50 % 78/79	307 95	0 051	C.L.M. (France, dé)	663	106	Macdonell Bk	106	106	Action	224 28	228 01	France Argentine	1201 66	1168 96	Finco Invest.	730 90	807 37			
10,20 % 79/80	104 90	0 822	Caso (R)	1254	133 50	Magnolia Unipol	69 50	69 50	Action France	536 44	917 05	France Espagne	28 34	29 24	Placements A	1116 76	1041 15			
12,35 % 80/80	103 95	0 981	Caso (R)	1254	133 50	Magnolia Unipol	69 50	69 50	Action France	536 44	917 05	France Espagne	28 34	29 24	Placements B	70417 15	64917 73			
16,20 % 82/90	103 76	0 998	Caso (R)	1254	133 50	Magnolia Unipol	69 50	69 50	Action France	536 44	917 05	France Espagne	28 34	29 24	Placements C	54917 73	4917 73			
15 % Jan 82	106 55	0 720	Caso (R)	1254	133 50	Magnolia Unipol	69 50	69 50	Action France	536 44	917 05	France Espagne	28 34	29 24	Placements D	82945 35	6342 55			
14,80 % Jan 83	106 50	0 698	Caso (R)	1254	133 50	Magnolia Unipol	69 50	69 50	Action France	536 44	917 05	France Espagne	28 34	29 24	Placements E	112 87	139 68			
13,40 % déc 83	106 50	0 698	Caso (R)	1254	133 50	Magnolia Unipol	69 50	69 50	Action France	536 44	917 05	France Espagne	28 34	29 24	Placements F	1021 15	1051 05			
12,20 % oct 84	113 97	0 569	Caso (R)	1254	133 50	Magnolia Unipol	69 50	69 50	Action France	536 44	917 05	France Espagne	28 34	29 24	Placements G	112 87	139 68			
11 % Jan 85	107 40	0 763	Caso (R)	1254	133 50	Magnolia Unipol	69 50	69 50	Action France	536 44	917 05	France Espagne	28 34	29 24	Placements H	1021 15	1051 05			
10,25 % oct 85	107 40	0 763	Caso (R)	1254	133 50	Magnolia Unipol	69 50	69 50	Action France	536 44	917 05	France Espagne	28 34	29 24	Placements I	1021 15	1051 05			
DAT 12,75 % 82	108 55	0 630	Caso (R)	1254	133 50	Magnolia Unipol	69 50	69 50	Action France	536 44	917 05	France Espagne	28 34	29 24	Placements J	1021 15	1051 05			
DAT 10,50 % 1997	107 85	0 608	Caso (R)	1254	133 50	Magnolia Unipol	69 50	69 50	Action France	536 44	917 05	France Espagne	28 34	29 24	Placements K	1021 15	1051 05			
DAT 8,80 % 1997	106 50	0 769	Caso (R)	1254	133 50	Magnolia Unipol	69 50	69 50	Action France	536 44	917 05	France Espagne	28 34	29 24	Placements L	1021 15	1051 05			
Ch. France 2 %	101 75	4 150	Caso (R)	1254	133 50	Magnolia Unipol	69 50	69 50	Action France	536 44	917 05	France Espagne	28 34	29 24	Placements M	1021 15	1051 05			
Ch. Espagne 3 %	102 68	4 150	Caso (R)	1254	133 50	Magnolia Unipol	69 50	69 50	Action France	536 44	917 05	France Espagne	28 34	29 24	Placements N	1021 15	1051 05			
Ch. Portugal 4 %	101 98	4 150	Caso (R)	1254	133 50	Magnolia Unipol	69 50	69 50	Action France	536 44	917 05	France Espagne	28 34	29 24	Placements O	1021 15	1051 05			
EDF 1																				
EDF 2																				
EDF 3																				
EDF 4																				
EDF 5																				
EDF 6																				
EDF 7																				
EDF 8																				
EDF 9																				
EDF 10																				
EDF 11																				
EDF 12																				
EDF 13																				
EDF 14																				
EDF 15																				
EDF 16																				
EDF 17																				
EDF 18																				
EDF 19																				
EDF 20																				
EDF 21																				
EDF 22																				
EDF 23																				
EDF 24																				
EDF 25																				
EDF 26																				
EDF 27																				
EDF 28																				
EDF 29																				
EDF 30																				
EDF 31																				
EDF 32																				
EDF 33																				
EDF 34																				
EDF 35																				
EDF 36																				
EDF 37																				
EDF 38																				
EDF 39																				
EDF 40																				
EDF 41																				
EDF 42																				
EDF 43																				
EDF 44																				
EDF 45																				
EDF 46																				
EDF 47																				
EDF 48																				
EDF 49																				
EDF 50																				
EDF 51																				
EDF 52																				
EDF 53																				
EDF 54																				
EDF 55																				
EDF 56																				
EDF 57																				
EDF 58																				
EDF 59																				
EDF 60																				
EDF 61																				
EDF 62																				
EDF 63																				
EDF 64																				
EDF 65																				
EDF 66																				
EDF 67																				
EDF 68																				
EDF 69																				
EDF 70																				
EDF 71																				
EDF 72																				
EDF 73																				
EDF 74																				
EDF 75																				
EDF 76																				
EDF 77																				
EDF 78																				
EDF 79																				
EDF 80																				
EDF 81																				
EDF 82																				
EDF 83																				
EDF 84																				
EDF 85																				
EDF 86																				
EDF 87																				
EDF 88																				
EDF 89																				
EDF 90																				
EDF 91																				
EDF 92																				
EDF 93																				
EDF 94																				
EDF 95																				
EDF 96																				
EDF 97																				
EDF 98																				
EDF 99</																				

Cote des changes					Marché libre de l'or				
MARCHÉ OFFICIEL	COURS prie.	COURS DES BILLETS			MONNAIES ET DEVISES		COURS		COURS 19/6
		19/6	Achat	Vente			prie.	19/6	
Etats-Unis (5 \$)	8 810	8 735	8 600	7	Or fin (à la livre)	80300	78100		
ECU	7 028	7 021		348	Or fin (en lingot)	80300	78200		
Belgique (100 DM)	339 880	339 360			Pièces françaises (20 fr)	458	458		
Allemagne (100 DM)	16 223	16 221	15 850	312	Pièces françaises (10 fr)	458	458		
Pays-Bas (100 fl.)	301 240	301 240	282		Pièces belges (20 fr)	458	458		
Denemark (100 kr.)	87 250	87 220	83 800	88	Pièces belges (10 fr)	458	458		
Norvège (100 kr.)	83 850	83 850			Suécrois	582	576		
Suède (100 kr.)	10 374	10 371	10 000		Pièces de 20 dollars	3000	2940		
Grande-Bretagne (£ 1)	4 378	3 941	3 750	4 600	Pièces de 10 dollars	1495	1455		
Grèce (100 drachmes)	3 853	4 953			Pièces de 5 dollars	2280	2260		
Italie (1 000 lire)	333 600	332 720	380 000		Pièces de 100 florins	482	478		
France (100 fr.)	101 030	101 030	106 000		Pièces de 10 francs				
Autriche (100 sch.)	48 240	48 251	48 700	48 700	Or Londres				
Espagne (100 pes.)	5 278	5 340	5 150	5 750	Or Zurich				
Portugal (100 esc.)	4 073	4 073	3 900	4 600	Or Hongkong				
Canada (5 can. \$)	5 880	5 838	5 950		Argent Londres				
Japon (100 yen)	4 827	4 836	4 800	4 720					

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**

Renseignements :

c : coupon détaché - o : offert - ° : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

POLITIQUE	ÉTRANGER	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	INFOS SERVICES	TÉLÉMATIQUE
2 à 28 Les élections européennes en France et dans les onze autres pays de la Communauté.	31 Grèce : recul du PASOK de M. Papandréou aux législatives.	34 Le procès de la branche lyonnaise d'Action directe.	36 Musiques : Lucien Borge par le Liceu de Barcelone.	42 M. Rocard s'interroge sur l'ampleur du « coup de pouce » à donner au SMIC.	Abonnements : 27 Annonces classées : 54 à 77 (2 ^e cahier)	Les corrigés du bac 3615 tapes LMBAC
30 Une élection législative partielle et treize cantonales.	32 Brésil : la campagne pour l'élection présidentielle.	35 Un demi-million de personnes à la fête « Paris 88 ».	43 La loi sur le logement à l'Assemblée nationale.	43 La loi sur le logement à l'Assemblée nationale.	Carnet : 38 Loto : 39 Météorologie : poursuite de la grève : 39 Mots croisés : 39 Radio-télévision : 39	Elections européennes : tous les résultats 3615 tapes LM
	33 Huit nouvelles condamnations à mort à Pékin.	41 SPORTS : athlétisme : victoire de Christian Plaziat à Gotsis ; automobilisme : Renault triomphe sous la pluie.	40 Communication : un entretien avec M. Jacques Boutet, président du CSA.	44 La guerre du courrier express international.		
	- Le conflit népaléo-indien.			45-47 Marchés financiers.		

Les réactions en France après les élections européennes

M. Michel Rocard

Des résultats un peu décevants

« Ces résultats sont un peu décevants. Certes, la liste socialiste est en progrès significatif depuis les dernières européennes, mais nous pouvions espérer davantage, et il faut, dès lors, se demander pourquoi. »

« Je ne pense pas un instant que cela est une mise en cause de la politique européenne du président de la République et du gouvernement. Chacun sait à quel point le président, moi-même, le gouvernement, sommes des européens fervents, convaincus. Le problème n'est pas là, il n'est pas non plus dans la campagne. Laurent Fabius a traité du fond avec talent, précision (...). Il me semble que deux problèmes se posent : notre électorat s'est relativement peu mobilisé, et je crois que cela tient à ce qu'il ne se sentait pas menacé. Il s'était admirablement mobilisé aux municipales, l'enjeu était fort, on a vu le résultat. Là, personne ne sentait de menace. »

« Et puis, surtout, une partie des Français, et notre électorat probablement, se sont demandé si leur bulletin de vote avait un sens pour l'Europe dans ce Parlement européen réputé si lointain. Manifestement, cela veut dire que l'Europe n'est pas encore ressentie comme suffisamment présente et concrète. »

« Il y a là un signe qu'il faut que nous comprenions. Je veux saisir cette occasion de dire aux Français que notre bataille pour l'emploi, pour la sécurité de l'emploi et des revenus, se joue maintenant au niveau européen. Nous nous employons, je n'emploierai à donner plus de précision à cet enjeu important. Nous y serons aidés d'ailleurs par le résultat global de cette élection. Pour la première fois, la gauche sera majoritaire au Parlement européen. »

M. Pierre Joxe

L'abstention limite les interprétations politiques du scrutin

« Les dépouillements partiels confirment ce que plusieurs sondages ont donné comme indications, c'est-à-dire une baisse des listes d'opposition par rapport aux élections européennes antérieures, une baisse de la liste du Parti communiste, une stabilité du Parti socialiste et, évidemment, une hausse sensible de l'abstention. » « Les taux d'abstention sont en France, comme dans d'autres pays d'Europe, relativement élevés, ce qui limite évidemment, comme l'a déjà remarqué le premier ministre Michel Rocard, les interprétations politiques de ce scrutin européen », a expliqué M. Joxe.

M^{me} Edith Cresson

Pas de motifs de découragement

« Nous sommes en train de vivre une époque extraordinaire : c'est la première fois dans l'histoire que douze pays décident de se mettre ensemble pour construire quelque chose de nouveau. C'est une approche qui est complètement inconnue. Alors on demande à des gens qui ne sont pas très informés, car malheureusement l'information sur l'Europe circule assez peu, elle est très technique, elle est très mouvante et elle est très difficile à communiquer, j'en parle en connaissance de cause, on leur demande de voter sur quelque chose qui est en train de se faire et, après, on s'étonne effectivement qu'il y ait la moitié qui ne sachant pas très bien de quoi il s'agit, n'ait pas voté. »

« Moi, je n'y vois pas de motif de découragement : c'est un phénomène qui n'est pas à proprement parler français. On dit que les Français ont eu trop l'occasion de voter ces temps derniers, que c'est pour ça qu'ils ne votent pas et qu'ils en ont assez. Ce n'est pas ça : dans les autres pays de la Communauté il y a eu au moins d'élections que chez nous, c'est un peu le même phénomène qu'on voit. Il y a une incertitude, il y a quelque chose qui se bâte. »

« Je crois qu'il appartient naturellement à tous les acteurs de la vie économique de faire circuler mieux l'information. C'est très difficile et je crois qu'avec les réalisations que nous allons avoir dans l'année qui vient sous la présidence française de la Communauté, en particulier dans le domaine social, les gens, les électeurs, vont se rendre compte que l'on touche au concret parce que c'est ça qu'ils demandent. »

Un message très personnel du Président de Rodin :

MAINTENANT, JE SOLDE !

► Première confiance : les stocks de tissus anciens, je ne supporte pas. Dès qu'un tissu est un peu moins récent, même s'il est encore « Mode », même si sa qualité est magnétique, même s'il est génial, je solde.

► Deuxième confiance : quand je solde tous ces articles, peu m'importe leur prix. C'est tant mieux. Il faut que mes Soldes soient irrésistibles et les rabais considérables.

► Troisième confiance : j'aime trop mes clientes pour les décevoir. Si y a donc forcément des tas de tissus sensationnels solides surtout pour vous faire plaisir. Mes Soldes, ou tout ce sont vos Soldes, car je n'ai pas pensé qu'à vous !

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

M. Jacques Delors

L'abstention est un échec de la classe politique française

« Non, je ne suis pas déçu des résultats. Ce n'est pas un échec pour l'Europe. Dans un grand pays, les États-Unis, il n'y a pas plus de 50 % de votants. »

« Ce n'est pas un échec pour l'Europe. Expliquer l'Europe, ce n'est pas seulement la tâche des gens qui travaillent à Bruxelles, c'est aussi la tâche des gouvernements. »

« La montée des Verts correspond à deux phénomènes : les Français ne sont pas assez intéressés aux questions d'environnement (...) et il y a une certaine désaffection vis-à-vis du spectacle politique courant. »

« L'Europe, c'est notre seule chance d'exister demain, d'offrir un avenir à toutes les jeunes générations, de diffuser nos idéaux de solidarité partout dans le monde. Tout ceux qui n'ont pas voté aujourd'hui seront passés à côté de cela. »

« L'abstention est un échec de la classe politique française. »

M. Philippe Herzog

L'échec de la manière dont l'Europe se construit

« Premier enseignement : l'échec de la manière dont l'Europe se construit. Le problème de construire l'Europe n'a jamais été objectif, ment posé », a déclaré M. Philippe Herzog, tête de liste du PC.

« Nous avons beaucoup de travail à faire, ce résultat est décevant. »

« Notre déclin ? Je n'aime pas ce terme, car il ne correspond pas à la réalité : nous faisons mieux qu'aux présidentielles et moins qu'aux législatives. »

« Non, je pense que sur l'Europe nous n'avons pas de crédibilité. L'électorat populaire est démobilisé là-dessus, sur cette façon de faire l'Europe. Il va falloir lutter, et nous avons pris des contacts avec des syndicats. Les luttes vont se développer. Nous prenons date, nous essaierons de faire monter cette idée alternative. »

M. Georges Marchais

Un véritable refus de vote

« On peut parler d'un véritable refus de vote, encore accentué dans l'électorat populaire où ce comportement a été nettement majoritaire. »

« Les forces politiques traditionnelles sont en échec (...), le PC dont l'influence a pu être mesurée lors des élections législatives, cantonales et municipales, est un peu plus touché que les autres partis par ce comportement, sans doute aussi la répression en Chine, que nous condamnons avec vigueur mais qui a donné lieu à des attaques profondément malhonnêtes contre les communistes, a aussi joué contre nous. »

« Nous sommes déçus car nous avons fait beaucoup d'efforts pour contrebalancer ce mouvement de refus de vote dont nous étions conscients. Cette attitude de désintérêt et de rejet n'épargne aucune formation politique à l'exception des Verts. »

Le numéro du « Monde » daté 18-19 juin 1989 a été tiré à 513 361 exemplaires

Fidèle...
Fine, fraîche et particulièrement pure, VOLVIC accompagne les meilleurs plats de Paris.

CHEZ ARMAND AU PALAIS ROYAL Paris 1^{er}

VOLVIC

M. Alain Juppé

Quatre propositions pour l'opposition

« Je vous annonce que, cette semaine, nous allons prendre des initiatives pour renforcer l'union de l'opposition et faire en sorte que la victoire qu'elle a remportée ce soir s'amplifie dans les semaines et les mois qui viennent. »

« Tous les mots que nous utilisons sont soigneusement pesés. Je crois que l'union des formations de l'opposition ce n'est pas la fusion des formations de l'opposition. Nous allons proposer par exemple de constituer, à très bref délai, un certain nombre de commissions sur tous les grands sujets qui intéressent la vie quotidienne des Français avec de l'année 1990 les États généraux de l'opposition pour adopter une plate-forme commune de gouvernement de l'opposition. »

« Deuxième initiative concrète : nous allons proposer la constitution d'un intergroupe à l'Assemblée nationale avec des règles de fonctionnement précises qui permettent, le cas échéant, d'ailleurs, de recourir au vote par tête dans les délibérations du groupe. »

« Troisième proposition concrète : nous allons proposer la constitution d'une coordination des formations politiques, une sorte de bureau politique commun et, enfin, nous allons proposer d'adopter le principe des élections présidentielles et de discuter, bien sûr, ensuite, des modalités concrètes de ces primaires. Voilà quatre propositions pour faire l'union. »

M. Jacques Chirac

Objectif atteint

« Nous nous étions fixé un objectif, celui d'avoir une différence appréciable en plus sur la liste socialiste. Cet objectif a été largement atteint. Je m'en réjouis pour notre pays et la défense de ses intérêts dans l'Europe. La conclusion que j'en tire sur le plan de la politique intérieure est celle d'une aspiration de plus en plus forte de nos concitoyens pour une union de l'opposition et, dans les jours qui viennent, nous prendrons un certain nombre d'initiatives pour la réforme et la relance de l'union. »

IRAN

Election présidentielle le 28 juillet

Téhéran (AFP). — L'élection et le référendum sur la réforme de la Constitution iranienne — qui devraient se tenir le 18 août, — auront lieu simultanément le vendredi 28 juillet, a annoncé, lundi 19 juin, le journal pro-gouvernemental République islamique.

Selon le quotidien, la date de l'élection présidentielle ainsi que celle du référendum ont été avancées en raison de la nomination du chef de l'Etat, M. Ali Khamenei, comme « guide » de la République, après la mort de l'imam Khomeiny, ce qui laissait vacante la charge de président de la République.

DIPLOMES DE LANGUES

VOTRE ATOUT POUR 1993 !

UNE COMPÉTENCE RECONNUE, POUR LES AFFAIRES, LA GESTION, LA COMMUNICATION.

Certificats Européens de langues, Chaires de Commerce étrangères, Université de Cambridge...
BTS à vocation langues.

Préparations complètes, chez vous, à distance, avec suivi permanent et individualisé. Inscriptions de l'année.

Documentation gratuite à :

LANGUES & AFFAIRES, Service 4892, 35 rue Collange 92303 Paris-Levallois. Tél. : (1) 42.70.81.88

Sur le vif

Laissez-les vivre !

Moi, il y a un truc que je ne m'explique pas, c'est la frénésie des Français pour aller taquiner le lapin ou le lapin les jours d'élection, je m'inquiète devant tant d'inconscience et de paresse. Vous savez qu'aux Pays-Bas et au Danemark, il y a plein d'effiches partout, je les ai vues, nous dénonçons la vindicte publique. Sur à ces salopards de mangeurs de grenouilles qui ne tapent en plus des indignations de grèves. Les petits oiseaux, laissez-les vivre, bande de dégueulasses. En RFA, les Verts ont déjà réussi à faire entendre le pêche au vif, et Bruxelles s'est empressée de réclamer au minimum l'ouverture de la chasse au gibier d'eau.

Il était vraiment fier de son score, le mec. Il y a pourtant pas de quoi se vanter. Ça ressemble à quoi, son 4,7 %, son même pas 5 % ? A un presque député, un député amputé, un député aploigne à qui il n'a manqué que quelques milliers de bulletins pour courir donner de la voix au Parlement européen.

Histoire de défendre, il en a bien besoin, le droit de sur tout un tas de bêtes qui ne lui ont rien fait, un droit de plus en plus contesté, un droit en passe d'être balayé par cette énorme marée verte. C'est pas moi qui m'en plains. Un animal à barbe lancé à la poursuite d'un animal à plume, à poil ou à écailles, ça me hérisse et ça me débeate. Ça date un peu, non ? Ça fait pas descendre des arbres.

Mais bon, puleq, ils sont de plus en plus nombreux à boudier le politicien pour aller taquiner le lapin ou le lapin les jours d'élection, je m'inquiète devant tant d'inconscience et de paresse. Vous savez qu'aux Pays-Bas et au Danemark, il y a plein d'effiches partout, je les ai vues, nous dénonçons la vindicte publique. Sur à ces salopards de mangeurs de grenouilles qui ne tapent en plus des indignations de grèves. Les petits oiseaux, laissez-les vivre, bande de dégueulasses. En RFA, les Verts ont déjà réussi à faire entendre le pêche au vif, et Bruxelles s'est empressée de réclamer au minimum l'ouverture de la chasse au gibier d'eau.

Croyez-moi, au lieu de rester chez vous bien peinards, à buler vos fusils et à défendre des vers, vous seriez devenus jusqu'à l'exploit de votre circonscription, parce qu'au train où ça va, d'ici aux prochaines élections, la seule chose que vous aurez envie de voir et de bouffer, c'est l'écolo. Et ça, la chance au gros, elle est hautement contestée, le Communiste. Elle veut rien entendre. Elle fait sa Barbot.

CLAUDE SARRAUT

LE BON NUMÉRO
AU (1) 69.28.58.69
55 680

FORUM 386-25T
COMPATIBLE PC/AT
CONSTRUCTEUR FRANÇAIS
D'ORDINATEURS ET DE RÉSEAUX

SCANDITOURS

CHARME ET LUMIÈRE DU NORD

48 PAGES DE BEAUTÉ ET D'AUTENTICITÉ

VOYAGES INDIVIDUELS
CIRCUITS ACCOMPAGNÉS
CROISIÈRES

**NORVÈGE
FINLANDE
LAPONIE
SUÈDE
DANEMARK
GROENLAND
ISLANDE**

Demandez la brochure SCANDITOURS à votre agence de voyages ou à SCANDITOURS : 10, rue Auber 75009 Paris
Tél. : (1) 47 42 80 00

UN NOUVEAU MÉTIER
ASSISTANTE EUROPÉENNE DE MANAGEMENT

Une formation unique, reconnue par l'État, l'Université de Cambridge et l'Association des Universités de Management.

ESAN

ESAN : École Supérieure d'Assistants de Management

35, avenue de Villiers - 75017 Paris. Tél. 47 08 94 22

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

☐ souhaite en savoir plus sur l'enseignement. ☐ souhaite une documentation.